

مركز القانون العربي والإسلامي
Centre de droit arabe et musulman
Zentrum für arabisches und islamisches Recht
Centro di diritto arabo e musulmano
Centre of Arab and Islamic Law

PROJETS
DE CONSTITUTIONS ISLAMIQUES
ET DÉCLARATIONS DES DROITS
DE L'HOMME
dans le monde arabo-musulman

Sami A. Aldeeb Abu-Sahlieh

Ce livre peut être acquis auprès de
www.amazon.com
2^e édition, 2012

Le Centre de droit arabe et musulman

Fondé en mai 2009, le Centre de droit arabe et musulman offre des consultations juridiques, des conférences, des traductions, des recherches et des cours concernant le droit arabe et musulman, et les relations entre les musulmans et l'Occident. D'autre part, il permet de télécharger gratuitement du site www.sami-aldeeb.com un bon nombre d'écrits.

L'auteur

Sami A. Aldeeb Abu-Sahlieh: Chrétien d'origine palestinienne. Citoyen suisse. Docteur en droit. Habilité à diriger des recherches (HDR). Professeur des universités (CNU-France). Responsable du droit arabe et musulman à l'Institut suisse de droit comparé (1980-2009). Professeur invité dans différentes universités en France, en Italie et en Suisse. Directeur du Centre de droit arabe et musulman. Auteur de nombreux ouvrages dont une traduction française, italienne et anglaise du Coran.

Éditions

Centre de droit arabe et musulman
Ochettaz 17
Ch-1025 St-Sulpice
Tél. fixe: 0041 [0]21 6916585
Tél. portable: 0041 [0]78 9246196
Site: www.sami-aldeeb.com
Email: sami.aldeeb@yahoo.fr
© Tous droits réservés

Table des matières

Introduction	7
Partie I: Projets de constitutions islamistes	9
Document 1: Projet constitutionnel des Frères musulmans, 1952.....	11
Document 2: Projet constitutionnel du Parti de la libération, 1952.....	19
Document 3: Projet constitutionnel de l'Azhar, 1978.....	41
Document 4: Projet constitutionnel de Wasfi, 1980.....	55
Document 5: Projet constitutionnel du Conseil islamique, 1983	67
Document 6: Projet constitutionnel de Jarishah, 1983	83
Partie II: Déclarations des droits de l'homme	91
Document 7: Colloque du Kuwait, 1980	93
Document 8a: Déclaration de l'OCI, 1979.....	105
Document 8b: Déclaration de l'OCI, 1981	109
Document 8c: Déclaration de l'OCI, 1990.....	115
Document 9: Déclaration islamique universelle, 1980.....	121
Document 10a: Déclaration islamique universelle des droits de l'homme, 1981 (version réduite).....	135
Document 10b: Déclaration islamique universelle des droits de l'homme, 1981 (version complète)	145
Document 11a: Charte arabe des droits de l'homme, 1993	163
Document 11b: Charte arabe des droits de l'homme, 1994	169
Document 11c: Charte arabe des droits de l'homme, 2004	175
Document 12: Charte des juristes arabes, 1986.....	189
Document 13: Charte tunisienne, 1985	199
Document 14: Grande charte verte libyenne, 1988	203
Document 15: Charte marocaine, 1990	209

Observations générales

L'alphabet arabe se prête à différentes formes de translittération. Nous évitons la forme savante trop compliquée pour un lecteur non spécialisé. Nous donnons ici les équivalences de quelques lettres arabes:

'	ع + ء	gh	غ
kh	خ	u + w	و
d	ض + د	i + y	ي
dh	ظ + ذ	t	ط + ت
sh	ش	h	ح + هـ
s	ص + س	j	ج

Nous ne ferons pas de distinction entre les voyelles longues et les voyelles courtes, ni entre l'article défini *shamsi* et celui *qamari* (nous écrirons *al-shari'ah* au lieu d'*ash-shari'ah*).

Dans les documents que nous traduisons nous-même, nous maintenons l'usage de certains termes arabes dont la traduction peut prêter à confusion:

- *Jihad*: Guerre sainte.
- *Ijtihad*: Effort d'interprétation et de déduction des normes islamiques à partir du Coran, de la *Sunnah* et des autres sources du droit musulman.
- *Imam*: Chef de l'État.
- *Imamat*: Présidence de l'État.
- *Mujtahid*: Celui qui s'adonne à l'*ijtihad*.
- *Sunnah*: Tradition de Mahomet, 2^e source du droit musulman.
- *Zakat*: Impôt religieux.

D'autres termes arabes ont été échangés contre des termes français:

- *Ahl al-hal wal-'aqd*: Corps décisoire. Littéralement: ceux qui dénouent et nouent. Il comprend un nombre déterminé de personnes influentes.
- *Ahl al-ikhtiyar*: Corps électoral. Il comprend un nombre déterminé de personnes influentes ou d'électeurs.
- *Al-shari'ah (al-islamiyyah)*: La loi islamique.
- *Fard 'ayn*: Devoir personnel, à la charge de chacun (p. ex.: payer la *zakat*).
- *Fard kifayah*: Devoir collectif. Il indique un devoir qui doit être accompli par un nombre suffisant de personnes au niveau de la collectivité (p. ex.: apprendre la médecine).
- *Qanun*: Loi, au sens de la loi de l'État.
- *Shura*: Consultation.
- *Ummah*: Communauté islamique, éventuellement nation.

Introduction

Les musulmans constituent aujourd'hui environ un cinquième de la population mondiale, partagés principalement en deux groupes: les sunnites (environ 90%) et les chiïtes (environ 10%). Cinquante-sept pays font partie de l'*Organisation de la coopération islamique*, dont vingt-deux forment la *Ligue des États arabes*. Dans les constitutions de la plupart des pays arabes, l'Islam est mentionné comme religion d'État et/ou le droit musulman comme une source principale, voire la source principale du droit. Le seul pays arabe dont la constitution ne mentionne pas l'Islam est le Liban.

Sur le plan formel, le droit musulman ne couvre que le droit de la famille et des successions et, dans certains pays, le droit pénal. Les autres domaines du droit, comme le droit constitutionnel, le droit civil, le droit commercial, le droit administratif et le droit procédural, sont régis par des lois reprises de l'Occident. Mais dans la réalité le droit musulman joue un rôle important dans presque tous les aspects de la vie. Ainsi, il sert de référence pour déterminer ce qui est licite et ce qui est illícite dans les domaines de l'éthique sexuelle (normes vestimentaires, mixité entre hommes et femmes, rapports sexuels hors mariage, etc.) et médicale (avortement, procréation artificielle, planification familiale, clonage, etc.), des interdits alimentaires, des limites du sport, des restrictions sur le plan artistique et de la liberté d'expression, de l'économie (intérêts pour dettes et activités bancaires, paris et jeux de hasard, assurances, impôt religieux, etc.), du travail de la femme et de sa participation à la vie politique, de l'intégrité physique (circoncision masculine et féminine), etc.

Mais des milieux religieux prônent le rejet des lois d'origine occidentale et le retour pur et simple au droit musulman, et exigent des pays occidentaux l'application du droit musulman à leurs minorités musulmanes (dans les domaines du droit de la famille, des normes vestimentaires, des cimetières musulmans, de l'abattage rituel, etc.).

Les moyens les plus variés sont utilisés par les mouvements fondamentalistes pour parvenir à cette fin. Il y a les moyens violents qui mènent à des destructions nuisibles pour les pays en question et à un isolement des mouvements qui les prônent. Mais il y a aussi les moyens démocratiques, comme le soutien à des candidats au pouvoir exécutif et au parlement favorables au retour au droit musulman, la présentation au parlement de projets de lois islamiques, le recours devant les tribunaux constitutionnels dans le but d'invalidiser les lois existantes contraires au droit musulman, et l'appel aux juges pour qu'ils refusent d'appliquer ces lois. Il y a aussi les moyens éducatifs (écoles, médias, etc.) visant à influencer l'opinion publique pour assurer son soutien à une islamisation de la société.

Le changement souhaité par les islamistes aura de l'influence sur les pays arabomusulmans et sur les relations de ces pays avec les pays non-musulmans, et affectera les minorités musulmanes dans ces derniers pays dans la mesure où l'allégeance religieuse prime, du point de vue du droit musulman, sur l'allégeance natio-

nale ou territoriale. On jugera alors ce changement à l'aune du respect des droits de l'homme par les mouvements fondamentalistes et en fonction de leurs programmes législatifs et politiques.

Certes, personne ne peut préjuger du futur, surtout que les mouvements fondamentalistes peuvent recourir à la dissimulation¹ et à la théorie des priorités². On peut aussi spéculer à perte de vue sur leurs intentions. Mais il existe d'ores et déjà des écrits qui permettent de sonder ces intentions. Nous publions dans cet ouvrage un certain nombre de ces écrits que nous classons en deux catégories. La première catégorie comporte six projets constitutionnels islamiques (partie I), et la deuxième neuf déclarations arabes et islamiques relatives aux droits de l'homme (partie II).

Sauf indication contraire, ces documents ont été traduits par nous-mêmes. Lorsque nous reprenons une traduction faite par d'autres, cette traduction est reproduite telle quelle. En revanche, nous unifions la typographie des textes et la translittération des mots arabes selon le système annoncé au début de cet ouvrage. Les notes suivies de la mention (NdT) sont du traducteur. Les notes suivies de la mention (NdA) sont de nous-même. Lorsque la note n'est suivie d'aucune mention, elle appartient au texte en question.

¹ Voir à cet égard Aldeeb Abu-Sahlieh, Sami A.: *Le secret entre droit et religion: La dissimulation (taqiyyah) chez les chi'ites et les druzes*, dans *Les secrets et le droit*, Enseignement de 3^e cycle de droit, Schulthess, Zurich, 2004, p. 27-60.

² Cette théorie est développée par Yusuf Al-Qaradawi. Voir notamment ses deux ouvrages *Fi fiqh al-awlawiyyat, dirasah jadidah fi daw' al-Qur'an wal-Sunnah*, Maktabat Wahbah, le Caire, 2^e édition, 1996, et *Awlawiyyat al-harakah al-islamiyyah fil-marhalah al-qadimah*, Mu'assasat al-risalah, Beyrouth, 13^e édition, 1992.

Partie I:

Projets de constitutions islamistes

Dans cette première partie nous publions six documents:

- Le Projet constitutionnel des Frères musulmans, 1952.
- Le Projet constitutionnel du Parti de la libération, 1952.
- Le Projet constitutionnel de l'Azhar, 1978.
- Le Projet constitutionnel de Wasfi, 1980.
- Le Projet constitutionnel du Conseil islamique, 1983.
- Le Projet constitutionnel de Jarishah, 1983.

Document 1:

Projet constitutionnel des Frères musulmans, 1952

Note explicative

Titre complet: Projet de constitution islamique pour l'État égyptien.

Auteur: Section juridique des Frères musulmans. La préface de Dr. Muhammad Taha Badawi datée du 16 septembre 1952 affirme la conformité de ce projet avec la Loi islamique. Mais, à part quelques articles, ce projet n'est qu'une version abrégée des Constitutions égyptiennes du 19 avril 1923 et du 22 octobre 1930 inspirées de la Constitution belge à laquelle sont ajoutés des passages de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Source:

- Version arabe: *Mashru' dustur islami lil-dawlah al-masriyyah*, Al-Ikhwān al-muslimun, Al-shu'bah al-qanuniyyah, [Alexandrie, 1952].
- Version française: Nous avons établi nous-même cette traduction sur la base des versions françaises de la Déclaration universelle des droits de l'homme (ci-après: Décl. univ.) et de la Constitution égyptienne de 1923 (ci-après: Cég) parue dans l'*Annuaire de législation étrangère*, vol. 51, 1923, p. 574-593. Nous avons indiqué à la fin des articles leurs sources s'il y a lieu.

Chapitre I - De la souveraineté (*siyadah*)

Art. 1 - L'Égypte est un État islamique; son gouvernement a la forme représentative (art. 1 Cég).

Art. 2 - La Nation exerce son pouvoir par l'entremise d'un organe qui la représente (art. 1 Cég).

Chapitre II - Le gouvernement (*al-hay'ah al-hakimah*)

Le Parlement (*majlis al-ummah*)

Art. 3 - Le Parlement est composé de 200 députés élus sur la base du suffrage conditionné par la capacité intellectuelle, conformément aux dispositions de la loi électorale (art. 82 Cég).

Art. 4 - Pour être député, il faut être égyptien, de bonne réputation, âgé de 40 ans accomplis calculés d'après le calendrier hégire et bénéficiant d'une capacité intellectuelle déterminée par la loi électorale (art. 77 Cég).

Art. 5 - La durée du mandat de député est de cinq ans (art. 79 Cég).

Art. 6 - À la fin de chaque session ordinaire, le Parlement élit parmi ses membres un Président et un vice-président. L'élection a lieu conformément au règlement interne du Parlement (art. 87 Cég).

Art. 7 - Le Parlement a son siège au Caire. Toutefois, en cas de nécessité, il peut se réunir ailleurs (art. 90 Cég).

Art. 8 - Le membre du Parlement représente toute la Nation; il ne représente pas uniquement sa circonscription (art. 91 Cég).

Art. 9 - Le Parlement exerce le pouvoir de la Nation en lieu et place de cette dernière.

Art. 10 - Le Parlement légifère dans les limites des préceptes de l'Islam; il délègue au Chef de l'État leur application.

Art. 11 - Avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions, les membres du Parlement prêtent, dans leur salle de délibération et en séance publique, serment d'être fidèles à Dieu et ensuite à la Patrie, d'obéir à la lettre et à l'esprit des dispositions de la Constitution (art. 94 Cég).

Art. 12 - Le Parlement est seul compétent pour juger de la validité du mandat de ses membres conformément au règlement interne du Parlement (art. 95 Cég).

Art. 13 - Le Parlement siège en permanence; il se réunit sur convocation de son Président ou, en cas d'absence, de son vice-président le premier samedi du mois de La session dure jusqu'à la fin du mois de ... (c.-à-d. 10 mois en tout). Le Président prononce la clôture de la session (art. 96 Cég).

Art. 14 - En cas de nécessité, le Président, en cas de son absence, le vice-président du Parlement, ou le Chef de l'État peut convoquer le Parlement pendant les vacances parlementaires pour délibérer dans des affaires relevant de sa compétence. En outre, plus d'un tiers des députés peuvent décider la convocation du Parlement.

Art. 15 - Les séances du Parlement sont publiques. Toutefois, la session peut avoir lieu à huis clos en cas de nécessité extrême conformément à son règlement interne (art. 98 Cég).

Art. 16 - Le Parlement ne peut prendre de résolutions qu'autant que la majorité de ses membres se trouve réunie. Le vote de confiance dans le Chef de l'État nécessite la présence des deux tiers des membres. Hormis les cas où une majorité spéciale est requise, les résolutions sont prises à la majorité absolue des voix (art. 99-100 Cég).

Art. 17 - Les membres du Parlement ne peuvent être inquiétés à raison des opinions et votes par eux émis dans le Parlement (art. 109 Cég).

Art. 18 - Aucun membre ne pourra, pendant la durée de la session, être arrêté qu'avec l'autorisation du Parlement (art. 110 Cég).

Art. 19 - Aucun membre ne peut être relevé de son mandat qu'en vertu d'une décision prise à la majorité des membres du Parlement (art. 112 Cég).

Art. 20 - Les élections générales pour le renouvellement du Parlement ont lieu dans les cent jours qui précèdent l'expiration de son mandat. Au cas où les élections n'ont pu avoir lieu dans ledit délai, le mandat de l'ancien Parlement est prorogé jusqu'aux dites élections (art. 114 Cég).

Art. 21 - En cas de vacance d'un siège par décès, démission ou autrement, il sera dans un délai d'un mois pourvu à la vacance par voie d'élection. Le mandat du nouveau membre ne durera que jusqu'à l'expiration du mandat de celui qu'il remplace (art. 113 Cég).

Art. 22 - Le Parlement fait son règlement interne (art. 119 Cég).

Art. 23 - L'indemnité du membre du Parlement sera déterminée par une loi (art. 118 Cég).

Art. 24 - Le membre du Parlement ne peut exercer une autre fonction publique à l'exception du corps enseignant dans les universités égyptiennes. La loi électorale détermine les modalités de l'élection des représentants des universités (art. 92 Cég).

Chef de l'État

Art. 25 - Le Parlement choisit parmi ses membres un Chef à vie de l'État égyptien. Il peut aussi choisir un Chef en dehors de ses membres. Dans ce dernier cas, le choix doit être fait par une majorité des deux tiers des membres du Parlement et le candidat choisi doit remplir les conditions requises d'un membre du Parlement.

Art. 26 - Avant d'assumer ses fonctions, le Chef de l'État prête devant le Parlement le serment suivant: "Je jure par Dieu Tout-Puissant de respecter la lettre et l'esprit de la Constitution".

Art. 27 - À la mort du Chef de l'État, le Parlement se réunit dans les dix jours qui suivent la date du décès, pour élire un nouveau Chef. Le Président du Parlement exerce les pouvoirs du Chef de l'État jusqu'à l'élection de ce dernier. Il en est de même en cas de vacance de la présidence de l'État pour toute autre raison (art. 52, 55 Cég).

Art. 28 - Le Chef de l'État ne peut exercer une autre fonction publique ou privée, qu'elle soit rémunérée ou non (art. 92 Cég).

Art. 29 - Le Chef de l'État répond devant le Parlement de ses actes accomplis dans l'exercice des affaires de l'État, que ce soit sur le plan politique ou pénal.

Art. 30 - Lorsque le Parlement déclare n'avoir pas confiance dans le Chef de l'État, celui-ci doit démissionner de sa fonction (art. 65 Cég).

Art. 31 - Le Parlement a le droit de mettre le Chef de l'État en accusation pour toutes infractions commises dans l'exercice de sa fonction. La mise en accusation ne peut être prononcée qu'à la majorité des deux tiers des députés (art. 66 Cég).

Art. 32 - Le Chef de l'État est jugé par le Parlement pour les infractions commises dans l'exercice de sa fonction. Le procès se déroule conformément aux normes procédurales et selon les modalités prévues par le règlement interne du Parlement.

Art. 33 - Hormis le cas susmentionné, le Chef de l'État répond civilement et pénalement devant les tribunaux ordinaires comme tout citoyen. Il ne peut toutefois être arrêté qu'avec l'autorisation du Parlement.

Art. 34 - Le Chef de l'État ne peut prendre part aux séances du Parlement que si ce dernier le convoque pour être interrogé ou interpellé. Il peut cependant écrire directement au Parlement par l'entremise de son Président.

Art. 35 - Le Chef de l'État est aidé dans l'exercice de sa fonction exécutive par des ministres chargés des différents ministères réglés par la loi.

Art. 36 - Le Chef de l'État nomme et révoque les ministres (art. 48 Cég).

Art. 37 - Tout ministre est politiquement responsable devant le Chef de l'État.

Art. 38 - Le Chef de l'État répond politiquement devant le Parlement des agissements de ses ministres.

Art. 39 - Le ministre répond pénalement de ses actes devant le Parlement; les dispositions des articles 31 et 32 s'appliquent dans ce cas.

Art. 40 - Le ministre choisi par le Chef de l'État doit remplir les conditions d'un membre du Parlement.

Art. 41 - Un ministre ne peut exercer une autre fonction publique ou privée, qu'elle soit rémunérée ou non (art. 64 Cég).

Art. 42 - Les Ministres ne peuvent prendre part aux séances du Parlement qu'en tant que public. Toutefois, le Parlement peut les convoquer pour les entendre s'ils le demandent ou pour les interroger sur une affaire précise, et ce conformément aux modalités prévues par le règlement interne (art. 63 Cég).

Art. 43 - Tout membre du Parlement a le droit d'adresser des questions et des interpellations au Chef de l'État conformément aux modalités prévues par le règlement interne.

Chapitre III - De l'attribution des fonctions de l'État

La fonction législative

Art. 44 - Le Parlement exerce la fonction législative dans les limites des préceptes de l'Islam et des normes de la Constitution (art. 24 Cég).

Art. 45 - Chaque membre du Parlement ainsi que le Chef de l'État ont le droit de proposer des lois qui ne sont pas contraires à l'Islam.

Art. 46 - Aucune loi ne sera promulguée si elle n'a été approuvée par la majorité des membres du Parlement (art. 25 et 99 Cég).

Art. 47 - Le règlement interne du Parlement détermine les modalités en vue de proposer des lois au Parlement et de parvenir à une décision y relative (art. 106-107 Cég).

Art. 48 - Le Président du Parlement transmet la loi votée au Chef de l'État pour la promulguer. Si la loi n'est pas promulguée dans les dix jours par le Chef de l'État, elle le sera par le Président du Parlement. Le Chef de l'État répond politiquement devant le Parlement de son abstention de promulguer la loi, à moins qu'il n'ait estimé qu'elle viole les normes de l'Islam ou de la Constitution. Dans ce cas, il doit renvoyer la loi au Parlement dans le délai susmentionné en indiquant une telle violation (art. 105 Cég).

La fonction exécutive

Art. 49 - La fonction exécutive appartient au Chef de l'État, dans les conditions établies par la présente Constitution (art. 29 Cég).

Art. 50 - Le Chef de l'État promulgue les lois (art. 34 Cég).

Art. 51 - Les lois sont exécutoires dans tout l'État égyptien en vertu de leur promulgation qui résulte de leur publication au Journal officiel. La loi fixe la date de son entrée en vigueur; elle ne dispose que pour l'avenir, sauf dans les cas prévus par une disposition spéciale (art. 26-27 Cég).

Art. 52 - Le Chef de l'État édicte les règlements nécessaires pour l'exécution des lois sans modifier ou suspendre les lois elles-mêmes, ni dispenser de leur exécution. Il n'a pas le droit d'édicter des règlements indépendamment [des lois] (art. 37 Cég).

Art. 53 - Le Chef de l'État organise les ministères et les services publics; il nomme et licencie les fonctionnaires dans les conditions déterminées par la loi (art. 44 Cég).

Art. 54 - Le Chef de l'État est le commandant suprême des Forces armées. Il nomme et licencie les officiers dans les conditions déterminées par les lois (art. 46 Cég).

Art. 55 - Le Chef de l'État déclare la guerre défensive puis il en donne connaissance au Parlement (art. 46 Cég).

Art. 56 - Le Chef de l'État déclare la guerre offensive et conclut les traités après l'assentiment du Parlement (art. 46 Cég).

Art. 57 - Le Chef de l'État nomme et révoque les représentants diplomatiques dans les conditions déterminées par les lois (art. 49 Cég).

Art. 58 - Le Chef de l'État exerce le droit de grâce et de commutation de peine dans les conditions déterminées par les lois. L'amnistie générale doit faire l'objet d'une loi (art. 43 et 152 Cég).

La fonction judiciaire

Art. 59 - Le pouvoir judiciaire est exercé par les tribunaux; les arrêts sont rendus au nom de Dieu, à lui la gloire (art. 30-31 Cég).

Art. 60 - L'organisation des tribunaux, la nomination des juges et des officiers du parquet général ont lieu conformément aux lois (art. 125, 126, 128 Cég).

Art. 61 - Le juge a le droit, de sa propre initiative, de ne pas appliquer une loi contraire à la lettre ou à l'esprit de la présente Constitution.

Art. 62 - Les parties ont le droit, pendant la marche de l'instance, de demander au juge de ne pas appliquer une telle loi.

Art. 63 - Chaque citoyen a le droit d'intenter une action en nullité d'une loi contraire aux normes de l'Islam ou de la Constitution. Cette action a lieu devant un tribunal spécialement créé par la loi.

Des finances

Art. 64 - Les impôts sont établis, modifiés ou supprimés en vertu d'une loi (art. 134 Cég).

Art. 65 - Aucun emprunt public, ni aucun engagement pouvant grever le Trésor public pour un ou plusieurs exercices futurs ne peuvent être contractés qu'en vertu de la loi. Aucune concession ayant pour objet l'exploitation d'une richesse naturelle du pays ou un service d'utilité publique, ni aucun monopole ne peuvent être accordés qu'en vertu de la loi et pour un temps limité (art. 137 Cég).

Art. 66 - Le budget général des recettes et des dépenses de l'État doit être soumis au Parlement pour examen et approbation quatre mois au moins avant le commen-

gement de l'année budgétaire. Le budget est voté titre par titre. L'année budgétaire est fixée par la loi (art. 138 Cég).

Art. 67 - La session du Parlement ne peut être clôturée avant le vote du budget (art. 140 Cég).

Art. 68 - Si la loi du budget n'a pas été promulguée avant le commencement de l'année budgétaire, le budget de l'année précédente sera appliqué jusqu'à la promulgation du nouveau budget (art. 142 Cég).

Art. 69 - Toute dépense non prévue au budget ou dépassant les prévisions budgétaires, ainsi que tout virement de fonds d'un titre à l'autre du budget, doit être approuvé par le Parlement (art. 143 Cég).

Art. 70 - Le compte définitif de l'administration des finances pour l'exercice écoulé sera présenté à l'approbation du Parlement au commencement de chaque session ordinaire (art. 144 Cég).

Des Forces armées

Art. 71 - La loi détermine le contingent de l'armée et le mode de recrutement (art. 146-147 Cég).

Art. 72 - Le service militaire est obligatoire pour tous les Égyptiens dans les conditions déterminées par la loi.

Art. 73 - Est privée de l'exercice des droits politiques toute personne dont la désertion du service militaire est prouvée.

Art. 74 - L'organisation et les attributions des différentes forces de la police sont déterminées par la loi (art. 148 Cég)

La décentralisation

Art. 75 - Les provinces, villes et villages constituent des personnes morales pour l'exercice de leurs droits. Ils sont représentés par les Parlements provinciaux et par les différents Parlements municipaux (art. 132 Cég).

Art. 76 - L'organisation et les attributions de ces Parlements, ainsi que leurs rapports avec les différents pouvoirs de l'État, sont déterminés par la loi (art. 133 Cég).

Chapitre IV - Des droits des individus

Art. 77 - Les êtres humains naissent libres et égaux en dignité, en droits et en devoirs sans distinction aucune d'origine, de langue, de religion, de couleur et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité (Décl. univ., art. 1 et 2).

Art. 78 - Tout individu a le droit à la vie, à la liberté et à l'égalité devant la loi. Il a le droit de vivre en sûreté (Décl. univ., art. 3 et 7).

Art. 79 - Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage. Tous ont droit à un salaire égal pour un travail égal (Décl. univ., art. 23).

Art. 80 - Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale (Décl. univ., art. 23).

Art. 81 - Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts (Décl. univ., art. 23).

Art. 82 - Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté (Décl. univ., art. 25).

Art. 83 - La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance suffisante de la part de l'État (Décl. univ., art. 25).

Art. 84 - Toute personne a droit à l'éducation. L'État garantit la gratuité de l'enseignement à tous les niveaux. L'éducation doit viser au renforcement de la dignité humaine et des vertus (Décl. univ., art. 26).

Art. 85 - Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ni exilé. Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance (Décl. univ., art. 9 et 12).

Art. 86 - Toute personne a le droit de circuler librement à l'intérieur d'un État (Décl. univ., art. 13).

Art. 87 - Toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété (Décl. univ., art. 17).

Art. 88 - Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion (Décl. univ., art. 18).

Art. 89 - Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression (Décl. univ., art. 19).

Art. 90 - Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifique (Décl. univ., art. 20).

Art. 91 - La résistance contre l'injustice des gouvernants est, pour chaque citoyen et pour l'ensemble du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs (Déclaration française des droits de l'homme et du citoyen du 24 juin 1793, art. 35).

Art. 92 - Aucun citoyen ne peut être expulsé du territoire égyptien (art. 7 Cég).

Art. 93 - Les citoyens ont le droit de s'adresser aux autorités par des pétitions (art. 22 Cég).

Art. 94 - Dans l'exercice de ses droits et dans la jouissance de ses libertés, chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société islamique. Ces droits et libertés ne pourront, en aucun cas, s'exercer contrairement à la lettre et à l'esprit [des préceptes] de l'Islam (Décl. univ., art. 29).

Art. 95 - Les libertés susvisées ne peuvent être suspendues sauf temporairement, dans les cas considérés comme nécessaires pour protéger la sécurité de l'État et en vertu d'une loi.

Chapitre V - Dispositions générales et transitoires

Dispositions générales

Art. 96 - La nationalité égyptienne est déterminée par la loi (art. 2 Cég).

Art. 97 - L'Islam est la religion de l'État; la langue arabe est sa langue officielle (art. 149 Cég).

Art. 98 - L'Islam ne reconnaît dans son sein ni les sectes (*firaq*) ni les communautés (*tawa'if*) religieuses.

Art. 99 - Il est laissé aux membres de chaque communauté non-musulmane le choix de leurs Chefs religieux conformément à une loi régissant ces communautés.

Art. 100 - L'extradition des réfugiés politiques est interdite sans préjudice des accords internationaux (art. 151 Cég).

Art. 101 - La révision de la présente Constitution, soit par la modification ou la suppression d'une de ses dispositions, soit l'addition de dispositions nouvelles ne peut avoir lieu qu'avec l'assentiment des trois quarts des membres du Parlement. Toutefois, les dispositions relatives à la souveraineté du Coran (*siyadat al-Qur'an*), à la forme du pouvoir, aux droits des individus et aux principes de liberté et d'égalité prévus par la présente Constitution ne peuvent être révisées (art. 156 Cég).

Dispositions transitoires

Art. 102 - Sont abrogés tous les textes législatifs contraires à la lettre et à l'esprit de la présente Constitution et qui sont en vigueur lors de sa promulgation. Ils seront remplacés par d'autres textes législatifs conformes aux normes et aux préceptes de l'Islam

Art. 103 - Toutes les communautés (*tawa'if*) religieuses musulmanes seront dissoutes et leurs biens seront dévolus à un organisme de bienfaisance déterminé par la loi qui décide la dissolution.

Document 2:

Projet constitutionnel du Parti de la libération, 1952

Note explicative

Titre complet: La constitution

Auteur: Parti de la libération (*Hizb al-tahrir*), 1952.

Source:

- Version arabe: Hizb al-tahrir: *Muqaddimat al-dustur aw al-asbab al-muwjibah lah*, [Jérusalem?], sans éditeur, 1963. Le texte est publié avec un commentaire de 456 pages.
- Version française: Nous avons établi nous-même cette traduction.

Normes générales

Art. 1 - Le dogme islamique (*al-'aqidah al-islamiyyah*) est le fondement de l'État, à tel point que rien ne peut avoir lieu: l'existence de l'État, son organisation, sa surveillance ou tout ce qui lui est rattaché, sans qu'il soit basé sur le dogme islamique. Le dogme islamique est également le fondement de la Constitution et des lois islamiques (*al-qawanin al-shar'iyyah*) à tel point que rien de ce qui est rattaché à l'une d'elles ne saurait être autorisé à exister sans qu'il soit issu du dogme islamique.

Art. 2 - Le Chef de l'État adopte des normes islamiques déterminées qu'il promulgue sous forme de Constitution ou de lois. S'il opte pour une norme islamique, seule cette norme devient une norme islamique obligatoire et une loi exécutoire à laquelle tout membre de la communauté doit obéissance, extérieurement et intérieurement.

Art. 3 - Le Chef de l'État n'adopte aucune norme islamique déterminée dans le domaine du culte (*'ibadat*), à l'exception de la *zakat* et du *Jihad*. Il n'adopte aucun courant de pensée relatif au dogme islamique.

Art. 4 - Tous ceux qui ont la citoyenneté islamique (*al-taba'iyyah al-islamiyyah*) jouissent des droits et obligations légaux islamiques.

Art. 5 - L'État ne peut discriminer un de ses ressortissants sur le plan du pouvoir, de la juridiction, de la gestion des affaires ou sur d'autres plans similaires. Bien au contraire, il doit traiter tous les citoyens d'une manière égale indépendamment de la race, de la religion, de la couleur ou de tout autre critère.

Art. 6 - L'État applique la Loi islamique à tous ceux qui ont la citoyenneté islamique, tant musulmans que non-musulmans, comme suit:

- a) Il applique aux musulmans toutes les normes islamiques sans aucune exception.
- b) Il laisse aux non-musulmans leurs croyances et leurs cultes.

c) Il applique les normes sur l'apostasie aux apostats qui abandonnent eux-mêmes l'Islam. S'ils sont fils d'apostats et sont nés non-musulmans, ils sont traités comme des non-musulmans, selon qu'ils soient polythéistes ou gens d'un Livre révélé.

d) Il traite les non-musulmans en matière d'aliments et d'habillement selon leurs religions dans les limites admises par les normes islamiques.

e) Il tranche les questions du mariage et du divorce entre les non-musulmans selon leurs religions, et celles entre ces derniers et les musulmans selon les normes islamiques.

f) Il applique à tous toutes les autres normes islamiques relatives aux transactions, au droit pénal, aux preuves, au système du pouvoir, à l'économie et à d'autres questions. Il les applique aux musulmans et aux non-musulmans, aux bénéficiaires de pacte de paix (*mu'ahidun*) ou de permis de protection (*musta'minun*) et à tous ceux qui sont sous le pouvoir de l'Islam au même titre que les citoyens. En sont exceptés les ambassadeurs, les envoyés (*rusul*) et leurs semblables, lesquels seront traités dans leurs agissements selon les accords conclus avec leurs États.

Art. 7 - Seule la langue arabe est la langue de l'Islam; elle est la seule langue utilisée par l'État.

Art. 8 - L'*ijtihad* est un devoir collectif (*fard kifayah*); tout musulman qui remplit ses conditions a le droit de l'exercer.

Art. 9 - Tous les musulmans sont responsables de l'Islam. L'Islam ne connaît pas de clergé. L'État doit interdire tout ce qui pourrait faire sentir leur existence de la part des musulmans.

Art. 10 - L'appel à l'Islam est la tâche principale de l'État.

Art. 11 - Le Coran, la *Sunnah*, le consensus (*ijma'*) des compagnons de Mahomet et l'analogie (*qiyas*) sont les seules sources admises des normes islamiques. Il est interdit de puiser la législation dans d'autres sources.

Art. 12 - L'innocence est la règle. Nul ne sera puni qu'à la suite d'une décision judiciaire. Il est strictement interdit de torturer quelqu'un; celui qui commet un tel acte sera puni.

Art. 13 - La règle dans les actes est le respect des seules normes islamiques: aucun acte ne sera entrepris qu'après avoir connu la norme qui le régit. Selon la règle, les choses sont licites, sauf preuve contraire.

Art. 14 - Le moyen qui conduit à un interdit est aussi prohibé dans les deux cas suivants: ce moyen conduit nécessairement, sans retard, à l'interdit; et l'acte en soi est interdit par la Loi islamique.

Le système du pouvoir

Art. 15 - Le système du pouvoir est unitaire (*wihdah*) et non pas fédéral (*ittihad*).

Art. 16 - Le pouvoir est centralisé et l'administration, décentralisée.

Art. 17 - Ne peut exercer le pouvoir ou toute autre fonction considérée comme pouvoir qu'un homme, libre, équitable (*'adl*). Il ne peut être que musulman.

Art. 18 - Demander des comptes aux gouverneurs est un des droits des musulmans et un de leurs devoirs collectifs (*fard kifayah*). Les sujets non-musulmans ont le droit de se plaindre de l'iniquité du gouverneur à leur égard ou de la mauvaise application des normes islamiques à leur encontre.

Art. 19 - Les musulmans ont le droit de constituer des partis politiques pour demander des comptes aux gouverneurs ou pour parvenir au pouvoir par la voie de la Communauté islamique à condition que ces partis soient basés sur le dogme islamique et que les normes qu'ils adoptent soient islamiques. La constitution de partis politiques ne nécessite aucune autorisation. Tout regroupement qui se fonde sur d'autres bases que l'Islam est interdit.

Art. 20 - Le système du pouvoir est basé sur quatre règles:

- a) La souveraineté appartient à la Loi islamique et non pas au peuple.
- b) Le pouvoir appartient à la Communauté islamique.
- c) La nomination d'un Chef d'État unique est un devoir des musulmans.
- d) Seul le Chef de l'État a le droit d'adopter les normes islamiques. C'est lui qui établit la Constitution et toutes les lois.

Art. 21 - L'État est constitué de sept organismes:

- a) le Chef de l'État; b) les collaborateurs; c) les gouverneurs; d) les juges; e) l'administration; f) l'armée; g) le Conseil consultatif.

Le Conseil consultatif (*majlis al-shura*)

Art. 22 - Le Conseil consultatif est composé de ceux dont l'opinion représente les musulmans et auxquels le Chef de l'État se réfère. Les non-musulmans peuvent en faire partie [seulement] pour se plaindre de l'iniquité des gouverneurs ou de la mauvaise application des normes islamiques.

Art. 23 - Les membres du Conseil consultatif sont choisis par voie électorale.

Art. 24 - À la condition d'être capable de discernement (*'aqil*), tout citoyen ayant la nationalité a le droit d'être membre du Conseil consultatif, qu'il soit homme ou femme, musulman ou non-musulman. La qualité de membre d'un non-musulman se limite cependant à se plaindre de l'iniquité des gouverneurs ou de la mauvaise application de l'Islam.

Art. 25 - La *shura* signifie demander une opinion en général. La *mashurah*, par contre, signifie demander une opinion contraignante. Ne peuvent faire objet de *mashurah*: la législation, les définitions, les questions intellectuelles tel que la découverte des vérités, la technique et la science. Tout autre avis, par contre, peut faire l'objet de *mashurah*.

Art. 26 - La *shura* est réservée exclusivement aux musulmans. Les non-musulmans n'ont pas droit d'y participer. Tous les sujets, par contre, peuvent exprimer leur opinion, qu'ils soient musulmans ou non-musulmans.

Art. 27 - Dans les questions qui peuvent faire l'objet de consultation à caractère contraignant (*mashurah*), il faut tenir compte de l'opinion de la majorité indépendamment du fait que cette opinion soit vraie ou erronée. Dans les autres questions

qui relèvent de la consultation (*shura*), on recherche l'opinion vraie indépendamment de la majorité ou de la minorité.

Art. 28 - Le Conseil consultatif a quatre compétences:

1) a) Dans toutes les affaires intérieures incluses dans le terme *mashurah* (consultation contraignante): pouvoir, enseignement, santé, économie et autres affaires semblables, il faut demander l'avis du Conseil consultatif, lequel est contraignant. Dans les autres affaires qui ne sont pas incluses dans le terme *mashurah* (consultation contraignante): politique étrangère, politique monétaire et armée, il n'est pas nécessaire de consulter le Conseil.

b) Le Conseil a le droit de demander des comptes de tout ce qui se fait réellement dans l'État, que cela concerne les affaires intérieures, extérieures, financières ou militaires. Son avis est contraignant dans les affaires où l'avis de la majorité est contraignant, et non contraignant dans celles où l'avis de la majorité n'est pas contraignant. En cas de divergence entre le Conseil et les gouverneurs sur une affaire du point de vue de la Loi islamique, il faut se référer à l'avis de la Cour des plaintes (*mahkamat al-madhalim*).

2) Le Conseil a le droit d'exprimer son mécontentement à l'égard des gouverneurs ou leurs collaborateurs. Son avis dans ce cas est contraignant. Le Chef de l'État doit dans ce cas les démettre immédiatement de leurs fonctions.

3) Le Chef de l'État adresse au Conseil consultatif les normes qu'il entend intégrer dans la Constitution ou les lois. Les membres musulmans du Conseil ont le droit de les discuter et de donner leur avis, lequel n'est pas contraignant.

4) Les membres musulmans du Conseil ont le droit de désigner les candidats à la fonction de Chef de l'État. Leur avis est contraignant: on n'admettra pas d'autres candidats que ceux désignés par le Conseil.

Le Califat

Art. 29 - Le Chef de l'État est celui qui représente la Communauté islamique dans le pouvoir et l'exécution de la Loi islamique.

Art. 30 - La fonction du Chef de l'État est un contrat soumis au consentement et au choix. Nul n'est contraint à accepter cette fonction et nul n'est contraint à choisir le candidat à cette fonction.

Art. 31- Tout musulman, majeur, capable de discernement (*'aqil*), qu'il soit homme ou femme, a le droit d'élire (*intikhab*) le Chef de l'État et de lui prêter le serment d'allégeance (*bay'ah*). Les non-musulmans n'ont pas ce droit.

Art. 32 - Si un Corps électoral apte à choisir nomme un chef d'État en lui prêtant le serment d'allégeance, le serment d'allégeance prêté par les autres musulmans est considéré comme un serment d'obéissance (*bay'at ta'ah*) et non un serment de nomination (*bay'at in'iqad*). Celui qui se montre rebelle à prêter ce serment y est contraint.

Art. 33 - Nul n'est Chef de l'État que s'il est nommé par les musulmans. Nul n'a les compétences de Chef de l'État que si le contrat de sa nomination est conclu selon les normes islamiques, comme tout autre contrat dans l'Islam.

Art. 34 - La région (*qutr*) ou le pays (*balad*) qui nomme un Chef de l'État par la prestation du serment d'allégeance doit avoir un pouvoir propre découlant des seuls musulmans et non pas d'un État mécréant. Il faut aussi que la sécurité des musulmans y vivant soit, sur le plan interne et externe, une sécurité de l'Islam et non pas celle de la mécréance. Ces deux conditions ne sont pas exigées des autres pays qui se limitent à prêter le serment d'allégeance à titre d'obéissance (*bay'at al-ta'ah*).

Art. 35 - Seules les conditions de l'éligibilité (*shurut al-in'iqad*) sont exigées de celui qui est nommé comme Chef de l'État. Sa nomination est valable même s'il ne remplit pas les conditions de la préférence (*shurut al-afdaliyyah*) parce que seules comptent les conditions de l'éligibilité.

Art. 36 - Les conditions de l'éligibilité du Chef de l'État sont au nombre de six: être mâle, musulman, libre, majeur, capable de discernement et équitable.

Art. 37 - Si la fonction de Chef de l'État devient vacante à la suite de sa mort, de sa démission ou de sa déposition, un autre sera nommé à sa place dans les trois jours de la date de vacance du pouvoir.

Art. 38 - La nomination du Chef de l'État se fait comme suit:

a) Les membres musulmans du Conseil consultatif déterminent les candidats à cette fonction, annoncent leurs noms et demandent aux musulmans de choisir un des candidats.

b) Le résultat de l'élection est annoncé et les musulmans sont informés de celui qui a obtenu le plus de voix.

c) Les musulmans prêtent le serment d'allégeance à celui qui a obtenu le plus de voix en sa qualité de Chef de l'État avec pour mission d'agir selon le Livre de Dieu et la *Sunnah* de son Messager - prière et salut sur lui.

d) Après la prestation du serment d'allégeance, celui qui est désigné comme Chef de l'État est annoncé à tout le monde afin que la nouvelle de son intronisation soit connue de toute la Communauté islamique. Il sera fait mention de son nom et des qualités qui le rendent apte à obtenir la présidence de l'État.

Art. 39 - La Communauté islamique nomme le Chef de l'État mais elle n'a pas le droit de le déposer lorsque le contrat d'allégeance en sa faveur est conclu conformément à la Loi islamique.

Art. 40 - Le Chef de l'État est l'État. Il a toutes les compétences qui reviennent à l'État. Ses compétences sont les suivantes:

a) Il rend applicables les normes islamiques qu'il adopte. Ces normes deviennent ainsi des lois auxquelles il faut obéir et il est interdit de contrevenir.

b) Il est le responsable de la politique aussi bien intérieure qu'étrangère; il est le Chef de l'armée et a le droit de déclarer la guerre, de conclure la paix, l'armistice et tous les traités.

c) Il accrédite les ambassadeurs étrangers ou les rejette, nomme les ambassadeurs musulmans et les dépose.

d) Il nomme et dépose les collaborateurs et les gouverneurs, lesquels sont responsables devant lui et devant le Conseil consultatif.

e) Il nomme et dépose le Juge des juges (*qadi al-qudat*), les directeurs de bureau, les Chefs de l'armée et les émirs de ses divisions; tous sont responsables devant lui, mais ils ne sont pas responsables devant le Conseil consultatif.

f) Il adopte les normes islamiques d'après lesquelles le budget de l'État est établi; il décide des différents chapitres du budget et des montants alloués à chaque direction, sur le plan des recettes et des dépenses.

Art. 41 - Le Chef de l'État est limité dans l'adoption des normes islamiques. Il lui est interdit d'adopter une norme qui n'a pas été déduite correctement des sources islamiques. Il est tenu par les normes et la méthode de déduction qu'il adopte: il ne peut déduire des normes selon une méthode contraire à la sienne ou donner des ordres contraires aux normes adoptées.

Art. 42 - Le Chef de l'État a entière liberté dans la gestion des affaires de ses sujets selon son avis et son *ijtihad*. Il ne peut cependant violer une norme islamique sous prétexte de l'intérêt (*maslahah*). Ainsi il ne peut interdire à ses sujets d'importer des marchandises pour protéger les produits du pays, fixer les prix pour empêcher l'exploitation, obliger un propriétaire à louer sa propriété pour rendre accessible le logement ou faire toutes autres choses contraires aux normes islamiques. Il ne peut interdire ce qui est permis ou permettre ce qui est interdit.

Art. 43 - La présidence de l'État n'a pas de durée déterminée. Tant qu'il respecte la Loi islamique et applique ses normes, et tant qu'il est capable de gérer les affaires de l'État, le Chef de l'État reste dans sa fonction à moins qu'un changement de situation ne l'exclue de la présidence de l'État. Dans ce dernier cas, il doit être déposé immédiatement.

Art. 44 - Trois circonstances changent la situation du Chef de l'État et l'excluent de sa fonction:

a) Perte d'une des conditions de l'éligibilité pour la présidence: apostasie, débauche flagrante, folie et autres. Ce sont des conditions pour l'élection et le maintien dans la fonction.

b) Incapacité de remplir les tâches de la présidence pour une raison quelconque.

c) Assujettissement (*qahr*) empêchant le Chef de l'État de gérer les intérêts des musulmans selon son avis en conformité avec la Loi islamique. Ainsi, si un plus fort l'assujettit au point de le rendre incapable de veiller sur les intérêts de ses sujets selon sa seule opinion en conformité avec les normes islamiques, le Chef de l'État est considéré, *de jure*, comme incapable de porter les charges de l'État; il est alors exclu de la présidence de l'État. Ceci peut se réaliser dans les deux situations suivantes:

a) Un ou plusieurs de son entourage le dominent et exécutent les affaires d'une manière tyrannique. S'il y a un espoir de mettre fin à leur domination, le Chef de l'État est sommé de le faire dans un délai déterminé, faute de quoi il est déposé. S'il n'y a aucun espoir de mettre fin à leur domination, le Chef de l'État est déposé immédiatement.

b) Le Chef de l'État tombe dans les mains d'un ennemi, soit en prison soit comme assujetti. Si on espère sa libération, un délai lui sera accordé au terme duquel il sera

déposé lorsqu'il n'y a plus d'espoir de le voir libre. Si on n'espère pas sa libération, il est déposé immédiatement.

Art. 45 - La Cour des plaintes (*mahkamat al-madhalim*) est seule compétente pour décider s'il y a eu changement de situation excluant le Chef de l'État de sa fonction ou non. Elle est seule compétente pour le déposer ou le sommer.

Les collaborateurs (*mu'awinun*)

Art. 46 - Le Chef de l'État nomme ses collaborateurs pour porter la responsabilité du pouvoir. Il leur délègue la gestion des affaires selon leur avis et leur *ijtihad*.

Art. 47 - Le collaborateur doit remplir les mêmes conditions que le Chef de l'État. Il doit être mâle, libre, musulman, majeur, capable de discernement et équitable. Il doit en plus avoir la compétence dans les fonctions qui lui sont déléguées.

Art. 48 - La nomination (*taqlid*) du collaborateur doit comporter la compétence générale et la délégation. Le Chef de l'État doit lui signifier: "Je te nomme dans ce qui me revient à titre de délégation", ou utiliser d'autres termes similaires qui impliquent la compétence générale et la délégation. Si la nomination n'a pas eu lieu de cette manière celui qui est désigné n'est pas un collaborateur et n'a pas ses compétences.

Art. 49 - Afin que le collaborateur ne soit pas par ses compétences comme le Chef de l'État, il doit informer ce dernier de sa gestion et de ses réalisations à titre de compétence et de délégation. Sa tâche donc consiste à informer le Chef de l'État et à exécuter ce dont il l'informe, à moins que le Calife ne lui ordonne de ne pas l'exécuter.

Art. 50 - Le Chef de l'État doit superviser les actes du collaborateur et sa gestion des affaires, approuvant ce qui est juste et remédiant à ce qui est erroné. En effet, la gestion des affaires de la Communauté islamique est déléguée au Chef de l'État et dépend de son *ijtihad*.

Art. 51 - Si le collaborateur projette une affaire et que le Chef de l'État lui ordonne de l'exécuter, il le fait exactement comme approuvé par le Chef de l'État. Si ce dernier revient sur sa décision et conteste l'exécution bien qu'il s'agisse d'une décision exécutée correctement ou de biens dépensés à bon escient, la décision du collaborateur devient exécutoire car il s'agit originairement de l'avis du Chef de l'État; ce dernier ne peut revenir sur ce qui a été exécuté ou sur les biens dépensés. Si par contre l'exécution du collaborateur porte sur d'autres choses comme la nomination d'un gouverneur ou le recrutement d'une armée, le Chef de l'État a le droit de contredire le collaborateur, de faire exécuter son propre ordre et d'annuler l'ordre du collaborateur puisque le Chef de l'État peut revenir sur ses agissements dans ces domaines et, à plus forte raison, sur les agissements de son collaborateur.

Art. 52 - Les collaborateurs ne sont pas assignés à une administration donnée ou à une activité particulière du fait que leur compétence est générale. Ils n'exercent pas eux-mêmes les affaires administratives. Ils surveillent l'organe administratif d'une manière globale.

L'organe administratif (*al-jihaz al-idari*)

Art. 53 - L'organe administratif se divise en deux: administration exécutive (*idarat tanfidh*) et administration des services (*idarat al-masalih*). Ces deux catégories ne font pas partie du pouvoir: ceux qui y travaillent sont des salariés et non des gouverneurs.

Art. 54 - L'administration exécutive est un organe chargé d'exécuter les ordres du Chef de l'État à l'intention de l'intérieur du pays ou de l'étranger et à lui transmettre ce qui lui est adressé de l'intérieur du pays ou de l'étranger. Il s'agit donc d'un intermédiaire entre le Chef de l'État et les autres.

Art. 55 - Celui qui est chargé de l'administration exécutive doit être musulman du fait qu'il appartient à l'entourage du Chef de l'État.

Art. 56 - L'administration exécutive est confiée à un ou plusieurs directeurs, chacun étant chargé d'un travail. Ils sont rattachés directement au Chef de l'État au même titre que les collaborateurs. Ces directeurs sont en effet des collaborateurs, mais seulement dans l'exécution et non dans le pouvoir.

Art. 57 - L'administration des services consiste à se charger des intérêts des gens qui vivent sous le pouvoir de l'État. Chaque service est confié à un directeur qui en est directement responsable. Les directeurs des services peuvent nommer leurs employés, les transférer, prendre à leur encontre des mesures disciplinaires et les licencier conformément aux ordonnances administratives. Ces employés répondent devant leurs directeurs de leur travail; ils répondent devant le Chef de l'État, les collaborateurs et les gouverneurs du respect des normes et des ordonnances générales.

Art. 58 - La politique de l'administration des services se caractérise par la simplicité de l'organisation, la rapidité du travail et la compétence de ceux qui en sont chargés.

Art. 59 - Tout citoyen ayant la nationalité et ayant les compétences requises, qu'il soit un homme ou une femme, un musulman ou un non-musulman, peut être directeur ou employé d'un service.

Art. 60 - Les directeurs tant dans l'administration d'exécution que dans celle des services ne peuvent être licenciés que pour des raisons prévues dans les ordonnances administratives. Ils peuvent cependant être transférés d'un travail à un autre selon l'appréciation de leurs responsables sur le plan de l'emploi.

Les gouverneurs (*wulat*)

Art. 61 - Le pays gouverné par l'État est divisé en unités chacune désignée comme province (*wilayah*); chaque province est divisée en d'autres unités chacune désignée comme district (*'amalah*). Celui qui est chargé d'une province est appelé gouverneur (*wali*) ou émir, et celui qui est chargé d'un district est appelé préfet (*'amil*) ou magistrat (*hakim*).

Art. 62 - Le gouverneur est nommé par le Chef de l'État et le préfet, par le Chef de l'État ou, en cas de délégation, par le gouverneur. Ils doivent remplir les mêmes conditions que les collaborateurs: ils doivent être mâles, libres, musulmans, majeurs, capables de discernement, équitables et compétents dans les travaux dont ils sont chargés. Ils sont choisis parmi les gens pieux et forts.

Art. 63 - Le gouverneur a la compétence de gouverner et de surveiller les activités des services qui sont dans sa province en lieu et place du Chef de l'État. Il a les mêmes compétences qu'un collaborateur: il commande aux habitants de sa province et il a un droit de regard sur tout ce qui la concerne à l'exception des finances, des tribunaux et de l'armée. La police est mise sous son commandement à titre d'exécution et non à titre d'administration.

Art. 64 - Le gouverneur n'est pas obligé d'informer le Chef de l'État de ce qu'il a exécuté dans sa province. Si un fait nouveau se présente, il l'en informe avant de l'exécuter et agit selon ses ordres. S'il craint que le retard conduise à une détérioration, il commence par exécuter et par la suite en informe obligatoirement le Chef de l'État en exposant les raisons pour lesquelles il ne l'avait pas informé avant l'exécution.

Art. 65 - Un Conseil est élu dans chaque province; il est présidé par le gouverneur. Il a pour compétence de participer par son avis dans les affaires administratives et non pas dans les affaires du pouvoir. Son avis n'est pas contraignant pour le gouverneur.

Art. 66 - Il ne faut pas que le gouverneur reste longtemps dans sa fonction. Il est libéré de sa fonction lorsqu'on constate qu'il s'enracine dans le pays ou que les gens deviennent épris de lui.

Art. 67 - Le gouverneur n'est pas transférable d'une province à une autre du fait que sa compétence couvre tous les aspects mais elle est délimitée dans l'espace. Il est démis de ses fonctions et nommé à nouveau.

Art. 68 - Le gouverneur est déposé si le Chef de l'État le veut, si le Conseil consultatif exprime son mécontentement à son égard avec ou sans raison, ou si le rassemblement des habitants de sa province exprime sa colère contre lui. Sa déposition a lieu par le Chef de l'État.

Art. 69 - Le Chef de l'État doit enquêter sur les activités des gouverneurs, bien les surveiller de près et nommer un représentant chargé de dévoiler leurs situations et de les inspecter. Il doit les réunir de temps à autre tous ensemble ou en groupes séparés et prêter l'oreille aux plaintes de ses sujets.

La juridiction

Art. 70 - La juridiction signifie: dire quelle est la norme applicable d'une manière contraignante. Elle tranche les litiges entre les particuliers, empêche les atteintes au droit de la communauté (*jama'ah*) et met un terme au conflit entre les particuliers et toute personne faisant partie des organes du pouvoir, qu'il soit gouverneur ou fonctionnaire, tant le Chef de l'État que ceux qui sont au-dessous de lui.

Art. 71 - Le Chef de l'État désigne un Juge des juges (*qadi lil-qudat*), mâle, majeur, libre, musulman, capable de discernement, équitable, connaisseur en droit musulman (*min ahl al-fiqh*). Ce Juge des juges a pour compétence de nommer les juges, de prendre des mesures disciplinaires à leur encontre, de les déposer conformément aux ordonnances administratives. Par contre, les autres employés des tribunaux sont rattachés au directeur du service chargé de l'administration des affaires des tribunaux.

Art. 72 - Les juges sont trois catégories:

- le Juge (*qadi*), chargé de trancher les litiges entre les particuliers en matière de transactions (*mu'amalat*) et en matière pénale;
- le *Muhtasib*, chargé de trancher les contraventions portant atteinte au droit du groupe;
- le Juge des plaintes (*qadi al-madhalim*), chargé de trancher les litiges entre les particuliers et l'État.

Art. 73 - Celui qui est chargé de la juridiction doit être musulman, libre, majeur, capable de discernement, équitable, connaisseur du droit musulman (*faqih*), capable de rattacher les normes aux faits (*tanzil al-ahkam 'alal-waqa'i*). Le Juge des plaintes doit, en plus, être de sexe masculin et un *mujtahid*.

Art. 74 - Il est permis d'accorder au Juge et au *Muhtasib* une compétence générale dans toutes les affaires et dans tout le pays ou, au contraire, une compétence limitée à certaines affaires et à un lieu donné. En revanche, le Juge des plaintes doit avoir une compétence générale dans toutes les affaires; sa compétence peut s'étendre à tout le pays ou être limitée à une région donnée.

Art. 75 - Le tribunal ne peut être composé que d'un seul juge ayant compétence de juger. En revanche, il est permis de lui joindre un ou plusieurs juges ayant une compétence non pas à juger, mais à être consultés et à donner leur avis, lequel n'est pas contraignant.

Art. 76 - Le juge ne peut juger que dans une séance judiciaire. La preuve et le serment n'ont de valeur que s'ils ont lieu dans une telle séance

Art. 77 - Il est permis d'avoir différents niveaux de tribunaux selon les catégories d'affaire, de désigner des juges pour des affaires particulières à une certaine limite et de charger d'autres tribunaux des autres affaires.

Art. 78 - Il n'y a ni tribunaux d'appel, ni tribunaux de cassation. Les tribunaux tranchent les affaires à un seul degré. Le jugement rendu par un juge est exécutoire et ne peut jamais être cassé par le jugement d'un autre juge.

Art. 79 - Le *Muhtasib* est le juge qui examine toutes les affaires sans plaignant relatives aux droits communs à l'exception des délits fixés par le Coran (*hudud*) et des crimes (*jinayat*).

Art. 80 - Le *Muhtasib* a le droit de juger une violation dès qu'il en a connaissance, dans quelque lieu que ce soit, sans séance judiciaire. Il a sous son ordre un nombre de policiers pour exécuter ses ordres. Son jugement est immédiatement exécutoire.

Art. 81 - Le *Muhtasib* peut nommer des délégués remplissant ses conditions, qu'il répartit dans les différentes régions. Ces délégués exercent la fonction de *Muhtasib* dans la région ou la localité qui leur sont désignées et dans les affaires dont ils sont chargés.

Art. 82 - Le Juge des plaintes est nommé pour mettre un terme à toute injustice commise contre quiconque vit sous le pouvoir de l'État, ressortissant de l'État ou non, que l'injustice soit commise par le Chef de l'État ou par ceux qui sont au-dessous de lui parmi les gouverneurs et les fonctionnaires.

Art. 83 - Le Juge des plaintes est nommé par le Chef de l'État ou par le Juge des juges mais ni l'un ni l'autre n'a le droit de le démettre de ses fonctions. Ses activités sont du ressort de la Cour des plaintes, laquelle a seule la compétence de le démettre.

Art. 84 - Le nombre des Juges des plaintes peut varier. Le Chef de l'État peut en nommer autant que nécessaire pour mettre un terme aux injustices. Mais lorsqu'il s'agit de rendre un jugement, un seul Juge des plaintes a la compétence de le faire. En revanche, il est permis, pendant la séance judiciaire, de lui joindre d'autres ayant une compétence non pas à juger, mais à être consultés et à donner leur avis, lequel n'est pas contraignant.

Art. 85 - La Cour des plaintes a le droit de déposer tout gouverneur et tout fonctionnaire de l'État, y compris le Chef de l'État.

Art. 86 - La Cour des plaintes a la compétence d'examiner toute plainte qu'elle porte sur les agissements du personnel de l'État, sur une violation des normes islamiques par le Chef de l'État, sur le sens d'un texte de la Constitution, de la loi et d'autres normes islamiques adoptées par le Chef de l'État, sur les impôts ou sur toute autre question.

Art. 87 - Ne sont nécessaires pour la juridiction des plaintes ni la tenue d'une séance judiciaire, ni la convocation du défendeur, ni la présence d'un plaignant. La Cour des plaintes a le droit d'examiner une plainte même si personne ne se plaint.

Art. 88 - Chacun a le droit de déléguer qui il veut pour la plainte ou la défense, qu'il soit musulman ou non-musulman, homme ou femme, sans distinction entre mandataire et mandant. Le mandat peut être contre paiement d'honoraire convenu.

Art. 89 - Celui qui a la compétence d'une fonction privée comme le tuteur ou le curateur, ou d'une fonction publique comme le Chef de l'État, le gouverneur, le fonctionnaire, le Juge des plaintes et le *Muhtasib*, a le droit de nommer un mandataire pour le remplacer, dans le cadre de sa compétence, dans la plainte ou la défense mais seulement en sa qualité de tuteur, de curateur, de Chef de l'État, de gouverneur, de fonctionnaire, de Juge des plaintes ou de *Muhtasib*, qu'il soit plaignant ou défendeur.

L'armée

Art. 90 - Le *Jihad* est un devoir (fard) pour les musulmans. L'entraînement militaire est obligatoire. Tout musulman ayant atteint l'âge de 15 ans a le devoir de s'entraîner à l'armée pour se préparer au *Jihad*. Le recrutement militaire, par contre, est un devoir collectif (*fard 'alal-kifayah*).

Art. 91 - L'armée se divise en deux:

- L'armée de réserve: composée de tous ceux parmi les musulmans qui sont capables de porter les armes;
- l'armée permanente: composée de soldats qui reçoivent des salaires payés du budget de l'État comme les fonctionnaires.

Art. 92 - Les Forces armées forment une seule unité, à savoir l'armée. Des divisions spéciales sont choisies dans l'armée; elles sont organisées d'une manière particulière et reçoivent une éducation déterminée; elles constituent la police.

Art. 93 - La police est chargée de protéger l'ordre public, de surveiller la sécurité intérieure et d'assumer tous les aspects exécutifs.

Art. 94 - Des bannières et des fanions sont créés pour l'armée. Le Chef de l'État décerne la bannière à celui qu'il nomme à la tête de l'armée. Les fanions, par contre, sont décernés par les Chefs des bannières.

Art. 95 - Le Chef de l'État est le Commandant en Chef de l'armée; il nomme le Chef d'état-major, un émir pour chaque brigade et un Chef pour chaque régiment. Les autres grades militaires sont nommés par les commandants de l'armée et les émirs de ses brigades. La nomination d'une personne dans l'état-major dépend du niveau de son éducation militaire; cette nomination est faite par le Chef d'état-major.

Art. 96 - L'armée forme une seule unité. Elle est placée dans des camps particuliers. Certains de ces camps se trouvent dans les différentes provinces; d'autres, dans les lieux stratégiques; d'autres, formant la force de frappe, sont continuellement mobiles. Ces camps sont organisés en plusieurs divisions portant chacune le titre "armée" et un numéro. Ainsi on les appelle Première armée, Troisième armée, ou on les désigne avec le nom d'une province ou d'un district.

Art. 97 - Il est nécessaire d'assurer dans l'armée un enseignement militaire supérieur au plus haut niveau, d'élever son niveau intellectuel autant que possible et de donner à chacun dans l'armée une éducation islamique lui permettant de comprendre l'Islam au moins d'une manière sommaire.

Art. 98 - Il faut pourvoir chaque camp militaire d'un nombre suffisant d'états-majors ayant une haute connaissance militaire et une expérience à planifier et à diriger les combats. Il faut aussi pourvoir l'armée en général du plus grand nombre possible de ces états-majors.

Art. 99 - Il faut fournir à l'armée les armes, les équipements, les outils, les objets nécessaires et les fonctions lui permettant de remplir ses tâches en tant qu'armée islamique.

L'ordre social

Art. 100 - En règle de principe, la femme est une mère et maîtresse de maison; elle est un honneur (*'ard*) qu'il faut sauvegarder.

Art. 101 - En règle de principe, les hommes doivent être séparés des femmes; les deux sexes ne se rencontrent que pour un besoin admis par la Loi islamique comme la vente, ou lorsque cette loi permet la rencontre pour la réalisation d'un besoin comme le pèlerinage.

Art. 102 - Il sera donné à la femme les mêmes droits et les mêmes devoirs que l'homme, sauf ceux que l'Islam, dans les sources de la Loi islamique, réserve spécifiquement pour la femme ou pour l'homme. La femme a le droit de pratiquer le commerce, l'agriculture et l'industrie, de conclure des contrats, de faire des transac-

tions, d'accéder à toute forme de propriété et d'accroître ses biens elle-même ou par l'intermédiaire d'un autre, et d'entreprendre elle-même toutes les activités de la vie.

Art. 103 - La femme peut être nommée dans les fonctions étatiques et dans les fonctions judiciaires à l'exception de la Cour des plaintes; elle peut élire les membres du Conseil consultatif et y être élue, participer à l'élection du Chef de l'État et lui prêter le serment d'allégeance.

Art. 104 - La femme ne peut exercer le pouvoir. Elle ne peut être ni Chef de l'État, ni juge de la Cour des plaintes, ni gouverneur, ni préfet. Elle ne peut entreprendre un acte quelconque comportant un pouvoir.

Art. 105 - La femme a une vie publique et une vie privée. Dans la vie publique, elle peut cohabiter avec les femmes et les hommes parentés (*maharim*) ou étrangers à condition de ne faire paraître que son visage et ses mains, sans ostentation vulgaire et sans avilissement. Dans la vie privée, elle ne peut cohabiter qu'avec les femmes ou avec ses parentés mâles; elle n'a pas le droit de cohabiter avec les hommes étrangers. Tant dans la vie publique que privée, elle doit se conformer à toutes les normes islamiques.

Art. 106 - Sont interdits les rencontres en tête à tête avec un homme non-apparenté, l'ostentation vulgaire et le dévoilement de la partie honteuse (*'awrah*) devant des étrangers.

Art. 107 - Est interdite à l'homme et à la femme toute activité qui comporte un danger pour la morale ou rend perverse la société en vertu des normes islamiques. C'est le cas de l'utilisation de la femme ou du garçon pour tirer profit de leur attirance sexuelle sur les hommes: la femme comme hôtesse de l'air, et le beau garçon chez les coiffeurs ou dans les restaurants.

Art. 108 - La vie conjugale est une vie de sécurité. La cohabitation des deux conjoints est une cohabitation d'amitié. La tutelle (*qawamah*) du mari sur sa femme est une tutelle de protection et non une tutelle de domination. Il est prescrit à la femme d'obéir, et au mari de payer la pension de la femme selon ce qui est prévu par la coutume pour une femme de sa catégorie.

Art. 109 - Les deux conjoints s'entraident entièrement dans les travaux de la maison. Tous les travaux hors de la maison sont à la charge du mari; tous les travaux à l'intérieur de la maison sont à la charge de la femme selon sa capacité. Le mari doit employer le nombre de domestiques nécessaires pour les tâches que la femme ne peut pas accomplir.

Art. 110 - Tant qu'il en a besoin, la garde de l'enfant en bas âge (*saghir*) est un devoir et un droit de la femme, musulmane ou non-musulmane. Si l'enfant n'en a plus besoin, il lui est accordé, qu'il soit garçon ou fille, le droit de décider lequel, de la femme ou du tuteur, il veut rejoindre si tous deux sont musulmans. Si la femme ou le tuteur est non-musulman, l'enfant n'a pas de choix et doit rejoindre celui des deux qui est musulman.

L'ordre économique

Art. 111 - La politique économique consiste à voir ce que doit être la société sur le plan de la satisfaction des besoins. La satisfaction des besoins est ainsi le critère de ce que doit être la société.

Art. 112 - Le problème économique consiste à distribuer les biens et les avantages à tous les membres de la communauté (*ra'iyyah*), et à faire en sorte qu'ils puissent en tirer profit par l'acquisition ou la quête de ces biens et avantages.

Art. 113 - Il faut garantir à tous, individuellement, l'entière satisfaction des besoins essentiels, et faire en sorte que chacun puisse satisfaire ses besoins de luxe au niveau le plus haut possible.

Art. 114 - Les biens appartiennent à Dieu seul. Dieu a nommé les êtres humains comme ses vicaires dans ces biens, leur accordant par ce vicariat général le droit de se les approprier. Il a permis à l'individu de les posséder, lui accordant par cette permission particulière la propriété effective sur ces biens.

Art. 115 - La propriété se divise en trois catégories: propriété privée, propriété commune et propriété étatique.

Art. 116 - La propriété privée est instituée par la Loi islamique. Elle porte sur un bien ou un avantage déterminé. Elle consiste à permettre à celui qui en bénéficie d'en user ou de l'échanger contre compensation.

Art. 117 - La propriété commune consiste dans l'autorisation accordée par le législateur à la communauté (*jama'ah*) de participer dans les avantages d'une chose déterminée.

Art. 118 - Tout bien dont l'affectation est soumise à l'avis et à l'*ijtihad* du Chef de l'État est considéré comme propriété étatique, tel que les impôts, les impôts fonciers (*kharaj*) et le tribut payé par les non-musulmans (*jizyah*).

Art. 119 - La propriété privée des biens mobiliers et immobiliers est acquise exclusivement par un des cinq modes prévus par la Loi islamique: a) le travail; b) la succession; c) le besoin d'une chose pour survivre; d) l'octroi par l'État de ses biens à ses sujets; e) l'acquisition par l'individu sans contrepartie ou effort.

Art. 120 - L'usage de la propriété est limité par l'autorisation du législateur, que ce soit pour la dépenser ou l'accroître. Le gaspillage, les dépenses luxueuses et l'avarice sont interdits. Sont interdites les sociétés capitalistes, les coopératives et toute transaction contraire à la Loi islamique. Il en est de même des intérêts (*riba*), de la fraude grossière, du monopole, du jeu de hasard et d'autres questions similaires.

Art. 121 - La terre soumise à la dîme (*al-ard al-'ushriyyah*) est la terre dont les habitants sont devenus musulmans et celle de la Péninsule arabe. La terre soumise à l'impôt foncier (*al-ard al-kharajiyyah*) est la terre conquise par la guerre ou à la suite de pacte de paix, à l'exception de celle de la Péninsule arabe. Les individus ont la propriété et l'usufruit de la terre soumise à la dîme. Quant à la terre soumise à l'impôt foncier, sa propriété reste à l'État et seul son usufruit revient aux individus. Chaque individu a le droit d'échanger par un contrat conforme à la Loi islamique ou de donner en héritage la terre soumise à la dîme et l'usufruit de la terre soumise à l'impôt foncier en vertu de contrats conformes à la Loi islamique.

Art. 122 - La propriété des terres en friche (*al-ard al-mawat*) est acquise en la défrichant ou en y ouvrant une carrière. Celles qui ne le sont pas, leur propriété ne peut être acquise que selon un des modes prévus par la Loi islamique tel que l'héritage, l'achat ou l'octroi en fief.

Art. 123 - Il est strictement interdit de louer une terre pour l'agriculture ou de la donner en fermage (*muzara'ah*), que cette terre soit soumise à la dîme ou à l'impôt foncier. En revanche, il est permis de louer la récolte de la terre contre une partie de cette récolte (*musaqah*).

Art. 124 - Le propriétaire d'une terre est contraint de l'exploiter. Le Trésor public fournit les subsides à celui qui en a besoin pour l'exploiter. Si quelqu'un néglige une terre durant trois ans, celle-ci lui sera retirée et donnée à un autre.

Art. 125 - Trois choses sont considérées comme propriété commune:

- a) tout ce qui constitue un service public de la communauté comme les places publiques d'une localité;
- b) les minéraux qui ne s'épuisent pas comme les sources du pétrole;
- c) les choses qui, de par leur nature, ne sauraient être propriétés privées comme les fleuves.

Art. 126 - En soi, une usine fait partie de la propriété privée. Elle peut, cependant, être qualifiée selon son produit. Si ce produit relève de la propriété privée, l'usine est considérée comme propriété privée, tel le cas d'un atelier de tissage. En revanche, si le produit relève de la propriété commune, l'usine est considérée comme propriété commune, tel le cas de l'industrie d'extraction du fer.

Art. 127 - L'État ne peut faire d'une propriété privée une propriété commune car la propriété commune dépend de la nature et de la qualité d'un bien et non pas de l'avis de l'État.

Art. 128 - Chaque membre de la Communauté islamique a le droit de profiter de la propriété commune. L'État ne peut accorder la propriété et l'exploitation des biens communs à quelqu'un à l'exclusion de tous ses autres sujets.

Art. 129 - L'État peut se réserver des terres en friche et des propriétés communes pour un intérêt quelconque qu'il estime au service de la communauté.

Art. 130 - La thésaurisation des biens est interdite même si on prélève la *zakat* sur ces biens

Art. 131 - La *zakat* est due par les musulmans. Elle est prélevée exclusivement sur les biens désignés par la Loi islamique: monnaie, biens de commerce, bétail et grain. Elle est perçue auprès de tout propriétaire, qu'il soit soumis aux obligations religieuses (*mutakallaf*) comme le majeur capable de discernement, ou qu'il ne le soit pas comme le mineur et le fou. Elle est déposée séparément dans le Trésor public et ne sera affectée qu'à une ou plusieurs des huit catégories mentionnées par le Coran.

Art. 132 - Le tribut (*jizyah*) est dû par les *dhimmis*. Il est prélevé auprès des hommes majeurs capables de le payer; en sont exclus les femmes et les enfants.

Art. 133 - L'impôt foncier (*kharaj*) est prélevé sur les terres soumises à l'impôt foncier selon leur capacité. En revanche, la *zakat* est prélevée sur les terres soumises à la dîme selon leur produit effectif.

Art. 134 - En vue de subvenir aux dépenses du Trésor public, les impôts autorisés par la Loi islamique sont prélevés auprès des musulmans, à condition que le montant prélevé excède les besoins coutumiers du propriétaire des biens taxés et corresponde aux besoins de l'État. Les impôts ne sont jamais prélevés auprès des non-musulmans; ces derniers ne doivent que le tribut (*jizyah*).

Art. 135 - Au cas où le Trésor public manque de moyens, toute activité que la Loi islamique impose à la Communauté islamique est à la charge de cette dernière. L'État peut alors prélever de la Communauté islamique un impôt à cet effet. En revanche, l'État ne peut prélever un impôt quelconque pour réaliser ce que la loi religieuse n'impose pas à la Communauté islamique. Ainsi, il est interdit de faire payer des émoluments pour les tribunaux, les organismes administratifs ou tout autre service.

Art. 136 - Le budget de l'État comporte des titres fixes déterminés par les normes islamiques. En revanche, les divisions du budget, les montants qui leur sont attribués et l'affectation de ces montants relèvent de l'avis du Chef de l'État et de son *ijtihad*.

Art. 137 - Les recettes fixes du Trésor public sont constituées de tout le butin (*fay'*), du tribut (*jizyah*), du cinquième du trésor enfoui (*rikaz*) et de la *zakat*. Ces biens seront toujours collectés par l'État, qu'il en ait besoin ou non.

Art. 138 - Si les recettes fixes du Trésor public ne suffisent pas à couvrir les dépenses de l'État, ce dernier peut prélever des impôts des musulmans. Ce prélèvement doit se faire pour s'acquitter des dépenses à la charge du Trésor public dues, selon l'ordre suivant:

- a) aux pauvres, aux nécessiteux, aux voyageurs et pour l'accomplissement du *Jihad*;
- b) à titre de contrepartie comme les salaires des fonctionnaires, les soldes des soldats et les indemnités des gouverneurs;
- c) pour réaliser l'intérêt public et par compassion, sans contrepartie: extraction de l'eau et construction de routes, de mosquées, d'écoles et d'hôpitaux.
- d) à titre de nécessité en cas d'imprévu: famine, déluge ou tremblement de terre.

Art. 139 - Font partie des recettes du Trésor public les taxes prélevées aux frontières du pays, les montants produits par les biens relevant de la propriété commune ou étatique, et les héritages sans héritiers.

Art. 140 - Les dépenses du Trésor public sont affectées à six destinataires:

- a) Les huit bénéficiaires des biens de la *zakat*: ils sont payés par ces biens; s'il n'y en a point, ils ne reçoivent rien.
- b) Les pauvres, les nécessiteux, les voyageurs, ceux qui participent au *Jihad* et ceux qui sont chargés de dettes (*gharimin*): à défaut de biens de *zakat*, ils sont payés par les biens composant les recettes fixes. À défaut, ceux qui sont chargés de

dettes ne reçoivent rien; les autres sont payés des impôts collectés à cette fin ou des emprunts contractés si on craint la perversion (*fasad*).

c) Les services et les commodités publics, comme les routes, les mosquées, les hôpitaux et les écoles: ils sont payés par le Trésor public et, à défaut, par des impôts collectés à cette fin.

d) Les services et les commodités de luxe: ils sont payés par le Trésor public et, à défaut, ils ne reçoivent rien et seront remis à plus tard.

e) Les imprévus comme les tremblements de terre et les déluges: ils sont payés par le Trésor public et, à défaut, par des emprunts effectués immédiatement à cette fin, emprunts remboursés par les impôts collectés.

Art. 141 - L'État garantit à chaque citoyen portant la nationalité de trouver du travail.

Art. 142 - Les employés chez les particuliers et les sociétés ont les mêmes droits et les mêmes devoirs que les fonctionnaires de l'État. Tout travailleur contre salaire est un employé quel que soit le travail et celui qui le fait. En cas de désaccord entre l'employé et l'employeur sur le salaire, on tient compte du salaire d'une personne similaire (*ajr al-mithl*). En cas de désaccord sur d'autres questions, sont appliquées les normes relatives au contrat de louage de services selon les normes islamiques.

Art. 143 - Le salaire peut être calculé sur la base de l'utilité du travail ou de celle de l'employé, mais il ne saurait être calculé sur la base des connaissances ou des certificats de ce dernier. Les employés ne reçoivent pas d'augmentation annuelle, mais tout ce qu'ils méritent comme salaire calculé sur la base de l'utilité du travail ou des employés.

Art. 144 - L'État garantit la pension à celui qui n'a ni bien, ni travail, ni quelqu'un qui lui doit la pension. Il se charge d'abriter les vieillards et les infirmes.

Art. 145 - L'État veille à la circulation des biens entre ses sujets; il empêche l'accaparement des biens par une classe particulière.

Art. 146 - L'État fait en sorte que chacun de ses sujets puisse satisfaire ses besoins de luxe (*kamaliyyah*) et qu'il y ait un équilibre dans la société selon les procédés suivants:

a) Il octroie les biens mobiliers et immobiliers du Trésor public, ainsi que le butin et autres biens similaires;

b) Il octroie des terres défrichées à ceux qui n'en ont pas suffisamment. Il en exclut ceux qui en ont mais ne les exploitent pas. Il octroie des subsides à ceux qui sont incapables de cultiver afin qu'ils puissent le faire.

c) Il rembourse les dettes de ceux qui ne le peuvent pas, en utilisant les biens de la *zakat* et du butin et autres biens similaires.

d) Il octroie des biens de la propriété commune à ceux qui en ont besoin et n'en ont pas, selon ce qu'il estime utile pour satisfaire les besoins de luxe et pour parvenir à l'équilibre dans la société.

Art. 147 - L'État supervise les affaires agricoles et les récoltes conformément à une politique agricole apte à réaliser une exploitation de la terre assurant le niveau de production le plus élevé.

Art. 148 - L'État supervise les affaires industrielles dans leur ensemble et gère lui-même les industries qui relèvent de la propriété commune.

Art. 149 - Le commerce est considéré comme commerce étranger en fonction de la nationalité du commerçant et non du lieu de la marchandise. Les commerçants d'un pays ennemi (*harbiyyun*) n'ont pas le droit de commercer dans nos pays sauf permission spéciale accordée aux commerçants ou aux biens. Les commerçants d'un pays avec lequel existe un pacte de paix sont traités selon ses normes. Les ressortissants du pays ne peuvent exporter les matières dont a besoin le pays ou les matières stratégiques; en revanche, ils peuvent importer tout bien leur appartenant.

Art. 150 - Tous les ressortissants ont le droit de créer des laboratoires scientifiques dans tous les domaines de la vie. L'État a le devoir de créer lui-même de tels laboratoires.

Art. 151 - Les particuliers n'ont pas le droit d'avoir des laboratoires produisant des matières qui, étant dans leur propriété, peuvent causer un dommage à la Communauté islamique ou à l'État, dommage interdit par la Loi islamique.

Art. 152 - L'État assure à tous gratuitement tous les services médicaux, mais il n'interdit pas de recourir à un médecin ou de vendre des médicaments.

Art. 153 - Les exploitations et les investissements étrangers sont interdits dans le pays. De même, il est interdit d'octroyer des concessions à un étranger.

Art. 154 - L'État émet sa propre monnaie qui doit être indépendante. Il est interdit de la rattacher à une monnaie étrangère.

Art. 155 - La monnaie de l'État est l'or et l'argent, qu'ils soient frappés ou non. L'État ne peut avoir une autre monnaie. L'État peut émettre en lieu et place de l'or et de l'argent une autre espèce de monnaie à la condition qu'il ait son équivalent en or et en argent. Ainsi, l'État peut émettre une monnaie en cuivre, en bronze, en papier ou en d'autres matières, frappée en son nom, s'il a l'équivalent exact de cette monnaie en or et en argent.

Art. 156 - Il est strictement interdit d'ouvrir des banques. La seule banque qui puisse exister est celle de l'État. Elle n'entreprend pas des transactions comportant des intérêts (*riba*). Elle constitue un des bureaux du Trésor public. Elle prête l'argent conformément aux normes islamiques et facilite les transactions financières et monétaires.

Art. 157 - Il est licite de changer la monnaie de l'État avec des monnaies d'autres États au même titre que le change effectué dans le cadre de la même monnaie de l'État. Il est licite que le prix diffère entre deux monnaies si celles-ci sont de deux espèces différentes à condition que le change se fasse de main à main et sans délai. Il est licite de modifier le prix du change, sans restriction aucune, tant qu'il concerne deux monnaies d'espèces différentes. Chaque ressortissant a le droit d'acheter la monnaie qu'il veut, à l'intérieur du pays comme à l'étranger, et de l'utiliser dans ses achats sans besoin de permis ou d'autres procédures.

La politique de l'enseignement

Art. 158 - La base du programme de l'enseignement doit être le dogme islamique. Toutes les matières et les méthodes de l'enseignement doivent être faites de telle manière que rien dans l'enseignement ne puisse s'écarter de cette base.

Art. 159 - La politique de l'enseignement vise à créer une mentalité et une psychologie islamique. Toutes les matières de l'enseignement seront élaborées sur la base de cette politique.

Art. 160 - L'objectif de l'enseignement est de réaliser la personnalité islamique et de fournir aux gens les sciences et les connaissances ayant trait aux affaires de la vie. Les méthodes de l'enseignement doivent être faites de la manière qui réalise ce but. Toute autre méthode menant à d'autres objectifs doit être interdite.

Art. 161 - Dans l'enseignement, il faut distinguer entre les sciences expérimentales et les matières annexes comme les mathématiques d'une part, et les connaissances culturelles d'autre part. Les sciences expérimentales et les matières annexes sont enseignées selon le besoin; elles ne figurent dans aucun niveau de l'enseignement. En revanche, les connaissances culturelles sont données au niveau primaire et secondaire selon une politique déterminée qui ne s'oppose pas à la pensée et aux normes de l'Islam. Au niveau supérieur, ces connaissances sont enseignées comme on enseigne la science à condition qu'elles ne s'écarteront pas de la politique et des objectifs de l'enseignement.

Art. 162 - Il faut enseigner la culture islamique dans tous les niveaux de l'enseignement, et consacrer des sections au niveau supérieur pour l'enseignement des différentes branches des connaissances islamiques au même titre que la médecine, l'architecture, les sciences naturelles et autres branches similaires.

Art. 163 - Les arts et métiers comme les arts expérimentaux, la navigation et l'agriculture font partie des sciences; dans ce cas ils sont enseignés sans restriction et sans condition. Ils peuvent aussi faire partie de la culture lorsqu'ils sont influencés par un courant de pensée particulier, comme c'est le cas de la peinture et de la sculpture; dans ce cas, ils ne sont pas enseignés s'ils vont à l'encontre de la pensée de l'Islam.

Art. 164 - Il y a un seul programme d'enseignement, celui de l'État; aucun autre programme n'est autorisé. Les écoles privées ne sont pas interdites tant qu'elles se conforment au programme d'enseignement de l'État, se basent sur sa méthode et réalisent sa politique et son objectif. Les écoles étrangères, par contre, sont interdites.

Art. 165 - L'État a le devoir d'enseigner tout ce dont a besoin l'être humain dans le combat de la vie. Il doit l'assurer gratuitement à tous sans distinction de sexe au niveau primaire et secondaire. Il assure aussi à tous la gratuité de l'enseignement supérieur autant que possible.

Art. 166 - En dehors des écoles et des universités, l'État crée les bibliothèques, les laboratoires et tous les outils de la connaissance pour permettre à ceux qui le souhaitent de poursuivre les recherches dans tous les domaines: droit musulman (*fiqh*), fondements du droit musulman (*usul al-fiqh*), science des récits de Mahomet (*ha-*

dith), exégèse (*tafsir*), pensée (*fikr*), médecine, architecture, chimie, inventions, découvertes et autres. Le but est qu'il y ait dans la Communauté islamique un grand nombre de *mujtahids*, de créatifs et d'inventeurs.

Art. 167 - Il est interdit dans tous les niveaux de l'enseignement d'exploiter le droit d'auteur. Nul n'a de droit d'auteur ou de diffusion sur un livre déjà publié, qu'il soit auteur ou non. Si, par contre, ses idées n'ont pas fait l'objet de publication et de diffusion, il a le droit d'être rémunéré pour leur transmission aux autres au même titre qu'il est payé pour l'enseignement.

Art. 168 - Tout ressortissant peut publier un journal ou une revue, à caractère politique ou non. Il en est de même des livres. Il n'a besoin à cet effet d'aucune autorisation. Est puni celui qui imprime, diffuse ou publie quoi que ce soit qui porte atteinte au fondement de l'État.

Art. 169 - L'État lutte contre l'analphabétisme et éduque ceux qui n'ont pas eu l'occasion d'étudier dans l'âge de l'enseignement.

La politique étrangère

Art. 170 - La politique est la protection des affaires de la Communauté islamique à l'intérieur et à l'extérieur. Elle est à la charge de l'État et de la Communauté islamique. L'État entreprend cette protection dans les faits, et la Communauté islamique demande des comptes à l'État.

Art. 171 - Il est strictement interdit à tout individu, parti, coalition ou groupe d'avoir des relations avec un État étranger. De telles relations relèvent exclusivement de la compétence de l'État, lequel a seul le droit de protéger les intérêts de la Communauté islamique dans les faits. La Communauté islamique et les coalitions doivent demander des comptes à l'État sur ces relations étrangères.

Art. 172 - La fin ne justifie pas le moyen, car celui-ci est de même espèce que la pensée. On ne peut par des moyens illicites accomplir un devoir ou parvenir à une chose licite. Le moyen politique ne saurait être en contradiction avec la politique.

Art. 173 - Les manœuvres politiques sont nécessaires en politique étrangère. Leur force consiste dans la déclaration des agissements et la dissimulation des intentions.

Art. 174 - Avoir l'audace de démasquer les crimes des États, de démontrer le danger des fausses politiques, de dénoncer les complots ignobles et de détruire les personnalités trompeuses constitue le style politique le plus important.

Art. 175 - Montrer la grandeur des pensées islamiques en matière de protection des intérêts des individus, des nations et des États constitue la voie politique la plus sublime.

Art. 176 - L'Islam est la cause politique principale de la Communauté islamique, en renforçant la personnalité de son État, en appliquant scrupuleusement ses normes et en s'efforçant continuellement à porter son message au monde.

Art. 177 - L'Islam est le pôle autour duquel tourne la politique étrangère et sur la base duquel sont établies les relations de l'État avec les autres États du monde.

Art. 178 - Les relations de l'État avec les autres États du monde se basent sur quatre considérations:

1) Les États du monde islamique: Ils sont considérés comme s'ils existaient dans un seul pays. Ils n'entrent donc pas dans le cadre des relations étrangères. Les relations avec ces États ne relèvent pas de la politique étrangère. Il faut œuvrer pour les unifier en un seul État. Leurs ressortissants ne sont pas considérés comme des étrangers: ils bénéficient des mêmes droits que les citoyens si leur État est un pays d'Islam (*dar Islam*); si, par contre, leur État est un pays de mécréance (*dar kufr*), ils sont traités comme des étrangers.

2) Les États avec lesquels nous avons des conventions économiques, commerciales, culturelles ou de bon voisinage: ils sont traités selon ces conventions. Si les conventions le prévoient, leurs ressortissants entrent dans notre pays avec simple carte d'identité (*hawdiyyah*), sans besoin de passeport, à condition que le principe de la réciprocité soit respecté. Les rapports économiques et commerciaux avec ces États sont restreints à des objets et à des espèces déterminés, à la condition que ces rapports soient nécessaires et n'aboutissent pas au renforcement de ces États.

3) Les États avec lesquels nous n'avons pas de conventions, les États coloniaux comme l'Angleterre, les États-Unis et la France, et les États qui ont des visées sur nos pays comme la Russie: ces États sont considérés, *de jure*, comme des belligérants. Toutes les mesures préventives doivent être prises à leur rencontre. Il n'est pas permis d'avoir des relations diplomatiques avec eux. Leurs ressortissants peuvent entrer dans notre pays avec un passeport et un visa individuel pour chaque voyage.

4) Les États effectivement en guerre comme Israël: dans tous nos rapports avec ces pays, nous devons adopter à leur rencontre une position de guerre. Ils sont traités comme s'il y avait avec eux une guerre effective, qu'il y ait eu armistice avec ces États ou pas. Il est interdit à leurs ressortissants d'entrer dans notre pays; il est licite de faire couler le sang et de s'en prendre aux biens des non-musulmans de ces pays.

Art. 179 - Il est strictement interdit de conclure un traité militaire et tout autre traité similaire ou annexe comme les traités politiques et de location de bases ou d'aéroports. Il est par contre permis de conclure des traités de bon voisinage, économiques, commerciaux, financiers, culturels et d'armistice.

Art. 180 - Les États effectivement non belligérants, les États non-coloniaux et les États qui n'ont pas des visées sur nos pays sont autorisés à ouvrir des ambassades dans le pays à la condition que leurs activités culturelles et politiques soient interdites et que leurs compétences et leurs déplacements soient restreints.

Art. 181 - L'État ouvre des ambassades dans les États qui ne sont pas effectivement belligérants, selon les nécessités de l'appel pour la conversion à l'Islam (*maslahat al-da'wah*). Ces ambassades sont chargées d'appeler pour la conversion à l'Islam et de faire de la propagande en faveur de l'Islam (*haml al-da'wah wal-di'ayah lil-Islam*).

Art. 182 - Il est interdit à l'État de participer à des organisations qui sont fondées sur une autre base que l'Islam ou qui appliquent d'autres normes que celles de l'Islam, telles que les organisations internationales comme l'ONU, la Cour interna-

tionale de justice, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, ou les organisations régionales comme la Ligue arabe et l'Organisation du développement arabe.

Document 3:

Projet constitutionnel de l'Azhar, 1978

Note explicative

Titre complet: Projet de la constitution islamique.

Auteur: Académie des recherches islamiques (*Majma' al-buhuth al-islamiyyah*) de l'Azhar, le Caire. C'est le centre religieux le plus important du monde islamique sunnite. La rédaction de ce Projet fut entreprise sur la recommandation du 8^e Congrès de ladite Académie qui s'est tenu au Caire en octobre 1977.

Source:

- Version arabe: Il existe deux textes de ce Projet: 1) Texte court: composé de 93 articles, sans date, il est rédigé par la sous-commission issue de la Commission suprême chargée d'établir un projet constitutionnel islamique. Titre: *Mashru' al-dustur al-islami*, dans *Majallat al-Azhar*, avril 1979, p. 1092-1100. 2) Texte long: composé de 141 articles, daté du 22 juin 1978, il est rédigé par la Commission de rédaction d'un projet constitutionnel islamique. Titre: *Mashru' al-dustur al-islami*, dans Jarishah, 'Ali: *I'lan dusturi islami*, Dar al-wafa', Al-Mansurah, 2^e édition, 1988, p. 41-79, texte repris de l'ouvrage de Wasfi, Mustafa Kamal: *Musannafat al-nudhum al-islamiyyah*, p. 683-712.
- Version française: Nous avons établi nous-même cette traduction. Nous avons indiqué dans les notes les différences avec le texte court, la principale différence étant le remplacement des chapitres 7 et 8 (art. 83-134) par deux autres chapitres du texte court. Un bon nombre d'articles de ce Projet sont repris de la Constitution égyptienne de 1971, art. 83 et sv. (ci-après: Cég). Pour la traduction de ces articles, nous nous sommes basés sur la version française de cette Constitution publiée par le Service de l'État d'information, le Caire, 1980. Nous avons indiqué à la fin des articles leurs correspondants dans cette constitution s'il y a lieu.

Chapitre I - La Communauté islamique (*ummah*)

Art. 1 - Les musulmans constituent une seule Communauté islamique³.

Art. 2 - Au sein de la Communauté islamique, il est permis d'avoir des États multiples et des formes diverses de gouvernement.

Art. 3 - Tout État peut s'unir avec un ou plusieurs autres États islamiques et dans la forme convenue entre eux.

Art. 4 - Le peuple exerce la surveillance sur l'*Imam*, ses assistants et tous les gouvernants, et leur demande des comptes conformément aux normes de la Loi islamique.

³ Cet article dans la version courte comporte un deuxième alinéa qui dit: "La Loi islamique est source de toute législation" (NdA).

Chapitre II - Les fondements de la société islamique

Art. 5 - L'entraide et la solidarité sont les fondements de la société.

Art. 6 - Ordonner le convenable et interdire le blâmable est un devoir. Pèche celui qui y manque tout en ayant la capacité de l'accomplir.

Art. 7 - La famille est à la base de la société. Elle est fondée sur la religion et la morale. L'État garantit le soutien de la famille, la protection de la maternité et de l'enfance et leur assure les conditions appropriées à leur réalisation (art. 9-10)⁴.

Art. 8 - Il est du devoir de l'État de protéger la famille en encourageant le mariage, en facilitant les moyens matériels pour y accéder tels que les logements et autres aides possibles, en honorant la vie conjugale et en préparant la femme à bien soutenir son mari, à servir ses enfants et à considérer le soin de la famille comme son premier devoir.

Art. 9 - Il est du devoir de l'État de veiller sur la salubrité de la Communauté islamique et la santé des individus, et d'assurer gratuitement aux citoyens les services médicaux préventifs et curatifs.

Art. 10 - Il est un devoir religieux (*faridah*) de rechercher la connaissance. L'éducation est une tâche de l'État conformément à la loi.

Art. 11 - L'éducation religieuse est un programme de base à tous les niveaux de l'enseignement.

Art. 12 - L'État se doit d'enseigner aux musulmans, d'une manière complète et pendant toutes les années d'étude, les devoirs religieux acceptés unanimement et la biographie du Prophète et des califes clairvoyants.

Art. 13 - L'État se doit d'apprendre le saint Coran par cœur aux étudiants pendant toutes les années d'étude dans toutes les catégories de l'enseignement. Il crée des instituts spécialisés pour apprendre par cœur le Coran aux non-étudiants. Il imprime le saint Coran et facilite sa distribution.

Art. 14 - L'ostentation de la beauté (*tabarruj*)⁵ est interdite. La préservation de l'honneur est un devoir. L'État promulgue les lois et des décrets conformes aux normes de la Loi islamique afin de protéger la morale publique (*al-shu'ur al-'am*) de la vulgarité (*ibtidhal*).

Art. 15 - La langue arabe est la langue officielle et le calendrier hégire doit être utilisé dans les correspondances officielles.

Art. 16 - Le pouvoir public a pour fonction l'intérêt des ressortissants, notamment en sauvegardant la religion, la raison, la personne, les biens et l'honneur.

⁴ L'article 9 de la Constitution égyptienne de 1971 dit: "La famille est à la base de la société. Elle est fondée sur la religion, la morale et le patriotisme". Ce dernier terme tombe du Projet de l'Azhar. Le droit musulman est opposé au nationalisme à l'intérieur de la Communauté islamique (NdA).

⁵ Ce terme concerne les femmes. Il est repris du Coran 24:60 et 33:33. Ce dernier verset dit: "Restez dans vos maisons, ne vous montrez pas dans vos atours (*la tabarrajna tabarruj*) comme le faisaient les femmes au temps de l'ancienne ignorance" (NdA).

Art. 17 - Il ne suffit pas que les objectifs soient légitimes, mais il faut aussi que les moyens soient conformes aux normes de la Loi islamique.

Chapitre III - L'économie islamique

Art. 18 - L'économie est basée sur les principes de la Loi islamique en vue de garantir la dignité humaine et l'équité sociale. Elle enjoint de quérir des moyens d'existence par la pensée et le travail et protège le gain licite.

Art. 19 - La liberté du commerce, de l'industrie et de l'agriculture est garantie dans les limites de la Loi islamique.

Art. 20 - L'État établit des plans de développement économique en conformité avec la Loi islamique.

Art. 21 - L'État s'oppose aux monopoles; il n'intervient dans les prix qu'en cas de nécessité.

Art. 22 - L'État encourage la mise en culture du désert (*ta'mir*) et l'expansion des terres cultivables.

Art. 23 - Les transactions comportant réception ou paiement d'intérêts (*riba*) sont interdites; toute transaction contenant intérêts ne saurait être maintenue⁶.

Art. 24 - L'État est le propriétaire des minéraux, des matières premières et de toutes autres ressources naturelles se trouvant dans la terre.

Art. 25 - Tout bien sans propriétaire est la propriété du Trésor public. La loi règle la manière avec laquelle les individus deviennent propriétaires des biens.

Art. 26 - L'État dépense la *zakat* que lui offrent les individus pour les objectifs prévus par la Loi islamique.

Art. 27 - La constitution de mainmorte (*waqf*) de bienfaisance est permise. Une loi sera promulguée en vue de régler tous ses aspects.

Chapitre IV - Les droits et les libertés individuels

Art. 28 - La justice et l'égalité sont le fondement du pouvoir. Est garanti et inviolable le droit de se défendre et d'ester en justice. Un défenseur doit être nommé pour chaque accusé de délits fixés par le Coran (*hudud*) et d'homicide⁷.

Art. 29 - La liberté de religion et d'opinion, d'agir et d'exprimer son opinion oralement, par écrit ou par d'autres voies, de constituer des associations et des syndicats et d'y adhérer, ainsi que la liberté personnelle, la liberté de circuler et de se réunir sont considérées comme des droits et des libertés naturels fondamentaux garantis par l'État dans les limites de la Loi islamique.

Art. 30 - Le domicile, la correspondance et les affaires privées sont inviolables. Il est interdit de les espionner. La loi détermine les dérogations en faveur de l'État en cas de délits de trahison ou de danger immédiat. L'État ne peut user de ces dérogations qu'en vertu d'une autorisation judiciaire.

⁶ À la place du dernier paragraphe, la version courte dit: "sont aussi interdites les transactions comportant intérêts déguisés" (NdA).

⁷ Le dernier paragraphe ne figure pas dans la version courte (NdA).

Art. 31 - Le droit de se déplacer à l'intérieur et à l'extérieur du pays est un droit licite. Nul ne peut être interdit de voyager hors du pays qu'en vertu d'une décision judiciaire motivée. Il n'est pas permis d'exiler les citoyens ou de les contraindre à résider dans un lieu déterminé.

Art. 32 - L'extradition des réfugiés politiques est interdite. L'extradition des délinquants de droit commun sera réglée par des conventions avec les États concernés.

Art. 33 - La torture des personnes est un crime. Il ne saurait y avoir de prescription pour le crime lui-même ou la peine encourue tant que vit le coupable. L'acteur ou son complice en répond sur ses biens. Si la torture a eu lieu avec l'aide, l'accord ou le silence d'un fonctionnaire, il est considéré comme complice du délit et en répond civilement; l'État en répond aussi solidairement.

Art. 34 - Sera puni de la peine prévue pour le délit de torture⁸ tout fonctionnaire ayant eu connaissance du crime de torture commis dans son domaine de compétence et n'en a pas informé les autorités concernées.

Art. 35 - Le sang ne se perd pas (*la yutal*) en Islam. L'État est tenu de compenser les ayants droit à la suite d'homicide commis par un inconnu ou à la suite d'incapacité dont l'auteur n'est pas identifié. Il en est de même si les auteurs de l'homicide et de l'incapacité sont connus mais n'ont pas les moyens de compenser les ayants droit.

Art. 36 - Chacun a le droit de porter plainte pour un délit commis contre lui ou contre autrui, pour détournement de biens publics ou pour menace.

Art. 37 - Le droit au travail, au gain et à l'acquisition de la propriété sont garantis. Il n'est permis d'y attenter qu'en vertu des normes de la Loi islamique.

Art. 38 - La femme a le droit de travailler dans les limites de la Loi islamique.

Art. 39 - L'État garantit la liberté d'acquérir la propriété, les droits et les devoirs qui en découlent et leur inviolabilité. La confiscation générale, quelle que soit ses modalités, est interdite. La confiscation dans des cas particuliers ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une décision judiciaire.

Art. 40 - L'expropriation ne peut avoir lieu que dans l'intérêt général et contre compensation complète conformément à la loi y relative.

Art. 41 - La création des journaux est permise et la presse est libre dans les limites des normes de la Loi islamique.

Art. 42 - Les citoyens ont le droit de constituer des associations et des syndicats selon les modalités prévues par la loi. En sont interdits ceux dont les activités sont contraires à l'ordre social, secrètes, à caractère militaire ou qui violent les normes de la Loi islamique sous un aspect quelconque.

Art. 43 - Les droits sont exercés en conformité avec les objectifs de la Loi islamique (*maqasid al-shari'ah*).

Chapitre V - L'Imam

⁸ La version courte dit: "Sera puni d'une peine discrétionnaire (*ta'zir*) tout..." (NdA).

Art. 44 - L'État a un *Imam* envers lequel l'obéissance est un devoir même si on est d'opinion divergente de la sienne.

Art. 45 - Il ne peut y avoir d'obéissance à une créature dans la désobéissance au Créateur. L'*Imam* ne peut être obéi dans une affaire qui contrevient clairement à la Loi islamique

Art. 46 - La loi détermine les modalités de la prestation de serment d'allégeance général dans le choix de l'*Imam*. Ce serment a lieu sous le contrôle des tribunaux et à la majorité des voix participantes.

Art. 47 - Le candidat à la fonction de Chef de l'État islamique doit être musulman, mâle, majeur, vertueux, sain d'esprit et connaisseur des normes de la Loi islamique.

Art. 48 - L'*Imam* est choisi par le serment d'allégeance par toutes les classes de la Communauté islamique conformément à la loi. La femme peut demander de participer à l'élection lorsqu'elle remplit les conditions y relatives; dans ce cas, la possibilité d'élire lui sera accordée⁹.

Art. 49 - Point de reproche à celui qui s'exprime contre l'octroi de l'allégeance à l'*Imam* avant qu'elle n'ait pris fin.

Art. 50 - Ceux qui ont le droit de prêter le serment d'allégeance à l'*Imam* ont le droit de le déposer si les conditions de sa déposition sont remplies. Celle-ci doit avoir lieu selon les modalités prévues par la loi.

Art. 51 - L'*Imam* est soumis aux tribunaux et il a le droit de s'y présenter par le biais d'un mandaté

Art. 52 - Le Chef de l'État jouit des mêmes droits que les citoyens et se voit engagé par les mêmes obligations. Il est soumis aux normes relatives aux transactions (*al-ahkam al-maliyyah*) déterminées par la loi.

Art. 53 - Il est interdit de constituer un legs (*wasiyyah*) ou un bien de mainmorte (*waqf*) en sa faveur ou en faveur de ses proches parents jusqu'au quatrième degré, à l'exception des legs provenant d'une personne dont l'*Imam* hérite. De même, il est interdit à l'*Imam* d'acheter ou de louer des biens mêmes de l'État, ou de lui vendre ou de lui louer quoi que ce soit de ses biens propres.

Art. 54 - Il est interdit de faire des dons à l'*Imam*. Ce qu'il en reçoit revient au Trésor public.

Art. 55 - L'*Imam* est un exemple pour ses sujets dans la justice, la bienfaisance et la bonne action. Il participe avec les autres *Imams* musulmans dans tout ce qui concerne les musulmans (*al-jama'ah al-islamiyyah*). Il envoie annuellement un convoi en pèlerinage par le biais duquel il participe aux conférences officielles et non-officielles des musulmans.

Art. 56 - L'*Imam* est responsable de la direction de son armée pour mener le *Jihad*¹⁰, protéger les frontières, défendre le territoire du pays, établir les frontières et conclure les traités après qu'ils aient été consentis.

⁹ La version courte comporte la note suivante: "La Commission a décidé d'adresser à la Commission suprême les deux opinions relatives à cette question" (NdA).

¹⁰ La version courte précise: "pour mener le *Jihad* contre l'ennemi" (NdA).

Art. 57 - L'*Imam* a la responsabilité de créer les conditions favorables aux individus et à la société pour ordonner le convenable, interdire le blâmable et accomplir les devoirs religieux.

Art. 58 - L'*Imam* désigne les fonctionnaires de l'État; la loi peut autoriser d'autres personnes de désigner les fonctionnaires de rangs inférieurs.

Art. 59 - L'amnistie pour les délits ne peut être accordée que par une loi. Les délits fixés par le Coran (*hudud*), cependant, ne peuvent faire l'objet d'amnistie.

Dans des circonstances particulières, l'*Imam* a le droit d'amnistier des peines encourues pour les délits, à l'exception de celles encourues pour les délits fixés par le Coran et la trahison suprême, lesquelles ne peuvent pas faire l'objet d'amnistie.

Art. 60 - Si nécessaire, l'*Imam* peut prendre des mesures exceptionnelles prévues par la loi en cas de troubles, de menace contre l'existence de l'État, de guerre civile ou de guerre avec un autre État. Il doit en informer le Parlement une semaine après leur adoption. Si le Parlement n'a pas encore été élu, l'*Imam* doit convoquer le Parlement précédent. Ces mesures sont nulles si ces procédures ne sont pas respectées. Une loi sera promulguée pour réglementer ces mesures exceptionnelles, leurs conséquences, les organismes compétents pour prendre ces mesures et les modalités de parer à leurs conséquences si elles n'ont pas été approuvées.

Chapitre VI - L'exercice de la justice

Art. 61 - Les juges prononcent leurs jugements avec équité conformément aux normes de la Loi islamique.

Art. 62 - Les gens sont égaux devant les tribunaux. Il est interdit de distinguer une personne ou un groupe en les soumettant à des tribunaux spéciaux.

Art. 63 - Il est interdit de créer des tribunaux spéciaux ou de priver une personne ayant une cause, de son juge naturel.

Art. 64 - On ne peut interdire aux juges de recevoir une plainte contre l'*Imam* ou les gouverneurs.

Art. 65 - Les sentences sont rendues et exécutées au nom de Dieu miséricordieux et compatissant. Le juge n'est soumis dans son jugement à aucune autre loi que la Loi islamique.

Art. 66 - L'exécution des sentences est de la responsabilité de l'État. Toute renonciation ou tout relâchement dans l'exécution est un délit punissable.

Art. 67 - L'État garantit l'indépendance des tribunaux et de ne pas porter atteinte à leur indépendance et à leur liberté.

Art. 68 - L'État choisit pour la fonction judiciaire les plus compétents parmi les hommes et leur facilite l'accomplissement de leur travail.

Art. 69 - Dans les délits fixés par le Coran (*hudud*), le prévenu doit assister au procès ou y être présent avec un avocat choisi par lui-même ou, à défaut, nommé d'office par l'État.

Art. 70 - Les séances des tribunaux sont publiques; le public peut y assister. Il n'est permis de les tenir à huis clos qu'en cas de nécessité légale.

Art. 71 - Les peines fixées par la Loi islamique (*hudud*) sont appliquées pour les délits d'adultère, de fausse accusation d'adultère, de vol, de brigandage (*harabah*), de consommation de vin et d'apostasie.

Art. 72 - La loi détermine les peines discrétionnaires (*ta'zirat*) que le juge peut prescrire dans les délits non fixés par la Loi islamique (*hudud*).

Art. 73 - La loi détermine les normes relatives aux compensations (*qasamah*). La responsabilité civile ne saurait être supérieure au montant du prix du sang (*diyyah*).

Art. 74 - La loi détermine les conditions de l'admission du repentir et les normes y relatives.

Art. 75 - La peine de mort ne saurait être appliquée qu'en cas d'impossibilité de conciliation ou de pardon de la part du tuteur du sang (*waliy al-dam*).

Art. 76 - En rapport avec la loi du talion, il est permis de prévoir, dans la conciliation, un montant supérieur à celui du prix du sang.

Art. 77 - En rapport avec le prix du sang, il est permis de traiter la femme sur un pied d'égalité avec l'homme.

Art. 78 - L'application de la loi du talion dans les blessures est conditionnée par la correspondance parfaite entre les blessures et par l'intime conviction du juge d'une telle correspondance.

Art. 79 - La peine discrétionnaire (*ta'zirat*) est principalement la flagellation. L'emprisonnement est interdit excepté dans des délits spécifiquement nommés et pour une durée déterminée par le juge.

Art. 80 - Il est interdit d'humilier un détenu, de le faire taire¹¹ ou d'attenter à sa dignité.

Art. 81 - Une Cour constitutionnelle suprême sera créée ayant pour compétence de trancher la compatibilité des lois et des ordonnances avec les normes de la Loi islamique et les dispositions de cette Constitution. La loi détermine ses autres compétences.

Art. 82 - Une Cour des plaintes (*diwan lil-madhalim*) sera créée. La loi détermine son organisation, ses compétences et les honoraires de ses membres.

Chapitre VII - Le Parlement (*al-majlis al-niyabi*)¹²

¹¹ La version courte remplace "le faire taire" par "le harceler" (NdA).

¹² Ce chapitre est remplacé dans la version courte par le chapitre suivant:
Chapitre VII - Le Conseil consultatif, le contrôle et la rédaction des lois
(Une note précise: "Ce chapitre sera omis dans les pays qui n'ont pas de Conseils consultatifs").

Art. 83 - L'État a un Conseil consultatif (*majlis lil-shura*) ayant les compétences suivantes:

1) rédiger les lois qui ne soient pas contraires aux normes de la Loi islamique;

2) approuver le budget annuel de l'État et son bilan final;

3) contrôler les activités du pouvoir exécutif;

4) faire un rapport sur la responsabilité du cabinet des ministres pour leurs agissements et en retirer la confiance lorsque c'est nécessaire.

Art. 84 - La loi détermine les conditions de l'élection, la mode de création du Conseil consultatif et les conditions pour en être membre. Ceci doit se faire selon le principe de la consultation (*shura*) en assurant la participation de tout majeur, capable de discernement et de bonne réputation dans l'expression de son opinion. La loi détermine aussi les traitements de ses membres. Le Con-

Art. 83 - Le Parlement est chargé de rédiger les lois et d'approuver la politique générale de l'État, le plan général de développement économique et social et le budget général de l'État. Il exerce le contrôle sur les actes du pouvoir exécutif de la manière prévue par la Constitution et conformément aux normes de la Loi islamique (art. 86 Cég).

Art. 84 - La subdivision de l'État en circonscriptions électorales est fixée par la loi, laquelle détermine également le nombre des membres du Parlement qui ne peut être inférieur à membres. L'*Imam* peut en nommer des membres dont le nombre ne doit pas dépasser le cinquième des membres du Parlement (art. 87 Cég).

Art. 85 - La loi détermine les conditions que doivent remplir les membres du Parlement, ainsi que les dispositions régissant les élections. Le scrutin doit avoir lieu sous le contrôle de la magistrature (art. 88 Cég).

Art. 86 - Les fonctionnaires de l'État ne peuvent poser leur candidature au Parlement qu'après avoir présenté leur démission. Leur démission doit être acceptée dès qu'elle est présentée si le but est de poser une candidature au Parlement (art. 89 Cég).

Art. 87 - Avant d'exercer son mandat, le membre prête devant le Parlement le serment suivant: "Je jure au nom de Dieu Tout-Puissant, d'obéir à Dieu et à son Apôtre [Mahomet], de sauvegarder en toute sincérité la sécurité de l'État, de son territoire et du régime constitutionnel, de veiller aux intérêts de la Communauté islamique, de respecter la Constitution et la loi et de promouvoir les normes de la Loi islamique, et ce avec sincérité, honneur et foi" (art. 90 Cég).

Art. 88 - Les membres du Parlement reçoivent une indemnité qui sera fixée par la loi (art. 91 Cég).

Art. 89 - La durée de la législation du Parlement est de cinq ans, calculée selon le calendrier hégire, à partir de la date de sa première réunion. Les élections pour le renouvellement du Parlement ont lieu durant les soixante jours précédant l'expiration de son mandat (art. 92 Cég).

Art. 90 - Le Parlement a le pouvoir de statuer sur la validité du mandat de ses membres. La Cour suprême est compétente pour enquêter sur le bien-fondé des demandes en invalidation présentées au Parlement et qui auront été transmises à la Cour suprême.

Le résultat de l'enquête et l'avis de la Cour suprême seront soumis au Parlement pour qu'il statue sur le bien-fondé de la demande en invalidation dans les soixante jours à partir de la date de la présentation du résultat de l'enquête au Parlement.

Le mandat ne peut être considéré nul qu'en vertu d'un vote émis à la majorité des deux tiers des membres du Parlement (art. 93 Cég).

Art. 91 - En cas de vacance du siège d'un membre élu ou nommé, avant l'expiration de son mandat, son successeur est élu ou nommé dans les soixante jours à partir de la date à laquelle le Parlement est informé de la vacance du siège. La durée du

seil établit lui-même son propre règlement interne (NdA).

mandat du nouveau membre complète celle du mandat de son prédécesseur (art. 94 Cég).

Art. 92 - Le membre du Parlement ne peut, durant son mandat, se porter acquéreur ou locataire d'un bien appartenant à l'État ni vendre ou donner un bien propre en location à l'État, ni l'échanger avec lui, ni passer avec l'État un contrat en sa qualité de concessionnaire, de fournisseur ou d'entrepreneur (art. 95 Cég).

Art. 93 - Le membre du Parlement ne peut être déchu de son mandat que s'il perd la confiance et la considération, ou une des conditions de son mandat, ou s'il faillit aux obligations de son mandat. La décision portant déchéance du membre doit être prise à la majorité des deux tiers des membres du Parlement (art. 96 Cég).

Art. 94 - Le Parlement est seul qualifié pour accepter la démission de ses membres (art. 97 Cég).

Art. 95 - Les membres du Parlement ne peuvent être inquiétés pour les idées et les opinions qu'ils expriment dans l'accomplissement de leurs travaux au sein du Parlement ou de ses commissions tant que ces idées et ces opinions restent dans les limites des normes de la Loi islamique (art. 98 Cég).

Art. 96 - Sauf en cas de flagrant délit, il n'est permis d'engager des poursuites pénales contre un membre du Parlement que par une autorisation préalable du Parlement (art. 99 Cég).

Art. 97 - La ville ... est le siège du Parlement. Le Parlement peut, dans les circonstances exceptionnelles, tenir ses réunions dans une autre ville, à la demande de l'*Imam* ou de la majorité de ses membres.

La réunion du Parlement en dehors du siège qui lui est assigné est illégale et les décisions qu'il prend dans ce cas sont nulles (art. 100 Cég).

Art. 98 - L'*Imam* convoque le Parlement en session annuelle ordinaire avant le jour ... du mois ... Si le Parlement n'est pas convoqué, il se réunit à la date prévue conformément à la Constitution. La durée de la session ordinaire est de sept mois au moins. L'*Imam* proclame la clôture de la session ordinaire du Parlement. La session ordinaire ne peut être clôturée qu'après que le Parlement aura voté le budget général de l'État (art. 101 Cég).

Art. 99 - L'*Imam* convoque le Parlement à une session extraordinaire en cas de nécessité ou sur une motion signée par la majorité des membres du Parlement.

L'*Imam* proclame la clôture de la session extraordinaire (art. 102 Cég).

Art. 100 - Au cours de sa première séance de la session annuelle ordinaire, le Parlement élit son Président et deux vice-présidents pour la durée de la session. En cas de vacance du siège de l'un d'eux, le Parlement élit son remplaçant jusqu'à l'expiration de son mandat (art. 103 Cég).

Art. 101 - Le Parlement établit son règlement interne pour organiser le mode de ses travaux et la manière d'exercer ses attributions (art. 104 Cég).

Art. 102 - Il appartient au Parlement seul de maintenir l'ordre en son sein. Cette charge est assumée par le Président du Parlement (art. 105 Cég).

Art. 103 - Les séances du Parlement sont publiques. Le Parlement peut se réunir à huis clos à la demande de l'*Imam*, du gouvernement ou de son Président ou d'un cinquième au moins de ses membres. Le Parlement décide ensuite si la discussion de la question qui lui est soumise doit se dérouler en séance publique ou à huis clos (art. 106 Cég).

Art. 104 - La réunion du Parlement n'est valable que si la majorité de ses membres y assiste. Le Parlement prend ses décisions à la majorité absolue des membres présents, sauf dans les cas où une majorité spéciale est requise. Les projets de loi sont votés article par article. En cas de partage des voix, le projet, mis en discussion, est considéré comme ayant été rejeté (art. 107 Cég).

Art. 105 - L'*Imam* et chacun des membres du Parlement ont le droit de proposer des lois (art. 109 Cég).

Art. 106 - Tout projet de loi présenté doit être renvoyé à l'une des commissions du Parlement pour l'examiner et présenter un rapport à son sujet. Toutefois, les propositions de lois, présentées par les membres du Parlement, ne sont renvoyées à cette commission qu'après avoir été examinées par une commission spéciale pour donner son avis s'il y a lieu de les soumettre à l'examen du Parlement, et après que le Parlement aura statué à ce sujet (art. 110 Cég).

Art. 107 - Toute proposition de loi présentée par un des membres et rejetée par le Parlement ne peut lui être soumise de nouveau au cours de la même session (art. 111 Cég).

Art. 108 - L'*Imam* a le droit de promulguer des lois ou d'y opposer son veto (art. 112 Cég).

Art. 109 - Si l'*Imam* oppose son veto à un projet de la loi adopté par le Parlement, il le lui retourne dans un délai de trente jours à partir de la date à laquelle ce projet de loi lui aura été soumis. Au cas où le projet de loi n'est pas retourné dans ce délai, il sera considéré comme une loi et promulgué. S'il est retourné au Parlement dans le délai susmentionné et voté de nouveau par lui à la majorité de ses membres, il sera considéré comme une loi et promulgué (art. 113 Cég).

Art. 110 - Le Parlement approuve le plan général de développement économique et social. La loi détermine le mode de préparation du plan et de sa présentation au Parlement (art. 114 Cég).

Art. 111 - Le budget général de l'État doit être soumis au Parlement titre par titre, et promulgué par une loi. Le Parlement ne peut y apporter des modifications qu'avec le consentement du gouvernement. Si le nouveau budget n'est pas voté avant le nouvel exercice financier, l'ancien budget sera appliqué jusqu'au vote du nouveau.

La loi détermine le mode de préparation du budget et fixe la date de l'exercice financier (art. 115 Cég).

Art. 112 - Tout transfert de crédit d'un titre à un autre du budget général doit être approuvé par le Parlement, de même que toute dépense qui n'y est pas prévue ou qui dépasse les prévisions. Le transfert et le dépassement doivent faire l'objet d'une loi (art. 116 Cég).

Art. 113 - Le compte définitif du budget de l'État doit être soumis au Parlement dans un délai ne dépassant pas un an, à partir de la date d'expiration de l'exercice financier. Il est voté article par article et promulgué par une loi.

Le rapport annuel de l'Organisme central des comptes et ses observations doivent être soumis au Parlement.

Il appartient au Parlement de demander à l'Organisme central des comptes tous autres renseignements ou rapports (art. 118 Cég).

Art. 114 - La création des impôts publics, leur modification, ou leur abolition ne peuvent être décidées qu'en vertu d'une loi. Nul ne peut être exempté des impôts que dans les cas prévus par la loi. Nul ne peut être soumis à d'autres impôts ou droits que dans les limites de la loi (art. 119 Cég).

Art. 115 - La loi détermine les règles fondamentales pour la perception des impôts et les modalités de leur affectation (art. 120 Cég).

Art. 116 - Le gouvernement ne peut contracter des emprunts ou s'engager dans un projet pouvant grever le Trésor public pour une période future qu'avec le consentement du Parlement (art. 121 Cég).

Art. 117 - La loi établit les modalités régissant l'octroi des traitements des pensions, des indemnités, des subventions et des gratifications servies par le Trésor public. La loi détermine les cas exceptionnels et les autorités chargées de les appliquer (art. 122 Cég).

Art. 118 - L'octroi des concessions pour l'exploitation des ressources nationales naturelles et des services publics ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi. La loi définit également les cas où il est permis de disposer gratuitement des domaines de l'État, de se désister de ses biens mobiliers, ainsi que les règles et procédures à suivre à cet effet (art. 123 Cég).

Art. 119 - Tout membre du Parlement a le droit d'adresser au Président du Conseil des Ministres, à l'un de ses suppléants, aux ministres ou à leurs suppléants, des questions sur les affaires entrant dans leurs attributions.

Le Président du Conseil des Ministres ou ses suppléants, les ministres ou leurs représentants, doivent répondre aux questions des membres.

Le membre peut retirer à n'importe quel moment sa question, mais ne peut la transformer au cours de la même séance en interpellation (art. 124 Cég).

Art. 120 - Tout membre du Parlement a le droit d'adresser des interpellations au Président du Conseil des Ministres, ou à ses suppléants, aux ministres ou à leurs suppléants, pour leur demander des comptes sur les affaires entrant dans leurs attributions.

La discussion de l'interpellation a lieu sept jours au moins à partir de la date de sa présentation, sauf dans les cas où le Parlement considère urgent de la discuter avec le consentement du gouvernement (art. 125 Cég).

Art. 121 - Les ministres sont responsables devant le Parlement de la politique générale de l'État. Chaque ministre est responsable des affaires de son département.

Il appartient au Parlement de retirer la confiance à l'un des suppléants du Président du Conseil des Ministres ou à un des ministres ou à leurs suppléants. La question de confiance ne peut être posée qu'après une interpellation, et sur une motion déposée par dix membres du Parlement.

Le Parlement ne peut prendre de décision au sujet de la demande avant trois jours à partir de la date de sa présentation. Le retrait de la confiance doit être voté à la majorité des membres du Parlement (art. 126 Cég).

Art. 122 - Le Parlement peut, à la demande de dix de ses membres, mettre en cause la responsabilité du Président du Conseil des ministres. La décision à ce sujet doit être prise à la majorité des membres du Parlement.

Cette décision ne peut être prise qu'après une interpellation adressée au gouvernement et trois jours au moins à partir de la présentation de la demande.

Au cas où la responsabilité serait établie, le Parlement prépare un rapport qu'il soumet à l'*Imam* comportant les éléments de la question, ainsi que son avis et ses motifs.

L'*Imam* peut retourner ce rapport au Parlement dans un délai de dix jours. Si le Parlement adopte de nouveau le rapport, l'*Imam* peut soumettre le conflit entre le Parlement et le gouvernement à un référendum dans les trente jours à partir de la date du dernier vote du Parlement. Dans ce cas, les séances du Parlement sont suspendues. Si le résultat du référendum est favorable au gouvernement, le Parlement est considéré comme dissous. Dans le cas contraire, le gouvernement est considéré comme dissous (art. 127 Cég).

Art. 123 - Au cas où le Parlement retire sa confiance à un vice-Premier Ministre, à un Ministre ou à l'un de leurs suppléants, il doit résigner ses fonctions.

Le Président du Conseil des ministres présentera sa démission à l'*Imam* au cas où sa responsabilité aura été établie par le Parlement (art. 128 Cég).

Art. 124 - L'*Imam* inaugure la session ordinaire du Parlement, par un discours exposant la politique générale de l'État. Il a également le droit de traiter d'autres exposés devant le Parlement. Il appartient au Parlement de discuter de l'exposé de l'*Imam* (art. 132 Cég).

Art. 125 - Le Président du Conseil des ministres présente le programme de son gouvernement, après la formation de celui-ci et lors de l'inauguration de la session ordinaire du Parlement. Le Parlement engage le débat sur ce programme (art. 133 Cég).

Art. 126 - Le Président du Conseil des ministres, ses suppléants, les ministres et leurs suppléants peuvent être membres du Parlement. Ceux d'entre eux qui ne sont pas membres du Parlement peuvent assister à ses séances et aux réunions de ses commissions (art. 134 Cég).

Art. 127 - Le Président du Conseil des ministres et les ministres doivent être entendus par le Parlement et ses commissions, toutes les fois qu'ils demandent la parole. Ils peuvent se faire assister par des hauts fonctionnaires de leur choix. Lors de la mise aux voix, celle du ministre ne compte que s'il est membre du Parlement (art. 135 Cég).

Art. 128 - En cas de besoin, l'*Imam* peut dissoudre le Parlement. La décision de dissoudre le Parlement doit comprendre une convocation des citoyens à de nouvelles élections du Parlement dans un délai ne dépassant pas les soixante jours à partir de la date de la dissolution du Parlement.

Le nouveau Parlement se réunit dans les dix jours suivant le scrutin (art. 136 Cég).

Chapitre VIII - Le gouvernement¹³

Art. 129 - Le gouvernement est l'appareil exécutif et administratif suprême de l'État. Il se compose du Président du Conseil des Ministres, des vice-premiers ministres, des ministres et de leurs suppléants.

Le Président du Conseil des Ministres contrôle les actes du gouvernement (art. 153 Cég).

Art. 130 - Pour être nommé ministre ou suppléant du ministre, il faut être de sexe mâle, âgé au moins de ... ans hégires, et jouir de tous les droits civils et politiques (art. 154 Cég)¹⁴.

Art. 131 - Les membres du ministère prêtent devant l'*Imam* avant d'assumer leurs fonctions, le serment suivant: "Je jure au nom de Dieu Tout-Puissant, d'obéir à Dieu et à son Apôtre [Mahomet], de sauvegarder en toute sincérité la sécurité de l'État, de son territoire et du régime constitutionnel, de veiller aux intérêts de la Communauté islamique, de respecter la Constitution et la loi et de promouvoir les normes de la Loi islamique, et ce avec sincérité, honneur et foi" (art. 155 Cég).

Art. 132 - Le ministre est le Chef administratif suprême de son ministère. Il élabore la politique de son ministère dans les limites de la politique générale de l'État et en assume l'exécution (art. 157 Cég).

Art. 133 - Le ministre ne peut, durant l'exercice de ses fonctions, exercer une profession libérale, une activité commerciale, financière ou industrielle, ou se rendre acquéreur ou locataire d'un bien appartenant à l'État, ou de donner en location, vendre ou échanger quoi que ce soit de ses biens avec l'État (art. 158 Cég).

Art. 134 - Le ministre accusé est suspendu de ses fonctions jusqu'à ce qu'il soit statué sur son cas. La fin de son mandat n'empêche pas d'intenter ou de continuer les poursuites contre lui. La mise en jugement du ministre, la procédure à suivre, les garanties à assurer et la peine à infliger, auront lieu conformément à la loi.

Ces dispositions sont applicables aux vice-ministres.

¹³ Ce chapitre est remplacé dans la version courte par le chapitre suivant:
Chapitre VII - Le gouvernement

Art. 85 - Le gouvernement assume la responsabilité de la direction des affaires relatives au pouvoir et la réalisation des intérêts dignes de respect (*mu'tabarah*) prévus par la Loi islamique; il répond de ses activités devant l'*Imam* (Une note précise: "Ce dernier paragraphe sera omis dans les pays qui ont des conseils consultatifs").

Art. 86 - La loi détermine les conditions pour la désignation des ministres, les activités qui leur sont interdites pendant l'exercice de leur mandat et les modalités de les juger pour ce qu'ils commettent dans leur fonction (NdA).

¹⁴ La Constitution égyptienne ne mentionne pas la condition de la masculinité (NdA).

Sont compétents dans tous les cas les tribunaux devant lesquels sont jugés tous les gens (art. 160 Cég).

Chapitre IX - Dispositions générales et transitoires

Art. 135 - La ville est la capitale du pays (art. 185 Cég).

Art. 136 - La loi détermine le drapeau et l'emblème de l'État et les conditions les concernant (art. 186 Cég).

Art. 137 - Les dispositions de la loi s'appliquent aux faits survenus à partir de leur mise en vigueur et ne peuvent avoir d'effet rétroactif. Toutefois, il est permis, sauf en matière criminelle, d'en disposer autrement dans la loi, avec l'approbation des deux tiers des membres du Parlement (art. 187 Cég).

Art. 138 - Les lois sont publiées au Journal officiel dans les deux semaines à partir du jour de leur promulgation. Elles entrent en vigueur un mois après le jour suivant la date de leur publication, à moins qu'un autre délai ne soit fixé à cet effet (art. 188 Cég).

Art. 139 - Il appartient à l'*Imam* et au Parlement de demander l'amendement d'un ou plusieurs articles de la Constitution. La demande d'amendement doit indiquer les articles dont la modification est demandée et les motifs justificatifs de l'amendement. Si la demande émane du Parlement, elle doit être signée par le tiers au moins de ses membres.

Dans tous les cas, le Parlement discute de l'amendement et prend une décision à son sujet à la majorité de ses membres. Si elle rejette l'amendement, il n'est pas permis de demander de nouveau la modification des mêmes articles avant l'expiration d'une année à partir de la date du rejet.

Au cas où le Parlement approuve le principe de l'amendement, il engage, deux mois après la date de l'approbation, la discussion des articles dont la modification est demandée. Si les deux tiers des membres du Parlement approuvent l'amendement, celui-ci sera soumis au référendum du peuple. Si le peuple l'approuve, l'amendement entrera en vigueur à partir de la proclamation du résultat du référendum (art. 189 Cég).

Art. 140 - Toutes les dispositions prévues par les lois et les règlements avant la promulgation de la présente Constitution sont valables et demeurent en vigueur. Toutefois, elles peuvent être abrogées ou modifiées, conformément aux règles et procédures établies par la présente Constitution (art. 191 Cég)¹⁵.

Art. 141 - La présente Constitution entrera en vigueur à partir de la date de la proclamation de son approbation par la Communauté islamique au cours du référendum (art. 193 Cég).

¹⁵ La version courte ajoute: "Si elles sont contraires aux normes de la Loi islamique, elles doivent être abrogées et remplacées par d'autres lois" (NdA).

Document 4:

Projet constitutionnel de Wasfi, 1980

Note explicative

Titre complet: Projet pour une constitution islamique.

Auteur: Ce texte est élaboré en mars 1980 par Mustafa Kamal Wasfi, vice-président du Conseil d'État égyptien. Son auteur avait participé à la rédaction du Projet constitutionnel de l'Azhar (document 3; ci-après Azhar). C'est pour marquer son désaccord avec ce dernier Projet, qu'il a publié le sien.

Source:

- Version arabe: Wasfi, Mustafa Kamal: *Unmudhaj li-dustur islami*, p. 11-26, dans Jarishah, 'Ali: *I'lan dusturi islami*, Dar al-wafa', Al-Mansurah, 2^e édition, 1988, p. 81-119.
- Version française: Nous avons établi nous-même cette traduction. Nous avons indiqué à la fin des articles leurs correspondants dans le Projet de l'Azhar s'il y a lieu.

Chapitre I - Le monde islamique

Art. 1 - Les musulmans constituent une seule Communauté islamique (art. 1 Azhar).

Art. 2 - Tout État peut former une union avec un ou plusieurs autres États islamiques dans une forme conforme à l'Islam (art. 3 Azhar).

L'État veille à la réalisation de la complémentarité économique entre les États islamiques.

L'*Imam* doit consulter tous les Chefs d'États islamiques pour les calamités qui concernent le monde islamique.

Art. 3 - Il est du devoir de tous les musulmans de défendre les minorités et les États islamiques victimes d'une invasion, de les aider, de leur prêter main forte et d'œuvrer à leur libération.

Art. 4 - L'État ... est un État islamique dans lequel le pouvoir suprême appartient à Dieu, qu'il soit exalté, lequel est source des pouvoirs. Sa légitimité suprême découle de la Loi islamique. Ses affaires sont dirigées par un *Imam* qui exerce le pouvoir en vertu du principe de l'allégeance (*bil-bay'ah*). L'*Imam* est aidé par le Corps consultatif (*ahl al-shura*); il gouverne selon la politique conforme à la Loi islamique (*bil-siyasah al-shar'iyyah*).

Chapitre II - Les fondements de la société islamique

Art. 5 - La croyance en Dieu, qu'il soit exalté, le monothéisme conforme au dogme islamique et la solidarité entre les musulmans tant peuple qu'autorité constituent le fondement de la société et la ligne de conduite dans la vie au sein de l'État.

Les individus et l'État ont un devoir islamique de maintenir le respect du dogme islamique par la Communauté islamique par tous les moyens. Les musulmans y veillent ardemment.

Art. 6 - La Loi islamique est la source principale de législation. L'Islam est la religion de l'État. La langue arabe est la langue officielle au sein de l'État. Le calendrier hégire est utilisé dans les correspondances (art. 15 Azhar).

Tout acte contraire à la Loi islamique est rejeté (*riddun*)¹⁶.

Art. 7 - Les musulmans doivent assurer les devoirs collectifs (*furud al-kifayah*) et les obligations publiques, en ordonnant le convenable, en interdisant le blâmable, en appliquant la Loi islamique, en repoussant le préjudice des gens, en réalisant les intérêts publics prescrits par la Loi islamique et en payant les redevances publiques.

L'État garantit aux individus la possibilité d'accomplir ces devoirs, les contraint en cas de manquement et les remplace en cas d'incapacité.

Art. 8 - Le pouvoir public est fonction de l'intérêt des sujets (art. 16 Azhar).

Art. 9 - À défaut de texte dans le Coran ou dans la *Sunnah* et à défaut d'analogie, il faut tenir compte des intérêts prescrits par la Loi islamique (*al-masalih al-shar'iyah*) dans toutes les activités publiques et privées, ainsi que dans les moyens utilisés pour y parvenir, les circonstances et les planifications. En premier lieu, il faut veiller à la réalisation des nécessités, ensuite des besoins, et enfin des besoins de luxe dans l'ordre des priorités suivant: La sauvegarde de la religion, de la personne, de l'honneur, de la raison et, enfin, des biens.

Art. 10 - Il est un devoir religieux (*faridah*) de rechercher la connaissance. L'éducation est une tâche de l'État et des savants. L'éducation religieuse pratique dans toutes les affaires est un programme de base à tous les niveaux de l'enseignement (art. 10-11 Azhar).

Chapitre III - Les obligations publiques, les droits et les libertés

Art. 11 - Les droits et les libertés sont des charges et des fonctions sociales dont l'exercice se fait conformément à la Loi islamique. On y tient compte en premier lieu du service des intérêts prescrits par la Loi islamique (*al-masalih al-shar'iyah*).

L'exercice des droits et des libertés a lieu dans les limites de la Loi islamique.

Tous les musulmans doivent réaliser les devoirs collectifs (*furud al-kifayah*): celui qui en est capable en les faisant lui-même; celui qui ne l'est pas, en incitant à leur réalisation. L'État leur garantit la possibilité de les réaliser et il a le droit de les y contraindre.

Chaque musulman est un berger responsable de son troupeau.

Art. 12 - La garantie de protection (*dhimmah*) de la part des musulmans est une: le plus humble parmi eux peut l'entreprendre. Le musulman qui exerce ses libertés publiques conformément à la Loi islamique représente la communauté des musul-

¹⁶ Le terme utilisé évoque la *riddah*, apostasie (NdA).

mans. Il a le droit d'intenter une action pour protéger les intérêts publics musulmans.

Art. 13 - L'inviolabilité de la personne, de l'honneur et des biens dans les limites de la Loi islamique est un droit de chaque musulman et de chaque personne qui se trouve légalement sur le territoire de l'État. Cette inviolabilité est la base des droits de l'homme et des normes islamiques.

Art. 14 - Les non-musulmans ont les mêmes droits et les mêmes devoirs que les musulmans, tout en tenant compte des normes islamiques et de leurs limites.

Art. 15 - Exprimer une opinion conforme à la Loi islamique est un devoir garanti par l'État. Celui-ci facilite tous les moyens nécessaires à cet effet.

On ne tient pas compte de l'opinion de la majorité si cette opinion est contraire à la Loi islamique.

Art. 16 - L'État garantit aux individus toutes les libertés autorisées par la Loi islamique. Il est interdit d'y porter atteinte, de les limiter ou de les organiser d'une manière contraire aux exigences de la Loi islamique.

L'opprimé peut prendre son droit par sa propre main conformément aux normes de la Loi islamique.

Art. 17 - Toute atteinte à la liberté individuelle, à la vie privée des ressortissants, et à tous autres droits et libertés garantis par la Loi islamique est un crime dont l'action pénale et civile est imprescriptible. L'État garantit une compensation équitable à celui qui subit une telle atteinte.

Art. 18 - L'État garantit la liberté d'acquérir la propriété et garantit les droits et les devoirs qui en découlent en tant que fonction sociale. Il garantit leur inviolabilité. La confiscation générale, quelle que soit ses modalités, est interdite. La confiscation dans des cas particuliers ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une décision judiciaire (art. 39 Azhar).

Il est interdit de prendre un bien sauf pour une raison prévue par la Loi islamique.

Les terres des pays conquis par la force sont la propriété de l'État. Ce dernier peut les octroyer à des particuliers pour les exploiter en vertu d'un décret à long terme transmissible aux héritiers. Les terres des pays conquis en vertu d'un pacte de paix restent propriété libre de ses habitants. La loi règle les impôts fonciers et les dîmes prélevés sur ces terres.

Art. 19 - Tout ce qui est contraire aux ordres, aux interdictions et aux mœurs islamiques est nul et interdit.

Il faut protéger par tous les moyens la morale publique (*al-shu'ur al-'am*) islamique de la vulgarité (*ibtidhal*), de l'ostentation de la beauté (*tabarruj*) et de la manifestation de la violation des normes islamiques (art. 14 Azhar).

Chapitre IV - L'économie islamique

Art. 20 - L'économie est basée sur la Loi islamique en vue de garantir les intérêts dignes de respect prescrits par la Loi islamique. Dans les domaines licites, il est permis de tenir compte des lois économiques qui ont fait leur preuve. Il est aussi

permis d'utiliser les moyens économiques contemporains dans les limites de la Loi islamique.

Art. 21 - La liberté du commerce, de l'industrie et de l'agriculture est garantie dans les limites de la Loi islamique (art. 19 Azhar).

Art. 22 - Les transactions comportant réception ou paiement d'intérêts (*riba*) sont interdites; les intérêts qui ont été convenus sont remis (*mawdu'*) (art. 23 Azhar).

Art. 23 - L'État s'occupe du développement économique en conformité avec la Loi islamique (art. 20 Azhar).

Art. 24 - Les nécessités rendent licites les interdits dans les limites de ces nécessités. Celui qui est dans une situation de nécessité peut, par tous les moyens licites selon la Loi islamique, disposer de ce qui satisfait ses nécessités. Ce qui est exigé pour la satisfaction d'un besoin est considéré comme une nécessité légitime. La nécessité n'annule pas le droit d'autrui. La préservation d'un mal est préférable à la réalisation d'un profit.

Le dommage privé doit être supporté pour repousser un dommage général. Il ne peut y avoir ni dommage ni dommage réciproque. Le dommage sera éliminé et repoussé dans la mesure du possible, mais il ne saurait être éliminé au moyen d'un dommage semblable. Entre deux dommages, on choisira le moindre. La gêne donne lieu à une mesure de simplification¹⁷.

Art. 25 - Dans les efforts économiques de l'État et des individus, on tiendra compte des considérations de la solidarité, de la réalisation des intérêts prescrits par la Loi islamique et de la complémentarité avec les autres pays islamiques.

Chapitre [IV bis¹⁸] - La Communauté islamique (*al-ummah*)

Art. 26 - La Communauté islamique est composée du Groupe des savants religieux et du commun des musulmans (*'ammat al-muslimin*).

Le peuple et l'autorité y constituent deux éléments qui se complètent et s'entraident pour la réalisation de la souveraineté des normes de la Loi islamique.

Art. 27 - Le Groupe des savants religieux est composé des savants religieux de la Communauté islamique représentant les Écoles islamiques (*madhahib*) existantes sur le territoire de l'État.

Art. 28 - Tout musulman, qu'il appartienne au Groupe des savants religieux ou au commun des musulmans, doit adhérer au lieu de prière de son quartier ou de son village, y faisant les cinq prières autant que possible, s'intéressant à ses affaires, sans jamais s'en absenter que pour une raison valable. Les adhérents d'un lieu de prière désignent, par commun accord, un Corps électoral (*ahl al-ikhtiyar*) ou un Corps décisoire (*ahl al-hal wal-'aqd*) auxquels ils se réfèrent dans leurs affaires.

Art. 29 - La prière du vendredi ne peut avoir lieu dans une mosquée qu'avec l'accord de l'autorité compétente. Elle se déroule dans la plus grande et la plus ancienne mosquée de la ville ou de la contrée (*misr*). Le Chef administratif local de la

¹⁷ Cet article mentionne des adages juridiques musulmans (NdA).

¹⁸ Dans le texte: "Chapitre nouveau" (par rapport au Projet constitutionnel de l'Azhar) (NdA).

ville ou de la contrée doit diriger la prière et faire le prêche. Le prêche aborde les problèmes d'actualité; il est discuté après la prière.

Art. 30 - Ceux qui fréquentent la prière du vendredi désignent, par commun accord, le Corps électoral (*ahl al-ikhtiyar*) ou le Corps décisoire (*ahl al-hal wal-'aqd*) de la ville ou de la contrée auxquels ils se réfèrent dans leurs affaires.

Art. 31 - Les lieux de prière et les mosquées ont la personnalité juridique et leur propre patrimoine. La personne désignée par le Corps décisoire les représente dans les contrats, dans la sauvegarde de leurs biens et devant les tribunaux et autres instances conformément à la loi.

Art. 32 - Après avoir mis au courant les autorités officielles, le Corps décisoire de chaque lieu de prière et de chaque mosquée gère les affaires du quartier, du village, de la ville ou de la contrée, collecte l'argent nécessaire, veille sur les intérêts publics prescrits par la Loi islamique, concilie les gens et représente les habitants dans toutes leurs affaires publiques. Le tout en conformité avec la loi.

Les adhérents de la mosquée supervisent les biens de mainmorte de la ville ou de toute la contrée, les dépenses de ces biens, la collecte et les dépenses de la *zakat* ainsi que la gestion des services locaux nécessaires de la ville ou de la contrée. Le tout en conformité avec la loi.

Art. 33 - Les savants religieux parmi les adhérents de la mosquée ont le devoir de prêter le serment d'allégeance en lieu et place de ceux qu'ils représentent, de donner leur conseil (*shura*) si l'*Imam* ou le Chef local le leur demande, d'appliquer la Loi islamique, d'enseigner au peuple la religion, l'appel à l'Islam, le réveil de la conscience islamique et le devoir d'ordonner le convenable et d'interdire le blâmable.

Art. 34 - Le commun des musulmans s'oblige à porter main forte à l'*Imam*, à le conseiller, à payer les redevances publiques, à entretenir les pauvres et les faibles, à ordonner le convenable, à interdire le blâmable et à réaliser tous les devoirs collectifs (*furud al-kifayah*) et les intérêts publics. Il peut prêter le serment d'allégeance à l'*Imam* en son propre nom.

Art. 35 - En cas de calamité, on procède à un référendum général à la manière de la prestation du serment d'allégeance (*bay'ah*). La question est posée aux mosquées en annonçant préalablement les modalités prévues par la loi pour le référendum. Chaque musulman peut exprimer son opinion sur la question soumise au référendum ou se satisfaire de l'opinion du Corps décisoire.

Art. 36 - Les piliers de l'Islam et les cultes constituent des fonctions sociales de solidarité. Il ne peut y avoir manquement et l'État garantit leur réalisation.

Art. 37 - Il est interdit de créer des sectes religieuses (*firqah diniyyah*) sur le territoire de l'État.

L'*Imam* sera informé de toute secte qui se constituerait. Il doit user de tous les moyens pour concilier, dévoiler les idées suspectes qui ont abouti à sa création et ramener les égarés à la vérité. S'il n'y parvient pas, il doit la liquider immédiatement.

Nul ne peut exprimer une opinion ou faire quelque chose contraire au dogme islamique ayant cours dans le pays.

Art. 38 - Il est interdit de créer des partis politiques positivistes (*dhat al-siyasah al-wad'iyyah*).

Chapitre V - L'*Imam*

Art. 39 - L'État a un *Imam* envers lequel l'obéissance est un devoir même si on est d'opinion divergente de la sienne (art. 44 Azhar).

Art. 40 - Il ne peut y avoir d'obéissance à une créature dans la désobéissance au Créateur. L'*Imam* ne peut être obéi dans une affaire qui contrevient clairement à la Loi islamique (art. 45 Azhar).

Les normes ne sont obligatoires que si Dieu les rend obligatoires.

Art. 41 - L'*Imam* est nommé à vie à moins qu'il ne soit déposé pour une raison valable prévue par la Loi islamique.

Art. 42 - L'*Imam* doit remplir les conditions du juge.

Le candidat pour la fonction d'*Imam* est choisi parmi ceux qui sont choisis par le Conseil de contrôle, ceux qui se présentent eux-mêmes ou ceux qui sont choisis par l'*Imam* hormis ses héritiers.

Une liste permanente des candidats est établie et déposée auprès de la Cour constitutionnelle suprême après vérification des conditions pour la candidature. On indique dans la liste celui qui, parmi les candidats, remplace l'*Imam* à la fin de son mandat.

Art. 43 - L'*Imam* est choisi parmi les candidats dans les deux semaines qui suivent la prestation du serment d'allégeance par le Corps décisoire chacun en son propre nom et au nom de ceux qu'il représente et par le commun des musulmans qui veut prêter le serment en son propre nom. Cette nomination a lieu lorsque le serment d'allégeance aboutit à une acceptation générale. La loi détermine les modalités de la candidature et de la prestation du serment d'allégeance et les normes y relatives en conformité avec la Loi islamique.

Art. 44 - Point de reproche à celui qui s'exprime contre l'octroi de l'allégeance à l'*Imam* avant qu'elle n'ait pris fin (art. 49 Azhar).

Art. 45 - L'*Imam* est soumis aux tribunaux en ce qui concerne ses affaires civiles et pénales et il a le droit de s'y présenter par le biais d'un mandaté (art. 51 Azhar).

Art. 46 - Le Chef de l'État jouit des mêmes droits que les citoyens et se voit engagé par les mêmes obligations. Il est soumis aux normes relatives aux transactions (*al-ahkam al-maliyyah*) déterminées par la loi (art. 52 Azhar).

Art. 47 - L'*Imam* est considéré comme un délégué de la Communauté islamique dans tout ce qui entre dans la politique islamique (*al-siyasah al-shar'iyyah*) du pays. L'*Imam* délègue certaines de ses compétences aux ministres, aux gouverneurs, aux émirs et aux juges. La loi détermine les normes y relatives.

L'*Imam* est responsable de la direction de son armée pour mener le *Jihad*, protéger les frontières et conclure les traités de paix les plus importants. Il peut déléguer ces compétences à d'autres (art. 56 Azhar).

L'*Imam* fait le prêche et dirige la prière du vendredi. Il fait de même pour chaque réunion de prière à laquelle il assiste.

Chapitre VI - L'exercice de la justice

Art. 48 - Le pouvoir judiciaire a une compétence générale pour tous les litiges résultant des transactions, des contrats et des garanties et pour tout ce qui touche la propriété, l'usufruit, le mariage, les rapports familiaux, les délits, que ce soit entre commerçants et non commerçants, ou entre l'autorité publique et les individus. Il est compétent même pour les affaires internationales, politiques, militaires et autres questions faisant partie du pouvoir, de la souveraineté ou du droit d'appréciation discrétionnaire de l'autorité.

Art. 49 - Les gens sont égaux devant les tribunaux. Il n'est permis de distinguer une personne ou un groupe en les soumettant à des tribunaux spéciaux que dans les limites de la Loi islamique. Il est interdit de créer des tribunaux spéciaux ou de priver une personne ayant une cause, de son juge naturel (art. 62-63 Azhar).

Art. 50 - Les sentences sont rendues et exécutées au nom de Dieu miséricordieux et compatissant. Le juge n'est soumis dans son jugement à aucune autre loi que la Loi islamique (art. 65 Azhar).

Art. 51 - L'État garantit l'indépendance des tribunaux. Porter atteinte à leur indépendance constitue un crime. Il est cependant permis à l'*Imam* de siéger en tant que juge dans les domaines relevant de la compétence des tribunaux (art. 67 Azhar).

Art. 52 - Les peines prévues pour les délits fixés par la Loi islamique (*hudud*) sont appliquées pour les délits d'adultère, de fausse accusation d'adultère, de vol, de brigandage (*harabah*), de consommation de vin et d'apostasie.

Le juge détermine les peines discrétionnaires (*ta'zirat*) pour tout ce qui constitue une violation de la Loi islamique (art. 71-72 Azhar).

Art. 53 - Une Cour constitutionnelle suprême sera créée ayant pour compétence, en plus de ce qui est prévu par cette Constitution, de trancher la compatibilité des lois et des ordonnances avec les normes de la Loi islamique et les dispositions de cette Constitution. La loi détermine ses autres compétences (art. 81 Azhar).

Art. 54 - La Cour des plaintes (*diwan al-madhalim*) est compétente pour se prononcer dans les cas de violation et de contravention matérielles de la part des autorités et des individus. Elle dispose à cet effet de tous les pouvoirs pour mettre fin à ces violations et contraventions. Elle doit remettre immédiatement les choses dans leur état précédent et compenser le dommage.

La Cour est aussi compétente pour juger et châtier les ministres, les émirs, les gouverneurs et les préfets.

Les décisions et les jugements de la Cour sont immédiatement exécutoires. La Cour dispose de ce qui est nécessaire pour procéder à une telle exécution. Elle peut recourir à tous les moyens de preuve. Elle tranche rapidement les plaintes qui lui sont adressées.

Chapitre VII: La consultation, la rédaction des lois et le contrôle

Art. 55 - Assument la consultation (*shura*) dans les questions permises ceux qui sont élus par l'*Imam* parmi les savants fidèles. Les Ministres, les émirs, les gouverneurs font partie du Corps consultatif. L'*Imam* n'est pas tenu par leur avis.

Art. 56 - Est chargé de la rédaction des lois conformément aux normes de l'*ijtihad* islamique un organe appelé Organe législatif composé de grands savants choisis par la Cour constitutionnelle suprême sur proposition des principaux organismes scientifiques du pays selon les modalités déterminées par la loi.

Les lois et les législations visent à appliquer la Loi islamique. Elles doivent être dans les limites de cette dernière.

Les lois et les législations promulguées par l'Organe législatif entrent en vigueur après leur publication.

Le règlement interne de l'Organe législatif détermine les étapes de la promulgation des lois et les domaines dans lesquels il faut s'inspirer (*isti'nas*) des opinions des organismes scientifiques et techniques et du Corps consultatif.

La porte de l'*ijtihad* en conformité avec la Loi islamique reste ouverte à l'Organe législatif et elle ne saurait être fermée.

Art. 57 - Assume le contrôle sur les activités de l'*Imam* et de l'autorité publique un conseil appelé Conseil de contrôle composé de ceux qui prêtent le serment d'allégeance (*ahl al-bay'ah*) à raison d'un membre de chaque ville ou contrée choisi par les adhérents de la mosquée.

La Cour constitutionnelle suprême approuve ceux qui sont choisis et les modifications ultérieures. Le Conseil de contrôle se réunit dans la ville ...

Le règlement interne du Conseil détermine ses sessions, les modalités de les convoquer et de les clôturer, et ses immunités. Le Conseil est indépendant de l'*Imam* et des autorités publiques. Ces dernières ne sauraient intervenir dans ses affaires.

Il ne saurait y avoir cumul entre le Conseil de contrôle, le Corps consultatif et les fonctions publiques.

L'*Imam* et le Conseil de contrôle doivent demander l'avis de l'Organe législatif dans les questions relatives à la Loi islamique et s'y conformer, faute de quoi la décision est considérée comme nulle.

De même, ils doivent consulter les organismes spécialisés dans les questions techniques et scientifiques pour s'en inspirer (*isti'nas*).

Art. 58 - Le Conseil de contrôle a pour compétence d'approuver la politique générale de l'État, le plan général du développement social et le budget général de l'État, et tout ce qui peut aboutir à des obligations financières publiques. Le tout en conformité avec la Loi islamique.

Le règlement interne du Conseil détermine les procédures à suivre dans ce domaine ainsi que les objections de l'*Imam* sur ces décisions.

Art. 59 - Les membres de l'Organe législatif et du Conseil de contrôle reçoivent les honoraires et les indemnités qui seront fixés par la loi.

Art. 60 - On ne saurait imposer des redevances ou des contributions financières que si elles sont conformes au Coran ou la *Sunnah* et dans leurs limites, ou si elles sont admises à l'unanimité par les Écoles juridiques islamiques. L'imposition se fait par loi promulguée par l'Organe législatif après avoir pris l'avis contraignant du Conseil de contrôle attestant la conformité.

L'*Imam* peut imposer des impôts dans les calamités: désastres, ravages, épidémie, etc.

Art. 61 - La loi détermine les règles fondamentales pour la perception des impôts et les modalités de leur affectation (art. 115 Azhar).

Art. 62 - Le projet du budget de l'État sera soumis au Conseil de contrôle dans les délais et selon la procédure prévus par la loi.

Une loi promulgue le budget; elle sera en vigueur durant l'année de l'exercice financier.

Art. 63 - Le compte définitif du budget de l'État doit être soumis au Conseil de contrôle dans un délai ne dépassant pas un an, à partir de la date d'expiration de l'exercice financier.

Le rapport annuel de l'Organisme central des comptes et ses observations doivent être soumis au Conseil de contrôle. Ce dernier envoie le rapport à la Cour des plaintes (*diwan al-madhalim*) pour vérification des accusations y relatives et prendre une décision les concernant.

Art. 64 - L'*Imam*, les ministres, les émirs et les gouverneurs sont responsables devant le Conseil de contrôle. Tout membre de ce Conseil a le droit d'adresser des interpellations aux ministres, aux émirs et aux gouverneurs.

Si l'interpellation est adressée à l'*Imam* et que le Conseil de contrôle approuve les motifs à la majorité des deux tiers de ses membres, tous les ministres sont démis de leurs fonctions. Si, par contre, l'acte reproché est imputable au seul *Imam*, celui-ci doit en réparer les résultats.

Art. 65 - Si le Conseil de contrôle décide de retirer la confiance au Président du Conseil des Ministres, à un des ministres, à un émir ou à un gouverneur, ceux-ci doivent résigner leurs fonctions.

Le Président du Conseil des Ministres présente sa démission à l'*Imam* si sa responsabilité est établie devant le Conseil de contrôle.

Chapitre VIII - Le gouvernement

Art. 66 - Le gouvernement est considéré dans ses activités comme un délégué de l'*Imam*. Ses membres font partie du Corps consultatif de ce dernier.

Le gouvernement ne pratique l'administration directe que dans les limites du nécessaire. En dehors de ce cas, le gouvernement exerce sa fonction en contraignant l'accomplissement des devoirs collectifs (*furud al-kifayah*), en assumant la fonction de police administrative, en offrant aide, conseil et autres.

Le gouvernement est composé de l'*Imam* et des Ministres. Il est permis de nommer un Président du Conseil des ministres, des vice-présidents et des vice-ministres. Les émirs et les gouverneurs font partie du gouvernement et du Corps consultatif de l'*Imam*.

L'*Imam* supervise les activités du gouvernement et les oriente. Il peut assumer lui-même toute fonction qu'il estime nécessaire.

Art. 67 - Pour être nommé ministre ou vice-ministre, il faut être de sexe mâle, âgé au moins de ... ans hégires, jouir entièrement de sa capacité et connaître d'une manière suffisante la Loi islamique.

Art. 68 - Le ministre est considéré comme un délégué de l'*Imam* dans les affaires de son ministère. Il élabore la politique de son ministère dans les limites de la politique générale de l'État et en assume l'exécution (art. 132 Azhar).

Le ministre ne saurait être chargé uniquement de l'exécution.

Art. 69 - Le ministre ne peut, durant l'exercice de ses fonctions, exercer une profession libérale, une activité commerciale, financière ou industrielle, ou se rendre acquéreur ou locataire d'un bien appartenant à l'État, ou de donner en location, vendre ou échanger quoi que ce soit de ses biens avec l'État (art. 133 Azhar).

Art. 70 - Celui qui, parmi les ministres et autres personnes de son rang, est accusé, est suspendu de ses fonctions sur décision de la Cour des plaintes (*diwan al-madhalim*) jusqu'à ce qu'il soit statué sur son cas. La fin de son mandat n'empêche pas d'intenter ou de continuer les poursuites contre lui. Le Président du Conseil des ministres, les ministres, les vice-ministres, les émirs et les gouverneurs sont jugés par devant la Cour des plaintes (*diwan al-madhalim*). Restent réservées les compétences des tribunaux ordinaires dans leurs affaires civiles, commerciales et pénales.

Chapitre [VIII bis] - Le pouvoir régional (*al-hukm al-mahalli*).

Art. 71 - Le territoire du pays est divisé par la loi en régions (*aqalim*) avec mention des villes et des districts (*amsar*). L'*Imam* nomme un émir à chaque région, et un gouverneur à chaque ville ou contrée de la région. Il est aussi permis de nommer un préfet (*'amil*) à la tête d'un groupe de villages ou de localités qui dépendent de la contrée ou de la ville.

Chacune des personnes nommées a pour tâche, dans les limites de ses compétences, d'exécuter les affaires touchant à la politique islamique qui ne relève pas des individus. Elle contrôle les individus et les contraint à assumer les services prescrits par la Loi islamique (*masalih al-shar'iyyah*).

L'émir est considéré comme délégué de l'*Imam* dans toutes ses activités et ses compétences.

Art. 72 - L'émir doit informer l'*Imam* de la situation des régions une fois par mois au moins. Le gouverneur agit de même à l'égard de l'émir. Chacun des deux doit adresser les affaires urgentes à l'*Imam* dès qu'elles se présentent.

L'*Imam* casse les actes de l'émir qui sont contraires au Coran, à la *Sunnah* ou au consensus ainsi que les actes qu'il estime non appropriés. L'émir agit de même à l'égard du gouverneur.

Chacun d'eux doit en tout temps se rétracter si ce qu'il fait est contraire au Coran, à la *Sunnah* ou au consensus.

Les actes de l'émir et du gouverneur sont immédiatement exécutoires lorsqu'ils sont conformes à la Loi islamique, à moins qu'un ordre ou un jugement sursoie à leur exécution jusqu'à ce que leur conformité à la Loi islamique ou leur opportunité soit décidée.

Art. 73 - Les compétences des émirs peuvent varier en fonction de la distance de la capitale, de la spécificité des habitants de la région et de la situation de cette dernière.

La loi détermine les principales compétences des émirs et des gouverneurs et les modalités du pouvoir local. Chaque région dispose d'un Conseil de contrôle et d'un Organe législatif. L'émir et le gouverneur peuvent aussi nommer un Corps consultatif pour les aider.

Les Conseils régionaux de contrôle adressent à l'*Imam* et au Conseil étatique de contrôle, au fur et à mesure, toute contravention qu'ils découvrent de la part des émirs ou des gouverneurs.

Chapitre IX - Dispositions générales et transitoires

Art. 74 - Les dispositions de la loi s'appliquent aux faits survenus à partir de leur mise en vigueur et ne peuvent avoir d'effet rétroactif en matière criminelle ou en matière de redevances financières (art. 137).

Document 5:

Projet constitutionnel du Conseil islamique, 1983

Note explicative

Titre complet: Projet de constitution islamique.

Auteur: Conseil islamique d'Europe, Londres. Il s'agit du même organisme qui a établi les documents 9, 10a et 10b. Ce Projet a été présenté le 10 décembre 1983 à une conférence islamique internationale qui a eu lieu à Islamabad.

Source:

- Version arabe: *Numudhaj lil-dustur al-islami*, Al-Majlis al-islami, Londres, 10 décembre 1983.
- Version française: Nous reproduisons la traduction de Maurice Borrmans parue dans *Études arabes*, Pontificio istituto di studi arabi e d'islamistica, Rome, dossier no 72, 1987-1, p. 12-41. Nous avons établi nous-même la traduction du préambule et nous avons ajouté les versets coraniques cités au début et à la fin du texte ainsi que certains termes arabes entre parenthèses.

Au nom de Dieu le très miséricordieux le miséricordieux.

"Nous avons fait descendre sur toi le Livre avec la vérité, afin que tu juges entre les hommes d'après ce que Dieu te fait voir. Ne sois pas l'avocat des traîtres" (4:105).

"Recherchent-ils le jugement de l'ignorance? Qui donc est meilleur juge que Dieu envers un peuple qui croit fermement?" (5:50).

"Non! ... Par ton Seigneur! Ils ne croiront pas, tant qu'ils ne t'aient pas fait juge de leurs différends. Ils ne trouveront plus ensuite, en eux-mêmes, la possibilité d'échapper à ce que tu auras décidé et ils s'y soumettront totalement" (4:65).

"Les mécréants sont ceux qui ne jugent pas les hommes d'après ce que Dieu a révélé" (5:44).

Préambule

L'Islam est la religion de Dieu agréée par lui pour tous les êtres humains. Les messages célestes l'ont relayé à travers les âges. Les prophètes, prière et salut sur eux, ont été ainsi les apôtres d'une religion unique à législations multiples, dotant chaque peuple d'une loi et d'une voie. Ce fut le cas jusqu'à ce que Dieu ait envoyé Mahomet, prière et salut sur lui, et lui ait révélé le Coran qui confirme et surpasse l'apostolat des Prophètes qui l'ont précédé. Le message de Mahomet est à cet égard le dernier des messages, et lui-même le dernier des prophètes.

Ce message universel et éternel s'adresse à tous les gens. Il est au-dessus du temps et de l'espace. Celui qui le suit ne trouve ni gêne ni malaise dans la religion ou la vie.

Ce message englobe dans son orientation tous les aspects et les affaires de la vie. En lui, les aspects spirituels et matériels de la vie se complètent; les droits de l'individu et l'intérêt général trouvent leur équilibre; les êtres humains sont égaux, aucune préférence n'existant entre les gens sinon dans la piété. Il a fondé les droits de l'homme et les a protégés, a sauvegardé ses attributs inviolables (*hurumat*) et les a gardés, a accordé à l'individu sa liberté, a garanti à la société sa stabilité et son équilibre, a prôné une fraternité humaine comme fondement d'un ordre mondial basé sur la justice et la paix.

La réalisation de ce système social à partir de ce message et des principes de ce dernier nécessite obligatoirement l'application de la loi divine de l'Islam (*shari'at al-Islam*) d'une manière intégrale faisant de cette loi la Constitution de ce système et sa législation qui domine tout, afin que l'homme puisse reprendre sa mission envers lui-même, envers sa Communauté islamique et envers toute l'humanité qui l'entoure.

Vu notre foi et notre acceptation de ce qui précède, nous, nous nous sommes mis d'accord pour établir notre système social sur la souveraineté de la loi divine (*siyadat al-shari'ah*), en s'engageant à respecter les principes suivants:

- 1) L'entière soumission à Dieu seul.
- 2) La liberté gouvernée par un engagement personnel dans la responsabilité.
- 3) La justice accompagnée de la miséricorde.
- 4) L'égalité renforcée par la fraternité.
- 5) L'unité enrichie par la diversité.
- 6) La consultation (*shura*) comme méthode de vie et voie de gouvernement.

Ces principes dans leur sens islamique sont la garantie pour le redressement de la société dans son ensemble, tant gouverneurs que sujets, selon la voie de Dieu.

Nous, le peuple de ..., déclarant notre acceptation de cette Constitution par voie de référendum¹⁹ qui a eu lieu le, nous nous engageons à observer tout ce qui y est prévu. Nous promettons à Dieu, qu'il soit exalté, de n'épargner aucun effort en vue d'appliquer cette Constitution quant à la lettre et quant à l'esprit. Dieu est témoin de nos propos.

Chapitre I - Les fondements du pouvoir et les bases de la société

Art. 1 - a) Le pouvoir (*hukm*) tout entier appartient à Dieu seul - qu'il soit exalté! - et la souveraineté (*siyadah*) tout entière appartient à sa loi divine.

b) La loi divine (*shari'ah*) - qui se présente dans le Livre de Dieu et la Tradition du Prophète (*Sunnah*) - est la source de la législation et la règle du pouvoir.

c) L'autorité est un dépôt sacré, ainsi qu'une responsabilité: le peuple l'exerce conformément aux dispositions de la loi divine.

Art. 2 - ... est une partie du monde islamique et les musulmans qui s'y trouvent sont une partie de la Communauté islamique.

Art. 3 - La société et l'État ont pour bases les fondements suivants:

¹⁹ ou par décision du pouvoir législatif ou tout autre organisme compétent.

- a) suivre les dispositions de la loi divine et les appliquer dans tous les secteurs de la vie;
- b) adopter la consultation (*shura*) comme règle et méthode globale pour l'exercice du pouvoir;
- c) croire que l'univers entier, avec ses énergies et ses richesses, appartient à Dieu, qu'il soit exalté! Il l'a créé en faveur de tous ses serviteurs et l'a mis à leur service comme un don venu de lui, sans que personne y ait un mérite préférentiel, si bien que chaque homme a donc un droit strict à recevoir sa juste part de ce don divin;
- d) considérer les sources d'énergie et de richesse dont dispose la société ainsi que les possibilités et les propriétés dont bénéficient les individus, comme un dépôt sacré qu'ils ont à gérer comme "vicaires" de Dieu: ils ont la responsabilité d'en préserver la substance et d'en assurer l'exploitation et la répartition conformément à ce que la sagesse peut réaliser à partir de la mise de ces biens à leur service;
- e) reconnaître à chaque homme ses droits tels que les a fixés son Créateur en sa loi divine et donc venir en aide aux opprimés et aux miséreux où qu'ils se trouvent sur la terre de Dieu;
- f) s'en tenir au contrôle de la conscience - avant de donner son assentiment à l'autorité - parce que c'est là le fondement de toute vie et la norme de tout comportement, et s'engager en vue de construire la personnalité islamique de tout individu et d'édifier la structure islamique de la société par le moyen d'une éducation islamique globale que renforcent et que complètent, quant à l'orientation et au but, toutes les autres formes de projets et de programmes d'enseignement, de culture, d'information et autres;
- g) garantir à chacun les moyens d'une vie digne de ce nom, en fournissant les moyens de travailler à qui en a la capacité et en pourvoyant aux besoins essentiels à la vie de ceux qui en sont rendus incapables par suite d'un handicap, d'une maladie ou de la vieillesse;
- h) pourvoir au bien commun et aux services publics, qu'il s'agisse de la santé, de l'enseignement, de la culture, des avantages sociaux, et autres;
- i) s'attacher au principe de l'unité de la Communauté islamique et œuvrer à la réaliser;
- j) accomplir l'obligation de transmettre le Message coranique (*balagh*) et d'inviter à embrasser l'Islam (*da'wah*).

Chapitre II - Les droits et les obligations de caractère général

Art. 4 - a) Tout ce qui fait l'être humain, à savoir sa vie, ses biens et son honneur, sont sacrés et inviolables: leur immunité ne saurait être levée que pour un motif que la loi divine a décrété et selon la procédure que celle-ci définit également.

b) Il n'est pas permis d'attenter, physiquement ou moralement, au caractère sacré des personnes défunt.

Art. 5 - a) Il n'est pas permis, sous quelque forme que ce soit, de torturer quelqu'un, corporellement ou psychologiquement, ou bien de menacer de lui faire du tort, physique ou moral, ou de menacer de le faire à l'un de sa famille ou à toute per-

sonne qui lui soit chère, tout comme il n'est pas permis de le pousser à confesser un crime ou de le contraindre à poser un acte, à dire une parole ou à accepter une situation qui entraîne quelque dommage pour lui ou pour un tiers.

b) La torture est un crime et il ne saurait y avoir de prescription pour le crime lui-même ou la peine encourue.

Art. 6 - a) La vie privée de tout individu est sacrée et inviolable.

b) Le domicile, la correspondance et les conversations sont sacrés et leur caractère secret se voit garanti: leur immunité ne saurait être levée que sur décision motivée du juge.

Art. 7 - Tout être humain a droit à sa juste part des biens nécessaires à la vie, à savoir la nourriture, la boisson, les vêtements, l'enseignement et les soins médicaux, dans la mesure même que permettent les revenus de l'État.

Art. 8 - La liberté de pensée, d'opinion et de croyance est garantie par la loi. La liberté d'expression est également garantie, dans les limites de la loi civile²⁰.

Art. 9 - a) Tous les individus sont égaux devant la loi et ont donc un droit égal à être protégés par elle.

b) À mérite égal, tous ont un droit absolu à avoir leur chance dans la vie. Il n'est pas permis de priver quelqu'un de sa chance d'accès au travail ou de pratiquer une discrimination quant aux salaires, à travail égal, que ce soit pour des raisons de race, de couleur, de langue ou de religion.

Art. 10 - a) Chaque individu a le droit d'être traité conformément à la loi civile, à l'exception de toute autre.

b) Les lois ne voient leurs dispositions applicables qu'à partir de la date fixée pour leur exécution, sans qu'elles n'aient jamais d'effet rétroactif, à moins que la loi n'en décide autrement et qu'il ne s'agisse alors de lois autres que les législations pénales.

Art. 11 - a) Il n'y a de crime et de peine qu'en conformité avec un texte explicite de la loi civile.

b) Tout être humain est responsable de ses actes. Personne ne saurait se voir reprocher le crime d'un tiers.

c) L'accusé est présumé innocent aussi longtemps que sa culpabilité n'aura pas été établie par une sentence définitive du juge.

d) On ne prononce la culpabilité d'une personne qu'après jugement en bonne et due forme où se voient assurées toutes les garanties de la défense.

Art. 12 - a) Tout individu a le droit d'être protégé contre les abus de pouvoir de l'autorité. Il n'est pas permis d'exiger de lui qu'il s'explique sur des actes ou des situations qui le concernent particulièrement, ou de lui adresser une quelconque accusation, à moins que cela ne soit fondé sur de fortes présomptions qui laissent supposer qu'il est impliqué en l'affaire qui lui est reprochée.

²⁰ Il n'est pas permis - conformément à cette Constitution - qu'il y ait, parmi les lois de l'État, quelque texte qui contredise la Loi divine et, par suite, tout recours à la loi civile, s'avère être un recours à la Loi divine, en fin de compte.

b) Personne ne saurait encourir de dommage pour avoir tenté de défendre certains de ses droits personnels ou certains droits de caractère général.

Art. 13 - a) Le mariage, dans son cadre islamique, est un droit reconnu à tout musulman. C'est la voie reconnue légitime par la loi divine pour fonder une famille.

b) Le mari a la responsabilité d'assurer à l'épouse et aux enfants leur pension alimentaire, au prorata de ses capacités.

c) La maternité a droit à une attention toute particulière de la famille, de l'État et de la société.

d) Tout enfant a le droit de recevoir de ses parents une bonne éducation, une bonne instruction et une bonne formation.

e) Il n'est pas permis de faire travailler les enfants à un âge précoce.

Art. 14 - a) La citoyenneté (*muwatanah*) est organisée par la loi civile.

b) Tout musulman a le droit d'accéder à la citoyenneté de l'État islamique. La loi civile organise l'exercice de ce droit.

Art. 15 - Chaque citoyen a le droit de résider, de se déplacer ou d'émigrer sans aucune restriction, sauf prescriptions stipulées par la loi civile. Il n'est pas permis d'exiler quelqu'un loin de son pays ou de lui interdire d'y revenir.

Art. 16 - a) Nulle contrainte dans la religion [2:256].

b) Les minorités non-musulmanes ont le droit d'exercer les rites religieux qui leur sont propres.

c) Le statut personnel de ces minorités est régi par les lois religieuses qui leur sont propres, à moins qu'ils ne préfèrent eux-mêmes être jugés conformément à la loi divine de l'Islam, tout en tenant compte alors de ce que stipule la loi civile en la matière.

Art. 17 - Chaque citoyen a le droit et le devoir de participer à la vie politique, ainsi qu'à la vie publique, dès lors qu'il a atteint l'âge de ... ans révolus.

Art. 18 - a) Les citoyens ont le droit de réunion, et aussi le droit de constituer des groupes, des organisations et des associations, qu'elles soient de caractère politique, culturel, scientifique, social ou autre, et cela aussi longtemps que leurs programmes et leurs activités ne sont pas en opposition avec les dispositions de la loi divine.

b) La loi civile régleme les dispositions relatives à la constitution de ces organismes, ainsi que les dispositions réglementant l'exercice des activités qui leur sont propres.

Art. 19 - Le droit d'asile est garanti à quiconque en fait la demande, dans les limites de la loi civile. L'État garantit à quiconque se voit octroyer un tel droit la sécurité et la protection, ainsi que l'hospitalité si ladite personne n'a pas de quoi assurer sa propre pension alimentaire, de même qu'il lui garantit les moyens de l'acheminer en un lieu sûr dès lors qu'il en fait la requête.

Chapitre III - L'Assemblée consultative (*majlis al-shura*)

Art. 20 - a) L'Assemblée consultative est composée de ... membres que le peuple choisit au suffrage universel direct.

- b) La durée du mandat de l'Assemblée consultative est de ... ans révolus.
- c) Les conditions pour être membre de l'Assemblée consultative sont précisées par la loi civile.

Art. 21 - L'Assemblée consultative a compétence pour ce qui suit:

- a) vérifier si les fins que se propose la loi divine (*maqasid al-shari'ah*) sont réalisées à travers les législations dont elle a la responsabilité, en recourant pour cela à l'opinion du Conseil des Docteurs de la Loi, en cas de nécessité;
- b) rédiger les lois civiles;
- c) approuver le programme général et le budget annuel de l'État, ainsi que son bilan final, et faire de même vis-à-vis des organismes qui utilisent les ressources de l'État;
- d) contrôler la politique du gouvernement par voie de questions et interpellations adressées aux ministres responsables en leur secteur; contrôler les activités des institutions et des organismes, que ce soit par elle-même ou en donnant pleins pouvoirs pour cela à des tiers;
- e) donner pleins pouvoirs à l'*Imam* pour déclarer la guerre ou la paix, ou l'état d'urgence au niveau national;
- f) ratifier les traités, les conventions et les pactes de caractère national.

Art. 22 - Les membres de l'Assemblée consultative ont le droit d'exprimer leurs opinions en toute liberté aussi longtemps qu'ils accomplissent les obligations de leur mandat: il n'est pas permis de les arrêter à cause de cela, ni de les mettre en prison, ni de leur infliger des peines physiques ou morales, sous quelque forme que ce soit, ni même de les déchoir de leur mandat de membre de l'Assemblée.

Chapitre IV - L'*Imam*

L'*Imamat* est au principe même de ce sur quoi se fondent les bases essentielles de la religion et grâce à quoi s'organise le bien commun de la Communauté islamique.

Art. 23 - a) L'*Imam*²¹ est le Chef du pouvoir exécutif de l'État. Il est élu à la majorité absolue des électeurs²². La durée de sa fonction tutélaire est de ... ans révolus, à partir de la date où on lui a prêté le serment d'allégeance.

b) L'*Imam* est comme un berger; il est responsable devant le peuple et l'Assemblée consultative. La loi civile organise les dispositions relatives à l'exercice de ce droit de regard.

Art. 24 - Il est requis de l'*Imam* pour qu'il soit éligible, qu'il soit:

- a) un musulman pubère, ayant atteint l'âge de ... ans révolus;
- b) de bonne moralité religieuse (*'adl*) dont le témoignage en justice soit agréé conformément à la loi divine;

²¹ On peut donner au Chef de l'État une autre dénomination que celle d'*Imam*, telle celle d'*Amir* (Émir) ou de *Ra'is* (Président), etc.

²² Cela signifie que l'élection de l'*Imam* a lieu au suffrage direct; toutefois, il est possible que l'élection de l'*Imam* se fasse au suffrage indirect, et cela par le truchement des représentants élus du peuple.

- c) connu pour son zèle en faveur de l'Islam et pour sa connaissance et sa compréhension de la loi divine;
- d) capable, corporellement et intellectuellement, d'assumer les charges de sa fonction;
- e) indemne de tout ce qui pourrait porter atteinte au prestige de sa fonction.

Art. 25 - Avant d'assumer les charges de sa fonction, l'*Imam* prononce un serment devant l'Assemblée du Serment d'allégeance (*majlis al-bay'ah*) qui se compose des membres de l'Assemblée consultative, du Conseil des Docteurs de la Loi, du Haut conseil constitutionnel, des Présidents de la Judicature, des membres de la Commission électorale et des Commandants en Chef des Forces armées: dans ce serment, il s'engage à se conformer à la loi divine, quant à la lettre et quant à l'esprit, à s'attacher au Message de l'Islam, à respecter la Constitution, à défendre le territoire national et l'indépendance idéologique, politique et économique de l'État, ainsi que les droits du peuple, à garantir la justice à chacun des membres du corps social, sans discrimination ni favoritisme, et à s'occuper, par lui-même ou par les organismes appropriés, d'enquêter sur les plaintes de chacun. En suite de quoi, l'*Imam* reçoit alors le serment d'allégeance (*bay'ah*) de tous ceux qui sont présents, en leur nom personnel et au nom du peuple qu'ils représentent.

Art. 26 - L'*Imam* a le droit d'être obéi par tous dès lors qu'à lui obéir il n'y aucune désobéissance à la loi divine, même si les citoyens sont d'opinion divergente de la sienne.

Art. 27 - L'*Imam* jouit des mêmes droits que le reste des citoyens et se voit engagé par les mêmes obligations, sans privilège ni discrimination.

Art. 28 - a) Il est interdit à l'*Imam* d'acheter ou de louer pour lui-même quoi que ce soit des biens mêmes de l'État, ou de lui vendre ou de lui louer quoi que ce soit de ses biens propres, tout comme lui sont interdites toutes les autres formes de transaction avec l'État, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur.

b) Les cadeaux qui sont offerts à l'*Imam* et à sa famille, ou aux fonctionnaires de l'État, en raison même de leur fonction, font retour au Trésor Public des musulmans.

Art. 29 - L'*Imam* a le droit de grâce en matière pénale, sauf quand il s'agit des châtiments exigés par les peines coraniques (*hudud*), le talion (*qisas*) et le prix du sang (*diyyah*): il ne lui est alors pas permis d'en faire grâce, de les alléger, d'en suspendre l'exécution ou de les commuer en d'autres peines.

Art. 30 - L'*Imam*, ou son ministre plénipotentiaire, a tout pouvoir pour signer les pactes, les conventions, les traités et autres accords passés avec d'autres États ou avec les Organisations internationales.

Art. 31 - L'*Imam* promulgue les lois civiles que ratifie l'Assemblée consultative. S'il trouve quelque raison pour opposer son veto à une loi quelconque que l'Assemblée a ratifiée auparavant, il la lui renvoie dans un délai de 30 jours à partir de la date où le document a été consigné, avec l'exposé des motifs de son veto, pour que l'Assemblée examine le texte à nouveau. Ce lui est un devoir personnel de promul-

guer la loi dès lors que l'Assemblée l'aura ratifiée une deuxième fois, à la majorité des deux tiers de ses membres.

Art. 32 - Il appartient à l'*Imam* de choisir et nommer ses conseillers, ainsi que les ministres, les ambassadeurs et les commandants en Chef des Forces armées.

Art. 33 - a) L'*Imam* sera jugé par devant le tribunal dès lors qu'il aura enfreint volontairement les textes de la Constitution ou les dispositions de la loi divine, et cela par décret promulgué par l'Assemblée consultative à la majorité des deux tiers. Le serment d'allégeance à l'*Imam* devient alors caduc, dès lors qu'il est établi par devant le tribunal que ledit *Imam* a violé le pacte du serment d'allégeance (*'aqd al-bay'ah*), et cela par décret promulgué par l'Assemblée consultative, à la majorité des deux tiers de ses membres.

b) La loi civile fixe les règles et les mesures appropriées concernant l'accusation, le jugement et l'éviction de l'*Imam*.

Art. 34 - a) Si l'*Imam* démissionne de ses fonctions, le document attestant cette démission sera consigné à l'Assemblée consultative.

b) En cas de vacance du pouvoir de l'*Imam*, les fonctions de l'*Imam* sont assumées provisoirement par le Président de l'Assemblée consultative; les élections pour pourvoir au choix du nouvel *Imam* doivent alors se dérouler dans un délai inférieur à ... jours à partir de la date de vacance du pouvoir.

c) Le Président de l'Assemblée consultative assume également les fonctions de l'*Imam* au cas où l'*Imam* n'est plus capable d'assurer les charges de sa fonction, et cela jusqu'au moment où celui-ci peut reprendre ses activités, au cours d'une période qui ne saurait dépasser les ... jours. En cas contraire, on considère alors qu'il y a vacance du pouvoir.

Chapitre V - L'exercice de la justice (*al-qada'*)

Art. 35 - Le recours aux tribunaux est un droit reconnu et garanti pour tous.

Art. 36 - a) L'exercice de la justice est indépendant et sa fonction vise à établir le droit et la justice entre tous.

b) Les juges sont indépendants: nul n'a autorité sur eux, hormis celle de la loi civile.

Art. 37 - L'exercice de la justice est gratuit. La loi civile organise la protection de cette gratuité contre tout mauvais usage.

Art. 38 - Les séances auprès des tribunaux sont publiques. Il est permis au tribunal d'instruire une cause à huis clos si ledit tribunal estime la chose utile pour des motifs qui visent à protéger l'honneur des personnes, ou des secrets à caractère personnel, ou familial, voire de sécurité générale, ou les mœurs publiques, ou l'ordre public.

Art. 39 - a) La création de tribunaux spéciaux est interdite.

b) Font exception à la disposition qui précède les tribunaux militaires à qui est confié le pouvoir de juger seulement les membres des Forces armées en ce qui concerne les crimes ou les infractions qu'ils commettent relativement aux lois qui leur

sont propres. En dehors de ces cas précis, ils continuent à être jugés par devant les tribunaux habituels.

Art. 40 - L'exécution des sentences judiciaires est une obligation qui incombe à tout fonctionnaire concerné. Tout relâchement ou toute renonciation à en faire l'exécution est un crime qui doit être puni conformément à la loi civile.

Art. 41 - Sans jamais contrevenir aux dispositions stipulées par la présente Constitution, la loi civile précise les dispositions relatives à la structure d'organisation de la judicature, les qualités auxquelles doivent obligatoirement correspondre les juges, les règlements relatifs à leur nomination, à leur transfert ou à leur radiation, tout comme la loi civile précise encore les relations entre le pouvoir judiciaire et les autres pouvoirs, ainsi que les autres questions qui relèvent de l'exercice de la justice.

Chapitre VI - La *hisbah*

Art. 42 - La *hisbah* est une fonction administrative qui vise:

- a) à promouvoir les valeurs islamiques et à les défendre contre toute violation, en vue d'ordonner le bien et d'interdire le mal;
- b) à enquêter sur les plaintes et les malversations dont les individus accusent les administrations de l'État;
- c) à empêcher que ne soient enfreints les droits des individus;
- d) à surveiller les agissements des fonctionnaires, à révéler les insuffisances qui se manifestent dans l'accomplissement de leurs obligations et à œuvrer en vue de rectifier les erreurs qui en découleraient;
- e) à contrôler les mesures administratives pour voir si elles sont correctes et conformes à la loi divine.

Art. 43 - Un *Muhtasib* général veille à l'exercice de la *hisbah*; l'aident en cette fonction des *Muhtasibs* provinciaux et d'autres fonctionnaires prévus par la loi civile. Celle-ci fixe les règles et les procédures propres à la *hisbah* et au *Muhtasib*.

Art. 44 - Les *Muhtasibs* exercent leur autorité de leur propre initiative, ou suite à des notifications ou à des plaintes qui leur sont adressées. Ils ont alors le droit de demander toutes explications et informations utiles auprès de quelque administration que ce soit; qui est ainsi requis de les informer se doit de répondre sur le champ à leurs demandes et à leurs ordres.

Art. 45 - S'il appert au *Muhtasib* général qu'une loi ou une réglementation quelconque comprend des dispositions injustes ou inadéquates propres à causer des difficultés quant à leur application, ou que ces mêmes dispositions semblent marquées d'un caractère non constitutionnel, celui-ci a l'obligation d'en référer à l'autorité compétente en vue d'en obtenir l'abrogation ou l'amendement.

Art. 46 - Il n'est pas permis au *Muhtasib* de trancher un cas qui est de la compétence de la justice.

Chapitre VII - L'ordre économique

Art. 47 - L'ordre économique de la société est basé sur les principes islamiques qui visent à réaliser la justice, l'égalité, la dignité humaine, la liberté de l'activité éco-

nomique, l'équilibre des relations économiques et une sage orientation des dépenses, tout en y mobilisant les énergies humaines et les ressources matérielles et en les y développant d'une manière planifiée et harmonieuse, qui garantisse enfin une juste réponse aux besoins de la société.

Art. 48 - L'État a l'obligation de mettre en valeur toutes les ressources d'énergie, et de richesse du pays et de les développer au maximum de ses possibilités. Il est permis aux individus de s'associer à cet effort conformément à la loi civile. Il n'est jamais permis de les stocker, de les laisser improductives, de les détruire ou de les gaspiller.

Art. 49 - a) La propriété collective est le statut d'origine; elle englobe les ressources naturelles d'énergie et de richesse, ainsi que les établissements et les institutions dont l'État assure le fonctionnement grâce aux finances publiques.

b) La propriété privée est légitime et se voit protégée, à condition qu'elle soit acquise par des méthodes reconnues par la loi civile et que son usage et sa mise en valeur se réalisent selon des fins reconnues licites par la loi divine.

c) Une propriété collective ne saurait être liquidée, à moins qu'il n'y ait là quelque nécessité qu'exige le bien commun de la société elle-même, de même qu'une propriété privée ne saurait être expropriée, à moins qu'il n'y ait là quelque nécessité qu'exige le bien commun de la société; il lui est alors assuré, sur le champ, une juste compensation.

Art. 50 - a) La liberté de l'activité économique est garantie dans les limites de la loi civile.

b) Sont interdites toutes les formes d'acquisition et de dépense des biens qui sont prohibées par la loi divine.

c) Il n'est pas permis de confisquer des biens légitimement acquis ni de séquestrer la propriété qui en découle.

Art. 51 - La monnaie est le moyen d'échange et un critère d'évaluation. Toute politique monétaire ou financière qui lui enlève cette fonction est une politique illégitime.

Art. 52 - Tout bien qui n'a pas de propriétaire est propriété de l'État.

Art. 53 - Sont interdits l'usure, les monopoles, la spéculation par stockage, l'exploitation démesurée, l'enrichissement illégitime et toutes autres formes d'activité nuisible à la société.

Art. 54 - L'État a l'obligation d'empêcher toute domination économique étrangère.

Art. 55 - Un conseil, appelé le Conseil économique et social, sera créé, composé de Docteurs de la loi divine et d'experts en matière de problèmes économiques et sociaux. Il a pour compétence:

a) de participer à l'adoption des décisions qui garantissent aux politiques économiques et sociales du pays d'être fidèles aux principes que stipule la présente Constitution;

b) d'offrir ses conseils au Gouvernement et à l'Assemblée consultative en ce qui concerne les plans sociaux et économiques, leurs budgets et les affaires ayant un caractère économique et social.

Art. 56 - La loi civile régleme les modalités de la composition du Conseil économique et social, et toutes les autres affaires le concernant.

Chapitre VIII - La fonction tutélaire du *Jihad* (wilayat al-*Jihad*)

Art. 57 - a) Le *Jihad* est une prescription religieuse de caractère impératif et perpétuel.

b) Tout musulman a l'obligation de défendre l'ordre islamique et la terre d'Islam.

Art. 58 - a) L'État a la responsabilité d'organiser et d'entraîner ses Forces armées de la meilleure façon possible, de sorte qu'elles soient capables, en nombre et en équipement, de répondre aux requêtes du *Jihad*.

b) L'État assurera au peuple tout ce qui lui est nécessaire pour que celui-ci exerce son droit au *Jihad*.

c) Les programmes d'entraînement, d'orientation et de préparation de tous les membres des Forces armées sont basés sur le fondement de cette idée du *Jihad* dont le seul but est bien que la cause de Dieu soit en fin de compte la plus forte en la terre de Dieu.

Art. 59 - a) L'*Imam* est le généralissime des Forces armées.

b) Il appartient à l'*Imam* de proclamer l'état de guerre ou de paix après que l'Assemblée consultative ait ratifié la chose et lui ait donné les pleins pouvoirs.

Art. 60 - Un "Conseil supérieur du *Jihad*" sera constitué, qui a pour mission de mettre au point la stratégie de la guerre et de la paix. La loi civile régleme les dispositions et les procédures relatives audit Conseil.

Chapitre IX - Le Haut conseil constitutionnel

Art. 61 - Le Haut conseil constitutionnel est le gardien de la Constitution; il veille à protéger les fondements et les bases islamiques de l'État. C'est un organisme judiciaire indépendant.

Art. 62 - Le Haut conseil constitutionnel a pour compétence:

a) d'assumer le contrôle judiciaire de la constitutionnalité des législations;

b) d'interpréter les textes législatifs;

c) de trancher les conflits de compétence judiciaire;

d) de trancher les causes attaquant la Commission électorale.

Art. 63 - a) La loi civile régleme les dispositions relatives à la composition du Haut conseil constitutionnel et les qualités auxquelles doivent obligatoirement correspondre ses membres. Elle précise les dispositions et les règles concernant leur désignation, leur résiliation ou leur envoi à la retraite, ainsi que toutes autres questions relatives audit Conseil, de même qu'elle précise les procédures à suivre par devant ledit Conseil.

b) Il est requis, pour que cette loi soit reconnue et promulguée, qu'elle ait été ratifiée par les deux tiers des membres de l'Assemblée consultative.

Chapitre X - Le Conseil des Docteurs de la Loi (*majlis al-'ulama'*)

Art. 64 - Le Conseil des Docteurs de la Loi se compose de Docteurs experts en la loi divine et dont tous témoignent qu'ils sont des hommes de grande prudence (*warra'*) et de profonde piété (*taqwa*), doués d'une science sûre et d'une perspicacité aiguë quant à la nature des temps (*tabi'at al-'asr*) et à leurs défis.

Art. 65 - Le Conseil des Docteurs de la Loi assume les responsabilités suivantes:

- a) remplir directement la fonction de l'*ijtihad* en matière de droit musulman, exposant en tout ce qu'est le jugement éthique aux yeux de Dieu et répondant alors aux besoins de la société musulmane;
- b) exposer le jugement éthique de la loi divine (*hukm al-shari'ah*) quant aux lois que l'Assemblée consultative élabore;
- c) dire la vérité et proclamer quel est le jugement éthique de l'Islam, sans le moindre retard, en toutes choses qui intéressent la Communauté islamique.

Art. 66 - La loi civile régleme les dispositions et les règles relatives à la Constitution du Conseil des Docteurs de la Loi et au nombre de ses membres, ainsi que les autres qualités auxquelles ils doivent obligatoirement correspondre, de même qu'elle précise toutes autres questions relatives audit Conseil.

Chapitre XI - La Commission électorale

Art. 67 - Une Commission permanente et indépendante, composée de ... membres, est constituée pour l'organisation des élections.

Art. 68 - Cette Commission électorale a pour compétence:

- a) d'organiser les élections relatives à la fonction d'*Imam* et à l'Assemblée consultative ainsi que toutes les autres élections dont la loi civile confie l'organisation à ladite commission;
- b) d'organiser les référendums à caractère général;
- c) de s'assurer que les candidats aux fonctions dont la loi civile précise qu'on y accède par voie d'élection remplissent les qualités requises par la loi.

Art. 69 - a) Les membres de la Commission électorale sont désignés parmi les personnalités les plus importantes de la judicature.

b) Il n'est pas permis que l'un des membres de ladite Commission assume une autre fonction administrative pendant la durée de son mandat au sein de ladite Commission.

Art. 70 - La loi civile précise les règles et les procédures relatives à la création de cette Commission électorale, à l'organisation des élections, ainsi qu'à leur contrôle, et toutes autres questions relatives à ladite Commission; elle précise aussi le cadre géographique des circonscriptions électorales et les qualités auxquelles doivent correspondre les électeurs et les candidats à l'Assemblée consultative et aux autres fonctions dont ladite Commission a la responsabilité d'organiser les élections en vue d'y donner accès; il en est de même pour le déroulement du scrutin et son caractère secret, ainsi que pour la proclamation des résultats.

Art. 71 - Il incombe aux pouvoirs publics de fournir à la Commission électorale tout ce qu'elle réclame en vue d'accomplir ses obligations, tout comme il incombe à ces mêmes pouvoirs d'exécuter les décisions de ladite Commission sur le champ, sans retard et sans avoir à attendre l'accord d'une autre autorité quelconque.

Chapitre XII - L'unité de la Communauté islamique et les relations internationales

Art. 72 - L'unité de la Communauté islamique est un des buts qu'il incombe à l'État de poursuivre par tous les moyens possibles.

Art. 73 - La politique extérieure et les relations internationales sont fondées sur la base d'un engagement total au service des principes de liberté, de justice et de paix et d'un effort constant en vue de réaliser le bien-être de toute l'humanité.

Art. 74 - S'il existe des faits qui contredisent le principe d'égalité entre les humains, les musulmans en sont absolument innocents; l'État s'engage à tout faire pour les changer, par tous les moyens en son pouvoir.

Art. 75 - Il incombe à l'État de prendre les engagements que l'Islam prescrit en général, à savoir:

- a) libérer la conscience humaine et défendre la liberté de l'homme où que ce soit;
- b) chercher à libérer ceux qui sont réduits à la misère et secourir ceux qui demandent de l'aide;
- c) protéger les lieux de culte et d'adoration, tels que les monastères, les églises et les synagogues, les lieux de prière et les mosquées, en qualité de demeures consacrées à l'adoration de Dieu, qu'il soit exalté!

Art. 76 - a) La guerre n'est pas légitime, dès lors que son motif est la divergence des convictions religieuses ou le désir d'exploiter les ressources économiques d'autres peuples et de les contrôler.

b) La guerre est légitime dès lors qu'il s'agit de défendre ses convictions religieuses et sa patrie, ou bien ceux qui sont réduits à la misère ou victimes de l'injustice, ou qu'il s'agit de protéger la liberté et la dignité de l'homme et de sauvegarder la paix de l'humanité.

Art. 77 - L'État s'opposera aux politiques de blocs et aux alliances qui visent à exploiter les peuples et à s'emparer de leur potentiel.

Art. 78 - Il est interdit d'établir des bases militaires au service de puissances étrangères ou de leur accorder des facilités qui seraient de nature à porter atteinte à la souveraineté de l'État ou à nuire à ses intérêts propres ou à ceux de tout autre État musulman.

Art. 79 - L'État doit obligatoirement honorer ses promesses et ses traités. Qui est reconnu coupable de trahison ou de perfidie verra ses promesses se retourner contre lui.

Chapitre XIII - Les moyens de diffusion et d'information

Art. 80 - La liberté et la véracité de la parole constituent les deux piliers, inséparables l'un de l'autre, de la société islamique. La liberté des moyens de diffusion et d'information, la publication des journaux et des revues, tout cela est garanti dans les limites des principes et des valeurs de l'Islam. Prétendre les contrôler, les ré-

duire ou les supprimer, est interdit, sauf sur requête judiciaire, en dehors de l'état de guerre.

Art. 81 - Les moyens de diffusion et d'information s'engagent à ce qui suit:

- a) dénoncer l'injustice, l'oppression et la tyrannie, quel qu'en soit l'auteur;
- b) respecter ce qui concerne spécialement les personnes individuelles et ne point s'immiscer dans leur vie privée;
- c) s'abstenir d'inventer et de répandre des informations mensongères, de diffamer, de calomnier et de faire circuler des fausses nouvelles;
- d) exprimer la vérité sans jamais la déformer, éviter de diffuser ce qui est faux et de le mêler au vrai;
- e) utiliser une langue qui soit décente et se refuser à toute trivialité;
- f) promouvoir un comportement honnête et renforcer les valeurs morales dans la société;
- g) s'abstenir de diffuser ce qui relève de l'obscénité, de l'impudeur et de l'immoralité;
- h) combattre le crime et les actes qui répugnent à l'Islam;
- i) éviter de camoufler les preuves des faits, tant qu'on n'inflige pas, en les révélant, quelque dommage à la société;
- j) que ce ne soit pas une entreprise de corruption, sous quelque forme que ce soit.

Art. 82 - Il n'est pas permis au pouvoir exécutif d'adopter une mesure administrative quelconque contre les moyens de diffusion et d'information, de même qu'il n'est pas permis de leur infliger, ainsi qu'à ceux qui y consacrent leur emploi, une peine quelconque, pour ce simple motif qu'ils les emploient tout simplement, sauf par voie judiciaire.

Chapitre XIV - Dispositions générales et dispositions transitoires

Art. 83 - Le calendrier hégire est le calendrier officiel de l'État. La langue officielle est la langue (Si la langue arabe n'est pas la langue officielle de l'État, il est obligatoire qu'elle en soit la seconde langue officielle).

Art. 84 - a) Il appartient à l'*Imam* et à l'Assemblée consultative de proposer l'amendement des dispositions de la présente Constitution. Cet amendement ne peut être introduit qu'à la majorité des deux tiers des membres de l'Assemblée consultative.

b) Il n'est pas permis d'introduire un quelconque amendement qui porterait atteinte aux fondements islamiques de l'État ou qui comporterait quelque disposition contraire aux dispositions de la loi divine.

Art. 85 - a) Les pouvoirs législatif, judiciaire et exécutif, ainsi que tous les appareils, les institutions et les organismes permanents de l'État existant lors de l'entrée en application de la présente Constitution continuent à exercer leurs activités et les responsabilités qui sont de leur compétence jusqu'au moment où viennent s'y substituer les organes correspondants en conformité avec les dispositions de la présente Constitution.

b) Les lois, les réglementations et les arrêtés effectivement applicables lors de l'entrée en application de la présente Constitution continuent à être appliqués jusqu'au moment de leur abrogation ou de leur amendement conformément à ce qui en a été stipulé.

c) Sans jamais porter atteinte aux dispositions de la présente Constitution, le pouvoir législatif existant promulguera, après ratification du texte, une loi qui réglemente les dispositions sur la base desquelles il sera pourvu à la composition de la première Assemblée consultative, de la première Commission électorale et du premier Haut conseil constitutionnel.

Art. 86 - Dès que la présente Constitution aura été ratifiée, tout fonctionnaire concerné s'emploiera à exercer sa responsabilité pour en faire exécuter toutes les dispositions, dans leur ensemble, dans les délais les plus rapides et sans le moindre retard.

Art. 87 - On fera application de la présente Constitution à partir de la proclamation des résultats du référendum effectué à son sujet (et si sa promulgation est de la compétence d'un pouvoir constitutionnel particulier, à partir de la date à laquelle ce pouvoir l'aura ratifiée).

Louange à Dieu, le Seigneur des Mondes.

"Lorsque les croyants sont appelés devant Dieu et son Prophète pour que celui-ci juge leurs différends, ils ne prononcent qu'une seule parole: ils disent: 'Nous entendons et nous obéissons!' Voilà ceux qui sont heureux!" (24:51).

Document 6:

Projet constitutionnel de Jarishah, 1983

Note explicative

Titre complet: Déclaration constitutionnelle islamique.

Auteur: Ce texte est élaboré en 1984 par 'Ali Jarishah, auteur de nombreux ouvrages islamistes. Il est révisé par 'Umar Al-Tilmissani, Guide des Frères musulmans égyptiens. Dans la préface de sa deuxième édition, Jarishah affirme que ce texte devait devenir la Constitution d'un pays arabe si les islamistes y avaient pris le pouvoir. Il fait probablement allusion à l'Algérie. L'auteur explique qu'il ne s'agit que d'une déclaration de principes généraux laissant de côté les détails pour la Constitution permanente qui devra être rédigée ultérieurement par les représentants de la Communauté islamique (p. 38).

Source:

- Version arabe: Jarishah, 'Ali: *I'lan dusturi islami*, Dar al-wafa', Al-Mansurah, 2^e édition 1988, p. 11-34.
- Version française: Nous avons établi nous-même cette traduction en essayant de respecter autant que possible le style lapidaire de la version arabe.

Préambule

Notre Communauté islamique combattante qui offre aujourd'hui, comme elle l'avait fait dans le passé, la plus illustre épopée du sacrifice et du *Jihad*, dont le sang le plus pur de ses jeunes a coulé et arrosé cette bonne terre, recherchant à élever la parole de Dieu et à appliquer sa Loi.

Notre Communauté islamique combattante dont les convois (*rakb*) des martyrs d'aujourd'hui ont relayé ceux des martyrs de l'appel à l'Islam dans le proche passé et ont atteint les convois de la lumière du passé lointain.

Notre Communauté islamique combattante qui attend par son *Jihad* d'engager la bataille de la foi contre la mécréance en Afghanistan et de marcher sur la voie qui mène au lieu du voyage nocturne (*masra*) du Prophète [Jérusalem], prière et salut sur lui, voie couverte de corps et de sangs.

Notre Communauté islamique combattante:

Vu sa foi en Dieu, dans ce jour et le jour dernier, dans les anges, le Livre et les prophètes sans distinction entre eux de notre part;

Vu son acceptation de Dieu comme Seigneur, de l'Islam comme religion, de Mahomet, prière et salut sur lui, comme prophète et messenger et de la loi de Dieu:

- Loi d'origine divine,
- fixe dans ses principes,
- au-dessus du temporel, de la division et des discriminations,

- droite (*hanifah*), tolérante avec ceux qui ne nous combattent pas parmi les gens du Livre,
- équitable repoussant l'injustice tout comme l'écartement de sa voie droite,
- refusant l'oppression dans tous ses degrés et ses formes jusqu'à l'oppression suprême,
- secourant tout opprimé et tout miséreux (*mustad'af*) sur la face de la terre,
- englobant tout ce qui nous redresse dans cette vie, sur le plan politique, économique et social, individus, familles et collectivités,
- miséricordieuse (*haniyah*), se tenant en position médiane sans l'exagération (*ifrat*) et la négligence (*tafrit*) auxquelles s'achoppent les nations et les institutions, lesquelles y perdent la raison et manquent leurs objectifs,
- attentive à l'individu, à la famille et à la Communauté islamique, pour que cette dernière soit une société de milieu, la meilleure Communauté suscitée pour les hommes.

Notre Communauté islamique combattante:

vu sa foi en tout ce qui précède;

vu son engagement devant nos nobles peuples islamiques, entre lesquels nous ne faisons aucune distinction pour raison de race, de confession, de sexe ou de religion.

Nous proclamons,

au nom de Dieu, et puis au nom de ces peuples, ces principes tirés de la religion véridique de Dieu et de sa loi tolérante. Nous promettons à Dieu de les défendre par tout ce qui est cher et précieux. Dieu est témoin de nos propos.

Chapitre I - Les bases fondamentales (*al-muqawwimat al-asasiyyah*)

Art. 1 - L'Islam est la religion de l'État; ses dogmes sont à sauvegarder; sa loi est obligatoire et sa légitimité est au-dessus de tout autre texte; la source principale de cette loi est la révélation - le Coran et la *Sunnah*; tout ce qui est contraire à cette loi est rejeté et nul.

Art. 2 - La Communauté islamique constitue une seule Communauté. La meilleure [entité] parmi [celles qui la composent] est la plus pieuse; toutes les barrières - frontières, nationalités (*qawmiyyat*) et esprits de clan (*'asabiyyat*) - sont caduques.

La langue arabe est sa langue officielle et l'État œuvre à sa diffusion et à sa promotion.

Art. 3 - L'autorité tire sa légitimité de l'application de la Loi de Dieu et de l'acceptation de la Communauté islamique. Elle a le droit à l'obéissance, au soutien et à la protection de son existence tant qu'elle obéit à Dieu et à son Apôtre Mahomet.

Art. 4 - La liberté est un dogme religieux (*faridah*). Son exercice est un droit individuel et une fonction sociale.

Elle comprend: la liberté de croyance, la liberté individuelle, la liberté d'expression et de diffusion, la liberté des cultes, la liberté de circulation à l'intérieur et à l'extérieur, la liberté de réunion, la liberté de créer des syndicats, des associations et des

partis politiques, dans la non violation de la Loi islamique. Ces questions sont réglementées par la loi.

Art. 5 - La sauvegarde de la religion, de la personne, de l'honneur, de la raison et des biens est une nécessité. Toute atteinte y relative est un crime.

Le sang ne se perd pas (*la yutal*) en Islam. L'État est tenu de payer une compensation si le coupable est inconnu ou incapable de la payer.

Art. 6 - La torture physique ou psychologique, l'arrestation, la détention ou l'emprisonnement arbitraires, les atteintes à la réputation, à l'honneur ou à l'humanité de la personne sous quelque forme que ce soit, sont des crimes imprescriptibles; les coupables seront jugés pour ce qu'ils ont fait et ce qu'ils feront conformément à la Loi islamique. Leur seront appliquées les peines coraniques (*hudud*), la loi du talion (*qisas*) ou les peines discrétionnaires selon le cas.

L'État est tenu de dédommager ceux qui subissent des dommages de ces crimes.

Art. 7 - Le domicile est inviolable. Il n'est pas permis d'y entrer sans autorisation et sans être désiré²³. Il n'est permis de le perquisitionner qu'en cas d'extrême nécessité et en vertu d'une autorisation judiciaire.

Art. 8 - Les correspondances et les conversations sont inviolables. Elles ne peuvent faire l'objet de contrôle qu'en cas de délits et en vertu d'une autorisation judiciaire.

Art. 9 - L'égalité est un droit: devant les textes législatifs et les tribunaux, dans les chances, sans discrimination pour cause de couleur, de sexe ou de communauté (*ta'ifah*).

Il est interdit de nuire à un *dhimmi* ou de le contraindre à croire.

Art. 10 - Les normes de la Loi islamique s'appliquent territorialement à l'intérieur de l'État, et personnellement à l'égard des musulmans vivant hors de l'État.

Les gens du Livre ont leurs croyances, leurs cultes, leurs propres droits de famille.

Art. 11 - L'État et la société garantissent à l'individu le droit au travail, à l'alimentation, à l'habillement, au logement et au mariage. La limitation des naissances d'une manière collective est interdite, mais elle est permise à titre individuel dans les cas de nécessité.

Art. 12 - La vénération des cultes rendus à Dieu est un devoir de l'individu et de la société. L'émir doit être un modèle pour ses sujets dans ce domaine. Y toucher ou y porter atteinte est puni par la loi.

Art. 13 - Les mœurs sont les fondements de la société. Les sauvegarder, les protéger est un devoir de l'individu et de l'État. Y toucher ou y porter atteinte est puni par la loi.

Chapitre II - Le cadre politique

Art. 14 - Chaque personne a le droit d'exercer ses droits politiques conformément à la loi. Personne ne peut l'en priver en raison de sa religion ou de ses opinions.

²³ Jarishah distingue entre *isti'dhan* (demander l'autorisation) et *isti'nas* (être désiré). Ce dernier concept vient du verset 24:27 (NdA).

Art. 15 - Le gouvernant et le gouverné sont égaux devant la Loi islamique; le gouvernant n'a droit ni à une protection, ni à des privilèges en raison de sa fonction.

Art. 16 - Le gouvernant doit remplir ses devoirs avec fidélité et équité; ses sujets (*ra'iyyah*) lui doivent obéissance, soutien et conseil.

Art. 17 - La création de la loi est un droit de Dieu. Les détenteurs du pouvoir établissent des lois à partir (*ibtina'*) de la loi divine et non à titre initial (*ibtida'*).

Art. 18 - La consultation (*shura*) est un droit; son respect est un devoir. Elle a lieu hors du cadre d'un texte clair du Coran. Un Conseil consultatif sera créé pour exercer ses compétences dans ces limites.

Art. 19 - Le Commandant des croyants (*amir al-mu'minin*) est le Chef de l'État. Il doit être musulman, mâle et majeur, vertueux, sain d'esprit et connaisseur des normes de la Loi islamique. Il est choisi à vie par le Corps électoral (*ahl al-ikhtiyar*) et, par la suite, les membres de la Communauté islamique lui font le serment de l'allégeance. Il ouvre la porte de l'immigration des croyants vers la terre d'Islam, notamment pour ceux qui ont des compétences scientifiques et humaines. Ces questions seront développées par la loi.

Art. 20 - Le Chef de l'État et les ministres font l'objet de poursuites civiles, pénales et politiques devant les tribunaux ordinaires, et ils sont démis de leurs fonctions s'ils sont l'objet d'une condamnation pénale ou politique.

De même, ils sont démis de leurs fonctions sur décision du Corps décisore (*ahl al-hal wal-'aqd*) pour une des raisons prévues par la Loi islamique. Il n'est permis de se rebeller contre le Chef de l'État qu'en cas de mécrance flagrante prouvée par [les lois de] Dieu. Ces questions seront développées par la loi.

Art. 21 - Après Dieu, personne n'a de pouvoir sur les tribunaux. Le juge doit remplir les conditions de l'*Imam*. Le pouvoir judiciaire sera reconstitué à la lumière de ces normes. Les autorités existantes continueront à fonctionner jusqu'à la promulgation de la loi détaillée et la reconstitution des tribunaux.

Art. 22 - Une Cour constitutionnelle suprême sera créée immédiatement en vue d'annuler ce qui viole cette Déclaration constitutionnelle ou un texte clair du Livre de Dieu et de la *Sunnah* de son Messager.

Art. 23 - Une Cour des plaintes (*diwan al-madhalim*) sera créée pour se prononcer dans les cas de violation et de contravention matérielles de la part des autorités et des individus, et pour juger et châtier les détenteurs du pouvoir conformément à ce que prévoira la loi.

Art. 24 - L'État entretient avec les autres pays islamiques, jusqu'à la réalisation de l'unité (*wihdah*) ou de la fédération (*ittihad*), des relations de fraternité et de soutien, notamment à l'égard de ceux qui sont réduits à la misère (*mustad'afin*).

Avec ses voisins, en sus de ce qui vient d'être dit, il a des relations de bon voisinage.

Avec les autres pays du monde, il a des relations de coopération basées sur les intérêts mutuels, la réciprocité et le respect des conventions et des pactes.

Il s'éloigne des alliances, des blocs et des conflits internationaux. Il observe dans ses relations les valeurs et les idéaux de l'Islam.

Art. 25 - La Communauté islamique, tant gouvernants que gouvernés, a le devoir de réaliser les devoirs collectifs (*al-furud al-kifa'iyah*), d'ordonner le convenable, d'interdire le blâmable, de veiller sur la Loi islamique et son application, de concrétiser les objectifs de la Loi islamique (*maqasid*), de repousser le dommage des gens, d'inviter les autres à embrasser (*da'wah*) la religion de Dieu. Toute la Communauté islamique devient pécheresse si un de ces devoirs n'est pas observé. Personne ne peut subir de dommage en accomplissant ces devoirs.

Chapitre III - Le cadre économique

Art. 26 - La propriété privée est un droit et une fonction. Il est interdit d'y porter atteinte par la confiscation générale ou particulière.

Art. 27 - La *zakat* est un droit et une obligation religieuse sur laquelle se base le système économique; elle est perçue et dépensée par l'État en faveur des objectifs prévus par la Loi islamique.

La politique économique islamique se caractérise par la solidarité entre les membres de la société, la complémentarité entre les pays islamiques et l'adoption d'une ligne médiane entre les différentes théories économiques.

Art. 28 - Les intérêts (*riba*) sous toutes leurs formes sont interdits; il en est de même des monopoles, du gaspillage et de l'exploitation. L'État établit des alternatives islamiques aux activités interdites ou douteuses, et détermine les voies du gain licite.

L'État fait appel aux personnes compétentes de tout le monde islamique.

Art. 29 - Les biens de mainmorte (*waqf*) islamiques confisqués seront rétablis. La volonté de leurs testateurs dans le passé et dans l'avenir sera respectée. Un organisme indépendant est chargé de ces biens.

Art. 30 - L'État promeut l'agriculture, donne la terre à celui qui la défriche, recourt aux moyens les plus modernes, protège les cultivateurs contre les exploitants quelle que soit leur position.

Art. 31 - L'État promeut l'industrie, en particulier l'industrie lourde dont celle de l'armement sous toutes ses catégories.

Il établit comme règle la participation du travailleur dans la propriété de l'usine et dans ses gains.

Il protège le travailleur, la maternité et l'enfance contre toute forme d'exploitation et de surmenage.

Il garantit le droit au salaire, au repos et aux soins.

Art. 32 - Après acquittement de la *zakat*, les impôts sont un devoir de celui qui est capable de les payer. Ils visent à combler les besoins de l'État et à réaliser la solidarité (*takaful*) et le rapprochement (*taqarub*).

Les détenteurs du pouvoir veillent sur les besoins des pauvres et des nécessiteux. Lorsque les musulmans ont faim, les biens n'appartiennent à personne [*hadith*].

Art. 33 - L'État et les organismes économiques et administratifs encouragent les professions artisanales et les petites entreprises, et développent les compétences et les efforts individuels.

Ils mettent à la disposition des uns et des autres les moyens financiers et administratifs appropriés.

Chapitre IV - Le cadre social

Art. 34 - La société est fondée sur le dogme religieux; elle protège ce dernier.

Elle applique la Loi islamique et la sauvegarde.

Elle s'impose les mœurs vertueuses et les défend.

Elle élève les cultes de Dieu et les vénère.

Elle repousse l'invasion idéologique sous toutes ses formes et répand la culture utile.

Elle fait échec aux mauvais exemples et prend pour modèle l'Apôtre de Dieu, prière et salut sur lui, et ceux qui l'ont suivi.

Elle opte pour le *Jihad* comme voie pour l'éducation de ses enfants et la réalisation de ses objectifs.

Art. 35 - Les programmes de l'éducation et de l'enseignement ainsi que les programmes de la culture et de l'information s'imposent les lignes susmentionnées. La loi punit tout égarement de ces lignes.

Art. 36 - La connaissance des fondements et des normes de la religion est un devoir qui incombe à chacun (*fard 'ayn*). Quant à la connaissance des branches de la religion, elle est un devoir collectif (*fard kifayah*).

L'État établit les méthodes et les programmes qui sont en mesure d'assurer la réalisation de ces devoirs.

Il développe le niveau scientifique et technique, encourage l'invention et la créativité, et oriente la jeunesse à occuper les différentes spécialités rares.

Art. 37 - Le mariage est un droit et un devoir pour la sauvegarde de la progéniture et pour la pureté de la société. L'État garantit ce droit à ceux qui voudraient se marier mais n'ont pas le moyen pour le faire.

Art. 38 - Les femmes sont les sœurs des hommes. Il est un devoir de les protéger et de les traiter avec compassion.

L'État leur assure les possibilités de se marier et de travailler en cas de besoin; il les protège contre l'exploitation et l'avilissement (*tabadhdhul*).

La loi détermine les rôles respectifs de la femme et de l'homme en vue du maintien de la société.

Art. 39 - La famille est la cellule de base de la société. L'État accorde une protection spéciale à la famille, à la maternité et à l'enfance.

Art. 40 - Les rapports au sein de la société et des familles se basent sur la fraternité, la compassion, l'amitié, la réconciliation, l'affinité parentale (*silat al-rahm*), le châtimement de l'opresseur et le soutien de l'opprimé.

Art. 41 - Le *Jihad* se poursuivra jusqu'au jour de la résurrection afin d'élever la parole de Dieu. Il est du devoir de la société et de l'État de s'y préparer et de prendre toutes dispositions le concernant. Les Forces armées font partie de la Communauté islamique entraînée spirituellement et matériellement afin de protéger les frontières et sauvegarder l'ordre. L'entraînement des membres de la Communauté islamique sera tel qu'il puisse permettre la mobilisation immédiate en toute époque. La loi réglera ces questions.

Art. 42 - Les médicaments et les soins sous toutes leurs formes sont un droit de l'individu.

L'État procure les soins préventifs et tout autre soin.

Art. 43 - L'État encourage les associations de bienfaisance et l'institution de biens de mainmorte (*waqf*) sous leurs différentes formes. Il accepte les dons, les offrandes et les aumônes et les destine aux actions de bienfaisance. Les cadeaux offerts aux responsables et aux ministres sont remis à la caisse des dons. L'organisme des biens de mainmorte en a la charge.

Chapitre V - Dispositions générales et dispositions transitoires

Art. 44 - Cette déclaration constitutionnelle entre en vigueur dès sa promulgation et sa publication.

Sont abrogés tout texte constitutionnel et toute loi qui lui sont contraires.

La nouvelle Direction de l'État se charge de gouverner le pays jusqu'à la promulgation de la Constitution permanente et le choix d'un Conseil consultatif (*majlis shura*) et d'un Chef de l'État.

Art. 45 - L'État respecte toutes les conventions et les traités internationaux. Il peut demander d'en amender ou d'en abroger certains, en conformité avec les normes du droit international.

Art. 46 - Les prisons et les lieux de détention seront liquidés. Les responsables des crimes de torture, d'emprisonnement et de détention sans fondement légal seront immédiatement jugés.

Art. 47 - Il n'y a de crime et de peine qu'en conformité avec un texte de loi.

Les textes législatifs ne s'appliquent pas aux délits commis avant leur entrée en vigueur. En sont exceptés les délits punissables selon les textes clairs de la Loi islamique.

Art. 48 - La Direction en place pendant la période transitoire se conforme aux normes de la Loi islamique et aux normes de la présente déclaration constitutionnelle.

En cas de nécessité, ses décisions peuvent être attaquées devant la Cour constitutionnelle suprême.

Art. 49 - La révélation - tant le Coran que la *Sunnah* - est au-dessus de la Constitution, et on s'y réfère pour tout ce qui lui est contraire ou tout ce sur quoi cette déclaration constitutionnelle garde le silence.

Partie II:

Déclarations des droits de l'homme

Dans cette deuxième partie nous publions neuf documents, dont certains ont plus d'une version:

- Document 7: Colloque du Kuwait, 1980.
- Document 8a: Déclaration de l'OCI, 1979.
- Document 8b: Déclaration de l'OCI, 1981.
- Document 8c: Déclaration de l'OCI, 1990.
- Document 9: Déclaration islamique universelle, 1980.
- Document 10a: Déclaration islamique universelle des droits de l'homme, 1981 (version réduite).
- Document 10b: Déclaration islamique universelle des droits de l'homme, 1981 (version complète).
- Document 11a: Charte arabe des droits de l'homme, 1993.
- Document 11b: Charte arabe des droits de l'homme, 1994.
- Document 11c: Charte arabe des droits de l'homme, 2004.
- Document 12: Charte des juristes arabes, 1986.
- Document 13: Charte tunisienne, 1985.
- Document 14: Grande charte verte libyenne, 1988.
- Document 15: Charte marocaine, 1990.

Les documents 7 à 10, que nous qualifions de déclarations islamiques, sont basés sur le droit musulman et ne se réfèrent que rarement aux documents internationaux. Ce désintéressement découle de l'idée que la religion musulmane suffit à elle-même et n'a pas besoin de s'appuyer sur d'autres systèmes pour régler les rapports humains.

En revanche, les documents 11 à 15, que nous qualifions de déclarations arabes, se réfèrent rarement au droit musulman et se veulent en conformité avec le droit international.

Document 7:

Colloque du Kuwait, 1980

Note explicative

Titre complet: Conclusions et recommandations du Colloque du Kuwait.

Auteur: Ce Colloque fut organisé par la Commission internationale des juristes, l'Université du Kuwait et l'Union des avocats arabes, Kuwait, 9-14 décembre 1980.

Source:

- Version arabe: *Nadwat huquq al-insan fil-Islam*, dans *Majallat al-huquq*, Faculté de droit du Kuwait, année 7, no 3, 1983, p. 385-398.
- Version française: *Les droits de l'homme en Islam*, Commission internationale des juristes, Genève 1982, p. 9-25. Le texte que nous publions ne correspond pas exactement au texte arabe susmentionné, ni dans l'ordre ni dans le contenu. Nous signalons entre [...] les passages qui ne figurent pas dans la version arabe, et nous traduisons dans les notes les passages de la version arabe qui ne figurent pas dans la version française.

Chapitre I. Conclusions adoptées par le Colloque

Le Colloque affirme les vérités suivantes et estime nécessaire leur prise en considération:

§ 1. Il est inadmissible de juger le droit islamique (*shari'ah*) d'après les régimes politiques qui ont dominé et prévalu dans les différentes ères de l'histoire islamique, mais il faut plutôt se baser sur les principes généraux tirés des sources de ce droit, à savoir: le Livre Saint, les actes du Prophète (*Sunnah*), l'unanimité des jurisconsultes, le parallélisme et la jurisprudence, [et ce, du fait que la pratique musulmane contemporaine n'est malheureusement pas compatible, dans beaucoup de ses aspects, avec les principes de l'Islam, comme il n'est point plausible d'utiliser l'Islam pour justifier un quelconque régime politique en contradiction avec la législation islamique (*shari'ah*).

§ 2. L'Islam considère la société humaine comme une seule et même famille, et la vie humaine en tant qu'entité. D'après le contexte du Coran et de la *Sunnah*, l'Islam représente un régime complet, englobant tous les aspects de la vie, assurant la liberté de l'homme et garantissant ses droits dans le cadre des dispositions de la *shari'ah* relatives à la solidarité entre les individus et la société, et dans le cadre de la responsabilité sociale.

§ 3. Bien que le Coran et la *Sunnah* comportent les principes fondamentaux qui régissent et réglementent les droits de l'homme, ces deux sources permettent aussi à la société islamique - conformément aux assises du droit islamique (*shari'ah*) - d'imaginer la réalisation desdits principes, suivant les circonstances en cours dans une société déterminée. Il n'existe point de ce fait de problème quant à la possibilité

pour la société islamique de faire face à ses difficultés contemporaines et de pourvoir à ses besoins d'une façon constructive.

§ 4. L'Islam affirme et garantit les droits et obligations des non-musulmans, minoritaires ou étrangers, sur la base de la justice, de la tolérance et du respect total. À titre d'exemple, l'Islam garantit aux non-musulmans leur sécurité et leurs richesses, et l'État est tenu de les défendre par la guerre même, le cas échéant. De même, ils ont le droit de pratiquer leur foi et leurs rites et d'exercer les métiers et les activités qu'ils désirent, ainsi que le droit d'utiliser comme les autres les ressources publiques, telles que l'obtention de secours et de subventions payées par le Trésor public. Par ailleurs, l'Islam n'a pas abandonné le statut et les relations des non-musulmans dans la société islamique au bon plaisir de la majorité musulmane et du régime gouvernant; ce statut et ces relations ont été définis et réglementés dans la législation islamique elle-même].

§ 5. L'Islam a le mérite d'être le premier au monde à avoir reconnu à la femme un patrimoine indépendant, sur le même plan que l'homme pour que le bien-être de la société soit garanti sur la base de la solidarité entre ses membres.

§ 6. L'Islam a le mérite d'avoir aussi été le premier à honorer les savants, à louer les bienfaits de la science et à en rehausser la valeur, tout en invitant à la recherche de par le monde entier, et en en faisant un devoir à tout musulman et musulmane, avec pour mission à l'État de rendre accessible à tout individu l'exécution de cette tâche par les meilleurs moyens.

§ 7. L'Islam a le mérite d'avoir aussi été le premier à reconnaître la liberté d'opinion et d'expression. Les versets du Coran ont largement ouvert la porte de la liberté intellectuelle, et en ont imposé l'exercice en tant que fonction de la raison que le Créateur a créée pour agir et travailler. Il s'ensuit que le patrimoine intellectuel islamique entier est le fruit de l'exécution de ce devoir et de la mise en œuvre de l'esprit conformément aux règles et dispositions arrêtées.

§ 8. Les dispositions du droit islamique (*shari'ah*) comportent un régime économique complet, basé sur les principes d'égalité sociale, de prohibition de l'exploitation et de l'accaparement, et de la défense de la lésion sous toutes ses formes. Ces mêmes principes exhortent l'homme à honorer le travail, à abhorrer le chômage et la nonchalance, à refuser de vivre avec des biens malhonnêtement gagnés et à refuser de les utiliser comme moyens de domination et de pression. Ils reconnaissent en fin de compte dans la propriété et le capital des droits individuels ayant une fonction sociale.

[§ 9. L'Islam a donné à la femme un statut digne et honorable bien avant l'apparition et la consécration des concepts modernes concernant les droits de l'homme. S'il existe en réalité un fossé large entre les principes et leur application dans la plupart des États islamiques où la situation effective de la femme ne reflète pas de façon juste la vraie position de l'Islam, ce fossé pourrait s'expliquer par plusieurs causes, parmi lesquelles la diffusion de l'analphabétisme, l'ignorance par la femme de ses droits stipulés dans le droit islamique (*shari'ah*), ainsi que les obstacles économiques, sociaux et culturels empêchant la femme d'exercer ses droits légitimes].

§ 10. L'Islam a par ailleurs le mérite d'avoir été le premier à avoir reconnu les droits de l'homme depuis quatorze siècles, avec un contexte et des garanties que n'ont atteints les déclarations mondiales et les lois positives que bien récemment. Les droits et libertés dans le régime islamique ne sont pas des droits naturels mais bien des dons divins basés sur les dispositions de la *shari'ah* et la foi islamique. C'est ce qui les entoure d'une auréole de majesté, de respect et de sainteté, qui constituent une garantie essentielle contre l'agression des autorités, et leur donne des caractéristiques de généralité et d'universalité, les rendant complets dans leur essence, inaliénables et irrésiliables.

§ 11. L'Islam a de même le mérite d'avoir été le premier à reconnaître la légitimité et la souveraineté des dispositions de la loi, érigeant l'État islamique en précurseur et prédécesseur des régimes politiques contemporains, en tant qu'État de droit dès l'instant de sa naissance, et dont les organismes gouvernants agissent à tous les niveaux conformément aux dispositions arrêtées par le Sage Législateur.

§ 12. L'Islam établit les principes de législation et de procédure pénales les plus justes, visant à la réalisation de la sécurité individuelle et de l'équilibre entre l'intérêt de la société dans l'accusation et la sanction; et celui de l'individu dans la sauvegarde de ses droits fondamentaux dans la sécurité et la tranquillité. Il a reconnu à ce sujet trois principes qui n'ont été introduits dans les lois positives que vers la fin du dix-huitième siècle. Ces principes sont:

1) Principe de la personnalité de la responsabilité pénale. Ne répond du crime que celui qui l'a commis, et nul n'est tenu pénalement des faits commis par des tiers, même ceux qui lui sont proches.

2) Principe de la légalité de l'accusation et de la sanction. Pas d'accusation ni de sanction sans loi qui est la limite entre ce qui est permis et ce qui est prohibé.

3) Principe de la non-rétroactivité des lois pénales. Les lois pénales ne sont applicables qu'aux actes perpétrés après leur entrée en vigueur, à l'exception de l'application de la loi la plus favorable pour l'inculpé.

§ 13. L'Islam a aussi le mérite d'avoir été le premier à créer l'équilibre nécessaire entre le droit de l'individu à la liberté et à la sécurité, et le droit de la société à interdire les crimes et à poursuivre les criminels. Il a reconnu à cet effet des droits à l'inculpé et l'a entouré de garanties substantielles, soit au niveau de l'instruction et de l'enquête préliminaires, soit à celui du jugement.

Parmi ces droits et garanties:

1) L'Islam a reconnu à l'inculpé le droit de se retrancher derrière la présomption de son innocence et, en en tirant les conséquences nécessaires, a imposé à l'autorité d'accusation la charge de la preuve, et a interprété le doute en faveur de l'inculpé.

2) La législation islamique a entouré l'inculpé, lors de la perquisition, de garanties sauvegardant son intimité et ses secrets dans la mesure où cela ne porte pas atteinte aux intérêts de la société.

3) Cette même législation a entouré l'inculpé, lors de l'interrogatoire, de beaucoup de garanties le défendant même contre sa propre faiblesse et les erreurs de langage, chose que ne connaissent pas jusqu'ici les lois positives.

Ces garanties sont les suivantes:

- L'Islam a interdit en l'occurrence de soumettre l'inculpé à quelque forme de torture ou traitement dur et inhumain que ce soit.
- Il a interdit de soumettre l'inculpé au serment dans les crimes punis de peines corporelles (telles que lapidation, tranchement de main ou décapitation).
- Il a décidé de ne pas considérer le refus de l'inculpé de répondre à l'interrogatoire comme une présomption à son encontre.
- De même il a défendu que l'inculpé soit contraint à être témoin contre lui-même.
- Enfin, il a permis à l'inculpé de revenir, en tout temps, sur ses aveux, même après sa condamnation, mais avant toute exécution.

4) La législation islamique a prohibé l'arrestation et la détention abusives, et a entouré l'inculpé détenu provisoirement de toutes sortes de dispositions et de garanties pouvant assurer l'équilibre entre sa liberté personnelle et les besoins de l'enquête.

5) Elle a assuré à l'inculpé le droit de se présenter devant un tribunal compétent et intègre, ne permettant aucune forme de juridiction exceptionnelle, ses principes et ses dispositions étant toutefois compatibles avec la hiérarchisation des juridictions.

6) Elle lui a garanti le droit à un jugement équitable et juste.

7) Elle a muni l'inculpé du droit de se défendre personnellement ou avec le concours d'un défenseur qu'il désigne lui-même en vue de prouver son innocence ou de déterminer le degré de sa responsabilité. Pourtant l'existence de textes obligeant la désignation d'un défenseur à un inculpé accusé de crimes graves n'est pas contraire au droit islamique, car celui-ci garantit l'indépendance du Barreau.

8) De même, en cas d'erreur judiciaire, la loi a prévu un droit d'indemnisation pour l'inculpé.

9) Au surplus, selon la législation islamique, le jugement se déroule conformément au système de l'accusation individuelle, qui assure à l'inculpé des garanties substantielles, dont les plus importantes sont la publicité, la voie orale et contradictoire des procédures.

10) En adoptant un système strict de légalité de la preuve dans les crimes punis de peines corporelles, cette législation a restreint l'autorité du juge au profit de l'inculpé, tenant par-là à ce que la sentence dans ces crimes graves soit basée sur des preuves que seul le législateur a estimées convaincantes.

§ 14. La législation islamique a reconnu des droits et des garanties au détenu que n'ont pas atteints de nombreuses lois positives contemporaines. Elle a décidé en l'occurrence de le traiter en conformité avec sa dignité et sa qualité d'être humain. Elle n'a donc pas permis qu'il soit frappé, torturé ou mis aux fers, et a même attribué des allocations à ceux des détenus, hommes ou femmes, qui sont dans le besoin.

§ 15. Les crimes punis de la peine capitale, dans le droit islamique, sont limités et bien déterminés. C'est pourquoi les crimes politiques punis de la peine capitale dans certains États sont en contradiction avec les principes de la Loi islamique.

§ 16. Ce qui se passe dans certains États relativement au choix des juges selon leur appartenance à des partis est contraire aux principes de l'Islam et aux règles et conditions qu'il a établies pour le choix des juges.

§ 17. L'exercice de la torture, l'enlèvement et la disparition de personnes par des agents de l'autorité, ou avec son appui ou son acceptation expresses ou tacites, ainsi que les liquidations corporelles, constituent des contradictions flagrantes aux principes islamiques.

§ 18. Le Colloque affirme le mérite de l'Islam d'avoir été le premier à établir un niveau élevé dans la protection des droits et libertés personnelles pour les minorités religieuses dans l'État islamique. D'où il résulte que la conduite de l'Islam dans ce domaine doit être considérée comme un exemple digne d'être suivi par les régimes politiques contemporains.

[§ 19. La codification des droits de l'homme dans l'Islam et l'établissement de garanties politiques, légales, sociales et économiques stipulées dans cette codification, constituent le fondement solide pour un exercice efficace des droits de l'homme et de ses libertés fondamentales et pour leur garantie contre toute atteinte].

Chapitre II: Recommandations adoptées par le Colloque

Droits économiques, sociaux et culturels

Dans le domaine économique

[§ 1. Nécessité de déployer de nouveaux efforts en vue d'appliquer le régime et la réglementation islamiques s'appuyant sur les principes islamiques, au lieu du régime économique actuel, considéré comme un reliquat du colonialisme passé, car le régime islamique constitue le seul espoir de sauver l'humanité de l'exploitation sociale et économique, et permet en même temps aux États islamiques de traiter avec le reste des États du monde sur un pied d'égalité et d'équité.

§ 2. Nécessité de stipuler dans les constitutions et pactes nationaux des garanties assurant les droits économiques conformément aux principes islamiques].

§ 3. Garantir des voies et moyens pour porter aide et secours aux nécessiteux et aux classes désavantagées et opprimées, tant au niveau local et régional qu'au niveau mondial et international.

[§ 4. Les États islamiques sont tenus de prévoir des garanties suffisantes pour les droits sociaux et économiques contenus dans les instruments légaux, locaux ou mondiaux].

§ 5. Le Colloque recommande aux États islamiques d'élaborer des plans de développement économique inspirés des principes de la *shari'ah* et dont émaneront des programmes économiques et technologiques visant à élever le niveau de la puissance productive et à réaliser l'équité sociale²⁴.

²⁴ Ce paragraphe dans la version arabe commence comme suit: "En raison de la conviction du Colloque que les principes du droit musulman comportent un ordre économique complet capable de réaliser l'autosuffisance et l'équité sociale en vue d'assurer la dignité humaine, le Colloque recommande" (*Majallat al-huquq*, p. 391) (NdA).

§ 6. Tout État islamique doit chercher à introduire dans son régime économique les réformes nécessaires à la réalisation de la justice sociale et à la garantie de la dignité humaine.

Pour réaliser ces buts, le Colloque recommande de prendre en considération les moyens suivants:

- 1) La sauvegarde par l'État des richesses naturelles et leur bonne exploitation eu égard aux exigences de la sécurité de l'État et de son économie nationale.
- 2) La redistribution des revenus et richesses de façon équitable, conformément aux préceptes et principes de l'Islam.
- 3) La révision de la politique des salaires en vue de pourvoir aux besoins des individus et de leur assurer une vie digne et décente.
- 4) La réévaluation de la propriété en vue de servir l'intérêt de la collectivité et de garantir les droits des propriétaires.
- 5) La collaboration entre l'activité publique et l'activité privée en vue de réaliser le développement économique, l'augmentation de la production, l'élévation du niveau de vie et le bien-être des citoyens.
- 6) La lutte contre les monopoles et l'imposition d'impôts sur le capital en vue de réaliser les intérêts de l'État et de la Communauté.
- 7) L'augmentation des dépenses publiques dans les services publics d'éducation, de santé pour les rendre accessibles à tous.
- 8) La promotion de l'assurance sociale et la réalisation de l'équité sociale et économique.

Dans le domaine social et culturel

Éducation

§ 7. Étant donné que l'Islam a érigé l'instruction en devoir impérieux imposé à tout musulman, comme il a fait de l'instruction un devoir imposé à l'État, le Colloque recommande aux États islamiques de rendre l'instruction obligatoire au niveau primaire, et gratuite à tous les niveaux.

§ 8. Le Colloque recommande aux États islamiques de s'occuper d'une façon particulière du développement corporel, moral et spirituel des jeunes, en instituant l'éducation religieuse comme matière de base et en se chargeant d'enseigner aux musulmans les questions considérées à l'unanimité comme devoirs impérieux, de même que la biographie du Prophète et des Califes Clairvoyants (les Califes dénommés *Al-Rashidin*) dans les divers cycles de l'enseignement.

§ 9. Conscient du rôle que doit remplir l'éducation dans la promotion de la personnalité humaine, dans son essor et son développement complet, et sur la base des valeurs morales déclarées par l'Islam et de ses principes qui donnent à l'être humain la puissance d'affronter les dangers du matérialisme scientifique contemporain, le Colloque recommande aux États islamiques la nécessité de mettre sur pied des programmes d'enseignement inspirés des valeurs et principes susmentionnés, et de considérer les programmes recommandés par les Congrès islamiques tenus à La

Mecque en 1977, à Dakar en 1978 et à Islamabad en 1980 comme exemplaires et pionniers dans ce domaine.

§ 10. Conscient par ailleurs de l'étroite liaison entre l'éducation religieuse et son corps enseignant, le Colloque recommande aux États islamiques la nécessité de réserver l'enseignement des sujets et matières islamiques aux seuls instituteurs musulmans, à cause de leur capacité propre de les enseigner sur la base de la Foi à laquelle ils croient, et grâce à leur culture religieuse qui les rend plus capables de transmettre leur savoir dans ce domaine.

§ 11. Le Colloque recommande aux États islamiques de prendre toutes les mesures nécessaires et adéquates en vue de donner à la femme la chance d'acquérir la connaissance de tout sujet qu'elle désire selon les principes islamiques. Ces États se doivent d'établir des programmes ayant pour objectif l'évolution complète de la femme dans le cadre de ces principes.

§ 12. Le Colloque attire l'attention des États islamiques sur le danger d'édifier en leur sein un régime d'enseignement sur une base laïque, et recommande à l'Organisation du Congrès islamique²⁵ et au Centre de l'enseignement islamique d'attacher une grande importance aux études et recherches visant à dévoiler les concepts islamiques afférents à toutes les branches du savoir.

§ 13. Le Colloque recommande l'institution d'universités islamiques se chargeant de l'enseignement de toutes les branches de la connaissance selon un programme et un plan islamiques, pour qu'elles soient suivies par les collectivités multinationales et deviennent un modèle idéal pour les organisations régionales et internationales chargées de faire évoluer l'enseignement sur un plan régional ou mondial.

§ 14. Le Colloque recommande aux États islamiques de ratifier les conventions internationales sur l'éducation et l'enseignement, et les droits économiques, sociaux et culturels en accord avec les principes islamiques.

§ 15. Le Colloque recommande d'inclure dans les programmes d'enseignement la matière des droits de l'homme dans l'Islam, comme matière obligatoire.

[§ 16. Le Colloque recommande de même la constitution d'une Commission islamique pour les droits de l'homme, en vue d'étudier la théorie de ces droits et les manières de les appliquer de façon pratique, dans les pays islamiques et les pays où se trouvent des minorités musulmanes.

§ 17. Dans les États islamiques les écoles étrangères et celles de missionnaires devraient permettre aux étudiants musulmans d'apprendre la religion musulmane par les soins de professeurs musulmans spécialisés.

§ 18. Les minorités non-musulmanes dans les États islamiques ont le droit de voir leurs enfants apprendre les principes de leurs religions respectives, en application de la Déclaration universelle des droits de l'homme].

Droit au travail

§ 19. Les États islamiques sont tenus de garantir à tout citoyen le droit au travail et celui de choisir sa nature, conformément à ses capacités et à ses possibilités. Ils

²⁵ Il s'agit de l'Organisation de la conférence islamique (NdA).

sont tenus de même d'inclure dans leurs législations des dispositions interdisant et abolissant toutes formes de servitude pour dettes, de travaux forcés, à moins que le travail obligatoire ne soit établi pour des nécessités nationales et contre juste rémunération²⁶.

§ 20. Le Colloque estime que la garantie du droit au travail reconnue par l'Islam devrait obligatoirement entraîner la nécessité d'assurer une formation professionnelle adéquate et l'obtention de qualifications professionnelles. Le Colloque recommande à cet effet d'établir une politique et des programmes de formation pour les travaux techniques qui requièrent une certaine dextérité, donnant ainsi à l'ouvrier une formation professionnelle adéquate.

§ 21. Sur la base des principes islamiques de justice et d'égalité, le Colloque recommande d'assurer une rémunération égalitaire entre ouvriers et ouvrières pour une besogne de valeur équivalente, afin de leur garantir un salaire minimum sans distinction de sexe.

§ 22. Le Colloque, par estime pour l'Islam d'avoir honoré l'homme, d'avoir exhorté à rendre justice à l'ouvrier et à lui payer au plus vite une rémunération équitable, et pour sauvegarder les ressources humaines productives de la société islamique, recommande aux Gouvernements des États islamiques de prendre l'initiative de régler le droit au travail sur des bases économiques, en respectant les règles de justice sociale dans les rapports entre ouvriers et patrons, de façon à assurer l'équité des salaires, à déterminer des heures de travail limitées dans une atmosphère adéquate, ainsi que le droit aux congés et aux temps de repos, et le droit à une indemnité de fin de service, tout en instituant des primes suffisantes pour encourager les ouvriers à augmenter la production. Le Colloque recommande aussi d'interdire le travail des mineurs et des femmes pour les travaux pénibles ne s'adaptant pas à leur nature et à leur capacité physique.

§ 23. Vu l'importance des organisations professionnelles dans la sphère économique et sociale, le Colloque recommande aux États islamiques de garantir aux ouvriers et patrons - sans aucune distinction - le droit de former des organisations et des syndicats et le droit d'y adhérer de leur propre gré, tout en évitant qu'ils soient dissous ou suspendus par les autorités administratives, pour autant qu'ils agissent et se conduisent conformément à la loi, afin de leur permettre de relever et de développer le niveau économique, culturel et social de leurs membres.

§ 24. Rappelant les conventions internationales sur le travail, [y compris la convention spéciale de l'Organisation internationale du travail relative au travail des enfants,] le Colloque recommande aux États islamiques de ratifier cette convention dans la mesure où elle ne contredit pas les principes de la législation islamique (*shari'ah*).

Droit des minorités

²⁶ Ce paragraphe dans la version arabe commence comme suit: "Dans le désir de mettre en application les principes de la Loi islamique et de les exécuter, le Colloque estime que les États...." (*Majallat al-huquq*, p. 392) (NdA).

§ 25. Les États islamiques doivent garantir dans leurs constitutions ce que l'Islam a garanti aux communautés non-musulmanes comme libertés et droits fondamentaux, en égalité avec les musulmans. Ainsi ce niveau élevé de protection des droits et libertés, établi par l'Islam constituerait une réfutation de la propagande pernicieuse contre l'Islam à ce sujet, et une obligation aux États islamiques d'appliquer la Loi islamique dans ce domaine.

§ 26. Considérant que l'article 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966, défendant de priver les minorités raciales, religieuses ou linguistiques de la pratique de leurs traditions culturelles, de l'exercice de leurs rites religieux et de leurs langues nationales, ne contrarie pas les principes du droit islamique (*shari'ah*), mais représente un minimum de droits garantis par cette législation à ces minorités, le Colloque recommande aux États islamiques de ratifier le Pacte en question, pour permettre aux minorités musulmanes dans les États signataires non-musulmans de jouir du droit de pratiquer leurs propres traditions culturelles islamiques et d'exercer les rites de l'Islam.

§ 27. Les États islamiques doivent apporter aux minorités musulmanes dans les États non-musulmans des secours matériels et moraux qui leur permettent de resserrer leurs attaches avec l'Islam face au matérialisme moderne, de soutenir le droit d'élever leur progéniture selon les préceptes et l'éducation islamiques et nationaux, leur facilitant par-là l'exercice des rites de l'Islam et les aidant à enseigner à leurs enfants le principal des devoirs islamiques et l'étude approfondie de la biographie du Prophète et des Califes Clairvoyants²⁷.

§ 28. Le Colloque recommande à tous les États de respecter les droits des minorités dans l'exercice de leurs traditions culturelles et de leurs rites religieux, ainsi que le droit de se référer dans leur statut personnel à leurs croyances religieuses, comme il recommande à ces États de prodiguer le soutien nécessaire à toutes les initiatives qui encouragent cet esprit et renforcent cette orientation et cette tendance.

Droits civils et politiques

Liberté d'opinion, de pensée, d'expression et de réunion

[§ 29. Nécessité de déployer tous les efforts nécessaires, et à tous les niveaux, en vue d'expliquer le droit islamique (*shari'ah*), dans le but de le faire comprendre à tout le monde, et en particulier au simple public.

§ 30. Nécessité d'inclure dans les constitutions, lois et législations des États islamiques les droits et libertés stipulés par l'Islam, et de créer les organismes nécessaires pour assurer l'application de ces droits et repousser toute violation dont ils pourraient être l'objet.

²⁷ Ce paragraphe dans la version arabe comporte le passage suivant: "De leur côté, ces minorités doivent mettre à profit ces aides pour hausser leur niveau culturel, économique et social, pour développer la personnalité de leurs membres sur le plan de la pensée et de la conscience selon les enseignements de l'Islam basés sur le respect des droits de l'homme et de ses libertés et pour faire progresser la tolérance, la compréhension et l'amitié entre tous les peuples" (*Majallat al-huquq*, pp. 395-396) (NdA).

§ 31. Assurer les droits civils et politiques, et le droit à l'information capables de préserver les droits de l'homme et ses libertés fondamentales dans l'Islam.

§ 32. Comparer les dispositions des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et à ses libertés fondamentales avec les dispositions similaires du droit islamique (*shari'ah*), pour adopter celles qui sont en accord avec le dogme islamique].

§ 33. Les États islamiques sont tenus de permettre aux individus d'exercer la liberté d'opinion et d'expression dans son cadre islamique, car cette liberté est un devoir dont l'inobservation est considérée comme un péché. De même, les États islamiques sont tenus d'assurer toutes les garanties aptes à enlever la crainte de l'âme des individus et à leur procurer un climat renforçant leur foi grâce à un dialogue constructif, ainsi que le respect de la liberté d'opinion et d'expression. Ils sont aussi tenus de leur assurer la liberté de réunion et d'association comme conséquence *sine qua non* de la liberté d'opinion et d'expression.

Protection juridique des droits de l'homme

§ 34. Le Colloque recommande aux États dans lesquels le choix des juges est effectué sur la base de leur appartenance à des partis de revenir sur ces pratiques fausses et contraires aux règles et conditions stipulées par l'Islam pour le choix des juges.

§ 35. Le Colloque recommande de même l'abolition des juridictions spéciales et d'exception, sous quelque forme que ce soit, et la stipulation dans les lois de ces États de dispositions défendant de priver les justiciables de leurs juges naturels.

§ 36. Le Colloque recommande aux États islamiques l'abolition de la peine de mort pour les crimes politiques à cause de sa contradiction avec les principes du droit islamique (*shari'ah*) à ce sujet.

§ 37. Le Colloque recommande aux États islamiques d'inclure dans leurs codes pénaux des dispositions considérant comme crimes la torture, l'enlèvement et la disparition de personnes par le fait de représentants de l'autorité, avec la mention que ces crimes et les peines prévues à leur encontre sont imprescriptibles durant la vie de leurs auteurs. Le Colloque recommande de même, aux États en question, de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre un terme à de telles pratiques fautives et contraires aux principes islamiques.

§ 38. Le Colloque recommande enfin aux États islamiques d'adopter le projet de Convention contre la torture, ainsi que le projet de protocole additionnel soumis à la Commission des droits de l'homme des Nations unies, dans la mesure de leur compatibilité avec le droit islamique (*shari'ah*).

Droits et statut de la femme

§ 39. Les États islamiques sont tenus d'inclure dans leur législation des dispositions garantissant à la femme les droits politiques prévus pour elle par l'Islam, avec en premier les droits de vote, de candidature, de nomination aux fonctions publiques et de participation aux décisions.

[§ 40. Le Colloque recommande aux États islamiques d'adapter leurs lois et la formation des juges afin d'assurer une garantie des droits de la femme tels qu'ils sont reconnus par l'Islam.

§ 41. Le Colloque recommande la constitution de commissions pour l'étude de tous les éléments relatifs au statut et à la situation de la femme dans les domaines de l'éducation, du travail et du statut personnel, et pour s'assurer du respect apporté à ses droits conformément au droit islamique.

§ 42. Les droits de la femme étant garantis dans une large mesure par le respect apporté aux droits de l'homme en général, le Colloque recommande aux États islamiques et arabes de ratifier les conventions internationales relatives aux droits de l'homme, ces pactes internationaux n'étant pas en contradiction avec le statut de la femme dans l'Islam. La ratification de ces conventions assurerait une protection internationale aux droits en question et affirmerait le rôle pionnier assumé par l'Islam dans la promotion des droits de l'homme].

Recommandations générales

[§ 43. Le Colloque recommande que les États islamiques prennent toutes les mesures législatives ou autres pour mettre en œuvre à l'intérieur de leurs territoires les principes et recommandations adoptés par le Colloque relatifs aux droits politiques, civils, économiques, sociaux et culturels, tels qu'ils sont reconnus par l'Islam].

§ 44. Le Colloque insiste sur le devoir de faire revivre la tradition de la jurisprudence islamique par l'action concertée des universités et autres instituts ainsi qu'avec le soutien moral et financier des gouvernements afin de fournir les garanties nécessaires pour assurer le respect des droits de l'homme. [Le Colloque insiste de même sur l'importance de l'entreprise humaine (*ijtihad*) comme source de jurisprudence basée sur le Droit islamique, pour traiter de questions non prévues par celui-ci, notamment les questions qui découlent de notre mode de vie actuelle. À ce point il est nécessaire d'intensifier la collaboration entre les musulmans, aux niveaux gouvernementaux et non-gouvernementaux].

§ 45. Le Colloque invite l'élite consciente des pays islamiques à assumer son rôle dans l'information de l'opinion publique et la prise de conscience, par le peuple, des droits que lui reconnaît l'Islam. De même, il invite les Gouvernements à informer et éduquer objectivement le public en affirmant le rôle de l'Islam et son mérite d'avoir pris le premier des mesures sur les droits de l'homme et de les avoir entourés de toutes garanties. [En même temps, des dispositions doivent être prises en vue de créer et de soutenir la conscience commune, dans l'esprit des lois islamiques, fait qui entraînera la mobilisation des forces du changement social.

§ 46. Le Colloque recommande aux États islamiques de prendre toutes les mesures et dispositions politiques nécessaires en vue d'assurer la participation de tous les individus du peuple dans la prise des décisions à tous les niveaux].

§ 47. Le Colloque insiste sur la nécessité d'établir une Charte islamique des droits de l'homme, conformément au rôle d'avant-garde de l'Islam dans ce domaine, et à titre de contribution aux efforts déployés pour préserver et développer les droits de l'homme dans le monde et garantir un avenir meilleur.

§ 48. Le Colloque charge enfin les chefs des Gouvernements islamiques de s'assurer que les recommandations mentionnées ci-dessus seront discutées et mises en

application, surtout lors du Congrès islamique qui se tiendra à la Mecque en janvier 1981.

Résolution finale

§ 49. Les participants au Colloque affirment leur entière solidarité avec les peuples islamiques qui souffrent du colonialisme, et déclarent ce qui suit:

1) Leur appui complet aux droits légitimes du peuple palestinien dans la lutte armée, son droit à l'autodétermination, au retour dans sa patrie et à l'institution d'un État indépendant, sous le commandement de l'Organisation de Libération de la Palestine, son unique représentant légitime.

2) Leur solidarité absolue avec les deux peuples de la Somalie occidentale (Ogaden) et de l'Érythrée dans leur lutte héroïque contre le colonialisme, et revendiquent avec eux le droit de décider eux-mêmes de leur sort et le retrait des forces étrangères de leurs territoires.

3) Leur soutien à la lutte sacrée du peuple afghan musulman (*Jihad*), leur condamnation de l'intervention étrangère armée dans ce pays musulman, et revendiquent le retrait immédiat des forces étrangères afin que le peuple afghan puisse exercer son droit à l'autodétermination de plein gré et en toute liberté.

4) Leur appui à la lutte des musulmans dans le Sud des Philippines, ainsi qu'à la lutte des autres minorités qui cherchent à obtenir leurs droits légitimes.

5) Les participants au Colloque exhortent les deux États musulmans: l'Iran et l'Irak à mettre fin, sur des bases équitables, à la guerre qui les divise.

§ 50. Finalement, le Colloque, tout en exprimant sa grande estime aux organisations qui ont préparé ce Colloque, pour leurs efforts prodigieux, remercie le Kuwait, son Gouvernement et son peuple, pour leur généreuse hospitalité, tout en mentionnant particulièrement les efforts constructifs déployés par la Faculté de Droit de l'Université du Kuwait pour la réussite de ce Colloque.

§ 51. Le Colloque s'adresse enfin au Dieu Tout-Puissant, dans une fervente supplication, pour réunir tous les musulmans dans le droit et le bien, et souhaite la poursuite de cet effort humanitaire jusqu'à ce que soit assurée à l'homme sa dignité, que les fondements de ses droits et de sa vie soient affirmés et consolidés, et que soient extirpées du monde entier les racines de l'arbitraire et de l'injustice.

Document 8a: Déclaration de l'OCI, 1979

Note explicative

Titre complet: Projet de déclaration des droits et des obligations fondamentaux de l'homme en Islam.

Auteur: Organisation de la Conférence islamique (OCI).

Source:

- Version arabe: *Mashru' wathiqat huquq wa-wajibat al-insan al-insaniyyah al-asasiyyah fil-Islam*, dans *Rabitat al-'alam al-islami (Mecque)*, muharram 1400 h./1979, p. 149-152.
- Version française: Nous reproduisons la traduction française faite par Maurice Borrmans dans *Islamochristiana*, no 9, 1983, p. 92-96.

Au nom de Dieu - Gloire à Dieu et que le salut et la bénédiction soient sur l'envoyé de Dieu! -

Les États membres de l'Organisation de la Conférence islamique,

- forts de leur foi en Dieu - qu'il soit loué et exalté! -, lui qui est le vrai et l'omniscient, le créateur de toutes choses, celui qui a constitué l'homme comme étant son vicaire (*khalifah*) sur la terre pour qu'il la mette en valeur et y assure toute réforme, et qui a mis à son service (*taskhir*) tout ce qui se trouve dans les cieux et sur terre,

- partant des principes éternels de l'Islam, qui proclament la dignité de l'homme sans aucune discrimination, affirment l'unité de la famille humaine et invitent à la connaissance réciproque ainsi qu'à la collaboration mutuelle entre les peuples en tout ce qui peut tourner à leur avantage, comme aussi à exalter tout bien supérieur et à le protéger,

- reconnaissant que les droits et les obligations de l'homme en Islam sont régis par des textes impératifs qu'a fournis le Créateur, lui qui est le législateur suprême, si bien que l'homme ne saurait jamais y porter atteinte, ni feindre de les oublier ni même y renoncer, et reconnaissant donc que tout homme en est responsable,

proclament ce qui suit:

Art. 1 - L'homme est la plus noble des créatures de l'univers. Tous les hommes sont égaux entre eux quant à leur dignité humaine. Ils se doivent donc d'assumer la responsabilité de la protéger, envers et contre tout.

Art. 2 - La famille humaine est une. Tous ses membres sont égaux entre eux quant aux droits et aux obligations de base; ils ont donc la responsabilité de réaliser et d'appliquer cette égalité entre eux, dans un esprit de fraternité, d'amour et de paix. Nul d'entre eux ne saurait être supérieur à un autre, sinon par les œuvres de bien qu'il accomplit au service des intérêts, du progrès et de la sécurité de cette famille humaine elle-même.

Art. 3 - Tout peuple a le droit de protéger ses particularités spécifiques et ses caractères distinctifs à l'intérieur de cette même et unique famille humaine. Il a le droit de décider, en toute liberté, de son destin sur la terre même qui lui sert de patrie, d'y adopter le régime politique de son choix et d'y orienter sa croissance économique, culturelle et sociale comme il l'entend.

Art. 4 - Sans jamais porter atteinte au droit qu'ont les générations futures aux richesses et aux ressources de la nature, chaque peuple a le droit d'utiliser en toute liberté ses richesses et ses ressources naturelles, conformément à ses besoins et d'une manière qui renforce les liens de la connaissance réciproque et de la collaboration mutuelle entre les peuples. Nul n'est autorisé à prétendre s'approprier les richesses et les ressources naturelles d'un autre peuple: celui-ci a toujours le droit de les défendre par tous les moyens possibles.

Art. 5 - La famille humaine a, mutuellement et solidairement, la responsabilité de réaliser partout la justice et l'équité, tout comme de respecter les droits fondamentaux de l'homme. Les hommes ont donc le droit - individuellement ou en groupe - d'utiliser tous les moyens qui leur assurent la garantie et la protection de ces mêmes droits.

Art. 6 - Tous les hommes sont égaux devant la loi (*qanun*) quant aux droits et aux obligations, sans aucune discrimination entre eux.

Art. 7 - La permanence de l'espèce humaine dans l'existence est un devoir sacré qui incombe à l'humanité tout entière. Nul n'est donc autorisé à recourir à quelque moyen que ce soit qui s'opposerait, d'une manière définitive, au mariage, à la fécondité ou aux naissances; l'avortement et l'infanticide sont absolument prohibés.

Art. 8 - La famille est l'unité naturelle et la pierre d'angle de la société. L'État et la société sont donc dans l'obligation d'en prendre soin et de la protéger.

Art. 9 - Tout homme et toute femme, dès lors qu'ils ont atteint l'âge du mariage, ont le droit de se marier et de fonder un foyer. La jouissance de ce droit ne saurait leur être interdite par des mesures restrictives pour raison de race, de couleur ou de nationalité. Le mariage n'est parfaitement conclu que par le consentement des deux parties, mais on tiendra compte du fait que la foi en Dieu est une condition requise (chez la partenaire) pour le mariage du musulman et que l'unité de religion (avec le partenaire) est la condition requise pour le mariage de la musulmane. Chacun des conjoints jouit, en pleine indépendance, de sa responsabilité personnelle quant à la gestion des biens dont il dispose.

Art. 10 - Tout homme a le droit de se voir assurer par l'État ou la société les soins de santé, l'aide sociale, la garantie de sa sécurité et l'usage légitime de tous les services publics, dans la limite des possibilités existantes, ainsi que l'accomplissement aisé de toutes ses entreprises d'homme libre et digne, et l'aide nécessaire pour fonder une famille. La mère et l'enfant ont droit à des soins particuliers. Tous les enfants, qu'ils soient légitimes ou illégitimes, ont le droit de bénéficier de la même protection des services sociaux.

Art. 11 - L'enfant a le droit à la garde (*hadaanah*) et à l'éducation (*tarbiyah*). La mère est la femme la plus digne de lui assurer la garde, tant pendant la durée du

mariage qu'après sa rupture, dans la mesure où cela ne saurait nuire à l'enfant. Le père est l'homme le plus digne de lui assurer son éducation.

Art. 12 - L'enseignement est à la fois un droit et une obligation. L'État ou la société se doivent d'en garantir les voies et les moyens, ainsi que la diversification en fonction même de l'intérêt commun de la société. L'homme est en droit d'avoir accès à la connaissance des réalités de l'univers et de la mettre au service de l'humanité et de son bien-être. L'enseignement est gratuit, de même qu'il est aussi obligatoire, au moins pendant la première étape de la vie humaine.

Art. 13 - Les divers relais de l'éducation - qu'il s'agisse de la famille, de l'école, de l'information ou du milieu social - ont l'obligation de viser à une éducation morale et physique de l'être humain qui soit équilibrée et adaptée, de manière à développer sa personnalité, à renforcer la conscience qu'il a de ses droits et de ses obligations - les respecter et les défendre - et à promouvoir enfin la paix et la collaboration mutuelle entre les peuples.

Art. 14 - Le travail est à la fois un droit et une obligation: l'État ou la société se doivent d'en garantir l'exercice à toute personne qui en est capable. Tout homme a le droit d'y exprimer son libre choix, de manière à travailler en même temps pour le bien commun de la société. Le travailleur a droit à toutes les garanties requises, ainsi qu'à percevoir un salaire proportionnel et juste, sans que nul retard n'y soit jamais apporté.

Art. 15 - Chaque peuple a le droit absolu de décider pleinement du régime qui est le sien, comme aussi de choisir et de contrôler ceux qui le gouvernent. Tout homme a le droit de participer à la gestion des affaires publiques de son pays, directement ou indirectement, tout comme il a le droit d'y assumer les fonctions publiques, conformément aux conditions d'aptitude requises, et cela en application même des conditions prévues en la matière.

Art. 16 - Le rattachement de tout être humain à son père et à sa nation est un droit que personne ne saurait dénier ou abandonner.

Art. 17 - Tout homme a le droit d'avoir une nationalité: l'origine en est la naissance ou l'allégeance à l'État. Nul n'est autorisé, de manière abusive, à priver un homme quelconque de sa nationalité.

Art. 18 - Tout homme a le droit de se réfugier en un autre pays pour fuir la persécution. Le pays où il se réfugie a le devoir de lui accorder le droit d'asile jusqu'à ce qu'il le fasse enfin parvenir là où il sera finalement en sécurité. Ne saurait bénéficier d'un tel droit quiconque a commis un crime pour lequel l'obligation d'extradition existe.

Art. 19 - Tout homme a le droit de se déplacer librement et de choisir de plein gré le lieu de sa résidence, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays où il vit, sans porter atteinte pour autant aux règlements qui en organisent l'usage en chaque pays.

Art. 20 - Personne n'est jamais autorisé à abandonner, totalement ou partiellement, son droit à la vie, à la liberté, à la dignité de son comportement et à l'équilibre physique et moral de sa personnalité, tout comme personne n'est autorisé à exploiter un être humain quelconque, ou à le réduire en servitude ou en esclavage.

Art. 21 - Tout être humain a le droit, dès lors qu'il existe à l'état de fœtus et où qu'il existe, de voir respecter sa personnalité juridique quant à sa capacité d'être sujet de droits et d'obligations.

Art. 22 - Tout homme a le droit de s'approprier des biens par les moyens reconnus légitimes - individuellement ou en association avec d'autres -, tout comme il lui appartient de bénéficier des droits de la propriété, dans la mesure où nul dommage ne vient affecter les intérêts des autres personnes ou ceux de la société. Nul n'est autorisé à exproprier quelqu'un, sauf pour motif d'intérêt public et contre une juste compensation.

Art. 23 - Tout homme a un droit d'usage vis-à-vis de la production scientifique, culturelle, technique ou artistique. Toute personne qui participe à cette production a le droit de voir protégés par la loi les intérêts moraux et matériels qui en découlent pour elle.

Art. 24 - La société a un droit limité et reconnu sur la propriété des individus, qu'elle exerce en fonction de l'intérêt général.

Art. 25 - Tous les hommes ont le droit de se voir garantir l'exercice d'une justice équitable: tous sont égaux devant la justice.

Art. 26 - Nul n'est autorisé à arrêter un humain quelconque, à limiter sa liberté, à le condamner à l'exil ou à tout autre châtiment, sans preuve juridiquement établie. Nul n'est autorisé à le soumettre à la torture ou à des traitements cruels et inhumains qui vont à l'encontre de la dignité humaine.

Art. 27 - Tout accusé est innocent tant qu'on n'a pas fait la preuve de sa culpabilité par un juste procès qui lui assure toutes les garanties d'une légitime défense. Le doute tourne toujours à son avantage.

Art. 28 - Le droit de tout être humain à ce que personne ne s'immisce indûment dans les affaires de sa vie privée - maison, famille, biens, relations sociales - est à préserver en toute circonstance: il s'ensuit qu'on doit le protéger par tous les moyens de défense prévus par la Loi religieuse.

Art. 29 - Tout homme a le droit de penser, d'écouter et de voir comme il le veut: il bénéficie du droit d'opinion, d'expression et de religion. Ce droit embrasse aussi l'emploi de tous les moyens qui garantissent l'exercice de cette liberté et la suppression de tous les obstacles qui s'y opposent. Toutefois le musulman a l'obligation personnelle de demeurer fidèle à l'Islam dès lors qu'il y a adhéré en toute liberté.

Art. 30 - L'État et la société garantissent à tout homme, après sa mort, le caractère inviolable de sa dépouille mortelle et de sa sépulture, l'exécution de ses dernières volontés testamentaires et le respect de sa réputation.

Art. 31 - Tous les droits et toutes les obligations qui sont proclamés en la présente Déclaration se voient limités par le principe qu'on ne saurait, par-là, causer du tort à autrui, directement ou en retour (d'un premier tort causé par lui).

Document 8b:

Déclaration de l'OCI, 1981

Note explicative

Titre complet: Projet de document sur les droits de l'homme en Islam.

Auteur: Sommet de l'Organisation de la Conférence islamique, Taïf, janvier 1981.

Source:

- Version arabe: Introuvable.
- Version française: Document inédit, communiqué par Maître Dali Jazi, Tunis, publié dans *Islamochristiana*, no 9, 1983, p. 96-101.

Louange à Dieu! Prière et paix sur son Prophète!

Les États membres de l'Organisation de la Conférence islamique,

Croyant en Dieu, Seigneur de l'univers, créateur de toute chose, donateur de tous les bienfaits; Dieu qui a créé l'homme à son image, lui ayant donné comme devoir de le peupler, de le mettre en valeur et d'être garant et fidèle aux obligations divines, lui permettant de disposer de tout ce qu'il a créé dans les cieux comme sur la terre;

Reconnaissant le message de Mahomet (sur lui la prière et la paix de Dieu) envoyé par le Tout-Puissant pour révéler aux hommes le message éternel de la vérité et de la sagesse divines, sauver le monde, affranchir les gens assujettis, détruire les idoles et les tyrans, annoncer l'égalité entre tous les êtres humains (le plus digne d'estime parmi eux est le plus pieux), ainsi que pour annuler les distinctions de race, de couleur ou de classe et tout ce qui sème la discorde ou alimente la haine entre les gens que Dieu a créés d'un seul être;

Dans l'esprit de l'unicité, idée majeure de l'Islam qui a appelé l'humanité entière à n'adorer que Dieu, à ne point lui associer et à se créer des dieux; ainsi, cette religion a-t-elle établi la base réelle de la liberté et de la dignité des êtres humains et a-t-elle annoncé l'affranchissement de l'homme de l'asservissement de l'homme;

En vue de réaliser les enseignements spécifiques de la *shari'ah* islamique éternelle qui appelle à sauvegarder la foi, la vie, la raison, l'honneur, les biens, la descendance, qui a le mérite d'être universelle, médiane et modérée dans toutes ses positions et ses dispositions, en unissant le spirituel et le matériel, en faisant fraterniser le rationnel et le sentimental, en joignant l'idéalisme au réalisme, en équilibrant les droits et les devoirs, en harmonisant la liberté de l'individu avec l'intérêt de la communauté et en établissant un traitement équitable entre les parties opposées sans tyrannie ni préjudice;

Réaffirmant le rôle culturel et historique de la Nation islamique, que Dieu a fait une nation médiane, la rendant ainsi qualifiée à témoigner devant les hommes et à les diriger dans le sentier droit; laquelle Nation a légué à l'humanité une civilisation

mondiale équilibrée, liant la terre au ciel et l'ici-bas à l'au-delà, joignant la science à la foi, laquelle Nation est qualifiée aujourd'hui pour guider l'humanité perplexe entre les courants et les idéologies compétitifs et pour proposer les solutions islamiques aptes à résoudre les problèmes anachroniques de la civilisation matérielle;

En vue d'accomplir les efforts déployés par l'humanité pour faire valoir les droits de l'homme dans les temps modernes, notamment la proclamation et les conventions adoptées par l'Assemblée générale des Nations unies, aux fins de protéger l'homme contre les forces brutales et d'affirmer sa liberté et ses droits dans la vie;

Conscients que l'humanité, qui atteint un grand degré de progrès dans le domaine de la science matérielle, a besoin d'un appui religieux à sa civilisation et d'un auto-frein qui protège ses droits;

Croyant que les droits et les libertés dans l'Islam font partie de la religion des musulmans et que personne n'est en droit de les entraver totalement ou partiellement, de les violer ou de les ignorer, parce qu'ils sont des dispositions divines à suivre; lesquels droits et libertés nous sont parvenus par le dernier livre révélé ainsi que par l'envoyé de Dieu pour accomplir les précédents messages révélés; que leur protection est un acte d'adoration, que toute agression contre eux est déniée par la religion, et que tout homme en est responsable, la Nation en étant responsable par association;

Proclament ce qui suit:

Art. 1 - L'humanité dans tous les pays constitue une seule famille, unie par son adoration au Tout-Puissant et sa reconnaissance d'Adam comme père de tous les êtres humains; tous les gens sont donc égaux dans la dignité humaine, dans l'accomplissement des devoirs et des responsabilités, sans condition de race, de couleur, de langue, de région, de sexe, de croyance, d'appartenance politique, de situation sociale ou d'autres considérations; l'individu le plus méritoire auprès de Dieu est le plus pieux.

Art. 2 - a) Tout individu a droit à la vie; les individus, les communautés et les États se doivent de protéger ce droit contre toute agression.

b) La continuité de l'existence humaine, jusqu'à ce que Dieu en décide autrement, est un devoir sacré; nul n'a le droit d'empêcher les mariages, la fécondité ou les naissances de façon continue; il est également interdit de pratiquer l'avortement sans nécessité médicale.

Art. 3 - La famille est l'élément de base dans la construction de la société; le mariage est le fondement de sa constitution.

a) À partir de l'âge nubile, l'homme et la femme, sans aucune restriction quant à la race, la couleur ou la nationalité, ont le droit de se marier.

b) La société et l'État doivent lever tout obstacle devant le mariage et faciliter celui-ci par tous les moyens.

c) Le mariage ne peut être contracté qu'avec le consentement des futurs époux; le divorce se fait selon les dispositions qui le régissent.

Art. 4 - La femme est la sœur de l'homme, égale à lui sur le plan humain; ses droits sont équivalents à ses devoirs; l'homme doit avoir le dernier mot et être le chef de la famille, tandis que la femme conserve sa personnalité civile, ainsi que ses biens financiers, son nom patronyme et ses liens de famille.

Art. 5 - Dès sa naissance, chaque enfant a des droits à faire valoir sur ses parents, la société et l'État, en ce qui concerne sa garde, son éducation et sa prise en charge sur le double plan moral et financier. La maternité doit être protégée en lui accordant un soin spécial. Le père a droit à choisir l'éducation de son enfant, à condition de sauvegarder l'intérêt de l'enfant ainsi que son avenir, à la lumière des valeurs morales et des dispositions de la *shari'ah*.

Art. 6 - L'appartenance de l'individu à son père et à ses parents est un droit incontestable et incessible.

Art. 7 - Tout individu a le droit d'avoir une nationalité. Nul ne peut être privé de sa nationalité.

Art. 8 - Tout individu a droit à voir reconnaître sa personnalité légitime, sur le plan de son habilité à assumer des responsabilités et d'en charger autrui.

Art. 9 - a) Tout individu a droit à la liberté d'opinion et à la liberté d'expression dans les limites des principes et valeurs en vigueur et par tout moyen légitime.

b) Tout individu a droit à appeler pour le bien, à ordonner le juste et à empêcher le mal; il peut participer avec d'autres individus ou groupes à l'exercice de ce droit; l'État et la société doivent l'y aider et lui assurer la protection nécessaire.

Art. 10 - L'éducation est un droit et un devoir dont l'État ou la société doivent assurer les moyens et les voies, garantir la diversité, de façon à assurer l'intérêt de la religion, permettant à l'individu de connaître la religion de Dieu, les réalisations de l'univers pour l'intérêt et le bien de l'humanité. L'enseignement doit être gratuit, dans les premiers cycles au moins.

Art. 11 - Les divers organes d'éducation et d'orientation, à savoir la famille, l'école, l'université, les moyens d'information et autres, doivent viser une éducation intégrale et équilibrée pour préparer l'individu à la vie d'ici-bas et à celle de l'au-delà. Cette éducation doit assurer le plein épanouissement de la personnalité de l'individu, le renforcement de sa foi en Dieu, le respect et la défense de ses droits et de ses devoirs.

Art. 12 - Tout individu a le droit à la liberté des rites en suivant sa spontanéité divine; il n'est pas permis d'exercer n'importe quelle sorte de contrainte ou de pression contre lui pour se convertir à une autre religion ou pour devenir athée; il n'est également pas permis de profiter de sa pauvreté, de sa faiblesse ou de son ignorance pour le convertir à une autre religion; le musulman qui a été guidé à l'Islam ne doit pas se convertir à une autre religion.

Art. 13 - L'individu est né libre: pas de servitude sauf à Dieu le Tout-Puissant; nul n'a le droit de l'humilier, de l'opprimer ou de l'exploiter.

Art. 14 - Tout individu a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur comme à l'extérieur de son pays, en respectant les modalités qui régissent ce domaine dans un pays. Devant la persécution, tout individu a le droit de cher-

cher asile dans tout autre pays. Le pays qui lui accorde asile doit le garder jusqu'à ce qu'il puisse retrouver un lieu sûr.

Art. 15 - Le travail est un droit que l'État ou la société doit assurer aux individus aptes. Tout individu a droit au libre choix de son travail, dans le cadre de son intérêt et de celui de la société. Le travailleur a droit à toutes les garanties relatives à l'immunité contre les dangers. Il n'est pas permis de le surcharger, de l'exploiter ou de lui faire du mal. Il doit jouir des congés, des indemnités et des promotions. Il doit percevoir sans retard un salaire suffisant et équitable en contrepartie de son travail. Il doit être loyal et, en cas de différend entre les travailleurs et les patrons, l'État doit intervenir pour rendre la justice et faire régner le droit sans parti-pris.

Art. 16 - Tout individu a droit au commerce légitime; il ne doit pas monopoliser, tromper ou porter préjudice au consommateur.

Art. 17 - Tout individu, aussi bien seul qu'en collectivité, a droit à la propriété, dans le respect des intérêts d'autrui et de la société; l'expropriation est interdite, sauf dans l'intérêt public et moyennant une indemnisation équitable.

Art. 18 - Tout individu a le droit de bénéficier des avantages de la production scientifique, littéraire, technique ou technologique. Tout individu ayant contribué à cette production a droit à la protection de ses intérêts moraux et matériels découlant de cette production. Celle-ci ne doit pas être contraire aux préceptes de la *shari'ah*, aux valeurs ou à la morale.

Art. 19 - a) La société ou l'État doivent assurer à tout individu le droit aux soins médicaux et sociaux. Ils doivent le faire bénéficier de toutes les aides publiques, dans les limites des ressources disponibles. Ils doivent l'aider à se libérer de la peur et à vivre en sûreté, aussi bien pour sa personne que pour sa famille, son honneur et ses biens.

b) Tout individu a droit à une vie digne, qui lui assure ses besoins ainsi que ceux dont il a la charge. Ces besoins englobent la nourriture, les vêtements, le logement, l'éducation, les soins médicaux, ainsi que tous les besoins essentiels qui correspondent à sa situation. L'État doit assurer à l'individu se trouvant en état d'incapacité ce dont il a besoin, de ses propres ressources et en raison du droit exigible par les pauvres sur les biens des riches.

Art. 20 - Tout individu a droit à l'indépendance dans les affaires de sa vie privée: son domicile, sa famille, ses biens et ses relations. Il n'est pas permis de l'espionner ou de porter atteinte à sa réputation. Elle doit être protégée contre toute intervention arbitraire.

Art. 21 - Tout individu a le droit de participer au choix de ses gouvernants, de les contrôler, de les juger et de les instruire conformément aux ordres du Tout-Puissant. Tout individu a le droit de participer à la gestion des affaires publiques de son pays, soit directement soit indirectement. Il a le droit d'occuper les postes publics selon les conditions en vigueur.

Art. 22 - a) Les individus sont égaux devant la loi; le chef de l'État et l'individu sont ainsi égaux devant la loi;

b) Le droit de recourir à la justice est assuré à tous les individus;

c) La responsabilité est, dans son fondement, individuelle. Pas de crime et pas de peine sans dispositions légales ou sans une règle établies à ce sujet.

Art. 23 - Nul ne peut arrêter un individu, restreindre sa liberté, l'exiler ou lui infliger une peine, sans impératif légitime. Nul ne peut l'exposer à la torture physique ou morale ou à tout autre traitement humiliant, brutal ou contraire à la dignité humaine. Il n'est pas permis de promulguer des lois exceptionnelles qui permettent aux autorités exécutives de recourir à de tels traitements.

Art. 24 - Tout individu est présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, à la suite d'un jugement équitable, lui assurant toutes les garanties nécessaires à sa défense. Le doute est interprété dans l'intérêt de l'accusé.

Art. 25 - Dans le cas de guerre, il n'est pas permis de tuer les femmes, les enfants et les vieillards parmi ceux qui ne participent pas à la guerre. Il n'est également pas permis de couper les arbres ou de détruire les bâtiments civils de l'ennemi. Le blessé a droit à la nourriture et à l'asile. Le corps du mort doit être sauvegardé.

Art. 26 - Tout individu doit être sauvegardé après sa mort: l'État ou la société se doivent de le protéger, d'enterrer son corps, d'exécuter ses recommandations, conformément aux dispositions de la religion, et de sauvegarder sa renommée.

Art. 27 - Aucun des droits et libertés prévus dans ce document ne doit nuire ni porter préjudice lors de son exercice. Ils sont soumis aux dispositions de la *shari'ah* islamique ainsi qu'aux objectifs de celle-ci.

Art. 28 - La *shari'ah* islamique, dans ses sources essentielles et accréditées, est la seule référence pour expliquer ou éclaircir tout article de ce document en cas de différend dans l'interprétation; la seule référence est celle des experts en la matière.

Document 8c: Déclaration de l'OCI, 1990

Note explicative

Titre complet: Déclaration du Caire des droits de l'homme en Islam.

Auteur: *Organisation de la Conférence islamique*. Cette déclaration fut adoptée par la 19^e Conférence islamique des Ministres des affaires étrangères tenue au Caire du 31 juillet au 4 août 1990. En plus des deux projets produits dans les documents 8a et 8b, cette déclaration a fait l'objet d'un projet approuvé par le 5^e Colloque sur les droits de l'homme tenu à Téhéran en décembre 1989 et auquel ont assisté des experts juridiques de 25 pays membres de l'*Organisation de la Conférence islamique*. Le texte de ce dernier projet a paru en traduction anglaise dans *Kaylan International*, 30 décembre 1989.

Source:

- Version arabe: *I'lan al-Qahirah 'an huquq al-insan fil-Islam*, dans *Huquq al-insan al-'arabi*, no 24, décembre 1990, p. 160-166.
- Version française: Nous publions une version complétée et révisée de la traduction publiée dans *Conscience et Liberté*, no 41, 1991, p. 110-115.

La 19^e Conférence des Ministres des affaires étrangères de l'Organisation de la Conférence islamique,

Consciente du statut de l'homme en Islam en tant que vicaire de Dieu sur terre;

Reconnaissant l'importance de promulguer une Déclaration des droits de l'homme en Islam afin que les pays membres puissent s'en inspirer dans les différents aspects de la vie;

Ayant pris connaissance des différentes phases de préparation du projet de cette Déclaration et du mémorandum du secrétariat général y relatif;

Ayant pris connaissance du rapport de la commission d'experts juridiques réunis à Téhéran du 26 au 28 décembre 1989;

donne son accord pour la promulgation de la *Déclaration du Caire des droits de l'homme en Islam* qui constitue des directives générales aux États membres en matière des droits de l'homme;

Réaffirmant le rôle civilisateur et historique de la Communauté islamique (*ummah*), la meilleure communauté que Dieu ait créée et qui a donné à l'humanité une civilisation universelle équilibrée, alliant la vie présente à l'au-delà, et la connaissance à la foi; et réaffirmant le rôle espéré que cette communauté devrait jouer aujourd'hui pour guider l'humanité plongée dans la confusion à cause de croyances et d'idéologies différentes et antagonistes, et pour apporter des solutions aux problèmes chroniques de cette civilisation matérialiste;

Désirant contribuer aux efforts de l'humanité visant à garantir les droits de l'homme, à le protéger de l'exploitation et de la persécution, à affirmer sa liberté et son droit à une vie digne en accord avec la Loi islamique;

Convaincus que l'humanité, dont la science a atteint un niveau élevé dans la sphère du matériel, a et aura toujours besoin d'un appui de la foi à sa civilisation et d'un auto-frein qui protège ses droits;

Croyant que les droits fondamentaux et les libertés universelles en Islam font partie de la religion des musulmans et que personne n'est en droit de les entraver totalement ou partiellement, de les violer ou de les ignorer, parce qu'ils sont des dispositions divines à suivre; lesquels droits et libertés nous sont parvenus par le dernier Livre révélé ainsi que par l'Envoyé de Dieu pour accomplir les précédents messages révélés; que leur protection est un acte d'adoration, que toute agression contre eux est déniée par la religion, et que tout homme en est responsable, la Communauté islamique en étant responsable par association;

En conséquence, en vertu des principes mentionnés ci-dessus, les États membres de l'Organisation de la Conférence islamique déclarent ce qui suit:

Art. 1 - a) Tous les êtres humains forment une famille dont les membres sont unis par leur soumission à Dieu, et par le fait qu'ils descendent d'Adam. Tous les hommes sont égaux dans la dignité humaine, dans l'accomplissement des devoirs et des responsabilités, sans aucune discrimination de race, de couleur, de langue, de sexe, de religion, d'appartenance politique, de statut social ou de toute autre considération. La vraie foi garantit l'accroissement de cette dignité sur le chemin de la perfection humaine.

b) Tous les êtres humains sont les sujets de Dieu, et ceux qu'il aime le plus sont ceux qui sont les plus utiles à ses sujets. Personne n'est supérieur à personne, sauf par la piété et les bonnes œuvres.

Art. 2 - a) La vie est un don de Dieu; elle est garantie à chaque être humain. Il appartient aux individus, aux sociétés et aux États de préserver ce droit de toute violation; il est interdit d'enlever la vie sans raison légale (*shar'i*).

b) Il est interdit de recourir à des moyens qui pourraient conduire à un génocide.

c) La continuité de l'existence humaine, jusqu'à ce que Dieu en décide autrement, est un devoir légal (*shar'i*).

d) L'intégrité physique est garantie; personne n'a le droit de la violer. On ne peut y porter atteinte que pour raison légale; l'État garantit la protection de ce droit.

Art. 3 - a) Il n'est pas permis, en cas d'utilisation de la force ou de conflits armés, de tuer des non-belligérants, à savoir des vieillards, des femmes et des enfants. Les blessés et les malades auront le droit de recevoir un traitement médical; et les prisonniers de guerre auront droit à la nourriture, à un abri et à des vêtements. Il est interdit de mutiler des cadavres. Par motif de devoir, il sera procédé à l'échange des prisonniers de guerre et à l'organisation de réunion des familles séparées par les conséquences de la guerre.

b) Il est interdit de couper des arbres, de détruire des moissons ou du bétail, ou les installations et les bâtiments civils de l'ennemi par des bombardements, à l'aide d'explosifs ou par tout autre moyen.

Art. 4 - Tout individu a droit à l'inviolabilité, à la protection de sa réputation durant sa vie et après sa mort. L'État et la société protégeront sa dépouille et sa tombe de la profanation.

Art. 5 - a) La famille est l'élément de base dans la construction de la société; le mariage est le fondement de sa constitution. Les hommes et les femmes ont droit au mariage, et aucune restriction quant à la race, la couleur ou la nationalité ne les empêchera d'exercer ce droit.

b) La société et l'État lèveront tout obstacle au mariage en vue d'en faciliter la réalisation. Ils protégeront la famille et assureront son bien-être.

Art. 6 - a) La femme est l'égale de l'homme dans la dignité humaine; ses droits sont équivalents à ses devoirs. Elle a la personnalité civile, sa responsabilité financière indépendante, et le droit de conserver son nom patronyme et ses liens de famille.

b) Le mari a la charge de l'entretien de la famille et la responsabilité de sa protection.

Art. 7 - a) Dès la naissance, chaque enfant a des droits à faire valoir sur ses parents, la société et l'État, en ce qui concerne sa garde, son éducation et sa prise en charge sur le plan matériel, sanitaire et moral. La mère et le fœtus recevront protection et un traitement spécial.

b) Les pères et leurs remplaçants ont le droit de choisir l'éducation de leurs enfants, à condition de sauvegarder les intérêts et l'avenir de ces derniers, à la lumière des valeurs morales et des normes de la Loi islamique.

c) Les deux parents ont des droits sur leurs enfants et, de même, les membres de la famille ont des droits sur leurs parents selon les normes de la Loi islamique.

Art. 8 - Tout individu a la capacité légale de s'obliger et d'obliger autrui. Au cas où il perdrait cette capacité ou la verrait réduite, il serait représenté par son tuteur.

Art. 9 - a) La recherche de la connaissance est une obligation. L'enseignement est un devoir de l'État et la société. L'État fournira les moyens nécessaires pour acquérir cette éducation et garantir sa diversité dans l'intérêt de la société, de sorte que l'homme puisse connaître la religion islamique, découvrir les réalités de l'univers et soumettre ces dernières au bien de l'humanité.

b) Tout individu a le droit à ce que les institutions éducatives et d'orientation sous toutes leurs formes, à savoir, la famille, l'école, l'université, les médias, etc., œuvrent pour une éducation religieuse et profane complète et équilibrée permettant le développement de la personnalité, la fortification de la foi en Dieu et le renforcement du respect et de la sauvegarde des droits et des obligations.

Art. 10 - L'Islam est la religion naturelle de l'homme. Il n'est pas permis de soumettre ce dernier à une quelconque forme de pression ou de profiter de sa pauvreté ou de son ignorance pour le convertir à une autre religion ou à l'athéisme.

Art. 11 - a) L'individu est né libre; nul n'a le droit de l'humilier, de l'opprimer ou de l'exploiter. Il ne peut y avoir d'autre soumission qu'à Dieu le Tout-Puissant.

b) Le colonialisme, sous toutes ses formes, qui constitue la forme la plus pernicieuse de l'asservissement, est totalement interdit. Les peuples souffrant du colonialisme ont pleinement droit à la liberté et à l'autodétermination. Il est du devoir de tous les États et de tous les peuples de soutenir ce combat pour la liquidation de toutes les formes de colonialisme et d'occupation. Tous les peuples ont le droit de préserver leur identité indépendante et d'exploiter leurs richesses et leurs ressources naturelles.

Art. 12 - Tout individu a le droit, dans le cadre de la Loi islamique, de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur comme à l'extérieur de son pays. Devant la persécution, tout individu a le droit de chercher asile dans tout autre pays. Le pays dans lequel il se réfugie doit lui accorder la protection jusqu'à ce qu'il l'amène en un lieu sûr, sauf si l'asile est motivé par la commission d'un délit selon la Loi islamique.

Art. 13 - Le travail est un droit que l'État et la société doivent assurer aux individus aptes. Tout individu a droit au libre choix de son travail, dans le cadre de son intérêt et de celui de la société. Le travailleur a droit à la sécurité de même qu'à toute autre garantie de sécurité sociale. Il n'est pas permis de le surcharger, de le contraindre, de l'exploiter ou de lui nuire. Il a droit - sans aucune distinction entre les hommes et les femmes - à un salaire équitable pour son travail, payable sans retard, ainsi qu'aux congés, allocations et promotions qu'il mérite. Il doit être loyal et méticuleux dans son travail. Si les ouvriers et les employeurs sont en désaccord, l'État interviendra pour aplanir le différend, faire réparer les torts, affirmer le droit et faire respecter la justice sans parti-pris.

Art. 14 - Tout individu a le droit de gagner légitimement sa vie sans monopoliser, tromper ou causer du tort à lui-même ou à autrui. L'usure (*riba*) est explicitement interdite.

Art. 15 - a) Tout individu a le droit à la propriété par les voies légales et le droit de jouir des avantages de la propriété, sans préjudice pour lui-même, pour autrui ou pour la société. L'expropriation n'est pas permise sauf pour des raisons d'intérêt public et contre paiement d'une prompte et juste compensation.

b) La confiscation et la saisie de biens sont interdites, sauf pour raison légale.

Art. 16 - Tout individu a le droit de jouir des fruits de sa production scientifique, littéraire, artistique ou technique. Il a le droit de sauvegarder les intérêts moraux et financiers qui en découlent, à condition que sa production ne soit pas contraire aux normes de la Loi islamique.

Art. 17- a) Tout individu a le droit de vivre dans un environnement sans vices et fléaux moraux, qui puisse favoriser la réalisation morale de sa personne. Il incombe à l'État et à la société d'assurer ce droit.

b) La société et l'État doivent assurer à tout individu le droit aux soins médicaux et sociaux en organisant les secteurs publics dont il a besoin, dans les limites des ressources disponibles.

c) L'État garantit le droit de tout individu à une vie digne, qui lui assure ses besoins ainsi que ceux dont il a la charge. Ces besoins englobent la nourriture, les vêtements, le logement, l'éducation, les soins médicaux, ainsi que tous les besoins essentiels.

Art. 18 - a) Tout individu a droit à la sécurité de sa personne, de sa religion, des membres de sa famille, de son honneur et de ses biens.

b) Tout individu a droit à l'indépendance dans les affaires de sa vie privée: son domicile, sa famille, ses biens et ses relations. Il n'est pas permis de l'espionner, de le contrôler ou de porter atteinte à sa réputation. Il doit être protégé contre toute intervention arbitraire.

c) Le domicile privé est inviolable dans tous les cas. On ne peut y entrer sans la permission de ses habitants ou de quelque manière illégale. Il ne pourra être démoli ou confisqué et ses habitants ne pourront en être expulsés.

Art. 19 - a) Les individus sont égaux devant la loi, tant le gouverneur que le gouverné.

b) Le droit de recourir à la justice est assuré à tous les individus.

c) La responsabilité est, dans son fondement, individuelle.

d) Pas de crime et pas de peine sinon conformément aux normes de la Loi islamique.

e) Tout accusé est présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, à la suite d'un jugement équitable lui assurant toutes les garanties nécessaires à sa défense.

Art. 20 - Nul ne peut arrêter un individu, restreindre sa liberté, l'exiler ou lui infliger une peine, sans raison légale. Nul ne peut l'exposer à la torture physique ou morale ou à tout autre traitement humiliant, brutal ou contraire à la dignité humaine. Il n'est pas non plus permis de soumettre un individu à des expériences médicales ou scientifiques, sauf consentement de sa part et à la condition de ne pas mettre sa santé ou sa vie en danger. Il n'est pas permis de promulguer des lois exceptionnelles qui permettent aux autorités exécutives de recourir à de tels traitements.

Art. 21 - Il est interdit de prendre un individu en otage, sous quelque forme que ce soit et quel que soit le but poursuivi.

Art. 22 - a) Tout individu a le droit d'exprimer librement son opinion d'une manière non contraire aux principes de la Loi islamique.

b) Tout individu a droit à appeler pour le bien, à ordonner le juste et à interdire le mal conformément aux normes de la Loi islamique.

c) L'information est une nécessité vitale pour la société. Il est interdit de l'exploiter, d'en abuser ou de s'attaquer aux choses sacrées et à la dignité des Prophètes. Il est de même interdit de faire ce qui viole les valeurs éthiques, provoque la désintégration et la corruption de la société, lui porte préjudice, ou sape la croyance.

d) Est interdit l'appel à la haine nationale ou religieuse et tout ce qui constitue une incitation à toute forme de discrimination raciale.

Art. 23 - a) L'autorité est une responsabilité. Il est strictement interdit d'en abuser ou d'en faire un usage malveillant afin que les droits fondamentaux de l'homme soient garantis.

b) Tout individu a le droit de participer, directement ou indirectement, à l'administration des affaires publiques de son pays. Il a aussi le droit d'occuper des fonctions publiques conformément aux dispositions de la Loi islamique.

Art. 24 - Tous les droits et libertés énoncés dans ce document sont subordonnés aux dispositions de la Loi islamique.

Art. 25 - La Loi islamique est la seule source de référence pour interpréter ou clarifier tout article de cette Déclaration.

Document 9:

Déclaration islamique universelle, 1980

Note explicative

Titre complet: Déclaration islamique universelle.

Auteur: *Conseil islamique d'Europe*, Londres.

Source:

- Version arabe: *Al-bayan al-islami al-'alami*, Al-Majlis al-islami al-uropi, Londres, 12 avril 1980.
- Version française: Nous reproduisons la traduction publiée par le Conseil islamique d'Europe. Elle porte la date du 12 avril 1980.

Au nom de Dieu Tout-Clément, Tout-Miséricordieux

"Et votre communauté que voici est une communauté unique. Et je suis votre Seigneur. Craignez-moi!" (23:52).

Durant l'importante Conférence islamique internationale organisée par le Conseil islamique d'Europe à Londres en avril 1976, un jeune homme [musulman] s'approcha de moi et me demanda si je pouvais lui expliquer très brièvement les principes fondamentaux et les traits saillants de l'ordre islamique. Depuis, il s'est avéré que le désir d'une telle explication ne saurait être limité à la seule communauté musulmane, mais qu'il devait être partagé par les adeptes des autres confessions.

Répondant à ce désir ardent et largement répandu, le Conseil islamique fit appel à plusieurs penseurs musulmans éminents et à des leaders religieux en vue de réunir une documentation complète sur le sujet. Le résultat de leurs efforts constitue cette Déclaration islamique universelle. Que Dieu les récompense pour leur contribution! J'ai le ferme espoir que ce document sera utile et édifiant pour tous les hommes, que non seulement il permettra aux musulmans de réaliser l'objectif auquel ils aspirent d'instaurer l'ordre islamique, mais qu'il les aidera également à dissiper des esprits de nombre de gens la confusion et les méprises causées par la propagation de notions mensongères et fallacieuses sur l'Islam.

Prions sincèrement pour que l'aube du 15^e siècle de l'hégire puisse annoncer une ère de paix, de prospérité, de vérité et de justice à travers le monde. Dieu a donné à la communauté musulmane la grande responsabilité de militer en faveur de l'avènement de cette ère. C'est ainsi que Dieu dit dans le Coran: "Il s'avère que vous êtes la meilleure communauté qui se soit présentée aux hommes. En effet vous prescrivez le bien, interdisez le mal et vous croyez en Dieu" (3:110).

Londres, 26 Jumada al-Ula 1400 / 12 avril 1980

Salem Azzam, Secrétaire général

"O hommes! Une preuve vous est certes venue de votre Seigneur. Nous avons fait descendre pour vous une lumière éclatante. Ceux qui auront cru en Dieu et se se-

ront mis indéfectiblement sous sa protection, il les admettra au sein de sa miséricorde et de sa grâce et les guidera vers lui par une voie droite" (4:174-175).

I. Préambule

L'univers jouit d'un ordre que Dieu - qu'il soit exalté! - a admirablement instauré. De même, lorsqu'il voulut établir sur la terre son vicaire, il fit de l'homme l'être le mieux proportionné, le combla de ses bienfaits et lui donna le pas sur nombre de ses créatures.

Mais Dieu, dans sa sagesse, a choisi de l'éprouver: "Nous lui avons indiqué la bonne voie, le laissant libre de se montrer reconnaissant ou ingrat" (76:3).

Exprimer sa reconnaissance équivaudrait pour l'homme à se rappeler l'alliance conclue avec Dieu, c'est-à-dire, à se diriger dans sa voie. Manifester son ingratitude, c'est rejeter la dite alliance et déchoir. Le Tout-Puissant n'a-t-il pas dit dans le Coran sublime: "Quand ton Seigneur tira des reins des fils d'Adam leurs descendants et requit ainsi leur témoignage: 'Ne suis-je point votre Seigneur?' Ils répondirent: 'Oui nous l'attestons'. Après cet aveu, il ne vous serait plus permis de dire au jour de la Résurrection: 'Nous n'y avons pas fait attention'" (7:172).

Cette alliance préexistante - latente chez l'homme - achoppe parfois contre l'insouciance et l'oubli; aussi, Dieu envoya-t-il ses Prophètes et révéla-t-il ses livres. C'est ainsi qu'il déclare dans le Coran: "[Rappelez-vous] quand Dieu reçut cet engagement des Prophètes: 'Lorsqu'un nouveau messenger viendra confirmer ce que vous avez reçu de moi comme Écriture et comme sagesse, croyez en lui et prêtez-lui votre entier concours. Y acquiescez-vous?' insista-t-il. En assumez-vous la responsabilité?' - 'Nous y acquiesçons', répondirent-ils. - 'Prenez-en témoignage, conclut-il, et je suis moi-même parmi ceux qui attestent'" (3:81).

Cette alliance établit une religion unique, quelques multiples qu'en soient les messagers. C'est en effet la religion du monothéisme qui régit le dogme, inspire la recommandation du convenable et l'interdiction du blâmable, tant dans les relations sociales que dans le comportement (individuel) moral.

Sur ce point, la proclamation du Coran est édifiante: "Il vous a prescrit la même religion que celle qu'il avait déjà recommandée à Noé, celle-là même qu'il t'a révélée, celle-là même qu'il avait recommandée auparavant à Abraham, à Moïse et à Jésus. Observez-la bien et ne vous divisez pas à son sujet" (42:13).

Effectivement, l'Islam est la religion éternelle et complète que les messages des Prophètes se sont relayés pour en porter le flambeau à travers les âges. Ils ont été ainsi les apôtres d'une religion unique à législations multiples qui se sont succédé, dotant chaque peuple d'une loi et d'une voie et s'accomplissant dans le message tolérant de Mahomet qui confirme l'apostolat des Prophètes qui l'ont précédé et s'adresse à l'humanité tout entière; ce message convient à toutes les époques et à tous les pays; car grâce à son impeccabilité et à l'étendue de ses thèmes, il embrasse tous les aspects matériels et spirituels de la vie, comme il situe les droits de l'individu dans une symbiose parfaite entre la liberté individuelle et l'intérêt général, ce qui a pour effet de développer chez les hommes et les femmes l'épanouissement de leurs dons dans tous les domaines, de concrétiser l'égalité des hommes et d'abolir

toute ségrégation basée sur les préjugés de langue, de culture, de couleur ou de race.

Cette égalité sans équivoque, seul le Coran la proclame de la façon la plus péremptoire: "O hommes! Nous vous avons créés d'un mâle et d'une femelle, et nous vous avons constitués en peuples et en tribus avec des signes distinctifs. Le plus noble d'entre vous est celui qui le craint le plus" (49:13).

L'Islam a, ainsi, garanti à l'individu des droits fixes et des libertés nombreuses: liberté du culte, liberté d'expression, liberté de circulation, liberté de pensée, etc., ainsi que le droit de propriété légitime et le droit à une vie digne.

La mise en pratique de la législation islamique constitue un devoir pour les membres de la communauté musulmane. Il en est de même de la nécessité pour eux d'instaurer un ordre islamique universel ayant la justice pour fondement. Car Dieu Tout-Puissant a envoyé ses messages et révélé ses Livres dans le but de faire régner l'équité parmi les hommes.

II. L'approche islamique de la vie

Au vu de ce qui précède, nous musulmans - porte-drapeaux de la propagation de la foi en Dieu - choisissons ce jour béni de l'aube du 15^e siècle de l'Hégire pour proclamer que nous partageons les espoirs qui animent les peuples de la communauté musulmane et que nous participons aux efforts immenses qu'ils fournissent en vue d'instaurer un ordre islamique véritable.

De même, et tout en nous pénétrant de notre adoration du Dieu unique, de notre fraternité en lui, cette même fraternité qui réunit les cœurs de musulmans et les unit solidement à travers le monde, nous témoignons que le Coran sublime est la parole de Dieu révélée à son messenger Mahomet (Que Dieu le bénisse et le sauve!), que cette parole a été préservée par Dieu de toute falsification et de toute contrefaçon, qu'elle corrobore les messages célestes antérieurs, qu'elle détient sur eux la prééminence et qu'elle clôt toutes les révélations.

Nous proclamons en outre que le Coran mentionne l'histoire des générations antérieures pour nous faire profiter des enseignements qu'elle nous fournit et pour que nous en tirions les utiles conséquences, qu'il constitue le critère de la vertu tranchant entre la vérité et l'erreur, entre le convenable et le blâmable, entre l'altruisme et l'égoïsme, qu'il trace la voie droite à suivre, la voie véridique de la justice et du bien et qu'enfin il annonce solennellement que l'erreur est appelée à disparaître, car elle a une vie précaire, que la terre appartient à Dieu et qu'il la donne en héritage à ses serviteurs vertueux.

Les préceptes de l'Islam possèdent une puissance spirituelle à même d'éduquer l'individu dans sa personne, de l'appeler à la vertu et de le diriger vers une vie sociale axée sur la justice et la fraternité.

C'est ainsi que la prière exige des fidèles qu'ils la pratiquent de préférence ensemble, ou du moins, individuellement à des moments précis du jour et de la nuit. Elle constitue le renouvellement quotidien des rapports spirituels entre la créature et le Créateur, et par là, du renforcement de l'engagement à observer la vérité et à se prémunir contre la turpitude et le blâmable.

Quant au jeûne, il constitue une école de patience pour surmonter l'adversité et les difficultés et pour dompter les passions et les désirs.

Pour ce qui est de la dîme, elle vise à consacrer une partie des biens et des fortunes particulières à la réalisation des assurances mutuelles suprêmes visant le plus grand nombre des non-possédants. La dîme ne se confine pas dans le rôle d'une simple contribution financière. Elle est plutôt une participation des non-possédants à la jouissance d'une portion déterminée de la fortune des possédants.

Le pèlerinage, enfin, est une manifestation générale grandiose de l'unicité de Dieu et, par la même, de l'unification des peuples constituant la Communauté islamique, unification symbolisée par la Kaaba, direction commune unique que tous prennent pour célébrer les cinq prières quotidiennes et à laquelle chacun doit rendre visite pour le moins une fois dans sa vie à l'époque fixée pour le pèlerinage.

Le but suprême auquel tend l'Islam est de semer dans le cœur de l'homme les germes de la foi, seule motivation capable de nous inculquer la crainte de Dieu, génératrice de vertu et de piété grâce auxquelles l'être sera à même d'accomplir avec dévouement son devoir en vue de réaliser la promotion sociale et d'instaurer un monde meilleur.

Ces principes sont les seuls capables de sauver l'humanité des déchirures et des morcellements nés de la croyance en la primauté de la race, de la couleur, de la patrie et de l'argent, autant d'allégeances responsables de la division des hommes et qui ne sauraient disparaître que par une action adéquate d'amélioration appuyée par la croyance sincère et inébranlable en Dieu, créateur de tous et miséricordieux pour tous.

Les préceptes de l'Islam visent des objectifs élevés qui consistent à amener les individus et les groupes à fonder leurs rapports sur la concertation libre et la redistribution équitable aux individus de richesses appartenant originellement aux groupes et ce, selon leur mérite, la durée et la qualité de leur travail ainsi que selon leurs besoins.

Il ne doit pas être permis aux individus d'acquérir des biens par l'injustice, l'arbitraire et l'abus de pouvoir pour les gaspiller ensuite dans la perte, la recherche des plaisirs coupables et l'exploitation d'autrui.

Bien au contraire, les biens doivent être bien acquis par les personnes et, par la suite, dépensés par elles pour jouir légalement des avantages sains offerts par le progrès matériel et social.

Ce faisant, le comportement des individus ne doit en aucune façon se départir de la règle immuable du croyant authentique, à savoir: recommander le bien, condamner le mal et rivaliser de mérite et de vertu. Les préceptes de l'Islam, ses lois et ses recommandations s'adressent directement à la conscience et sollicitent sa responsabilité sans aucun intermédiaire.

La législation divine est la seule qui consacre la légitimité des gouvernements, des gouvernants et de l'ensemble des rouages de l'État. Et il ne saurait y avoir de légitimité de l'autorité que si celle-ci applique la loi divine en observant les prin-

cipes inscrits dans le Coran sublime et dans la Tradition du Prophète (Que Dieu le bénisse et le sauve!).

L'État est responsable de la réalisation de la justice dans tous les domaines de la vie et ce, en vue de consolider l'unité de la communauté, de préserver sa dignité, de réaliser les aspirations de ses peuples, transcendant ainsi toute considération d'argent, de rang social, de pouvoir ou d'origine susceptible de détruire l'unité sociale et politique de la Communauté islamique.

Les textes des préceptes, des lois et des recommandations précités sont formulés et fixés dans le Livre de Dieu et dans la Tradition de son Prophète, textes accompagnés d'interprétations, de commentaires et d'efforts de réflexion susceptibles de faciliter la tâche à nos juristes contemporains en les mettant à même de mener à bien l'effort intellectuel désiré en vue de réformer, en les améliorant, les détails des dispositions de la loi et leur application selon les exigences nouvelles de l'époque et du lieu. Les premiers docteurs de la loi ont d'ailleurs prévu à cette intention tout un arsenal de règles juridiques telles: la convenance, la déduction, l'utilité, la compatibilité, etc. Cette réglementation s'inspire largement du Coran, de la Tradition, du *consensus doctorum* et de l'analogie, c'est-à-dire des quatre piliers de la jurisprudence musulmane.

L'Islam ne fait pas de différence entre l'origine des lois: à ses yeux la séculière, la temporelle, la laïque n'ont pas de sens. Elles sont inadmissibles. Il n'y a qu'une loi, une législation émanant de la volonté de Dieu et soumise à ses décrets ainsi qu'aux jugements appliqués par le Prophète, jugements excluant toute subjectivité, car ils sont dans tous les cas inspirés du Coran qui pose au chapitre 3:83: "Désireraient-ils une religion autre que celle de Dieu, alors qu'à sa volonté sont soumis de gré ou de force, ceux qui sont dans les cieux et sur la terre et à qui ils retourneront?"

Le Livre de Dieu embrasse toutes les sources des connaissances soit par les lumières dont il éclaire les réalités de l'invisible et des données de la connaissance spirituelle, soit par les moyens qu'il nous dévoile et nous exhorte d'utiliser, en vue d'acquérir la maîtrise de la matière. C'est ainsi que l'Omniscient a dit: "Nous n'avons rien omis dans le Livre" (6:38).

Les moyens d'acquérir la connaissance sont de trois sortes: spirituels, expérimentaux et rationnels que le Coran lui-même utilise et dont il recommande l'utilisation.

Parlant des connaissances spirituelles, le Sublime dit: "O vous qui croyez! Craignez Dieu et croyez en son envoyé, il vous accordera ainsi deux parts de sa miséricorde et une lumière pour éclairer vos pas..." (57:28).

Faisant allusion à la connaissance expérimentale, Dieu déclare: "Dis: parcourez la terre et considérez comment il a commencé la création. Cette création, il la fera suivre d'une autre, car sur toute chose, il est Tout-Puissant" (29:20).

Dieu, qu'il soit exalté, dit plus loin: "Nous leur ferons voir nos signes dans l'univers et en eux-mêmes jusqu'à ce qu'ils soient persuadés que ceci est la vérité (41:53).

Au sujet de la connaissance rationnelle, le Très-Haut proclame: "Que ne parcourraient-ils le monde? Alors leur intelligence s'éveillerait et leurs oreilles s'affineraient. Car ce ne sont pas les yeux qui perdent la vue, mais les cœurs" (22:46).

L'Islam exerce un attrait naturel puissant sur les esprits et les cœurs, la réforme des mœurs devant, à ses yeux, se fonder sur la foi. Effectivement la propagation de la foi islamique commence toujours son action en semant les germes de cette foi dans le cœur de l'homme. Après sa conversion à l'Islam, on lui apprend que sa qualité de croyant lui fait un devoir d'éclairer de la lumière de cette foi ses paroles, ses actes, ses mouvements, voire son inaction.

Les êtres qui ont pris leur viatique de ce réveil de la foi et de la vertu constituent les piliers qui soutiennent l'action des institutions et des fondations sociales.

Aussi les chapitres coraniques révélés à la Mecque traitent-ils surtout de la foi et de la vertu, tandis que ceux qui sont révélés à Médine ont pour sujets dominants l'éducation et la législation.

III. Crises de la civilisation contemporaine

Parmi les sujets dont la gravité suscite l'attention figure cette constatation que le monde actuel traverse une phase de crise constituant une véritable menace pour l'existence même de la civilisation humaine. Les raisons de cette menace ne résident pas dans une diminution des sources principales des potentialités matérielles et intellectuelles indispensables à la pérennité du niveau culturel et social élevé atteint par l'homme. Elles résident au contraire dans le fait que celui-ci s'avère désormais incapable d'exploiter complètement les facultés dont Dieu lui a donné la jouissance.

Car si, grâce à l'essor de la science, au développement des méthodes de la technique et à la croissance des potentialités économiques, l'homme a pu réaliser un progrès formidable dans le domaine de la matière, il n'en est pas moins vrai que ce progrès ne s'est pas accompagné d'une évolution identique dans le domaine moral.

Ainsi donc la laïcisation des institutions à travers l'histoire - que celles-ci aient été capitalistes ou communistes - s'est avérée pour l'homme une expérience des plus amères. Et, en dépit de ses tentatives, voire des sacrifices qu'il a faits en vue de fonder une société basée sur les principes combien louables de la justice et de la fraternité, le système capitaliste n'a conduit qu'à l'exploitation des pauvres, à la domination de la société tout entière par les riches et les tenants de l'influence sous toutes ses formes, comme il a été par ses structures mêmes à l'origine de la création de formes nouvelles et variées du colonialisme.

Quant au système communiste - qui n'est autre qu'un système athée opposé au capitalisme - il essaie de résoudre les problèmes sociaux en n'utilisant que des moyens strictement matériels. Et pour atteindre ses objectifs, il annule et interdit les libertés, toutes les libertés.

Le système communiste a ainsi conduit à l'établissement d'un pouvoir dictatorial reposant sur un support bureaucratique dominé par l'autorité, soit d'un groupe, soit d'un individu sous l'ombre duquel l'État accapare la totalité des moyens de production matérielle et culturelle et écrase chez l'individu toute aspiration et toute velléité de libération sociale.

Les deux systèmes laïques, capitaliste et communiste, ont bel et bien échoué dans leurs tentatives de construire une société équilibrée qui eût permis à l'homme de

jouir de la liberté et de la justice susceptibles de réaliser le confort matériel et le bien-être social auxquels il aspire.

L'impérialisme bicéphale - capitaliste et communiste - tente toujours de soumettre le monde à sa domination. Dans ce but, il a recours à des moyens économiques égoïstes et à une politique attrape-nigaud des plus fourbes.

IV. Les cadres du système islamique

1) Le cadre politique

Les membres de la Communauté islamique se doivent d'appliquer les principes et les dispositions de la législation musulmane tels qu'ils ont été édictés par Dieu et révélés à son Prophète Mahomet, le messager fidèle, comme ils se doivent de les considérer comme les fondements de toutes les Chartes, de tous les statuts et de tous les codes politiques promulgués par l'État.

De tels objectifs ne sauraient être atteints que si:

- a) La législation divine constitue les statuts fondamentaux de la Communauté islamique que tout État musulman se doit de respecter, d'observer et d'appliquer et à la lumière de laquelle doit s'éclairer tout musulman, qu'il soit juge ou parti.
- b) Aucune légalité ne sera reconnue à l'autorité politique tant qu'elle n'aura pas exercé ses fonctions conformément à la législation islamique et à la concertation démocratique (*shura*). Personne ne sera habilité à s'arroger le droit absolu de gouverner à sa discrétion.
- c) Tout musulman aura le droit de participer à l'édification du devenir politique islamique et d'exercer l'autorité, s'il y est reconnu apte, et s'il remplit les conditions juridiques exigées par la législation islamique.
- d) Tous les pouvoirs exécutifs, législatifs et juridiques seront exercés selon les principes et les valeurs institués par Dieu et son Envoyé.
- e) Tout musulman devra obéissance à l'autorité légale en exercice tant que cette autorité appliquera la loi de Dieu et la Tradition de son Prophète.
- f) Tout responsable de l'État sera soumis aux dispositions de la législation islamique tant dans son comportement public que privé.
- g) Tous les hommes sont égaux devant Dieu et devant la loi, et tous sans distinction ni exception devront se soumettre à cette loi.
- h) La législation islamique reconnaît à tous les musulmans le droit de discuter les décisions prises par les gouvernants, de participer aux rectifications et aux amendements, de proposer des solutions aux problèmes.
- i) L'Islam garantit à tous les hommes la protection de leur personne, de leur honneur, de leurs biens et de tous leurs droits sacrés. Aussi est-il interdit à quiconque, croyant en Dieu et au jour du jugement dernier, de porter atteinte à ces droits sacrés.
- j) L'Islam garantit aux minorités non-musulmanes la protection de tous leurs droits civiques, et de leur entière liberté d'exercer leurs obligations religieuses.

2) Le cadre économique

Le système économique en Islam repose sur la justice sociale, l'égalité et l'équilibre des rapports. C'est un système universel régi par des valeurs éternelles garantissant les droits de l'individu et lui rappelant ses devoirs envers lui-même et envers la société.

En effet, l'Islam interdit toute forme d'exploitation, respecte le travail noble et encourage toujours le musulman à acquérir sa subsistance par des moyens légaux et d'en jouir sans abus.

Le Très-Haut proclame, dans le Coran: "N'aie pas la main collée au cou (par avarice) ni ne donne à pleines mains; sinon, tu essuieras des blâmes et éprouveras des regrets" (17:29).

Le cadre général du système économique islamique se résume comme suit:

a) Les sources de richesse sont considérées comme un dépôt dont la responsabilité de gestion est donnée à l'homme par Dieu depuis qu'il en fit son vicaire sur terre.

En cette qualité, le musulman détermine ses efforts et son activité économique dans le cadre de la responsabilité qu'il assume et de la confiance que Dieu lui a accordée.

b) Les biens devront être acquis par le travail, l'effort et les moyens légaux. C'est un devoir de les protéger, de les sauvegarder et de les utiliser conformément aux prescriptions de Dieu et aux recommandations de son Prophète.

c) Les biens doivent être redistribués avec équité. Et lorsque l'individu peut subvenir à tous ses besoins vitaux et légitimes sans parcimonie ni gaspillage, c'est pour lui une obligation de consacrer le surplus de ses biens à aider les nécessiteux.

d) Les biens acquis par l'individu, en particulier, et la communauté, en général, doivent être fructifiés et développés au maximum. Il n'est pas permis à l'État, au groupe ou à l'individu de les thésauriser ou de les dilapider dans ce qui a été interdit par Dieu et son Messager.

e) L'évolution et le progrès sont des objectifs indispensables, et la participation à l'activité économique est un acte impérieusement recommandé par Dieu à chaque musulman afin qu'il coopère efficacement à l'accroissement de la production et à l'acquisition du surplus excédant ses besoins individuels, grâce auquel il lui serait alors possible de s'acquitter de la dîme et de contribuer au progrès social de la communauté.

f) Tout un chacun a le droit de percevoir un salaire équitable proportionnel au travail fourni et sans qu'il ait à subir de discrimination fondée sur la race, le sexe, la couleur de la peau ou la religion.

g) L'acquisition licite et l'héritage légitime sont les deux bases de revenu reconnues par l'Islam. L'accroissement des richesses et du reste des moyens de production doit être en conformité avec les textes coraniques et ceux de la Tradition du Prophète: de ce fait, l'usure, les jeux de hasard et la thésaurisation de l'or, de l'argent et des biens, le refus de les investir dans le développement etc., font partie des délits condamnés par l'Islam en tant que sources de revenus.

h) "Les croyants ne sont autres que des frères" (49:10). Aussi les principes de l'égalité et de la fraternité commandent-ils l'application du droit d'association équitable

autant dans l'aisance que dans l'indigence. La dîme, la charité, la bienfaisance et l'héritage constituent les principes du partage équitable des biens dans la société musulmane.

i) Le secours social mutuel garantit aux indigents, aux non-possédants et aux impotents le droit de jouissance des richesses de la société musulmane qui se considère totalement responsable de leur situation et, de ce fait, se doit de leur procurer logement, habillement, nourriture, instruction, formation professionnelle et hospitalisation, sans qu'ils aient à subir une quelconque forme de discrimination fondée sur la race, la couleur, la confession ou l'âge.

j) La richesse économique de la Communauté islamique doit être établie sur la coopération et la complémentarité et n'avoir de raison d'être que pour l'intérêt général.

3) Le cadre de l'éducation

Le Prophète (que Dieu le bénisse et le sauve!) a proclamé, il y a quatorze siècles, que "la recherche de la science est une obligation religieuse pour tout musulman et toute musulmane".

Le terme "science" est l'expression globale de tous les domaines de la connaissance, du développement de toutes les aptitudes et de toutes les virtualités fonctionnelles, intellectuelles, techniques, professionnelles, artistiques et spirituelles.

Voici l'indication des principes qui président à l'éducation et à l'instruction dans l'Islam:

a) La connaissance doit être mise à la portée de tous les enfants et de tous les adultes des deux sexes sans exception aucune. De même, l'instruction leur sera offerte et facilitée à tous les niveaux et à tous les cycles: primaire, secondaire et supérieur.

b) L'homme se trouve confronté à des défis et à des provocations d'ordre psychologique et social auxquels il pourra victorieusement tenir tête grâce à une solide éducation morale, à un humanisme modèle et à une bonne formation littéraire, sociologique, scientifique, technique, artistique et sportive.

c) Nous faisons certes bon accueil aux connaissances que la conscience humaine a, des temps immémoriaux à nos jours, réussi à mettre à jour par déduction rationnelle ou à découvrir par expérimentation, et nous considérons ces connaissances comme un patrimoine commun à la constitution duquel les musulmans ont largement contribué lors de leur âge d'or. Il nous reste à attirer aujourd'hui l'attention de nos coreligionnaires sur la nécessité de concentrer la lumière de l'Islam sur ces connaissances afin de recourir de nouveau à ses méthodes propres d'investigation et de ressusciter par là le patrimoine islamique en le revalorisant.

Il nous faudra canaliser entièrement cet effort sur la suppression de la dualité de l'enseignement, dualité qui a été à l'origine de la navrante discorde régnant entre les méthodes d'éducation se réclamant les unes de la laïcité, les autres de l'enseignement religieux, et dont nous subissons encore les funestes conséquences. De même qu'il nous faudra unifier les méthodes, répartir les connaissances en disciplines variées, mais dans une ossature didactique et éducative unique.

4) Le cadre social

La famille, la prière en commun célébrée chez soi ou à la mosquée, les rites de la fête de la rupture du jeûne et de celle du sacrifice du mouton et autres cérémonies similaires constituent des pratiques visant à renforcer la coopération, à concrétiser la piété et la vertu, à inculquer aux masses la prise de conscience sociale basée sur la fraternité et l'entraide. Les buts essentiels visés sont:

a) Confirmer la dignité de l'individu et lui reconnaître des droits sacrés protégeant sa vie, ses biens et son honneur.

b) Renforcer les liens de famille, celle-ci constituant le fondement principal des structures sociales et l'école aux bancs de laquelle grandissent les enfants et se forment en s'initiant à la vertu et en se préparant au combat pour la vie. Il va de soi que ces liens de famille ne sauraient être consolidés que si l'on développait la tendresse et le respect des enfants pour leurs père et mère, comme le Très-Haut le recommande dans le saint Coran: "Ton Seigneur ordonne de n'adorer que lui, de faire preuve de bonté envers tes père et mère. Si l'un d'eux ou tous les deux doivent, à tes côtés, atteindre la vieillesse, garde-toi de tout écart de langage envers eux ou de les traiter de haut. Tiens-leur (au contraire) un langage affectueux. Montre-toi humble et plein de tendresse pour eux et dis: 'Seigneur, sois miséricordieux envers eux comme (ils le furent envers moi), lorsqu'ils m'élevèrent dans ma tendre enfance'" (17:23-24).

c) Protéger les droits des personnes opprimées notamment les vieillards, les enfants et les femmes, droits garantis par l'Islam. Le Prophète (que Dieu le bénisse et le sauve!) n'a-t-il pas dit au sujet de ces derniers: "Les femmes sont les sœurs des hommes. Elles jouissent des mêmes droits que les hommes et sont astreintes aux mêmes devoirs"? Effectivement la religion musulmane se porte garante des droits légaux, culturels, sociaux, politiques et économiques des femmes.

d) L'éducation islamique encourage l'esprit de responsabilité et d'initiative, la modération dans la jouissance légitime et l'engagement de n'avoir pour autrui que le désir du rapprochement, de la concertation et de la coopération.

5) Le cadre militaire

L'Islam est une religion de justice, de paix et d'équité dans les rapports mutuels. C'est ainsi que Dieu (qu'il soit exalté!) proclame dans le Coran sublime: "Dieu ne vous interdit pas d'être bons et équitables envers ceux qui ne vous combattent pas à cause de votre religion et ne vous expulsent pas de vos demeures. En vérité, Dieu aime les justes" (60:8).

L'Islam est également une religion militant pour la liberté de la croyance, pour la dignité et pour la reconquête des droits perdus. C'est ce que prescrit le Coran glorieux: "Mais il (Dieu) vous interdit de sympathiser avec ceux qui vous combattent à cause de votre religion, vous expulsent de vos demeures ou avec ceux qui prêtent la main à cette expulsion. Ceux d'entre vous qui sympathiseront avec eux seront coupables de forfaiture" (60:9).

Pareille position implique naturellement que l'on mobilise toutes les énergies, que l'on se dote de l'équipement le plus perfectionné et que l'on s'astreigne à l'entraînement le plus adéquat et le plus sévère.

C'est ce qui ressort du verset 60 chapitre 8 du divin Coran: "Pour tenir en respect les ennemis de Dieu, les vôtres et d'autres encore que vous ne connaissez pas et que Dieu connaît, dotez-vous de l'équipement militaire le plus efficace et de toute la cavalerie dont vous puissiez disposer". Pour remplir ce devoir religieux, les États musulmans se doivent impérieusement de réaliser ce qui suit:

- a) Développer au plus haut point leurs potentialités défensives en effectifs, en connaissances techniques, en balistique, en logistique, en entraînement et en stratégie.
- b) Tomber d'accord sur une coopération totale dans le domaine de la production des armes afin d'y parvenir à l'autosuffisance dans le plus bref délai.
- c) Coordonner dans tous les domaines les efforts militaires entre les territoires de la Communauté islamique.
- d) Parvenir à une entente sur la défense commune stipulant que toute agression contre un pays musulman constitue une agression contre l'ensemble des pays de la Communauté islamique et qu'il est du devoir le plus impérieux pour ceux-ci de voler au secours du pays agressé et de riposter immédiatement à l'agresseur.

V. La solidarité islamique

Dieu (qu'il soit exalté!) dit: "Et votre communauté que voici est une communauté unique. Et je suis votre Seigneur. Craignez-moi" (23:52).

La solidarité entre les États islamiques implique nécessairement l'adoption des dispositions ci-après et ce en vue de réaliser la réunification de la Communauté islamique conformément à la volonté de Dieu:

- a) Œuvrer dans le but de fonder la trésorerie générale appelée à devenir l'axe de la coopération financière entre les pays musulmans et le centre d'organisation des subventions, des prêts, des dons et des secours de toutes sortes à répartir entre eux.
- b) Œuvrer en vue de fonder une caisse commune d'épargne destinée à étudier les avant-projets de l'établissement d'un système de monnaie commune à faire adopter par tous les pays musulmans.
- c) Édifier un marché commun islamique.
- d) Créer des entreprises particulières au monde musulman ayant pour mission de mettre en œuvre et de contrôler les services bancaires, d'assurance, de tourisme, de transports maritimes, des communications, de la commercialisation, de l'information, etc.
- e) Coordonner une politique de production entre les États islamiques en conformité avec les programmes de rénovation et de perfectionnement des moyens techniques susceptibles de promouvoir la production agricole et industrielle. Entre autres objets, cette politique vise à:
 - 1) Réaliser l'autosuffisance de la production agricole et l'épargne de réserves de denrées alimentaires.

2) Constituer des réserves de matières premières pour les différents départements de l'industrie.

3) Coordonner une politique de développement de la production industrielle, en particulier, en ce qui concerne l'industrie lourde et les industries de base et ce dans le but de réaliser l'autosuffisance dans la production des articles essentiels ainsi que des armes défensives.

f) Faire adopter par les États islamiques un plan commun destiné à assurer un système équitable susceptible de faire face à l'instabilité des prix de leurs matières premières et de leurs ressources naturelles. Étant bien entendu que ce plan n'aura de fortes chances de réussir que si les dits États assurent l'exercice de leur pleine souveraineté dans la production des matières précitées, dans leur tarification, leur commercialisation et l'objectif de leur utilisation. Dans ce but les États islamiques se doivent de créer une caisse commune de prévoyance destinée à faire face à la fluctuation des prix sur les marchés.

g) Il importe également aux États islamiques de réclamer la réforme totale des systèmes monétaires et économiques internationaux actuels afin de rendre leurs opérations plus équitables - et, par-là, avantageuses pour les pays en voie de développement - et de leur reconnaître ainsi le droit légitime de participer à la rédaction des rapports.

h) Œuvrer pour l'établissement d'une cour internationale islamique de justice ayant pour tâche de régler tous les différends susceptibles de surgir.

i) Établir un organisme commun et permanent ayant pour tâche d'élaborer la politique de l'enseignement et de l'information dans l'ensemble du monde musulman, et se proposer d'acquérir les moyens techniques de réaliser une production perfectionnée dans le domaine de l'information, de faire appel aux experts, et enfin d'entraîner les techniciens.

j) Les États islamiques ont le devoir de se préoccuper des intérêts des minorités musulmanes vivant dans les pays non-musulmans, de prendre soin de leurs affaires et de défendre les droits qui leur reviennent légitimement en leur qualité d'hommes, ainsi que l'entière liberté dans l'exercice de leur culte.

k) Étendre l'enseignement de la langue arabe - langue du Coran sublime - à l'ensemble du monde musulman, la lui faire adopter comme langue véhiculaire et travailler inlassablement à la réalisation de ce projet.

VI. Libération des territoires musulmans

Parmi les situations qui préoccupent au plus haut point la Communauté islamique et blessent sa fierté figure celle de l'assujettissement des musulmans et l'occupation de leurs territoires dans certaines régions du monde. Le cas le plus grave demeure néanmoins l'occupation de la sainte ville de Jérusalem et la profanation des attributs matériels et moraux de son caractère sacro-saint.

La Communauté islamique se doit de mobiliser toutes ses forces en vue d'engager le combat exaltant menant à la reprise de Jérusalem et à la libération du reste des territoires musulmans spoliés.

VII. Unité de la Communauté islamique

Pour progresser fermement et rapidement dans cette direction, les peuples musulmans doivent adopter le manifeste ci-après, faire leurs principes clairs et sans équivoque et amener leurs gouvernements à l'agréer et à le considérer désormais comme le fondement de leur politique.

Si ces gouvernements s'y rallient, c'est qu'ils s'engagent à consentir des réformes constitutionnelles et législatives et des conventions rompant avec une situation déphasée et qu'ils annoncent à l'unisson une ère islamique nouvelle conforme au réveil actuel de la conscience musulmane.

Manifeste et engagement.

La Communauté islamique est actuellement divisée en États et en groupuscules d'États, ce qui va à l'encontre des desseins du Tout-Puissant et du désir formulé par son serviteur et Envoyé (que Dieu le bénisse et le sauve!). Effectivement et en dépit des déclarations solennelles des gouvernements musulmans de s'engager à observer les prescriptions de la Loi divine, celles-ci ne le sont ni dans le comportement de l'individu, ni dans celui de la société et encore moins dans celui des organismes publics de l'État.

Quant à l'autorité véritable, elle demeure généralement entre les mains de personnes restées imperméables, tant par le cœur que par l'esprit, aux principes authentiques de l'Islam et à l'idéal de solidarité inébranlable qu'ils inspirent, l'unique préoccupation de tels individus étant de placer leurs intérêts particuliers au-dessus des intérêts de la Communauté islamique.

Il en est de même des richesses immenses de celle-ci qui sont dilapidées sans scrupules par les tenants du pouvoir et des nantis qui ne tiennent aucun compte de la situation misérable des masses souffrant de la pénurie alimentaire, de l'insuffisance des logements, de l'injustice et des contradictions des systèmes économiques.

Pis encore, la dilapidation dépasse même - et de la façon la plus flagrante - la limite du sacré prescrit par le Saint Coran.

Nos richesses ainsi gaspillées vont enrichir les forces islamophobes qui ne se font jamais faute de les utiliser à combattre l'Islam et les musulmans.

Aussi déclarons-nous que le grand réveil de l'Islam et le rétablissement des institutions musulmanes que nous appelons de tous nos vœux ne se concrétiseront que par la prise des mesures ci-après:

a) La Communauté islamique se doit de concentrer tous ses efforts en vue d'appliquer les principes de l'Islam, d'imposer les prescriptions de la Loi divine à tous les niveaux - qu'il s'agisse de cas général ou particulier - de purifier son âme de toutes les séquelles de l'exploitation, de la domination, de l'esprit de caste et de la ségrégation raciale.

Elle doit également renier, dans la pratique comme en théorie, toutes les institutions, les lois et les coutumes qui s'inscrivent en faux contre l'esprit de l'Islam et ses prescriptions, et qui se sont sourdement infiltrées dans tous les compartiments de la société musulmane.

b) La Communauté islamique doit choisir dans tous les domaines une direction musulmane consciente capable de mettre en œuvre les forces spirituelles et morales

dont Dieu l'a gratifiée afin d'assumer consciencieusement la direction de ses peuples, une direction non entachée d'oppression et de dictature, mais au contraire une direction jouissant du libre consentement des cœurs et de l'unanimité des électeurs.

C'est cette direction éclairée et engagée, en paroles et en actes, à observer et à appliquer les principes de l'Islam qui mérite d'être considérée comme entièrement responsable, devant Dieu et devant la communauté tout entière, de l'autorité.

Et c'est sous son égide que les musulmans pourront édifier sur tous les points du globe une société musulmane unifiée et apte à accomplir entièrement le message de Dieu.

O peuples de la Communauté islamique en lutte! Votre devoir sacré le plus impérieux vous commande de mener le combat en vue de redresser le régime dont les structures politiques sont incompatibles avec les prescriptions de l'Islam.

O peuples de la Communauté islamique militante! Maintenant que le mal nous menace de toutes parts, nous sommes désormais tenus d'œuvrer en coopération étroite et totale en vue d'édifier la société musulmane authentique à la réalisation de laquelle nous aspirons.

Et que notre devise soit:

Au jugement de Dieu, nous nous soumettons; et grâce à son application, nous triompherons. Point d'obéissance à un quelconque gouvernement, ni d'allégeance à un quelconque gouvernant tant qu'il n'aura pas adopté le Coran comme constitution, et tant qu'il n'aura pas appliqué ses prescriptions divines aux gouvernés et aux gouvernants à la fois.

"Ceux qui ne jugent pas conformément à ce que Dieu a révélé, voilà les injustes" (5:46).

La réussite dépend de Dieu, c'est à lui que nous demandons assistance. Et que son salut et sa bénédiction soient sur son Messager et serviteur Mahomet ainsi que sur sa famille et ses compagnons!

Document 10a:

Déclaration islamique universelle des droits de l'homme, 1981

(version réduite)

Note explicative

Titre complet: Déclaration islamique universelle des droits de l'homme.

Auteur: *Conseil islamique d'Europe*, Londres. Elle fut promulguée à l'UNESCO, Paris, le 19 septembre 1981.

Source:

- Version arabe: *Al-bayan al-'alami 'an huquq al-insan*, Al-Majlis al-islami al-uropi, Londres, 19 septembre 1981. Les notes explicatives de la version française indiquent: "le texte arabe de cette déclaration représente l'original".
- Version française: Nous reproduisons la version française publiée par le Conseil islamique d'Europe. Cette traduction est sommaire et diverge du texte arabe. Les auteurs de cette Déclaration ne s'expliquent pas sur la raison pour laquelle cette traduction n'est pas intégrale.

Au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux

"Ce manifeste-ci est une déclaration adressée aux hommes pour servir de guide et de pieuse exhortation à tous les hommes pieux" (3:138).

Introduction

L'Islam a donné à l'humanité un code idéal des droits de l'homme il y a quatorze siècles. Ces droits ont pour objet de conférer honneur et dignité à l'humanité et d'éliminer l'exploitation, l'oppression et l'injustice.

Les droits de l'homme, dans l'Islam, sont fortement enracinés dans la conviction que Dieu, et Dieu seul, est l'auteur de la Loi et la source de tous les droits de l'homme. Étant donné leur origine divine, aucun dirigeant ni gouvernement, aucune assemblée ni autorité ne peut restreindre, abroger ni violer en aucune manière les droits de l'homme conférés par Dieu. De même, nul ne peut transiger avec.

Les droits de l'homme, dans l'Islam, font partie intégrante de l'ensemble de l'ordre islamique et tous les gouvernements et organismes musulmans sont tenus de les appliquer selon la lettre et l'esprit dans le cadre de cet ordre.

Il est malheureux que les droits de l'homme soient impunément foulés aux pieds dans de nombreux pays du monde, y compris dans des pays musulmans. Ces violations flagrantes sont extrêmement préoccupantes et éveillent la conscience d'un nombre croissant d'individus dans le monde entier.

Je souhaite sincèrement que cette Déclaration des droits de l'homme donne une puissante impulsion aux populations musulmanes pour rester fermes et défendre avec courage et résolution les droits qui leur ont été conférés par Dieu.

La présente Déclaration des droits de l'homme est le second document fondamental publié par le Conseil islamique pour marquer le commencement du 15^e siècle de l'ère islamique, le premier étant la Déclaration islamique universelle annoncée lors de la Conférence internationale sur le Prophète Mahomet (que Dieu le bénisse et le garde en paix) et son message, organisée à Londres du 12 au 15 avril 1980.

La Déclaration islamique universelle des droits de l'homme est basée sur le Coran et la *Sunnah* et a été élaborée par d'éminents érudits et juristes musulmans et des représentants de mouvements et courants de pensée islamiques. Que Dieu les récompense de leurs efforts et les guide sur le droit chemin.

Salem Azzam, Secrétaire général

[Paris] 19 septembre 1981 / 21 Dhul Qaidah 1401

"O hommes! Nous vous avons créés [des œuvres] d'un être mâle et d'un être femelle. Et nous vous avons répartis en peuples et en tribus afin que vous vous connaissiez entre vous. Les plus méritants sont, d'entre vous, les plus pieux" (49:13).

Préambule

Considérant que l'aspiration séculaire des hommes à un ordre du monde plus juste où les peuples pourraient vivre, se développer et prospérer dans un environnement affranchi de la peur, de l'oppression, de l'exploitation et des privations est loin d'être satisfaite;

Considérant que les moyens de subsistance économique surabondants dont la miséricorde divine a doté l'humanité sont actuellement gaspillés, ou inéquitablement ou injustement refusés aux habitants de la terre;

Considérant qu'Allah (Dieu) a donné à l'humanité, par ses révélations dans le Saint Coran et la *Sunnah* de son saint Prophète Mahomet, un cadre juridique et moral durable permettant d'établir et de réglementer les institutions et les rapports humains;

Considérant que les droits de l'homme ordonnés par la Loi divine ont pour objet de conférer la dignité et l'honneur à l'humanité et sont destinés à éliminer l'oppression et l'injustice;

Considérant qu'en vertu de leur source et de leur sanction divines, ces droits ne peuvent être restreints, abrogés ni enfreints par les autorités, assemblées ou autres institutions, pas plus qu'ils ne peuvent être abdiqués ni aliénés;

En conséquence, nous, musulmans

- a) qui croyons en Dieu, bienfaisant et miséricordieux, créateur, soutien, souverain, seul guide de l'humanité et source de toute loi;
- b) qui croyons dans le vicariat (*khilafah*) de l'homme qui a été créé pour accomplir la volonté de Dieu sur terre;

c) qui croyons dans la sagesse des préceptes divins transmis par les Prophètes, dont la mission a atteint son apogée dans le message divin final délivré par le Prophète Mahomet (la paix soit avec lui) à toute l'humanité;

d) qui croyons que la rationalité en soi, sans la lumière de la révélation de Dieu, ne peut ni constituer un guide infaillible dans les affaires de l'humanité ni apporter une nourriture spirituelle à l'âme humaine et, sachant que les enseignements de l'Islam représentent la quintessence du commandement divin dans sa forme définitive et parfaite, estimons de notre devoir de rappeler à l'homme la haute condition et la dignité que Dieu lui a conférées;

e) qui croyons dans l'invitation de toute l'humanité à partager le message de l'Islam;

f) qui croyons qu'aux termes de notre alliance ancestrale avec Dieu, nos devoirs et obligations ont priorité sur nos droits, et que chacun de nous a le devoir sacré de diffuser les enseignements de l'Islam par la parole, les actes et tous les moyens pacifiques, et de les mettre en application non seulement dans sa propre existence mais également dans la société qui l'entoure;

g) qui croyons dans notre obligation d'établir un ordre islamique:

1) où tous les êtres humains soient égaux et aucun ne jouisse d'un privilège ni ne subisse un désavantage ou une discrimination du seul fait de sa race, de sa couleur, de son sexe, de son origine ou de sa langue;

2) où tous les êtres humains soient nés libres;

3) où l'esclavage et les travaux forcés soient proscrits;

4) où soient établies des conditions permettant de préserver, de protéger et d'honorer l'institution de la famille en tant que fondement de toute la vie sociale;

5) où les gouvernants et les gouvernés soient soumis de la même manière à la Loi et égaux devant elle;

6) où il ne soit obéi qu'à des ordres conformes à la Loi;

7) où tout pouvoir terrestre soit considéré comme un dépôt sacré, à exercer dans les limites prescrites par la Loi, d'une manière approuvée par celle-ci et en tenant compte des priorités qu'elle fixe;

8) où toutes les ressources économiques soient considérées comme des bénédictions divines accordées à l'humanité, dont tous doivent profiter conformément aux règles et valeurs exposées dans le Coran et la *Sunnah*;

9) où toutes les affaires publiques soient déterminées et conduites, et l'autorité administrative exercée, après consultation mutuelle (*shura*) entre les croyants habilités à prendre part à une décision compatible avec la Loi et le bien public;

10) où chacun assume des obligations suivant ses capacités et soit responsable de ses actes en proportion;

11) où chacun soit assuré, en cas de violation de ses droits, que des mesures correctives appropriées seront prises conformément à la Loi;

12) où personne ne soit privé des droits qui lui sont garantis par la Loi, sauf en vertu de ladite Loi et dans la mesure autorisée par elle;

13) où chaque individu ait le droit d'entreprendre une action juridique contre quiconque aura commis un crime contre la société dans son ensemble ou contre l'un de ses membres;

14) où tous les efforts soient accomplis

- pour libérer l'humanité de tout type d'exploitation, d'injustice et d'oppression, et
- pour garantir à chacun la sécurité, la dignité et la liberté dans les conditions stipulées, par les méthodes approuvées et dans les limites fixées par la Loi;

Affirmons par les présentes, en tant que serviteurs d'Allah et membres de la fraternité universelle de l'Islam, au commencement du quinzième siècle de l'ère islamique, nous engager à promouvoir les droits inviolables et inaliénables de l'homme définis ci-après, dont nous considérons qu'ils sont prescrits par l'Islam.

Art. 1 - Droit à la vie

- a) La vie humaine est sacrée et inviolable et tous les efforts doivent être accomplis pour la protéger. En particulier, personne ne doit être exposé à des blessures ni à la mort, sauf sous l'autorité de la Loi.
- b) Après la mort comme dans la vie, le caractère sacré du corps d'une personne doit être inviolable. Les croyants sont tenus de veiller à ce que le corps d'une personne décédée soit traité avec la solennité requise.

Art. 2 - Droit à la liberté

- a) L'homme est né libre. Aucune restriction ne doit être apportée à son droit à la liberté, sauf sous l'autorité et dans l'application normale de la Loi.
- b) Tout individu et tout peuple a le droit inaliénable à la liberté sous toutes ses formes - physique, culturelle, économique et politique - et doit être habilité à lutter par tous les moyens disponibles contre toute violation ou abrogation de ce droit. Tout individu ou peuple opprimé a droit au soutien légitime d'autres individus et/ou peuples dans cette lutte.

Art. 3 - Droit à l'égalité et prohibition de toute discrimination

- a) Toutes les personnes sont égales devant la Loi et ont droit à des possibilités égales et à une protection égale de la Loi.
- b) Toutes les personnes doivent recevoir un salaire égal à travail égal.
- c) Personne ne doit se voir refuser une possibilité de travailler ni subir une discrimination quelconque ni être exposé à un plus grand risque physique du seul fait d'une différence de croyance religieuse, de couleur, de race, d'origine, de sexe ou de langue.

Art. 4 - Droit à la justice

- a) Toute personne a le droit d'être traitée conformément à la Loi, et seulement conformément à la Loi.
- b) Toute personne a non seulement le droit mais également l'obligation de protester contre l'injustice. Elle doit avoir le droit de faire appel aux recours prévus par la Loi auprès des autorités pour tout dommage ou perte personnels injustifiés. Elle doit également avoir le droit de se défendre contre toute accusation portée à son

encontre et d'obtenir un jugement équitable devant un tribunal judiciaire indépendant en cas de litige avec les autorités publiques ou avec toute autre personne.

c) Toute personne a le droit et le devoir de défendre les droits de toute autre personne et de la communauté en général (*hisbah*).

d) Personne ne doit subir de discrimination en cherchant à défendre ses droits privés et publics.

e) Tout musulman a le droit et le devoir de refuser d'obéir à tout ordre contraire à la Loi, quelle que soit l'origine de cet ordre.

Art. 5 - Droit à un procès équitable

a) Personne ne doit être jugé coupable d'un délit et condamné à une sanction si la preuve de sa culpabilité n'a pas été faite devant un tribunal judiciaire indépendant.

b) Personne ne doit être jugé coupable avant qu'un procès équitable ne se soit déroulé et que des possibilités raisonnables de se défendre ne lui aient été fournies.

c) La sanction doit être fixée conformément à la Loi, proportionnellement à la gravité du délit et compte tenu des circonstances dans lesquelles il a été commis.

d) Aucun acte ne doit être considéré comme un crime s'il n'est pas clairement stipulé comme tel dans le texte de la Loi.

e) Tout individu est responsable de ses actions. La responsabilité d'un crime ne peut être étendue par substitution à d'autres membres de sa famille ou de son groupe qui ne sont impliqués ni directement ni indirectement dans la perpétration du crime en question.

Art. 6 - Droit à la protection contre l'abus de pouvoir

Toute personne a droit à la protection contre les tracasseries d'organismes officiels. Elle n'a pas à se justifier, sauf pour se défendre des accusations portées contre elle ou lorsqu'elle se trouve dans une situation où une question concernant un soupçon de participation de sa part à un crime pourrait raisonnablement être soulevée.

Art. 7 - Droit à la protection contre la torture

Aucun individu ne doit subir de torture mentale ou physique, ni de dégradation, ni de menace de préjudice envers lui ou quiconque lui est apparenté ou cher, ni d'extorsion d'aveu d'un crime, ni de contrainte pour accepter un acte préjudiciable à ses intérêts.

Art. 8 - Droit à la protection de l'honneur et de la réputation

Toute personne a le droit de protéger son honneur et sa réputation contre les calomnies, les accusations sans fondement et les tentatives délibérées de diffamation et de chantage.

Art. 9 - Droit d'asile

a) Toute personne persécutée ou opprimée a le droit de chercher refuge et asile. Ce droit est garanti à tout être humain quels que soient sa race, sa religion, sa couleur ou son sexe.

b) *Al-Masgid al-haram* (la maison sacrée d'Allah) à la Mecque est un refuge pour tous les musulmans.

Art. 10 - Droit des minorités

a) Le principe coranique "Il n'y a pas de contrainte dans la religion" doit régir les droits religieux des minorités non musulmanes.

b) Dans un pays musulman, les minorités religieuses doivent avoir le choix, pour la conduite de leurs affaires civiles et personnelles, entre la Loi islamique et leurs propres lois.

Art. 11 - Droit et obligation de participer à la conduite et à la gestion des affaires publiques

a) Sous réserve de la Loi, tout individu de la communauté (*ummah*) a le droit d'exercer une fonction publique.

b) Le processus de libre consultation (*shura*) est le fondement des rapports administratifs entre le gouvernement et le peuple. Le peuple a également le droit de choisir et de révoquer ses gouvernants conformément à ce principe.

Art. 12 - Droit à la liberté de croyance, de pensée et de parole

a) Toute personne a le droit d'exprimer ses pensées et ses convictions dans la mesure où elle reste dans les limites prescrites par la Loi. Par contre, personne n'a le droit de faire courir des mensonges ni de diffuser des nouvelles susceptibles d'outrager la décence publique, ni de se livrer à la calomnie ou à la diffamation, ni de nuire à la réputation d'autres personnes.

b) La recherche de la connaissance et la quête de la vérité sont non seulement un droit mais un devoir pour tout musulman.

c) Tout musulman a le droit et le devoir de se protéger et de combattre (dans les limites fixées par la Loi) contre l'oppression même si cela le conduit à contester la plus haute autorité de l'État.

d) Il ne doit y avoir aucun obstacle à la propagation de l'information dans la mesure où elle ne met pas en danger la sécurité de la société ou de l'État et reste dans les limites imposées par la Loi.

e) Personne ne doit mépriser ni ridiculiser les convictions religieuses d'autres individus ni encourager l'hostilité publique à leur encontre. Le respect des sentiments religieux des autres est une obligation pour tous les musulmans.

Art. 13 - Droit à la liberté religieuse

Toute personne a droit à la liberté de conscience et de culte conformément à ses convictions religieuses.

Art. 14 - Droit de libre association

a) Toute personne a le droit de participer à titre individuel et collectif à la vie religieuse, sociale, culturelle et politique de sa communauté et de créer des institutions et organismes destinés à prescrire ce qui est bien (*ma'ruf*) et à empêcher ce qui est mal (*munkar*).

b) Toute personne a le droit d'essayer de créer des institutions permettant la mise en application de ces droits. Collectivement, la communauté est tenue de créer des

conditions dans lesquelles ses membres puissent pleinement développer leur personnalité.

Art. 15 - L'ordre économique et les droits qui en découlent

a) Dans leur activité économique, toutes les personnes ont droit à tous les avantages de la nature et de toutes ses ressources. Ce sont des bienfaits accordés par Dieu au bénéfice de l'humanité entière.

b) Tous les êtres humains ont le droit de gagner leur vie conformément à la Loi.

c) Toute personne a droit à la propriété de ses biens, individuellement ou en association avec d'autres. La nationalisation de certains moyens économiques dans l'intérêt public est légitime.

d) Les pauvres ont droit à une part définie de la prospérité des riches, fixée par la *zakat*, imposée et collectée conformément à la Loi.

e) Tous les moyens de production doivent être utilisés dans l'intérêt de la communauté (*ummah*) dans son ensemble, et ne peuvent être ni négligés ni mal utilisés.

f) Afin de promouvoir le développement d'une économie équilibrée et de protéger la société de l'exploitation, la Loi islamique interdit les monopoles, les pratiques commerciales excessivement restrictives, l'usure, l'emploi de mesures coercitives dans la conclusion de marchés et la publication de publicités mensongères.

g) Toutes les activités économiques sont autorisées dans la mesure où elles ne sont pas préjudiciables aux intérêts de la communauté (*ummah*) et ne violent pas les lois et valeurs islamiques.

Art. 16 - Droit à la protection de la propriété

Aucun bien ne pourra être exproprié si ce n'est dans l'intérêt public et moyennant le versement d'une indemnisation équitable et suffisante.

Art. 17 - Statut et dignité des travailleurs

L'Islam honore le travail et le travailleur et ordonne aux musulmans de traiter le travailleur certes avec justice, mais aussi avec générosité. Non seulement il doit recevoir promptement le salaire qu'il a gagné, mais il a également droit à un repos et à des loisirs suffisants.

Art. 18 - Droit à la sécurité sociale

Toute personne a droit à la nourriture, au logement, à l'habillement, à l'enseignement et aux soins médicaux en fonction des ressources de la communauté. Cette obligation de la communauté s'étend plus particulièrement à tous les individus qui ne peuvent se prendre en charge eux-mêmes en raison d'une incapacité temporaire ou permanente.

Art. 19 - Droit de fonder une famille et questions connexes

a) Toute personne a le droit de se marier, de fonder une famille et d'élever des enfants conformément à sa religion, à ses traditions et à sa culture. Tout conjoint possède ces droits et privilèges et est soumis aux obligations stipulées par la Loi.

b) Chacun des partenaires d'un couple a droit au respect et à la considération de l'autre.

- c) Tout époux est tenu d'entretenir son épouse et ses enfants selon ses moyens.
- d) Tout enfant a le droit d'être entretenu et correctement élevé par ses parents, et il est interdit de faire travailler les jeunes enfants et de leur imposer aucune charge qui s'opposerait ou nuirait à leur développement naturel.
- e) Si, pour une raison quelconque, des parents sont dans l'incapacité d'assumer leurs obligations vis-à-vis d'un enfant, il incombe à la communauté d'assumer ces obligations sur le compte de la dépense publique.
- f) Toute personne a droit au soutien matériel, ainsi qu'aux soins et à la protection de sa famille pendant son enfance, sa vieillesse ou en cas d'incapacité. Les parents ont droit au soutien matériel ainsi qu'aux soins et à la protection de leurs enfants.
- g) La maternité a droit à un respect, des soins et une assistance particuliers de la part de la famille et des organismes publics de la communauté (*ummah*).
- h) Au sein de la famille, les hommes et les femmes doivent se partager leurs obligations et leurs responsabilités selon leur sexe, leurs dons, talents et inclinations naturels, en tenant compte de leurs responsabilités communes vis-à-vis de leurs enfants et de leurs parents.
- i) Personne ne peut être marié contre sa volonté, ni perdre sa personnalité juridique ou en subir une diminution du fait de son mariage.

Art. 20 - Droits de la femme mariée

Toute femme mariée a le droit:

- a) de vivre dans la maison où vit son mari;
- b) de recevoir les moyens nécessaires au maintien d'un niveau de vie qui ne soit pas inférieur à celui de son conjoint et, en cas de divorce, de recevoir pendant la période d'attente légale (*'iddah*) des moyens de subsistance compatibles avec les ressources de son mari, pour elle-même ainsi que pour les enfants qu'elle nourrit ou dont elle a la garde; toutes ces allocations, quels que soient sa propre situation financière, ses propres revenus ou les biens qu'elle pourrait posséder en propre;
- c) de demander et d'obtenir la dissolution du mariage (*khul'ah*) conformément aux dispositions de la Loi; ce droit s'ajoute à son droit de demander le divorce devant les tribunaux;
- d) d'hériter de son mari, de ses parents, de ses enfants et d'autres personnes apparentées conformément à la Loi;
- e) à la stricte confidentialité de la part de son époux, ou de son ex-époux si elle est divorcée, concernant toute information qu'il pourra avoir obtenue à son sujet et dont la divulgation pourrait être préjudiciable à ses intérêts. La même obligation lui incombe vis-à-vis de son conjoint ou de son ex-conjoint.

Art. 21 - Droit à l'éducation

- a) Toute personne a le droit de recevoir une éducation en fonction de ses capacités naturelles.
- b) Toute personne a droit au libre choix de la profession et de la carrière et aux possibilités de total développement de ses dons naturels.

Art. 22 - Droit à la vie privée

Toute personne a droit à la protection de sa vie privée.

Art. 23 - Droit à la liberté de déplacement et de résidence

a) Compte tenu du fait que le Monde de l'Islam est véritablement *ummah islamiyyah* [Communauté islamique], tout musulman doit avoir le droit d'entrer librement dans tout pays musulman et d'en sortir librement.

b) Personne ne devra être contraint de quitter son pays de résidence, ni d'en être arbitrairement déporté, sans avoir recours à l'application normale de la Loi.

Notes d'explication

1) Dans la formulation des Droits de l'homme qui précède, sauf stipulation contraire dans le contexte:

a) Le terme "personne" englobe à la fois le sexe masculin et le sexe féminin.

b) Le terme "loi" signifie la *shari'ah*, c'est-à-dire la totalité des ordonnances tirées du Coran et de la *Sunnah* et toute autre loi déduite de ces deux sources par des méthodes jugées valables en jurisprudence islamique.

2) Chacun des droits de l'homme énoncés dans la présente Déclaration comporte les obligations correspondantes.

3) Dans l'exercice et la jouissance des droits précités, chaque personne ne sera soumise qu'aux limites imposées par la Loi dans le but s'assurer la reconnaissance légitime et le respect des droits et de la liberté des autres et de satisfaire les justes exigences de la moralité, de l'ordre public et du bien-être général de la communauté (*ummah*).

4) Le texte arabe de cette Déclaration représente l'original.

Document 10b:

Déclaration islamique universelle des droits de l'homme, 1981

(version complète)

Note explicative

Titre complet: Déclaration islamique universelle des droits de l'homme.

Auteur: Conseil islamique d'Europe, Londres. Elle fut promulguée à l'UNESCO, Paris, le 19 septembre 1981.

Source:

- Version arabe: *Al-bayan al-'alami 'an huquq al-insan*, Al-Majlis al-islami al-uropi, Londres, 19 septembre 1981. Les notes explicatives de la version française indiquent: "le texte arabe de cette déclaration représente l'original".
- Version française: Nous reproduisons la traduction littérale de la version arabe faite par Maurice Borrmans dans *Islamochristiana*, no 9, 1983, p. 121-140. Nous avons traduit nous-même l'introduction.

"Ce manifeste-ci est une déclaration adressée aux hommes pour servir de guide et de pieuse exhortation à tous les hommes pieux" (3:138).

Au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux

Introduction

Louange à Dieu, et prière et salut sur le messager de Dieu, notre Seigneur Mahomet Ibn-'Abd-Allah et sur ses compagnons et ceux qui ont suivi sa direction.

Ceci constitue le second document que le Conseil islamique international annonce au monde, contenant les droits de l'homme dans l'Islam.

Auparavant, ledit Conseil a publié le premier document intitulé *Déclaration islamique universelle* se rapportant au système islamique et contenant les cadres généraux de ce système.

C'est une cause de joie que Dieu facilite la promulgation de ces deux documents au commencement du 15^e siècle de l'hégire et de la montée du mouvement islamique annonçant l'éveil de la Communauté (*ummah*) et la rencontre de ses peuples autour d'un mot commun et qui constitue un appel sincère pour le retour au système de Dieu et une marche à suivre pour réformer la société islamique sur la base de ce système.

Les droits de l'homme dans l'Islam ne sont ni un don d'un roi ou d'un gouvernant, ni une décision issue d'un pouvoir local ou d'une organisation internationale, mais bien des droits contraignants en raison de leur source divine, ne supportant ni suppression, ni abrogation, ni invalidation, ni violation, ni renonciation.

Le document relatif aux droits de l'homme dans l'Islam que nous annonçons aujourd'hui est le fruit d'un effort sincère et fidèle d'une bonne élite parmi les grands penseurs du monde musulman et les dirigeants de mouvements islamiques. Ceux-ci se sont élevés au-dessus de la situation actuelle avec ses considérations de temps, de lieu et de personnes propres à un milieu ou à un peuple. Ce document est de ce fait, grâce à l'appui de Dieu, une expression exacte et complète des droits de l'homme issus du Livre de Dieu et de la *Sunnah* de son Messager [Mahomet], prière et salut de Dieu sur lui.

En annonçant ce document au monde, le Conseil islamique international espère qu'il soit un viatique pour le musulman contemporain dans son combat quotidien, et un appel au bien pour les dirigeants et les gouvernants des musulmans afin qu'ils se recommandent mutuellement la vérité, entre eux-mêmes et envers les autres, et visent à la révision sérieuse des systèmes de leur vie, des voies de leur pouvoir et de leurs relations avec les peuples et leur communauté, et au respect des droits de l'homme sur lesquels l'Islam a légiféré, respect qu'aucun musulman n'a le droit d'ignorer ou auquel il n'a le droit de se soustraire.

Le Conseil espère aussi que ce document rencontrera l'intérêt qu'il mérite de la part des organisations locales et internationales qui s'occupent des droits de l'homme; elles le joignent aux autres documents y relatifs et appellent à son application effective dans la vie de l'homme.

Je prie Dieu qu'il récompense tous ceux qui ont contribué à la préparation de ce document, et qu'il lui ouvre les cœurs, les consciences et les esprits pour la réalisation du renouvellement de la vie des musulmans que nous espérons.

Salem Azzam, Secrétaire général

Paris, 19 sept. 1981

"O hommes! Nous vous avons créés [des œuvres] d'un être mâle et d'un être femelle. Et nous vous avons répartis en peuples et en tribus afin que vous vous connaissiez entre vous. Les plus méritants sont, d'entre vous, les plus pieux" (49:13).

Préambule

Depuis quatorze siècles, l'Islam a défini, par Loi divine²⁸, les droits de l'homme, dans leur ensemble ainsi que dans leurs implications. Il les a entourés de garanties suffisantes pour en assurer la protection. Il a modelé la société qu'il a formée, conformément à des principes et à des règles juridiques qui donnent à ces droits plus de consistance et de stabilité.

L'Islam est le dernier des messages venus du ciel, que le Seigneur des Mondes a révélés à ses envoyés - que la paix soit avec eux! - afin que ceux-ci les fassent par-

²⁸ Il s'agit de la *shari'ah*, Loi positive divine qui rassemble les ordonnances tirées du Coran et de la *Sunnah* (les "paroles" et les "gestes" que l'on attribue à Mahomet) et les dispositions élaborées à partir de ces deux sources par les diverses méthodes agréées par la "théorie du droit" dans les diverses Écoles juridiques de l'Islam. Chaque fois qu'il s'agit ici de cette *shari'ah*, le terme français aura une majuscule (Loi) et se verra souvent précisé par l'épithète "islamique". Le même terme, avec une minuscule (loi), renvoie aux simples lois positives humaines (*qanun*, pl. *qawanin*) (NdT).

venir à tous les humains, en vue de les guider et de les orienter vers tout ce qui leur garantit une vie heureuse et digne, où règne le droit, le bien, la justice et la paix.

C'est pourquoi les musulmans ont l'obligation de faire parvenir à tous les humains l'invitation à embrasser l'Islam pour mieux se conformer à l'ordre de leur Seigneur: "Puissiez-vous former une communauté (*ummah*) dont les membres appellent les hommes au bien: leur ordonnent ce qui est convenable et leur interdisent ce qui est blâmable" (3:104), pour être ainsi fidèles aux droits que l'humanité tout entière a sur eux et pour enfin apporter une contribution sincère en vue de sauver le monde des erreurs où il s'est fourvoyé et de libérer les peuples de toutes les formes d'oppression sous lesquelles ils ploient.

C'est pourquoi, nous les musulmans, dans la diversité de nos appartenances ethniques et géographiques,

- forts de notre dépendance (*'ubudiyyah*) vis-à-vis de Dieu, l'unique et le dominateur;
- forts de notre foi dans le fait qu'il est le maître souverain de toute chose en cette vie immédiate comme en la vie ultime, que nous retournerons tous à lui et que lui seul possède le droit de guider l'homme vers ce qui tourne au bien et à l'avantage de celui-ci, après en avoir fait son lieutenant (*khalifah*) sur terre et après avoir mis à son service tout ce qui existe dans l'univers;
- forts de notre adhésion au principe d'unité de la seule véritable religion, religion qu'ont propagée les envoyés de notre Seigneur, chacun posant - pour sa part - une pierre à l'édifice commun que Dieu - qu'il soit exalté! - a couronné par la mission de Mahomet, lui qui fut, comme il l'a dit, "la pierre (ultime) et le sceau des Prophètes";
- forts de notre conviction que l'intelligence humaine est incapable d'élaborer la voie la meilleure en vue d'assurer le service de la vie, sans que Dieu ne la guide et ne lui en assure révélation;
- forts de la claire vision que nous avons - à la lumière de notre Livre qui est digne d'être glorifié - de ce que sont la situation de l'homme dans l'univers, le but ultime pour lequel il y est venu à l'existence et la sage décision qui y a présidé à sa création;
- forts de la certitude, qui est la nôtre, que le Créateur a comblé l'homme de ses bienfaits: dignité, grandeur et prééminence sur toutes les autres créatures;
- forts de la profonde expérience que nous faisons des grâces innombrables et incalculables dont l'homme a été gratifié par son Seigneur - qu'il soit magnifié et exalté!;
- forts de l'exacte représentation que nous nous faisons de ce qu'est la Communauté islamique, laquelle incarne vraiment l'unité des musulmans dans la diversité de leurs appartenances géographiques et ethniques;
- forts de la perception très vive que nous avons des situations de corruption et des régimes de péché dont souffre le monde actuel;

- forts de notre désir sincère d'être fidèles à notre responsabilité envers la société humaine tout entière, parce que nous en sommes des membres;
- forts de notre attachement à réaliser enfin la mission à nous confiée de faire parvenir le message - responsabilité dont l'Islam nous a investis - et de notre zèle à promouvoir une vie meilleure...
- une vie qui soit fondée sur la vertu et se purifie de tout vice;
- une vie où l'entraide prendrait la place du refus de l'autre et la fraternité celle de l'inimitié;
- une vie où régneraient l'entraide et la paix, au lieu de la lutte et des guerres;
- une vie où l'homme connaîtrait enfin le vrai sens de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, de la grandeur et de la dignité, au lieu d'étouffer sous la pression de l'esclavage, de la discrimination au titre de la race ou de la classe sociale, de la violence et du mépris, ce qui lui permettrait alors de remplir sa véritable mission dans le monde, à savoir adorer son Créateur - qu'il soit exalté! - et accomplir son œuvre civilisatrice dans tout l'univers;
- une vie qui permettrait à l'homme de jouir des grâces de son Créateur et de pratiquer la bonté envers toute l'humanité, puisque celle-ci lui est une grande famille à laquelle il se sait lié de par le sentiment profond qu'il a de l'unité d'une commune origine en humanité, unité qui engendre des liens de parenté très étroits entre tous les fils d'Adam;
- forts de tout cela,

nous, les musulmans, porteurs de l'étendard de l'invitation à embrasser la religion de Dieu, à l'aube de ce 15^e siècle de l'Hégire, nous proclamons cette Déclaration, faite au nom de l'Islam, des droits de l'homme tels qu'on peut les déduire du très noble Coran et de la très pure Tradition prophétique (*Sunnah*).

À ce titre, ces droits se présentent comme des droits éternels qui ne sauraient supporter suppression ou rectification, abrogation ou invalidation. Ce sont des droits qui ont été définis par le Créateur - à lui la louange! - et aucune créature humaine, quelle qu'elle soit, n'a le droit de les invalider ou de s'y attaquer. L'immunité personnelle qu'ils assurent à chacun ne saurait être annulée par la volonté d'un individu qui y renoncerait ni par la volonté de la société représentée par des institutions qu'elle aurait elle-même créées, de quelque nature qu'elles soient et quelle que soit l'autorité dont elles auraient été investies.

L'affirmation de ces droits est la condition préalable et véritable à l'édification d'une société islamique authentique,

1) société où tous les hommes seraient égaux sans privilège ni discrimination entre les individus en raison de l'origine, de la race, du sexe, de la couleur, de la langue ou de la religion;

2) société où l'égalité serait le fondement même du titre à bénéficier des droits et à se voir imposer des devoirs, égalité qui trouverait sa source dans l'unité d'une commune origine en humanité: "O vous, les hommes! Nous vous avons créés d'un mâle et d'une femelle" (49:13), et dans l'ennoblissement que le Créateur - que soit

magnifiée sa magnificence! - a généreusement octroyé à l'homme: "Nous avons ennobli les fils d'Adam. Nous les avons portés sur la terre ferme et sur la mer. Nous leur avons accordé d'excellentes nourritures. Nous leur avons donné la préférence sur beaucoup de ceux que nous avons créés" (17:70);

3) société qui verrait dans la famille sa cellule fondamentale, qui l'entourerait de sa protection et l'ennoblirait au mieux, et qui lui garantirait tous les moyens de stabilité et de progrès;

4) société où la liberté de l'homme serait absolument synonyme du sens donné à sa propre vie: il y naîtrait libre et s'y réaliserait lui-même en un climat de liberté, à l'abri de toute pression, de toute contrainte, de tout avilissement et de toute réduction à la condition d'esclave;

5) société où gouvernants et gouvernés seraient égaux devant la Loi islamique promulguée par le Créateur lui-même - à lui la louange! - sans privilège ni discrimination;

6) société où le pouvoir terrestre serait considéré comme un dépôt sacré (*amanah*) confié à la responsabilité des gouvernants pour qu'ils réalisent les objectifs définis par la Loi islamique et cela par les moyens mêmes que cette Loi a précisés en vue de réaliser les dits objectifs;

7) société où chaque individu croirait que Dieu - et lui seul - est le maître de tout l'univers, que tout ce qui s'y trouve a été mis au service de toutes les créatures de Dieu, comme un don de sa générosité, sans que personne ne puisse prétendre y avoir plus de droits qu'un autre, et que tout être humain a droit à une juste part de ce don divin: "Il a mis à votre service ce qui se trouve dans les cieus et sur la terre. Tout vient de lui" (45:13).

8) société où les décisions politiques qui organisent les affaires de la Communauté islamique seraient prises conformément au principe de consultation (*shura*) et où les autorités qui les appliquent et les exécutent agiraient en conformité avec le même principe: "Ceux qui délibèrent entre eux au sujet de leurs affaires" (42:38);

9) société où toutes les chances se trouveraient être égales afin que chaque individu puisse y assumer des responsabilités en rapport avec ses capacités et ses aptitudes, ayant à en rendre compte ici-bas devant la Communauté islamique et dans l'autre monde devant son Créateur: "Chacun de vous est un pasteur; chacun de vous est donc responsable de son troupeau!" (*hadith*);

10) société où gouvernants et gouvernés se trouveraient sur un même pied d'égalité devant la justice, y compris en ce qui concerne les mesures mêmes qu'entraîne l'exercice de la justice;

11) société où chaque individu serait la conscience même de celle-ci et où il aurait donc le droit de porter plainte en justice (*hisbah*) contre toute personne qui aurait commis un crime contre les droits de la société et de requérir le soutien des autres membres de celle-ci, lesquels seraient alors tenus de le soutenir et de ne pas l'abandonner dans la défense de sa juste cause;

12) société qui refuserait toutes les formes d'oppression et garantirait à chaque individu la sécurité, la liberté, la dignité et la justice, parce qu'elle serait requise de

défendre les droits que la Loi de Dieu a conférés à l'homme, de travailler à les appliquer et de veiller à les protéger, ces droits mêmes que la présente Déclaration proclame ainsi à la face du monde;

Au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux

Les droits de l'homme en Islam²⁹

Art. 1 - Le droit à la vie

a) La vie de l'homme est sacrée (*muqaddasah*) et personne n'est autorisé à y porter atteinte: "Celui qui a tué un homme qui lui-même n'a pas tué, ou qui n'a pas commis de violence sur la terre, est considéré comme s'il avait tué tous les hommes; et celui qui sauve un seul homme est considéré comme s'il avait sauvé tous les hommes" (5:32). Ce caractère sacré ne saurait lui être retiré que par l'autorité de la Loi islamique et conformément aux dispositions qu'elle stipule à ce sujet.

b) L'existence physique et morale de l'être humain est un domaine inviolable que la Loi islamique protège aussi bien de son vivant qu'après sa mort. Il a donc droit à ce que sa dépouille mortelle soit traitée avec les égards dus à sa dignité et à sa noblesse: "Si l'un d'entre vous ensevelit son frère, qu'il le fasse de la meilleure manière" (*hadith*), tout comme chacun se doit de voiler les fautes du défunt ainsi que ses défauts personnels: "Ne dites pas du mal des morts, car ils sont arrivés là-même où leurs actes les ont conduits" (*hadith*).

Art. 2 - Le droit à la liberté

a) La liberté de l'homme est sacrée - tout autant que sa vie - et c'est même le premier attribut que la nature lui reconnaît lorsqu'il vient à naître: "Il n'est pas de nouveau-né qui ne naisse conformément à son statut de nature (*fitrah*)" (*hadith*). Cette liberté correspond donc au *statu quo ante* et doit demeurer permanente; personne n'est autorisé à y porter atteinte: "Comment réduiriez-vous en esclavage des hommes que leurs mères ont engendrés libres?" (parole du Calife 'Umar). Il faut donc instaurer des garanties suffisantes en vue de protéger la liberté des individus. On ne serait autorisé à les restreindre ou à les limiter que par l'autorité de la Loi islamique et conformément aux dispositions qu'elle stipule à ce sujet.

b) Nul peuple n'est autorisé à porter atteinte à la liberté d'un autre peuple. Le peuple qui est ainsi victime de l'agression a le droit de repousser celle-ci et de recouvrer sa liberté par tous les moyens possibles: "Quant à ceux qui, après avoir subi un tort, se font justice à eux-mêmes: voilà ceux contre lesquels aucun recours n'est possible" (42:41). La société internationale a le devoir de soutenir tout peuple qui lutte pour sa liberté et c'est là, pour les musulmans, une obligation avec laquelle ils ne sauraient transiger: "Toute autorisation de se défendre est donnée à ceux qui,

²⁹ Nous nous sommes limités à utiliser le terme "droits", sans faire mention du terme "devoirs". En effet, tout ce qui constitue un "droit" pour un individu, est en même temps un "devoir" pour un autre (ainsi le droit des sujets = un devoir du dirigeant; le droit du père = un devoir de l'enfant; le droit de l'épouse = un devoir de l'époux, et vice versa: le droit du dirigeant = un devoir des sujets, etc.). Dès lors que les droits de l'homme en Islam concernent l'ensemble des individus, quelles que soient leurs positions et leurs relations, il en découle que le "droit" d'un côté est un "devoir" de l'autre (NdT).

si nous leur accordons le pouvoir sur la terre, s'acquittent de la prière, font l'aumône, ordonnent ce qui est convenable et interdisent ce qui est blâmable" (22:41).

Art. 3 - Le droit à l'égalité

a) Tous les humains sont égaux devant la Loi islamique: "Nulle supériorité n'appartient à un Arabe sur un non-Arabe, ni à un non-Arabe sur un Arabe, ni à un rouge sur un noir, ni à un noir sur un rouge, sauf s'il a de la piété" (*hadith*). Aucune discrimination entre les individus ne saurait être admise dans l'application qu'on fait de cette Loi à tous: "Si Fatimah, la fille de Mahomet, venait elle-même à voler, on lui couperait aussi la main" (*hadith*), ni dans la protection qu'ils se doivent d'assurer à cette même Loi: "Le plus faible d'entre vous est, pour moi, le plus fort jusqu'à ce que je lui fasse recouvrer son droit, et le plus fort d'entre vous est, pour moi, le plus faible jusqu'à ce que je l'amène à reconnaître aux autres leur droit" (parole du calife Abu-Bakr).

b) Tous les humains sont égaux quant à la valeur (*qimah*) humaine qu'ils représentent: "Tous, vous descendez d'Adam; et Adam a été créé de poussière" (*hadith*), et ce n'est que par leurs œuvres qu'ils sont supérieurs les uns aux autres: "Il y aura des degrés différents pour chacun d'eux, d'après ce qu'ils ont fait" (46:19). Toute idéologie, toute législation ou toute situation qui justifierait la ségrégation entre les individus en la fondant sur le sexe, la race, la couleur, la langue ou la religion, est directement contraire à ce principe islamique général.

c) Chaque individu a un droit d'usage vis-à-vis des ressources matérielles de la société par le moyen d'un travail qu'il assume avec autant de chances que les autres: "Parcourez donc ses (la terre) grandes étendues; mangez de ce que Dieu vous accorde pour votre subsistance" (67:15). Aucune ségrégation entre les individus n'est autorisée en matière de salaire, aussi longtemps que l'effort fourni et le travail produit sont les mêmes en quantité et en qualité: "Celui qui aura fait le poids d'un atome de bien le verra; celui qui aura fait le poids d'un atome de mal le verra" (99:7-8).

Art. 4 - Le droit à la justice

a) Tout individu a le droit de demander à être jugé conformément à la Loi islamique et à ce qu'on lui fasse application de celle-ci, à l'exclusion de toute autre: "Portez vos différends devant Dieu et devant le Prophète" (4:59), "Juge entre eux d'après ce que Dieu a révélé; ne te conforme pas à leurs désirs" (5:49).

b) Tout individu a le droit de se défendre personnellement contre toute injustice qui le frappe: "Dieu n'aime pas que l'on divulgue des paroles méchantes, à moins qu'on en ait été victime" (4:148), de même qu'il a le devoir de protéger autrui contre toute injustice, par tous les moyens en son pouvoir: "Que chacun vienne au secours de son frère, que celui-ci soit l'auteur ou la victime d'une injustice: s'il en est l'auteur, que ce soit pour la lui interdire; s'il en est la victime, que ce soit pour le secourir" (*hadith*). Tout individu a le droit de recourir à une instance d'autorité conforme à la Loi islamique pour que celle-ci lui assure protection et justice et éloigne loin de lui le dommage ou l'injustice qui le frappe. Tout gouvernant musulman a le devoir d'instaurer une telle instance d'autorité et de lui assurer les garanties suffisantes

d'impartialité et d'indépendance: "L'*Imam* a pour lui des légions de défenseurs qui militent derrière lui et assurent sa protection" (*hadith*).

c) Tout individu a le droit - et même le devoir - de défendre le droit de tout autre individu ainsi que celui de sa communauté naturelle (*hisbah*): "Vous ferai-je savoir quel est le meilleur des témoins? Celui qui vient proposer son témoignage en justice avant même qu'on ne le lui demande" (il s'y présente comme volontaire sans que personne ne le sollicite) (*hadith*).

d) Nul ne saurait refuser, sous aucun prétexte que ce soit, à tout individu le droit de se défendre personnellement: "L'ayant droit est habilité à parler" (*hadith*), "Lorsque les deux plaideurs sont enfin assis en ta présence, ne porte pas de jugement avant d'avoir entendu le second comme tu as entendu le premier: c'est la meilleure méthode pour que se manifeste enfin la juste sentence" (*hadith*).

e) Personne n'a le droit de contraindre un musulman à obéir à un ordre qui est contraire à la Loi islamique. Le musulman se doit alors de dire "non" à la face même de celui qui lui ordonne pareille désobéissance, quel que soit celui-ci: "Si le musulman se voit ordonner de pécher, il ne doit alors ni soumission ni obéissance" (*hadith*). Dans ce cas, il a le droit de voir sa communauté naturelle refuser elle aussi d'obéir à un tel ordre, par solidarité envers la vérité: "Tout musulman est le frère de tout autre musulman: il ne saurait être injuste envers lui et ne saurait le livrer à autrui" (*hadith*).

Art. 5 - Le droit à un procès équitable

a) L'innocence constitue le statut d'origine: "Tous les membres de ma Communauté sont innocents, à moins que la faute ne soit publique" (*hadith*). Cette présomption d'innocence correspond donc au statu quo ante et doit demeurer permanente, même à l'égard d'un accusé, aussi longtemps qu'il n'a pas été reconnu définitivement coupable par-devant un tribunal qui juge équitablement.

b) Nulle accusation de crime ne saurait être établie à moins qu'un texte de la Loi islamique ne le stipule: "Nous n'avons jamais puni un peuple, avant de lui avoir envoyé un Prophète" (17:15). Le musulman ne saurait être excusé d'ignorer ce qu'il doit nécessairement savoir de sa religion. Cependant, son ignorance - dès lors qu'elle est prouvée - sera prise en considération, à titre de *shubhah* (cas douteux), afin de lui éviter seulement l'application des peines corporelles: "Il n'y a pas de faute à vous reprocher au sujet des actions que vous commettez par erreur, mais seulement pour celles que vous avez préméditées en vos cœurs" (33:5).

c) Personne ne saurait être reconnu coupable d'un crime et donc condamné à des peines pour ce crime tant que la preuve de sa culpabilité n'a pas été établie par des preuves irréfutables et définitives, par-devant un tribunal doté de toutes les compétences juridiques et judiciaires nécessaires: "Si un homme pervers vient vous apporter une nouvelle, faites attention!" (49:6), "La conjecture ne sert à rien contre la vérité" (53:28).

d) On ne saurait, en aucun cas, outrepasser les peines qui ont été fixées par la Loi islamique pour chaque crime: "Telles sont les lois (peines prévues) de Dieu; ne les transgressez pas" (2:229). Un des principes de la Loi islamique veut que l'on tienne

compte des circonstances atténuantes et des ambiguïtés même du contexte dans lequel le crime a été commis, et cela afin d'éviter l'application des peines prévues par la Loi: "Détournez des musulmans l'application des peines prévues, aussi longtemps que vous le pouvez. Si vous trouvez quelque échappatoire en faveur de l'accusé, rendez-lui donc sa liberté" (*hadith*).

e) Nulle personne ne saurait être tenue responsable des crimes d'autrui: "Nul ne portera le fardeau d'un autre" (17:15). Tout être humain est autonome dans la responsabilité qu'il a de ses actes: "Tout homme est tenu pour responsable de ce qu'il a accompli" (52:21). On ne saurait, en aucun cas, en faire porter la responsabilité à ses proches parents: famille, alliés, domesticité, amis: "Que Dieu me préserve de prendre un autre que celui chez qui nous avons trouvé notre bien! Sinon, nous serions injustes!" (12:79).

Art. 6 - Le droit à la protection contre l'abus de pouvoir

Tout individu a le droit d'être protégé contre tout abus de pouvoir à son endroit. Nul n'est autorisé à requérir de lui qu'il fournisse des explications concernant tel ou tel de ses agissements, ou telle ou telle des situations qui sont les siennes, ni même à lui adresser la moindre accusation tant que celle-ci n'est pas fondée sur de fortes présomptions qui prouvent son implication dans les méfaits qui lui sont reprochés: "Ceux qui offensent injustement les croyants et les croyantes se chargent d'une infamie et d'un péché notoire" (33:58).

Art. 7 - Le droit à la protection contre la torture

Nul n'est autorisé à soumettre à la torture la personne reconnue coupable, et encore moins celle qui est simplement accusée: "Dieu torturera (dans l'au-delà) ceux qui auront torturé ici-bas" (*hadith*), de même que nul n'est autorisé à amener qui que ce soit à l'aveu d'un crime qu'il n'a pas commis; tout ce qui est extorqué par la contrainte est nul de plein droit: "Dieu pardonne aux membres de ma Communauté leurs fautes d'action et d'omission, ainsi que tout ce à quoi ils ont été contraints" (*hadith*). Quel que soit le crime commis par l'individu et quelle que soit la peine prévue par la Loi islamique, la dignité de l'homme et sa noblesse de fils d'Adam doivent toujours demeurer sauves.

Art. 8 - Le droit de chaque individu à la protection de son honneur et de sa réputation

L'honneur et la réputation de chaque individu sont des valeurs inviolables que nul n'est autorisé à profaner: "Votre sang, vos biens et votre honneur sont aussi inviolables que le sont pour vous ce jour que vous vivez, ce mois que vous passez et cette cité que vous visitez" (*hadith*). Il est donc interdit d'enquêter sur sa vie privée et de chercher à le diffamer dans sa personnalité psychique et morale: "N'espionnez pas! Ne dites pas de mal les uns des autres" (49:12), "Ne vous calomniez pas les uns les autres; ne vous lancez pas des sobriquets injurieux" (49:11).

Art. 9 - Le droit d'asile

a) Tout musulman qui est l'objet d'une persécution ou victime d'une injustice a le droit de se réfugier là où il se trouvera en sécurité à l'intérieur même des frontières de la "Demeure de l'Islam". C'est là un droit que l'Islam garantit à toute personne

persécutée, quelles que soient sa nationalité, sa croyance ou sa couleur. Les musulmans ont l'obligation de lui garantir sa sécurité dès lors qu'elle cherche asile auprès d'eux: "Si un polythéiste cherche asile auprès de toi, accueille-le pour lui permettre d'entendre la parole de Dieu; fais-le ensuite parvenir dans son lieu sûr" (9:6).

b) La Maison Sacrée de Dieu, qui se trouve à la Mecque, est un lieu de refuge et de sécurité pour tous les humains, et aucun musulman ne saurait s'y opposer: "Quiconque y pénètre est en sécurité" (3:97), "Nous avons fait de la Maison un lieu où l'on se réfugie et un asile pour les hommes" (2:125), "Celui qui y réside et le nomade y sont égaux" (22:25).

Art. 10 - Les droits des minorités

a) Le statut religieux des minorités est régi par le principe coranique général: "Pas de contrainte en religion" (2:256).

b) Le statut civil et le statut personnel des minorités sont régis par la Loi de l'Islam si leurs membres s'adressent à nous pour être jugés: "S'ils viennent à toi, juge entre eux ou bien détourne-toi d'eux. Si tu te détournes d'eux, ils ne te nuiront en rien. Si tu les juges, juge-les avec équité" (5:42). S'ils ne s'adressent pas à nous pour être jugés, ils sont dans l'obligation de recourir à leurs lois religieuses (*shara'i*), dans la mesure où celles-ci relèvent - selon ce qu'ils en croient - d'une origine divine: "Mais comment te prendraient-ils pour juge? Ils ont la Tora où se trouve le jugement de Dieu. Ils se sont ensuite détournés" (5:43), "Que les gens de l'Évangile jugent les hommes d'après ce que Dieu y a révélé" (5:47).

Art. 11 - Le droit de participer à la vie publique

a) Chaque individu, membre de la Communauté islamique, a le droit d'être informé de tout ce qui touche à la vie de cette Communauté dans la mesure où cela relève de l'intérêt général de sa communauté naturelle. Il a aussi le devoir d'y participer dans la mesure même de ces capacités et de ses aptitudes, conformément au principe de la libre consultation (*shura*): "Ceux qui délibèrent entre eux au sujet de leurs affaires" (42:38). Tout individu, membre de la Communauté islamique, est donc habilité à assumer les charges et les fonctions publiques, dès lors que sont réunies en lui les conditions d'aptitude que prévoit la Loi islamique. Cette aptitude ne saurait être invalidée ou diminuée pour des considérations de race ou de classe sociale: "Un même sang circule chez tous les musulmans, c'est pourquoi ils ne font qu'un en face de tout étranger qui porterait atteinte au plus petit de ceux qui sont sous leur protection" (*hadith*).

b) Le principe de libre consultation (*shura*) est à la base même des rapports entre celui qui gouverne et la Communauté islamique. Celle-ci a le droit de choisir librement celui qui la gouvernera conformément à ce même principe. Elle est également en droit de demander des comptes à ceux qui la gouvernent, et même de les récuser dès lors qu'ils viennent à s'écarter de la Loi islamique: "J'ai été promu votre chef alors que nous ne nous connaissons guère. Si vous me voyez dans le vrai, soutenez-moi; si vous me voyez dans l'erreur, redressez-moi. Obéissez-moi aussi longtemps que j'obéirai à Dieu et à son Envoyé. S'il m'arrive de leur désobéir, je ne saurais plus demander de m'obéir" (parole du calife Abu-Bakr).

Art. 12 - Le droit à la liberté de pensée, de croyance et de parole

a) Chaque personne a le droit de penser et de croire, et donc d'exprimer ce qu'elle pense et croit, sans que quiconque ne vienne s'y mêler ou le lui interdire, aussi longtemps qu'elle s'en tient dans les limites générales que la Loi islamique a stipulées en la matière. Personne, en effet, n'a le droit de propager l'erreur ou de diffuser ce qui serait de nature à encourager la turpitude ou à avilir la Communauté islamique: "Si les hypocrites, ceux dont les cœurs sont malades, ceux qui fomentent des troubles à Médine, ne se tiennent pas tranquilles, nous te lancerons en campagne contre eux et ils ne resteront plus longtemps dans ton voisinage: maudits en quelque lieu où ils se trouveront, ils seront capturés et tués" (33:60-61).

b) La pensée qui s'exerce librement - à la recherche de la vérité - ne constitue pas seulement un droit, mais c'est aussi un devoir: "Dis: 'Je ne vous exhorte qu'à une seule chose: Tenez-vous debout devant Dieu, par deux, ou isolément, puis méditez'" (34, 46).

c) Chaque individu a donc le droit et le devoir de proclamer qu'il refuse et désavoue l'injustice, comme aussi de la combattre sans craindre de braver un pouvoir qui abuse de son autorité, un gouvernant qui agit iniquement ou un système qui se révèle tyrannique. C'est en cela que réside la meilleure forme de combat (*Jihad*): "On interrogea l'envoyé de Dieu: 'Quel est le *Jihad* qui est le meilleur?' - 'C'est de proclamer la vérité à la face d'un prince inique', répondit-il" (*hadith*).

d) Aucune entrave ne sera mise à la diffusion des informations et des vérités sûres, à moins que de leur diffusion ne naisse quelque danger pour la sécurité de la communauté naturelle et de l'État: "Lorsqu'une nouvelle leur parvient, - objet de sécurité ou d'alarme - ils la font connaître autour d'eux. Si on l'avait rapportée à l'envoyé et à ceux qui, parmi eux, détiennent l'autorité, pour leur demander leur avis, ils auraient su s'il fallait l'accréditer, car on se réfère habituellement à leur opinion" (4:83).

e) Respecter les sentiments de ceux qui sont d'avis opposé, en matière de religion, est l'une des vertus du musulman. Personne n'est donc autorisé à ridiculiser les croyances d'autrui ou à susciter l'inimitié de la société à son encontre: "N'insultez pas ceux qu'ils invoquent en dehors de Dieu, sinon ils insulteraient Dieu par hostilité et par ignorance. Nous avons ainsi embelli aux yeux de chaque communauté ses propres actions. Ceux qui en font partie retourneront ensuite vers leur Seigneur" (6:108).

Art. 13 - Le droit à la liberté religieuse

Toute personne dispose de la liberté de croyance et a donc la liberté de pratiquer le culte conformément à sa croyance: "À vous, votre religion; à moi, ma religion" (109:6).

Art. 14 - Le droit d'appeler à l'Islam et de faire connaître son Message

a) Tout individu a le droit de participer, seul ou avec d'autres, à la vie de sa communauté naturelle, que ce soit au plan religieux, culturel, politique etc..., tout comme il a le droit de créer les institutions et de s'assurer les moyens qui sont né-

cessaires à l'exercice de ce droit: "Dis: 'Voici mon chemin! J'en appelle à Dieu, moi, et ceux qui me suivent, en toute clairvoyance'" (12:108).

b) Tout individu a le droit et le devoir de "commander ce qui est convenable et d'interdire ce qui est blâmable", et aussi d'exiger que la société crée les institutions qui permettent à l'individu d'assumer cette responsabilité pour s'entraider d'autant mieux au bien et à la piété: "Puissiez-vous former une Communauté dont les membres appellent les hommes au bien: leur ordonnent ce qui est convenable et leur interdisent ce qui est blâmable" (3:104), "Encouragez-vous mutuellement à la piété et à la crainte révérencielle de Dieu" (5:2), "Lorsque les humains voient quelqu'un exercer l'injustice sans intervenir pour le lui interdire, Dieu est bien près de les englober tous dans son châtement" (*hadith*).

Art. 15 - Les droits économiques

a) La nature - avec toutes ses richesses - est la propriété de Dieu même - qu'il soit exalté! -: "La royauté des cieux et de la terre et de ce qu'ils contiennent appartient à Dieu" (5:120). Il en a fait don aux hommes et leur a accordé sur elle un droit d'usage: "Il a mis à votre service ce qui se trouve dans les cieux et sur la terre. Tout vient de lui" (45:13). Il leur a interdit de la corrompre et de la détruire: "Ne soyez pas malfaisants sur la terre, en la corrompant" (26:183). Personne n'est donc autorisé à en priver autrui ou à porter atteinte au droit d'usage dont chacun dispose en vue de trouver dans la nature les moyens de sa subsistance: "Les dons de ton Seigneur ne sont refusés à personne" (17:20).

b) Tout être humain a donc droit de travailler et de produire en vue d'assurer sa subsistance par tous les moyens reconnus légitimes par la Loi: "Il n'y a pas de bête sur la terre dont la subsistance n'incombe à Dieu" (11:6), "Parcourez donc ses (la terre) grandes étendues; mangez de ce que Dieu vous accorde pour votre subsistance" (67:15).

c) La propriété privée est donc légitime à ce titre - qu'elle soit individuelle ou en participation communautaire - et, par suite, tout être humain a le droit de s'approprier ce qu'il s'est acquis par son effort et son travail: "Il est, en vérité, celui qui pourvoit aux besoins de l'homme et qui l'enrichit" (53:48). La propriété publique est tout aussi légitime et doit être organisée pour le bien commun de la Communauté islamique tout entière: "Ce que Dieu a octroyé à son Envoyé comme butin pris sur les habitants des cités appartient à Dieu et à son Envoyé, à ses proches, aux orphelins, aux pauvres, au voyageur, afin que ce ne soit pas attribué à ceux d'entre vous qui sont riches" (59:7).

d) Les membres pauvres de la Communauté islamique ont un droit bien déterminé sur le patrimoine des membres plus riches de celle-ci, droit qu'organise l'institution de l'Aumône légale (*zakat*): "Et de ceux sur les biens desquels on prélève un droit reconnu comme obligatoire au profit du mendiant et de celui qui est dépourvu de tout" (70:24-25). C'est là un droit que nul ne saurait minimiser ou interdire, ou même soumettre à autorisation de la part de ceux qui gouvernent, même si une telle attitude devait mener à combattre ouvertement ceux qui s'opposent ainsi à l'exercice de ce droit à la *zakat*: "J'en fais le serment par Dieu même: si certains venaient

à me refuser un tribut que l'on donnait à l'Envoyé de Dieu, je les combattrais pour que ce tribut soit maintenu" (parole du calife Abu-Bakr).

e) Mettre au service de la Communauté islamique les sources de richesse et les moyens de production est une obligation que nul n'est autorisé à négliger ou à minimiser: "Aucun pasteur à qui Dieu a confié la responsabilité d'un troupeau et qui n'a pas entouré celui-ci de son attention sincère, ne connaîtra les parfums du paradis" (*hadith*). De même, nul n'est autorisé à exploiter les richesses de la terre d'une manière que la Loi islamique déclare interdite ou qui nuirait à l'intérêt général de la communauté naturelle.

f) Pour assurer une sage direction à l'activité économique et pour en garantir un sain fonctionnement, l'Islam interdit:

- La fraude sous toutes ses formes: "Qui vient à frauder n'est pas des nôtres" (*hadith*);

- L'aléa, le manque d'information et tout ce qui est de nature à engendrer des conflits qu'on ne pourrait pas soumettre à des critères objectifs: "Le Prophète a interdit la vente au jet de pierre ou de faire une vente aléatoire" (*hadith*), "Le Prophète a interdit le raisin avant qu'il ne soit mûr (noir) et le grain avant qu'il ne mûrisse" (*hadith*);

- L'exploitation et la fraude mutuelle dans les opérations d'échange de produits: "Malheur aux fraudeurs! Lorsqu'ils achètent quelque chose, ils exigent des gens une pleine mesure; lorsqu'ils mesurent ou qu'ils pèsent pour ceux-ci, ils trichent" (83:1-3);

- La monopolisation et toute opération menant à une concurrence déloyale: "Seul, le pêcheur monopolise" (*hadith*);

- L'usure et tout profit illicite qui exploite la situation désavantageuse d'autrui: "Dieu a permis la vente et il a interdit l'usure" (2:275);

- Les publicités mensongères et trompeuses: "Les deux partenaires au contrat d'achat-vente ont le droit d'option aussi longtemps qu'ils ne se séparent pas: s'ils sont véridiques et présentent honnêtement les choses, leur contrat est alors béni de Dieu, mais s'ils pratiquent la fraude et le mensonge, ledit contrat se voit privé de toute bénédiction" (*hadith*).

g) Le respect des intérêts supérieurs de la Communauté islamique et la fidélité aux valeurs de l'Islam constituent la seule limitation possible à toute activité économique de la société musulmane.

Art. 16 - Le droit à la protection de la propriété

Nul n'est autorisé à exproprier un individu de la propriété qu'il a acquise par les moyens licites, à moins qu'il ne s'agisse de l'intérêt général: "Ne dévorez pas à tort vos biens entre vous" (2:188); dans ce cas, on lui assurera une juste compensation: "Quiconque s'adjuge sur terre une propriété à laquelle il n'a aucun droit se verra enfoui avec elle au jour de la résurrection, jusqu'en dessous des sept Terres" (*hadith*). Le caractère inviolable de la propriété publique est encore plus grand et les peines réservées à quiconque y porte atteinte sont, par suite, plus graves, car il s'agit alors d'un préjudice qui affecte la communauté naturelle tout entière et d'une

infidélité qui frappe la Communauté islamique dans son ensemble: "Qui d'entre vous est, par nous, requis d'accomplir un travail, puis nous en dérobe ce qui aurait la valeur d'une aiguille ou plus, sera considéré comme un fraudeur et devra en rendre compte au jour de la résurrection" (*hadith*), "On lui dit un jour: 'O Envoyé de Dieu, un tel est mort martyr'. 'Que non! répondit-il: je l'ai vu en enfer, enveloppé d'un manteau qu'il a volé'. Puis il reprit: 'Umar, lève-toi et proclame: Seuls les vrais croyants entreront au Paradis' (trois fois)" (*hadith*).

Art 17 - Les droits et devoirs des travailleurs

Le travail est un idéal que l'Islam a exalté pour la société qu'il a voulu édifier: "Dis: 'Agissez'" (9:105). Et si tout travail a le droit d'être bien fait: "Que celui d'entre vous qui doit accomplir un travail le fasse bien: voilà ce que Dieu aime" (*hadith*), tout travailleur a aussi le droit:

- a) de recevoir le salaire correspondant à son effort, sans restriction ni retard: "Donnez son salaire au travailleur, avant même que ne sèche sa sueur!" (*hadith*);
- b) d'accéder à un niveau de vie décent, en rapport même avec l'effort déployé et la sueur dépensée: "Il y aura des degrés différents pour chacun d'eux, d'après ce qu'ils ont fait" (46:19).
- c) de bénéficier personnellement du noble respect auquel il a droit de la part de la société tout entière: "Agissez! Dieu verra vos actions, ainsi que son Envoyé et les croyants" (9:105), "Dieu aime le croyant qui exerce une profession" (*hadith*);
- d) de trouver une protection suffisante qui le mette à l'abri de toute fraude et de toute exploitation: "Il y a trois types d'individus dont je serai l'ennemi déclaré au jour de la résurrection, dit Dieu: celui qui, donnant quelque chose en mon nom, trompe autrui; celui qui, vendant un produit à un homme libre, trompe sur le prix; celui qui, employant un travailleur, en obtient les prestations promises et ne lui donne pas son salaire" (*hadith*).

Art. 18 - Le droit de l'individu à avoir sa juste part des biens nécessaires à la vie

Tout individu a le droit d'avoir sa juste part des biens nécessaires à la vie: nourriture, boisson, vêtements, logement, ainsi que tous les soins qu'exige sa santé physique et tous les biens que requiert sa santé morale et intellectuelle: science, connaissances et culture, dans le cadre même de ce que lui proposent les ressources de la Communauté islamique. L'obligation qui incombe à celle-ci, dans ce domaine, embrasse tous les biens que l'individu ne saurait s'assurer d'une manière autonome: "Le Prophète est un allié plus proche des croyants qu'ils ne le sont les uns des autres" (33:6).

Art. 19 - Le droit de fonder une famille

a) Le mariage, dans son cadre islamique, est un droit reconnu à tout être humain. C'est la voie reconnue légitime par la Loi islamique pour fonder une famille, s'assurer une descendance et se garder personnellement chaste: "O vous les hommes! Craignez votre Seigneur qui vous a créés d'un seul être, puis, de celui-ci, il a créé son épouse et il a fait de ce couple un grand nombre d'hommes et de femmes" (4:1). Chacun des époux a, vis-à-vis de l'autre, des droits et des devoirs équivalents, que la Loi islamique a particulièrement définis: "Les femmes ont des droits équiva-

lents à leurs obligations, et conformément à l'usage. Les hommes ont cependant une prééminence sur elles" (2:228). Il appartient au père d'assurer l'éducation de ses enfants, physiquement, moralement et religieusement, conformément à la croyance et à la Loi religieuse qui sont les siennes. Il a seul la responsabilité de choisir l'orientation qu'il entend donner à leur vie: "Chacun de vous est un pasteur; chacun de vous est donc responsable de son troupeau" (*hadith*).

b) Chacun des époux a, vis-à-vis de l'autre, le droit au respect ainsi qu'aux égards dus aux sentiments qu'il éprouve et à la fonction qu'il assume, dans un climat d'amitié et de miséricorde réciproques: "Parmi ses signes: il a créé pour vous, tirées de vous, des épouses afin que vous reposiez auprès d'elles, et il a établi l'amour et la miséricorde entre vous" (30:21).

c) Le mari a l'obligation d'assurer à sa femme et à ses enfants la pension alimentaire (*nafaqah*) qui leur est due, sans jamais la leur mesurer avec avarice: "Que celui qui se trouve dans l'aisance paye selon ses moyens. Que celui qui ne possède que le strict nécessaire paye en proportion de ce que Dieu lui a accordé" (65:7).

d) Chaque enfant a droit à ce que ses père et mère lui assurent au mieux son éducation, son instruction et sa préparation à la vie: "Dis: 'Mon Seigneur! Sois miséricordieux envers eux, comme ils l'ont été envers moi, lorsqu'ils m'ont élevé quand j'étais un enfant'" (17:24). Nul n'est autorisé à faire travailler les enfants à un âge précoce, ou à leur imposer des travaux qui seraient trop pesants pour eux, empêcheraient leur croissance physique ou mettraient obstacle au droit qu'ils ont de jouer et d'étudier.

e) Si les père et mère sont dans l'impossibilité d'assumer leur responsabilité vis-à-vis de l'enfant, celle-ci est transférée à la société et, dans ce cas, la pension alimentaire de l'enfant est à la charge de la Caisse commune (*Bayt al-mal*) des musulmans (le Trésor Public de l'État): "Je suis, de chaque croyant, (un allié) bien plus proche que lui-même: si quelqu'un vient à mourir en laissant une dette ou un familier sans ressources, la charge m'en incombe. Par contre, s'il laisse quelque bien, celui-ci ira à ses héritiers" (*hadith*).

f) Chacun des membres de la famille a le droit d'en recevoir ce qui lui permet de répondre à ses besoins: biens matériels, protection et affection, durant sa première enfance ainsi que lorsqu'il est vieux ou impotent. Les père et mère sont en droit d'exiger de leurs enfants que ceux-ci s'acquittent de leur devoir de prendre leurs parents en charge, matériellement, et de s'occuper d'eux, physiquement et moralement: "Ta personne et tes biens appartiennent à ton père" (*hadith*).

g) La maternité a le droit d'être entourée d'égards particuliers de la part de toute la famille: "-O Envoyé de Dieu, lui dit-on, quelle est la personne qui est la plus digne de ma bonne compagnie? - Ta mère, répondit-il. - Et après, qui est-ce? lui dit-on encore. - Ta mère, répondit-il de nouveau. - Et après, qui est-ce? lui demanda-t-on une nouvelle fois. - Ta mère, répondit-il toujours. Et après, qui est-ce? lui fut-il dit enfin. - Ton père, répond-il finalement" (*hadith*).

h) Les responsabilités de la famille sont partagées en commun (*sharikah*) par tous ses membres, chacun à la mesure de ses forces et de la nature même de sa constitution. C'est une responsabilité qui va bien au-delà des simples rapports entre parents

et enfants: elle embrasse tous ceux qui en sont proches, au titre de la parenté par les hommes et par les femmes: "O Envoyé de Dieu, lui demanda-t-on, qui est la personne la plus digne de ma piété filiale? - Ta mère, répondit-il, et encore ta mère, et toujours ta mère; puis c'est ton père, et enfin les proches parents, en ordre décroissant" (*hadith*).

i) Ni le garçon ni la fille ne seront contraints au mariage avec une personne pour laquelle ils n'éprouvent aucun penchant: "Une jeune servante, encore vierge, vint trouver le Prophète et l'informa de ce que son père l'avait mariée contre son gré. Le Prophète lui reconnut alors le droit d'option (*khiyar*)" (*hadith*).

Art. 20 - Les droits de la femme mariée

La femme mariée a le droit:

a) de vivre avec son mari là même où il a décidé de vivre: "Faites habiter vos femmes, là où vous demeurez" (65:6);

b) de bénéficier de la pension alimentaire qu'il lui doit, conformément à la coutume, aussi longtemps que dure le mariage, ainsi que pendant la période d'attente (*'iddah*) consécutive à la rupture, s'il vient à la répudier (*talaq*): "Les hommes ont autorité sur les femmes, en vertu de la préférence que Dieu leur a accordée sur elles, et à cause des dépenses qu'ils font pour assurer leur entretien" (4:34), "Si elles sont enceintes, pourvoyez à leurs besoins jusqu'au moment de leur accouchement" (65:6); et aussi de recevoir de celui qui l'a ainsi répudiée la pension alimentaire des enfants dont la garde (*hadanah*) lui a été attribuée, toujours en proportion même des revenus de leur père: "Si elles allaitent l'enfant né de vous, versez-leur une pension" (65:6).

c) La femme mariée a droit à ces pensions alimentaires quelle que soit sa situation financière et quelle que soit sa richesse personnelle.

d) La femme mariée a le droit de solliciter de son époux - à l'amiable - qu'il mette fin au contrat de mariage qui les unit par le moyen de la répudiation par compensation (*khul'*): "Si vous craignez de ne pas observer les lois de Dieu, nulle faute ne sera imputée à l'un ou à l'autre si l'épouse offre une compensation" (2:229), tout comme elle a le droit d'intervenir en justice pour demander le divorce (*tatliq*) dans le cadre des dispositions mêmes de la Loi islamique.

e) La femme mariée a le droit d'hériter de son mari tout comme de ses père et mère, ainsi que de ses propres enfants et proches parents: "Si vous n'avez pas d'enfants, le quart de ce que vous avez laissé reviendra à vos épouses. Si vous avez un enfant, le huitième de ce que vous avez laissé leur appartient" (4:12).

f) Chacun des deux époux a le devoir de respecter la vie privée de son partenaire, de ne rien divulguer de ses secrets et de ne rien dévoiler de ses défauts physiques ou de ses défaillances morales. Ce droit doit être plus particulièrement respecté pendant et après la répudiation ou le divorce: "N'oubliez pas d'user de générosité les uns envers les autres" (2:237).

Art. 21 - Le droit à l'éducation

a) Les enfants ont le droit de recevoir une saine éducation de leurs parents, tout comme ceux-ci sont en droit de voir leurs enfants leur manifester piété filiale et

traitements courtois: "Ton Seigneur a décrété que vous n'adoriez que lui. Il a prescrit la bonté à l'égard de vos père et mère. Si l'un d'entre eux ou bien tous les deux ont atteint la vieillesse près de toi, ne leur dis pas: 'Fi!', ne les repousse pas, adresse-leur des paroles respectueuses. Incline vers eux, avec bonté, l'aile de la tendresse et dis: 'Mon Seigneur! Sois miséricordieux envers eux, comme ils l'ont été envers moi, lorsqu'ils m'ont élevé quand j'étais un enfant'" (17:23-24).

b) L'instruction est un droit pour tous. La quête de la science est même une obligation pour tous, qu'il s'agisse également des hommes ou des femmes: "La quête de la science est une prescription divine imposée à tout musulman et à toute musulmane" (*hadith*). Celui qui n'est pas instruit est en droit d'exiger que celui qui est instruit lui assure cet enseignement: "Lorsque Dieu contracta une alliance avec ceux auxquels le Livre a été donné, Il leur dit: "Vous l'expliquerez aux hommes, vous ne le garderez pas caché", mais ils l'ont rejeté derrière leur dos; ils l'ont vendu à vil prix. Quel détestable troc!" (3:187), "Que le témoin fasse parvenir (son témoignage) à l'absent" (*hadith*).

c) La société a l'obligation d'assurer à chaque individu des chances équivalentes en vue de s'instruire et de s'éclairer: "Lorsque Dieu veut du bien à quelqu'un, il lui donne d'être versé dans les sciences religieuses. Moi, je ne fais que (les) distribuer, mais c'est Dieu - qu'il soit célébré et magnifié! - qui (les) donne" (*hadith*). Chaque individu a le droit de choisir ce qui correspond le mieux à ses aptitudes et à ses capacités: "Chacun réussit en ce pour quoi il a été créé!" (*hadith*).

Art. 22 - Le droit de chacun à la protection de sa vie privée

Les secrets intimes des êtres humains ne doivent être connus que de leur Créateur seul: "N'ai-je pas pénétré les secrets de son cœur?" (*hadith*). Leur vie privée est donc un bien sacré que nul n'est autorisé à violer: "N'espionnez pas!" (49:12), "O vous qui avez proclamé votre Islam avec les lèvres alors que votre cœur est encore rebelle à la foi, ne causez pas de tort aux musulmans, ne les couvrez pas de honte et n'allez pas dévoiler leur nudité. Quiconque cherche à dévoiler la nudité de son frère musulman, Dieu dévoilera la sienne; et celui dont Dieu dévoilera la nudité verra celle-ci mise au grand jour, fût-il au plus profond de sa tombe" (*hadith*).

Art. 23 - Le droit à la liberté de déplacement et de résidence

a) Tout individu a le droit de mouvement et de déplacement à partir du lieu de sa résidence, et en vue d'y revenir. Il a aussi le droit de voyager, d'émigrer loin de son pays et d'y retourner par la suite sans qu'on y mette des limites ou des entraves: "C'est lui qui a fait pour vous la terre très soumise. Parcourez donc ses grandes étendues; mangez de ce que Dieu vous accorde pour votre subsistance" (67:15), "Dis: 'Parcourez la terre: voyez quelle a été la fin des calomniateurs'" (6:11), "La terre de Dieu n'est-elle pas assez vaste pour vous permettre d'émigrer?" (4:91).

b) Nul n'est autorisé à contraindre une personne à quitter son pays ou à s'en éloigner, de façon abusive et en l'absence de tout motif prévu par la Loi islamique: "Ils t'interrogent au sujet du combat durant le mois sacré. Dis: 'Combattre en ce mois est un péché grave; mais, écarter les hommes du chemin de Dieu, être impie envers lui et la Mosquée sacrée, en chasser ses habitants, tout cela est plus grave encore devant Dieu'" (2:217).

c) La Demeure de l'Islam (Dar al-Islam) est une. C'est la patrie de tout musulman: nul n'est autorisé à y mettre des entraves à ses déplacements par l'érection de barrières géographiques ou de frontières politiques. Tout pays musulman a le devoir d'accueillir tout musulman qui y émigre ou vient à y entrer, comme un frère accueille son frère: "Ceux qui s'étaient établis avant eux en cette demeure et dans la foi aiment ceux qui émigrent vers eux. Ils ne trouvent dans leurs cœurs aucune envie pour ce qui a été donné à ces émigrés. Ils les préfèrent à eux-mêmes, malgré leur pauvreté. Ceux qui se gardent contre leur propre avidité, ceux-là sont les bienheureux" (59:9).

Et notre prière finale est une louange à Dieu, le Seigneur des Mondes.

Document 11a:

Charte arabe des droits de l'homme, 1993

Note explicative

Titre complet: Projet de Charte arabe des droits de l'homme.

Auteur: Commission arabe permanente des droits de l'homme de la Ligue des États arabes (ci-après Ligue), 11^e session, le Caire, 10-14 janvier 1993.

Source:

- Version arabe: *Mashru' al-mithaq al-'arabi li-huquq al-insan*, version publiée dans *Taqarir wa-tawsiyat al-lajnah al-'arabiyyah al-da'imah li-huquq al-insan*, Al-idarah al-'ammah lil-shu'un al-qanuniyyah. Une version plus ancienne est publiée dans *Huquq al-insan*, vol. 1, Dar al-'ilm lil-malayin, Beyrouth, 1988, p. 378-383. Elle ne comprend pas les dispositions relatives au comité d'experts (art. 40-41).
- Version française: Nous avons établi nous-même cette traduction.

Préambule

Partant de la foi de la nation arabe dans l'être humain depuis que Dieu l'a gratifiée en faisant d'elle le berceau des religions et des civilisations qui ont sacralisé l'homme et ont affirmé son droit à une vie digne sur la base de la liberté, de l'équité et de la justice,

Concrétisant les principes éternels fondés par la *shari'ah* islamique et les autres religions célestes relatifs à la fraternité et à l'égalité entre les êtres humains,

Se glorifiant des valeurs et des principes humains qu'elle a consolidés à travers sa longue histoire et qui ont joué un rôle important pour l'expansion des centres du savoir entre l'Orient et l'Occident faisant d'elle une destination pour les gens de la planète et ceux qui cherchent la connaissance, la culture et la sagesse,

Considérant que la patrie arabe n'a cessé de s'interpeller d'un bout à l'autre pour le maintien de sa foi, croyant dans son unité, luttant pour sa liberté et combattant pour le droit des peuples à l'autodétermination et à la protection de leurs richesses,

Croyant dans la souveraineté de la loi et considérant que la jouissance de la liberté, de l'équité et de l'égalité des chances est un critère de noblesse de chaque société,

Refusant le racisme et le sionisme qui constituent une violation des droits de l'homme et un danger pour la paix mondiale,

Confirmant le lien intime qui existe entre les droits de l'homme et la paix mondiale,

Réaffirmant les principes de la Charte des Nations unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des deux conventions des Nations unies relatives aux droits économiques, sociaux et culturels et aux droits civils et politiques,

Se référant à ce que précède,

Les États arabes parties à cette Charte s'engagent à garantir à tout individu sur leurs territoires, ses droits et ses libertés fondamentales qui sont intouchables et doivent être mis en œuvre et protégés intégralement, et ce conformément aux normes suivantes:

Les droits et les libertés fondamentales

Art. 1 - Tout État partie à la présente Charte s'engage à garantir à tout individu se trouvant sur son territoire et relevant de sa juridiction les droits et les libertés reconnus dans la présente Charte, sans distinction aucune pour raison de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance, ou pour toute autre raison et sans différence entre les hommes et les femmes.

Art. 2 - a) Il ne peut être admis aucune restriction ou dérogation aux droits fondamentaux de l'homme reconnus ou en vigueur dans tout État partie à la présente Charte en application de lois, de conventions ou de coutumes, sous prétexte que la Charte ne les reconnaît pas ou les reconnaît à un moindre degré.

b) Il ne peut être admis d'un État partie à la présente Charte aucune restriction ou dérogation aux droits fondamentaux de l'homme reconnus par la présente Charte dont bénéficient les citoyens d'un autre État sous prétexte que cet État les reconnaît à un moindre degré.

Art. 3 - Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne. Ces droits sont protégés par la loi.

Art. 4 - a) Les États parties à la présente Charte protègent tout individu se trouvant sur leurs territoires pour qu'il ne soit pas soumis à la torture physique ou morale, ni à des traitements cruels, inhumains, ou attentant à la dignité. Ils prennent les mesures efficaces pour empêcher de tels actes. L'accomplissement et la participation à l'accomplissement de ces actes constituent des crimes punissables par la loi.

b) Nul ne sera soumis à une expérience médicale ou scientifique sans son libre consentement.

Art. 5 - Tout individu a droit à la liberté et à la sécurité de sa personne. Il ne peut être arrêté, séquestré ou détenu sans motif légal; il doit être déféré sans délai devant l'autorité judiciaire.

Tout individu qui fait l'objet de telles mesures a le droit de recourir contre leur légalité et demander sa libération.

Tout individu victime d'arrestation ou de détention illégale a droit à réparation.

Art. 6 - La vie privée bénéficie d'une inviolabilité sacrée. Toute atteinte y relative est un crime. Ce droit comprend la protection de la famille, l'inviolabilité du domicile et le secret de la correspondance et de tout autre procédé de communication privée.

Art. 7 - a) Il ne peut être admis aucune restriction aux droits et aux libertés reconnus par la présente Charte que dans les cas prévus par la loi et considérés comme nécessaires pour protéger la sécurité et l'économie nationales, l'ordre public, la santé publique, les mœurs, ou les droits et libertés d'autrui.

b) En cas de danger public menaçant l'existence de la nation, chaque État partie peut prendre, dans les strictes limites où la situation l'exige, des mesures dérogeant aux obligations découlant de la présente Charte.

c) Ces mesures et ces dérogations ne peuvent en aucun cas concerner les droits et les garanties relatifs à l'interdiction de la torture et du traitement dégradant, au retour dans la patrie, à l'asile politique, au jugement, à la non-répétition du jugement pour le même acte et à la légalité des délits et des peines.

Le droit à l'autodétermination

Art. 8 - a) Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes et de leurs richesses et ressources naturelles. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel.

b) Le racisme, le sionisme, l'occupation et la domination étrangère sont un défi à la dignité humaine et le principal empêchement à la réalisation des droits fondamentaux des peuples. Il est un devoir de condamner leurs pratiques et d'y mettre fin.

Art. 9 - Il est interdit de priver arbitrairement le citoyen de sa nationalité, ni de son droit de changer de nationalité, sans raison légale.

La personnalité juridique

Art. 10 - La personnalité juridique est une qualité rattachée à toute personne.

Le droit de s'adresser à la justice

Art. 11 - Toutes les personnes sont égales devant la justice. L'État garantit à tous le droit de s'adresser à la justice sur son territoire.

Le droit politique

Art. 12 - Le peuple est la source des pouvoirs. La capacité politique est un droit pour chaque citoyen majeur; il l'exerce conformément à la loi.

La liberté de circuler

Art. 13 - Toute personne qui se trouve sur le territoire d'un État a le droit d'y circuler librement et d'y choisir librement sa résidence à l'intérieur de cet État dans les limites de la loi.

Art. 14 - Aucun citoyen ne peut être empêché arbitrairement ou d'une manière illégale de quitter n'importe quel pays arabe, y compris le sien, empêché de résider dans une région donnée de son pays ou forcé d'y résider.

Art. 15 - Il est interdit de déporter un citoyen de son pays ou de le priver du droit d'y revenir.

Art. 16 - Devant la persécution, chaque citoyen a le droit de demander l'asile politique en d'autres pays. Ne peut bénéficier de ce droit celui qui est poursuivi pour un crime de droit commun. Il est interdit de livrer les réfugiés politiques.

Le droit au travail et sa liberté

Art. 17 - L'État garantit à chaque citoyen le droit à un travail qui lui assure un niveau de vie suffisant pour satisfaire ses besoins fondamentaux. Il lui garantit aussi le droit à une sécurité sociale complète.

Art. 18 - La liberté du choix du travail est garantie. Le travail forcé est interdit. N'est pas considérée comme travail forcé l'obligation faite à une personne d'accomplir un travail en exécution d'une décision judiciaire.

Art. 19 - L'État garantit aux citoyens l'égalité des chances dans le travail, une juste rémunération, et l'égalité des salaires pour les travaux de valeur égale.

Art. 20 - Chaque citoyen a le droit de se porter candidat pour accéder aux fonctions publiques de son pays.

La liberté d'accéder à la propriété

Art. 21 - Le droit à la propriété privée est garanti à chaque citoyen. Il est interdit de déposséder entièrement ou partiellement le citoyen de ses biens d'une manière arbitraire ou illégale.

La liberté de croyance, de pensée et d'opinion

Art. 22 - La liberté de croyance, de pensée et d'opinion est garantie pour tous.

Art. 23 - Les membres de chaque religion ont le droit de pratiquer leurs cultes religieux et de manifester leurs opinions par la parole, la pratique, ou l'enseignement et ce sans porter préjudice aux droits d'autrui. Ce droit ne peut être restreint que par la loi.

Les droits collectifs

Art. 24 - Les citoyens ont droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques. L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions qui constituent des mesures nécessaires dans l'intérêt de la sécurité nationale ou de l'ordre public, ou pour protéger les droits et les libertés d'autrui.

Art. 25 - L'État garantit le droit de former des syndicats et le droit de grève dans les limites prévues par la loi.

Le droit à l'éducation

Art. 26 - L'éradication de l'analphabétisme est une obligation; chaque citoyen a le droit à l'éducation qui, dans l'enseignement primaire au moins, doit être obligatoire et gratuite. L'enseignement secondaire et universitaire doit être rendu accessible à tous.

Les droits culturels et nationaux

Art. 27 - Les citoyens ont le droit de vivre dans un environnement intellectuel et culturel fier de l'appartenance nationale arabe, sanctifiant les droits de l'homme, rejetant la discrimination raciale et religieuse et toute autre discrimination et appuyant la coopération internationale et la cause de la paix mondiale.

Art. 28 - Tout individu a le droit de participer à la vie culturelle, de bénéficier des œuvres littéraires et artistiques et de disposer des possibilités favorisant le développement de ses aptitudes artistiques, intellectuelles et créatrices.

Art. 29 - Les minorités ne peuvent être privées du droit d'avoir leur propre vie culturelle ou de suivre les préceptes de leurs religions.

La protection de la famille

Art. 30 - a) La famille est l'élément fondamental de la société et bénéficie de sa protection.

b) L'État assure une attention et une protection particulières à la maternité, à l'enfance et à la vieillesse.

La protection de la jeunesse

Art. 31 - L'État assure à la jeunesse le maximum des possibilités favorisant son épanouissement physique et mental.

Le système pénal

Art. 32 - Nul ne sera incriminé ou condamné qu'en vertu d'une loi antérieure au fait punissable. L'accusé bénéficie de la loi postérieure au fait punissable si elle est à son avantage.

Art. 33 - Tout prévenu est présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie par une juridiction judiciaire lui assurant toutes les garanties nécessaires à sa défense.

Art. 34 - Nul ne peut être emprisonné pour la seule raison qu'il n'est pas en mesure de s'acquitter d'une dette ou d'exécuter une obligation civile.

Art. 35 - La peine de mort ne peut être imposée que pour les crimes les plus graves. Tout condamné à mort a le droit de solliciter la grâce ou la réduction de la peine.

Art. 36 - La sentence de mort ne peut être prononcée en aucun cas pour les crimes à caractère politique.

Art. 37 - Une sentence de mort ne peut être exécutée à l'encontre d'une personne âgée de moins de dix-huit ans, d'une femme enceinte jusqu'à la naissance de son enfant, ou d'une femme qui allaite jusqu'à deux ans de la naissance.

Art. 38 - Tout condamné à une peine privative de liberté doit être traité avec humanité.

Art. 39 - Nul ne peut être jugé deux fois pour le même délit.

Le Comité des experts

Art. 40 - Composition du Comité

1) Les États membres du Conseil de la Ligue parties à la présente Charte élisent au scrutin secret un comité d'experts des droits de l'homme.

2) Le Comité est composé de sept membres parmi les candidats des États parties à la présente Charte. La première élection du Comité aura lieu six mois après la date de l'entrée en vigueur de la Charte. Le Comité ne doit pas comprendre plus d'un membre d'un même État.

3) Le Secrétaire général invite les États parties à désigner leurs candidats dans un délai de deux mois avant la date de l'élection.

4) Les candidats doivent avoir de l'expérience et une haute compétence dans le domaine de l'activité du Comité; ils doivent s'acquitter de leurs fonctions à titre individuel, en toute impartialité et en toute conscience.

5) Les membres du Comité sont élus pour trois ans. Trois membres de ce Comité tirés au sort sont rééligibles une seule fois. Il sera tenu compte du principe de l'alternance autant que possible.

6) Le Comité élit son président et établit lui-même son règlement interne.

7) Le Comité se réunit au siège du Secrétariat général de la Ligue sur convocation du Secrétaire général. Il peut aussi, avec son accord, se réunir dans un autre pays arabe si son activité l'exige.

Art. 41 - Compétences du Comité

1) Étudier les rapports que les États parties soumettent dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la Charte ou l'adhésion de l'État, les rapports périodiques remis par les États concernant l'application de la Charte ainsi que les rapports reçus des États sur requête du Comité.

2) Les États parties présentent les rapports suivants au Comité:

a) un rapport préliminaire dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la Charte,

b) des rapports périodiques chaque trois ans,

c) des rapports comportant les réponses des États aux requêtes du Comité.

3) Le Comité remet un rapport accompagné des opinions et des observations des États à la Commission permanente des droits de l'homme de la Ligue.

Dispositions finales

Art. 42 - Le Conseil de la Ligue propose la présente Charte aux États membres de la Ligue en vue de leur adhésion.

Art. 43 - La présente Charte entrera en vigueur pour chaque État un mois après la date du dépôt de l'instrument d'adhésion. Le Secrétaire général informera les autres États membres de ce dépôt.

Art. 44 - L'adhésion d'un État membre à la présente Charte implique l'accomplissement des procédures constitutionnelles faisant de la Charte partie intégrante de sa législation interne.

Document 11b:

Charte arabe des droits de l'homme, 1994

Note explicative

Titre complet: Projet de Charte arabe des droits de l'homme.

Auteur: Commission arabe permanente des droits de l'homme de la Ligue des États arabes (ci-après: Ligue). Adoptée par la décision 5437 du 15 septembre 1994 du Conseil de la Ligue.

Source:

- Version arabe: *Al-mithaq al-'arabi li-huquq al-insan*, Al-idarah al-'ammah lil-shu'un al-qanuniyyah, idarat shu'un huquq al-insan.
- Version française: Nous avons établi nous-même cette traduction. La version de 1993 se trouve dans le document 11a. La différence entre ces deux versions est formelle, sur le plan de l'ordre des articles.

Préambule

Les gouvernements (suit une liste des pays membres de la Ligue)

Partant de la foi de la nation arabe dans la dignité de l'être humain depuis que Dieu l'a gratifiée en faisant d'elle le berceau des religions et des civilisations qui ont affirmé le droit de l'homme à une vie digne sur la base de la liberté, de l'équité et de la justice,

Concrétisant les principes éternels fondés par la *shari'ah* islamique et les autres religions célestes relatifs à la fraternité et à l'égalité entre les êtres humains,

Se glorifiant des valeurs et des principes humains qu'elle a consolidés à travers sa longue histoire et qui ont joué un rôle important pour l'expansion des centres du savoir entre l'Orient et l'Occident faisant d'elle une destination pour les gens de la planète et ceux qui cherchent la connaissance, la culture et la sagesse,

Considérant que la patrie arabe n'a cessé de s'interpeller d'un bout à l'autre pour le maintien de sa foi, croyant dans son unité, luttant pour sa liberté et combattant pour le droit des peuples à l'autodétermination et à la protection de leurs richesses,

Croyant dans la souveraineté de la loi et considérant que la jouissance de la liberté, de l'équité et de l'égalité des chances est un critère de noblesse de chaque société

Refusant le racisme et le sionisme qui constituent une violation des droits de l'homme et un danger pour la paix mondiale,

Confirmant le lien intime qui existe entre les droits de l'homme et la paix mondiale,

Réaffirmant les principes de la Charte des Nations unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, des deux conventions des Nations unies relatives aux

droits économiques, sociaux et culturels et aux droits civils et politiques et de la *Déclaration du Caire des droits de l'homme en Islam*,³⁰

Se référant à ce que précède,

Ces gouvernements se sont mis d'accord de ce qui suit:

Partie I.

Art. 1 - a) Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes et de leurs richesses et ressources naturelles. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel.

b) Le racisme, le sionisme, l'occupation et la domination étrangère sont un défi à la dignité humaine et le principal empêchement à la réalisation des droits fondamentaux des peuples. Il est un devoir de condamner leurs pratiques et d'y mettre fin.

Partie II.

Art. 2 - Tout État partie à la présente Charte s'engage à garantir à tout individu se trouvant sur son territoire et relevant de sa juridiction les droits et les libertés reconnus dans la présente Charte, sans distinction aucune pour raison de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance, ou pour toute autre raison et sans différence entre les hommes et les femmes.

Art. 3 - a) Il ne peut être admis aucune restriction ou dérogation aux droits fondamentaux de l'homme reconnus ou en vigueur dans tout État partie à la présente Charte en application de lois, de conventions ou de coutumes, sous prétexte que la Charte ne les reconnaît pas ou les reconnaît à un moindre degré.

b) Il ne peut être admis d'un État partie à la présente Charte aucune restriction ou dérogation aux droits fondamentaux de l'homme reconnus par la présente Charte dont bénéficient les citoyens d'un autre État sous prétexte que cet État les reconnaît à un moindre degré.

Art. 4 - a) Il ne peut être admis aucune restriction aux droits et aux libertés reconnus par la présente Charte que dans les cas prévus par la loi et considérés comme nécessaires pour protéger la sécurité et l'économie nationales, l'ordre public, la santé publique, les mœurs, ou les droits et libertés d'autrui.

b) En cas de danger public menaçant l'existence de la nation, chaque État partie peut prendre, dans les strictes limites où la situation l'exige, des mesures dérogeant aux obligations découlant de la présente Charte.

c) Ces mesures et ces dérogations ne peuvent en aucun cas concerner les droits et les garanties relatifs à l'interdiction de la torture et du traitement dégradant, au retour dans la patrie, à l'asile politique, au jugement, à la non-répétition du jugement pour le même acte et à la légalité des délits et des peines.

³⁰ Il s'agit de la Déclaration de l'OCI de 1990, dite *Déclaration du Caire*, reproduite dans le document 8c [NDA].

Art. 5 - Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne. Ces droits sont protégés par la loi.

Art. 6 - Nul ne sera incriminé ou condamné qu'en vertu d'une loi antérieure au fait punissable. L'accusé bénéficie de la loi postérieure au fait punissable si elle est à son avantage.

Art. 7 - Tout prévenu est présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie par une juridiction judiciaire lui assurant toutes les garanties nécessaires à sa défense.

Art. 8 - Tout individu a droit à la liberté et à la sécurité de sa personne. Il ne peut être arrêté, séquestré ou détenu sans motif légal; il doit être déféré sans délai devant l'autorité judiciaire.

Art. 9 - Toutes les personnes sont égales devant la justice. L'État garantit à tous le droit de s'adresser à la justice sur son territoire.

Le droit politique

Art. 10 - La peine de mort ne peut être imposée que pour les crimes les plus graves. Tout condamné à mort a le droit de solliciter la grâce ou la réduction de la peine.

Art. 11 - La sentence de mort ne peut être prononcée en aucun cas pour les crimes à caractère politique.

Art. 12 - Une sentence de mort ne peut être exécutée à l'encontre d'une personne âgée de moins de dix-huit ans, d'une femme enceinte jusqu'à la naissance de son enfant, ou d'une femme qui allaite jusqu'à deux ans de la naissance.

Art. 13 - a) Les États parties à la présente Charte protègent tout individu se trouvant sur leurs territoires pour qu'il ne soit pas soumis à la torture physique ou morale, ni à des traitements cruels, inhumains, ou attentant à la dignité. Ils prennent les mesures efficaces pour empêcher de tels actes. L'accomplissement et la participation à l'accomplissement de ces actes constituent des crimes punissables par la loi.

b) Nul ne sera soumis à une expérience médicale ou scientifique sans son libre consentement.

Art. 14 - Nul ne peut être emprisonné pour la seule raison qu'il n'est pas en mesure de s'acquitter d'une dette ou d'exécuter une obligation civile.

Art. 15 - Tout condamné à une peine privative de liberté doit être traité avec humanité.

Art. 16 - Nul ne peut être jugé deux fois pour le même délit.

Tout individu qui fait l'objet de telles mesures a le droit de recourir contre leur légalité et demander sa libération.

Tout individu victime d'arrestation ou de détention illégale a droit à réparation.

Art. 17 - La vie privée bénéficie d'une inviolabilité sacrée. Toute atteinte y relative est un crime. Ce droit comprend la protection de la famille, l'inviolabilité du domicile et le secret de la correspondance et de tout autre procédé de communication privée.

Art. 18 - La personnalité juridique est une qualité rattachée à toute personne.

Le droit de s'adresser à la justice

Art. 19 - Le peuple est la source des pouvoirs. La capacité politique est un droit pour chaque citoyen majeur; il l'exerce conformément à la loi.

Art. 20 - Toute personne qui se trouve sur le territoire d'un État a le droit d'y circuler librement et d'y choisir librement sa résidence à l'intérieur de cet État dans les limites de la loi.

Art. 21 - Aucun citoyen ne peut être empêché arbitrairement ou d'une manière illégale de quitter n'importe quel pays arabe, y compris le sien, empêché de résider dans une région donnée de son pays ou forcé d'y résider.

Art. 22 - Il est interdit de déporter un citoyen de son pays ou de le priver du droit d'y revenir.

Art. 23 - Devant la persécution, chaque citoyen a le droit de demander l'asile politique en d'autres pays. Ne peut bénéficier de ce droit celui qui est poursuivi pour un crime de droit commun. Il est interdit de livrer les réfugiés politiques.

Le droit au travail et sa liberté

Art. 24 - Il est interdit de priver arbitrairement le citoyen de sa nationalité, ni de son droit d'acquérir une autre nationalité, sans raison légale.

Art. 25 - Le droit à la propriété privée est garanti à chaque citoyen. Il est interdit de déposséder entièrement ou partiellement le citoyen de ses biens d'une manière arbitraire ou illégale.

Art. 26 - La liberté de croyance, de pensée et d'opinion est garantie pour tous.

Art. 27 - Les membres de chaque religion ont le droit de pratiquer leurs cultes religieux et de manifester leurs opinions par la parole, la pratique, ou l'enseignement et ce sans porter préjudice aux droits d'autrui. Ce droit ne peut être restreint que par la loi.

Les droits collectifs

Art. 28 - Les citoyens ont droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques. L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions qui constituent des mesures nécessaires dans l'intérêt de la sécurité nationale ou de l'ordre public, ou pour protéger les droits et les libertés d'autrui.

Art. 29 - L'État garantit le droit de former des syndicats et le droit de grève dans les limites prévues par la loi.

Art. 30 - L'État garantit à chaque citoyen le droit à un travail qui lui assure un niveau de vie suffisant pour satisfaire ses besoins fondamentaux. Il lui garantit aussi le droit à une sécurité sociale complète.

Art. 31 - La liberté du choix du travail est garantie. Le travail forcé est interdit. N'est pas considérée comme travail forcé l'obligation faite à une personne d'accomplir un travail en exécution d'une décision judiciaire.

Art. 32 - L'État garantit aux citoyens l'égalité des chances dans le travail, une juste rémunération, et l'égalité des salaires pour les travaux de valeur égale.

Art. 33 - Chaque citoyen a le droit de se porter candidat pour accéder aux fonctions publiques de son pays.

Art. 34 - L'éradication de l'analphabétisme est une obligation; chaque citoyen a le droit à l'éducation qui, dans l'enseignement primaire au moins, doit être obligatoire et gratuite. L'enseignement secondaire et universitaire doit être rendu accessible à tous.

Art. 35 - Les citoyens ont le droit de vivre dans un environnement intellectuel et culturel fier de l'appartenance nationale arabe, sanctifiant les droits de l'homme, rejetant la discrimination raciale et religieuse et toute autre discrimination et appuyant la coopération internationale et la cause de la paix mondiale.

Art. 36 - Tout individu a le droit de participer à la vie culturelle, de bénéficier des œuvres littéraires et artistiques et de disposer des possibilités favorisant le développement de ses aptitudes artistiques, intellectuelles et créatrices.

Art. 37 - Les minorités ne peuvent être privées du droit d'avoir leur propre vie culturelle ou de suivre les préceptes de leurs religions.

Art. 38 - a) La famille est l'élément fondamental de la société et bénéficie de sa protection.

b) L'État assure une attention et une protection particulières à la maternité, à l'enfance et à la vieillesse.

Art. 39 - L'État assure à la jeunesse le maximum des possibilités favorisant son épanouissement physique et mental.

Partie III.

Art. 40 - 1) Les États membres du Conseil de la Ligue parties à la présente Charte élisent au scrutin secret un comité d'experts des droits de l'homme.

2) Le Comité est composé de sept membres parmi les candidats des États parties à la présente Charte. La première élection du Comité aura lieu six mois après la date de l'entrée en vigueur de la Charte. Le Comité ne doit pas comprendre plus d'un membre d'un même État.

3) Le Secrétaire général invite les États parties à désigner leurs candidats dans un délai de deux mois avant la date de l'élection.

4) Les candidats doivent avoir de l'expérience et une haute compétence dans le domaine de l'activité du Comité; ils doivent s'acquitter de leurs fonctions à titre individuel, en toute impartialité et en toute conscience

5) Les membres du Comité sont élus pour trois ans. Trois membres de ce Comité tirés au sort sont rééligibles une seule fois. Il sera tenu compte du principe de l'alternance autant que possible.

6) Le Comité élit son président et établit lui-même son règlement interne.

7) Le Comité se réunit au siège du Secrétariat général de la Ligue sur convocation du Secrétaire général. Il peut aussi, avec son accord, se réunir dans un autre pays arabe si son activité l'exige.

Art. 41 - 1) Les États parties présentent les rapports suivants au Comité:

- a) un rapport préliminaire dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la Charte,
 - b) des rapports périodiques chaque trois ans,
 - c) des rapports comportant les réponses des États aux requêtes du Comité.
- 2) Le Comité étudie les rapports que les États parties soumettent conformément à l'alinéa 1^{er} de cet article.
- 3) Le Comité remet un rapport accompagné des opinions et des observations des États à la Commission permanente des droits de l'homme de la Ligue.

Partie IV.

Art. 42 - A) Après approbation de cette Charte par le Conseil de la Ligue, le Secrétaire général de la Ligue la propose aux États membres pour la signer et la ratifier ou pour y adhérer.

b) La présente Charte entrera en vigueur deux mois après la date du dépôt du septième instrument de ratification ou d'adhésion auprès du secrétariat de la Ligue.

Art. 43 - La présente Charte entrera en vigueur pour chaque État deux mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion auprès du Secrétariat de la Ligue. Le Secrétaire général informera les autres États membres de ce dépôt.

Document 11c:

Charte arabe des droits de l'homme, 2004

Note explicative

Titre complet: Charte arabe des droits de l'homme.

Auteur: Adoptée par le 16^e sommet arabe tenu à Tunis le 23 mai 2004.

Source:

- Version arabe: *Al-mithaq al-'arabi li-huquq al-insan*, dans: www1.umn.edu/humanrts/arab/a003-2.html
- Version française: Nous reproduisons la version publiée par le Journal officiel algérien no 8 du 15 février 2006, dans www.joradp.dz/JO2000/2006/008/F_Pag.htm. La version de 1993 se trouve dans le document 11a, et celle de 1994 dans le document 11b.

Entrée en vigueur: le 15 mars 2008, en vertu de l'article 49, deux mois après sa ratification par sept États arabes. Ces pays sont: la Palestine, les Émirats arabes unis, la Jordanie, le Bahrein, la Syrie, la Libye et l'Algérie.

Préambule

Procédant de la foi de la Nation arabe dans la dignité de l'homme que Dieu a honoré depuis la création du monde et dans le fait que la patrie arabe est le berceau des religions et des civilisations dont les nobles valeurs ont consacré le droit de l'homme à une vie digne fondée sur la liberté, la justice et l'égalité,

Afin de concrétiser les principes éternels de fraternité, d'égalité et de tolérance entre les êtres humains consacrés par l'Islam et les autres religions révélées,

Fiers des valeurs et des principes humanitaires que la Nation arabe a établis au cours de sa longue histoire, lesquels ont contribué, dans une large mesure, à la diffusion de la science entre l'Orient et l'Occident, faisant de la région le point de mire du monde entier, et la destination privilégiée des personnes en quête de savoir et de sagesse,

Ayant foi dans l'unité de la patrie arabe qui lutte pour sa liberté et défend le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, à préserver leurs richesses et à se développer,

Ayant foi également dans la primauté du droit et dans sa contribution à la protection des droits de l'homme dans leur sens global et complémentaire, et convaincus que la jouissance par l'être humain de la liberté, de la justice et de l'égalité des chances est l'aune à laquelle se mesure la valeur de toute société,

Rejetant toutes les formes de racisme et le sionisme qui constituent une violation des droits de l'homme et une menace pour la paix et la sécurité internationales,

Conscients du lien étroit existant entre les droits de l'homme et la paix et la sécurité internationales,

Réaffirmant les principes de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et les dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et tenant compte de la *Déclaration du Caire sur les droits de l'homme en Islam*,³¹

Les États parties du pacte conviennent de ce qui suit:

Art. 1er - La présente Charte vise, dans le cadre de l'identité nationale fondamentale des États arabes et du sentiment d'appartenance à une civilisation commune, à réaliser les objectifs suivants:

- 1) Placer les droits de l'homme au cœur des préoccupations nationales et fondamentales dans les États arabes de façon à en faire de grands idéaux qui orientent la volonté de l'individu dans ces États et lui permettent d'améliorer sa réalité en accord avec les nobles valeurs humaines.
- 2) Inculquer à l'être humain dans les États arabes la fierté de son identité, la fidélité à sa patrie et l'attachement à sa terre, à son histoire et à ses intérêts communs et faire en sorte qu'il s'imprègne d'une culture de fraternité humaine, de tolérance et d'ouverture sur autrui, conformément aux principes et aux valeurs humanitaires et à ceux qui sont proclamés dans les instruments internationaux des droits de l'homme.
- 3) Préparer les générations dans les États arabes à une vie libre et responsable dans une société civile solidaire fondée sur l'équilibre entre la conscience des droits et le respect des obligations et régie par les valeurs d'égalité, de tolérance et de modération.
- 4) Enraciner le principe selon lequel tous les droits de l'homme sont universels, indivisibles, interdépendants et indissociables.

Art. 2 - 1) Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes et d'être maîtres de leurs richesses et de leurs ressources, et le droit de choisir librement leur système politique et de poursuivre librement leur développement économique, social et culturel.

2) Tous les peuples ont le droit de vivre dans la souveraineté nationale et l'unité territoriale.

3) Toutes les formes de racisme, le sionisme, l'occupation et la domination étrangères constituent une atteinte à la dignité humaine et un obstacle majeur à l'exercice des droits fondamentaux des peuples; il est impératif de condamner leur pratique sous toutes ses formes et de veiller à leur élimination.

4) Tous les peuples ont le droit de résister à l'occupation étrangère.

Art. 3 - 1) Chaque État partie à la présente Charte s'engage à garantir à tout individu relevant de sa juridiction le droit de jouir des droits et des libertés énoncés dans la présente Charte, sans distinction aucune fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la croyance religieuse, l'opinion, la pensée, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou le handicap physique ou mental.

³¹ Il s'agit de la Déclaration de l'OCI de 1990, dite *Déclaration du Caire*, reproduite dans le document 8c [NDA].

2) Les États parties à la présente Charte prennent les mesures requises pour garantir l'égalité effective dans la jouissance de tous les droits et les libertés consacrés par la présente Charte, de façon à assurer une protection contre toutes les formes de discrimination fondées sur quelconque des motifs mentionnés au paragraphe précédent.

3) L'homme et la femme sont égaux sur le plan de la dignité humaine, des droits et des devoirs dans le cadre de la discrimination positive instituée au profit de la femme par la shari'ah islamique et les autres lois divines et par les législations et les instruments en vigueur. En conséquence, chaque État partie à la présente Charte s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la parité des chances et l'égalité effective entre l'homme et la femme dans la jouissance de tous les droits énoncés dans la présente Charte.

Art. 4 - 1) En cas de situation d'urgence exceptionnelle mettant en danger l'existence de la nation et proclamée par un acte officiel, les États parties à la présente Charte peuvent prendre, dans la stricte mesure où l'exige la situation, des dispositions qui dérogent aux engagements qu'ils ont contractés en vertu de la présente Charte, à condition que ces dispositions n'aillent pas à l'encontre des autres obligations qui leur incombent en vertu du droit international et n'entraînent aucune discrimination fondée sur le seul motif de la race, de la couleur, du sexe, de la langue, de la religion ou de l'origine sociale.

2) Aucune dérogation aux dispositions ci-après n'est autorisée, en cas de situation d'urgence exceptionnelle: article 5, article 8, article 9, article 10, article 13, article 14 (6), article 15, article 18, article 19, article 20, article 22, article 27, article 28, article 29 et article 30. En outre, les garanties judiciaires nécessaires pour la protection de ces droits visés ne peuvent être suspendues.

3) Tout État partie à la présente Charte, qui exerce le droit de dérogation, informe immédiatement les autres États parties, par l'intermédiaire du secrétaire général de la Ligue des États arabes, des dispositions auxquelles il déroge et des motifs de la dérogation. Il les informe également par le même truchement de la fin de la dérogation à la date à laquelle celle-ci intervient.

Art. 5 - 1) Le droit à la vie est un droit inhérent à toute personne humaine.

2) La loi protège ce droit et nul ne sera privé arbitrairement de sa vie.

Art. 6 - La peine de mort ne peut être prononcée que pour les crimes les plus graves conformément aux lois en vigueur au moment où le crime est commis et en vertu d'un jugement définitif rendu par un tribunal compétent. Toute personne condamnée à la peine de mort a le droit de solliciter la grâce ou l'allègement de sa peine.

Art. 7 - 1) La peine de mort ne peut être prononcée contre des personnes âgées de moins de 18 ans sauf dispositions contraires de la législation en vigueur au moment de l'infraction.

2) La peine de mort ne peut être exécutée sur la personne d'une femme enceinte tant qu'elle n'a pas accouché ou d'une mère qui allaite, que deux années après l'accouchement; dans tous les cas l'intérêt du nourrisson prime.

Art. 8 - 1) Nul ne peut être soumis à des tortures physiques ou mentales ou à un traitement cruel, inhumain, humiliant ou dégradant.

2) Chaque État partie protège tout individu relevant de sa juridiction de ce type de pratiques et prend des mesures efficaces pour les interdire. Ces actes ou la participation à ces actes sont considérés comme des crimes imprescriptibles punis par la loi. Chaque État partie garantit dans son système juridique réparation à la victime d'un acte de torture et le droit à une réhabilitation et à une indemnisation.

Art. 9 - Il est interdit de soumettre quiconque à des expériences médicales ou scientifiques ou d'utiliser ses organes sans son libre consentement et sa pleine connaissance des conséquences pouvant résulter de cela, étant entendu que les règles éthiques, humanitaires et professionnelles doivent être observées et que les procédures médicales de nature à garantir la sécurité personnelle de l'intéressé, conformément aux lois en vigueur dans chaque État partie, doivent être respectées. Le commerce des organes humains est interdit quelles que soient les circonstances.

Art. 10 - 1) L'esclavage et la traite des êtres humains sont interdits sous toutes leurs formes et punis par la loi. Nul ne peut être tenu en esclavage ou en servitude quelles que soient les circonstances.

2) Le travail forcé, la traite des êtres humains à des fins de prostitution ou d'exploitation sexuelle, l'exploitation de la prostitution d'autrui et toutes les autres formes d'exploitation ainsi que l'exploitation des enfants dans les conflits armés sont interdits.

Art. 11 - Toutes les personnes sont égales devant la loi et ont le droit de jouir de sa protection sans distinction.

Art. 12 - Toutes les personnes sont égales devant la justice. Les États parties garantissent l'indépendance de la justice et la protection des juges contre toute ingérence, pression ou menace. Ils garantissent également à tous les individus relevant de leur compétence l'accès aux juridictions de tous les degrés.

Art. 13 - 1) Toute personne a droit à un procès équitable dans lequel sont assurées des garanties suffisantes et conduit par un tribunal compétent indépendant et impartial établi préalablement par la loi qui décidera du bien fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle ou se prononcera sur ses droits et ses obligations. Chaque État partie garantit à ceux qui n'ont pas les ressources nécessaires une aide juridictionnelle pour leur permettre de défendre leurs droits.

2) Le procès est public sauf dans des cas exceptionnels lorsque l'exige l'intérêt de la justice dans une société respectueuse des libertés et droits de l'homme.

Art. 14 - 1) Tout individu a droit à la liberté et à la sécurité de sa personne. Nul ne peut faire l'objet d'une arrestation, d'une perquisition ou d'une détention arbitraire et sans mandat légal.

2) Nul ne peut être privé de sa liberté si ce n'est pour les motifs et dans les cas prévus préalablement par la loi et conformément à la procédure qui y est fixée.

3) Tout individu arrêté sera informé, au moment de son arrestation, dans une langue qu'il comprend, des raisons de cette arrestation, recevra immédiatement

notification de toute accusation portée contre lui et a le droit de prendre contact avec ses proches.

4) Toute personne privée de sa liberté par arrestation ou détention a le droit de demander d'être soumise à un examen médical et doit être informée de ce droit.

5) La personne arrêtée ou détenue du chef d'une accusation pénale est présentée dans les plus brefs délais à un juge ou à un fonctionnaire habilité par la loi à exercer des fonctions judiciaires, et devrait être jugée dans un délai raisonnable ou libérée. Sa libération peut être subordonnée à des garanties assurant sa comparution à l'audience. La détention provisoire ne doit en aucun cas être la règle générale.

6) Quiconque est privé de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours devant un tribunal compétent afin que celui-ci statue sans délai sur la légalité de cette arrestation ou détention et ordonne sa libération si l'arrestation ou la détention est illégale.

7) Toute personne victime d'une arrestation ou d'une détention arbitraire ou illégale a droit à réparation.

Art. 15 - Il ne peut y avoir d'infraction ni de peine qu'en vertu d'un texte de loi adopté préalablement; la loi la plus favorable à l'accusé est appliquée dans tous les cas.

Art. 16 - Toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été établie par un jugement définitif conformément à la loi et a droit au cours de l'instruction et durant le procès aux garanties minimales suivantes:

1) Droit d'être informée immédiatement, de façon détaillée et dans une langue qu'elle comprend, des accusations portées contre elle.

2) Droit de disposer d'un temps et de facilités suffisants pour préparer sa défense et de prendre contact avec ses proches.

3) Droit d'être jugée en sa présence devant son juge naturel et de se défendre elle-même ou avec l'assistance d'un avocat de son choix avec lequel elle peut communiquer en toute liberté et confidentialité.

4) Droit de bénéficier gratuitement de l'assistance d'un avocat pour la défendre si elle ne peut pas le faire elle-même ou si l'intérêt de la justice l'exige, et droit de se faire assister gratuitement d'un interprète si elle ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience.

5) Droit d'interroger elle-même ou de faire interroger par son défenseur les témoins à charge et d'obtenir la comparution de témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge.

6) Droit de ne pas être forcée de témoigner contre elle-même ou de s'avouer coupable.

7) Droit, si elle est déclarée coupable d'avoir commis une infraction, de faire appel conformément à la loi devant une instance judiciaire supérieure.

8) Droit à ce que la sécurité de sa personne et sa vie privée soient respectées en toutes circonstances.

Art. 17 - Chaque État partie garantit en particulier à tout enfant à risque ou délinquant accusé d'une infraction le droit à un régime judiciaire spécial pour mineurs tout au long des poursuites, du procès et de l'application du jugement et à un traitement spécial qui soit compatible avec son âge et qui protège sa dignité, facilite sa réadaptation et sa réinsertion, et lui permette de jouer un rôle constructif dans la société.

Art. 18 - Aucune personne dont l'incapacité de s'acquitter d'une dette résultant d'une obligation contractuelle a été établie ne sera emprisonnée.

Art. 19 - 1) Nul ne peut être jugé deux fois pour une même infraction, il appartient à toute personne faisant l'objet d'une telle procédure d'en contester la légalité et de demander sa libération.

2) Tout prévenu dont l'innocence a été établie par un jugement définitif a le droit d'être indemnisé du préjudice qu'il a subi.

Art. 20 - 1) Toute personne privée de sa liberté est traitée avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine.

2) Les prévenus sont séparés des condamnés et sont traités de manière compatible avec leur condition de personne non condamnée.

3) Le régime pénitentiaire a pour but l'amendement et la réinsertion sociale des prisonniers.

Art. 21 - 1) Nul ne fera l'objet d'immixtion arbitraire ou illégale dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou ses correspondances ni d'atteinte à son honneur ou à sa réputation.

2) Toute personne a droit à la protection de la loi contre une telle immixtion ou atteinte.

Art. 22 - Toute personne a droit à la reconnaissance de sa personnalité juridique.

Art. 23 - Chaque État partie à la présente Charte garantit un moyen de recours utile à toute personne dont les droits ou les libertés reconnus dans la présente Charte ont été violés même si la violation a été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles.

Art. 24 - Tout citoyen a le droit:

- 1) de pratiquer librement une activité politique;
- 2) de participer à la direction des affaires publiques, directement ou par l'intermédiaire de représentants librement choisis;
- 3) de se porter candidat ou de choisir ses représentants dans des élections libres et régulières et dans des conditions d'égalité entre tous les citoyens assurant la libre expression de sa volonté;
- 4) de bénéficier de la possibilité d'accéder dans des conditions d'égalité avec les autres aux fonctions publiques de son pays dans le respect de la parité des chances;
- 5) de constituer librement des associations avec d'autres et d'y adhérer;
- 6) à la liberté de réunion et à la liberté de rassemblement pacifique;

7) l'exercice de ces droits ne peut faire l'objet que des seules restrictions imposées conformément à la loi et qui sont nécessaires dans une société respectueuse des libertés et des droits de l'homme pour maintenir la sécurité nationale, l'ordre public, la sûreté publique, la santé publique ou la moralité publique ou pour protéger les droits et les libertés d'autrui.

Art. 25 - Les personnes appartenant à des minorités ne peuvent être privées du droit de jouir de leur culture, d'utiliser leur langue et de pratiquer les préceptes de leur religion; la loi réglemente l'exercice de ces droits.

Art. 26 - 1) Toute personne qui se trouve légalement sur le territoire d'un État partie jouit de la liberté de circuler et choisit librement son lieu de résidence, où que ce soit sur ce territoire dans le respect des lois en vigueur.

2) Aucun État partie n'expulsera une personne, qui ne détient pas sa nationalité mais qui se trouve légalement sur son territoire, qu'en exécution d'une décision prise conformément à la loi et après lui avoir donné, sauf si des considérations de sécurité nationale s'y opposent, la possibilité d'introduire un recours devant l'autorité compétente; l'expulsion collective est interdite dans tous les cas.

Art. 27 - 1) Nul ne peut être arbitrairement ou illégalement empêché de quitter un pays quel qu'il soit, y compris son propre pays, interdit de séjour dans une région donnée, ou obligé à séjourner dans ledit pays.

2) Nul ne peut être exilé de son pays ou privé du droit d'y retourner.

Art. 28 - Toute personne a le droit de demander l'asile politique à un autre pays pour échapper à la persécution; ce droit ne peut être exercé par une personne qui fait l'objet de poursuites pour une infraction de droit commun. Il est interdit d'extrader des réfugiés politiques.

Art. 29 - 1) Toute personne a droit à une nationalité et nul ne peut être déchu arbitrairement ou illégalement de sa nationalité.

2) Les États parties prendront, conformément à leur législation relative à la nationalité, les mesures qu'ils jugeront appropriées pour permettre à l'enfant d'acquérir la nationalité de sa mère en tenant compte dans tous les cas de l'intérêt de l'enfant.

3) Nul ne se verra dénier le droit d'acquérir une autre nationalité compte dûment tenu des procédures juridiques en vigueur dans son pays.

Art. 30 - 1) Toute personne a droit à la liberté de pensée, de croyance et de religion, qui ne peut faire l'objet d'aucune restriction non prévue par la loi en vigueur.

2) La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ou de pratiquer individuellement ou collectivement les rites de sa religion ne peut faire l'objet que des seules restrictions prévues par la loi et qui sont nécessaires dans une société tolérante, respectueuse des libertés et des droits de l'homme pour la protection de la sûreté publique, de l'ordre public, de la santé publique ou de la moralité publique ou des libertés et droits fondamentaux d'autrui.

3) Les parents ou les tuteurs assurent librement l'éducation religieuse et morale de leurs enfants.

Art. 31 - Le droit à la propriété privée est garanti et il est interdit dans tous les cas de confisquer arbitrairement ou illégalement tout ou partie des biens d'une personne.

Art. 32 - 1) La présente Charte garantit le droit à l'information et la liberté d'opinion et d'expression et le droit de rechercher, de recevoir et de répandre des informations par tout moyen, sans considération de frontières géographiques.

2) Ces droits et libertés sont exercés dans le cadre des principes fondamentaux de la société et sont soumis aux seules restrictions nécessaires au respect des droits et de la réputation d'autrui et à la sauvegarde de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la santé publique ou de la moralité publique.

Art. 33 - 1) La famille est la cellule naturelle et fondamentale de la société, elle est fondée sur le mariage entre l'homme et la femme, le droit de se marier et de fonder une famille selon les règles et les conditions régissant le mariage est reconnu à l'homme et la femme dès qu'ils sont en âge de contracter un mariage. Il ne peut y avoir de mariage sans le plein et libre consentement des deux parties. La législation en vigueur réglemente les droits et les devoirs de l'homme et de la femme au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution.

2) L'État et la société garantissent la protection de la famille, le renforcement de ses liens, la protection de ses membres, l'interdiction de toutes les formes de violence ou de mauvais traitements dans les relations entre ses membres, en particulier à l'égard de la femme et de l'enfant. Ils garantissent également à la mère, à l'enfant, à la personne âgée et aux personnes ayant des besoins particuliers la protection et l'assistance nécessaires et assurent aux adolescents et aux jeunes les meilleures chances de développement physique et mental.

3) Les États parties prennent toutes les dispositions législatives, administratives et judiciaires requises pour assurer la protection, la survie et le bien-être de l'enfant dans un climat de liberté et de dignité et pour faire en sorte que son intérêt supérieur, soit, en toutes circonstances, le critère à la base de toutes les mesures le concernant qu'il s'agisse d'un enfant à risque ou d'un enfant délinquant.

4) Les États parties prennent toutes les mesures nécessaires pour garantir, notamment aux jeunes, le droit d'exercer une activité sportive.

Art. 34 - 1) Le droit au travail est un droit naturel de chaque citoyen. L'État s'efforce d'assurer, dans la mesure du possible, un emploi au plus grand nombre de demandeurs tout en garantissant la production, la liberté du travail et l'égalité des chances sans distinction aucune fondée sur la race, la couleur, le sexe, la religion, la langue, l'opinion politique, l'appartenance à un syndicat, l'origine nationale, l'origine sociale, un handicap ou toute autre situation.

2) Chaque travailleur a le droit de jouir de conditions de travail justes et favorables qui assurent un salaire équitable lui permettant de subvenir à ses besoins essentiels et à ceux de sa famille et fixent les heures de travail et de repos, les congés payés et les règles pour préserver l'hygiène et la sécurité du travail et la protection des femmes, des enfants et des personnes handicapées pendant le travail.

3) Les États parties reconnaissent le droit de l'enfant d'être protégé contre l'exploitation économique et de n'être astreint à aucun travail potentiellement dangereux ou susceptible d'entraver son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social. À cette fin, et compte tenu des dispositions des autres instruments internationaux pertinents, les États parties prennent en particulier les mesures suivantes:

- a) fixent un âge minimum d'admission à l'emploi;
 - b) prévoient une réglementation appropriée des horaires de travail et des conditions d'emploi;
 - c) prévoient des peines ou d'autres sanctions appropriées pour assurer l'application effective des présentes dispositions;
- 4) Il est interdit de faire une distinction entre l'homme et la femme dans l'exercice du droit de bénéficier de manière effective d'une formation, d'un emploi, de la protection du travail et d'un salaire égal pour un travail de valeur et de qualité égales;
- 5) Chaque État partie assure aux travailleurs qui immigreront sur son territoire la protection requise conformément à la législation en vigueur.

Art. 35 - 1) Toute personne a le droit de constituer des syndicats ou d'adhérer à des syndicats et de pratiquer librement une activité syndicale pour défendre ses intérêts.

2) L'exercice de ces droits et libertés ne peut faire l'objet que des seules restrictions prévues par la législation en vigueur et qui sont nécessaires pour préserver la sécurité nationale, la sûreté publique, l'ordre public ou pour protéger la santé publique, la moralité publique ou les droits et les libertés d'autrui.

3) Chaque État partie garantit le droit de grève dans les limites fixées par la législation en vigueur.

Art. 36 - Les États parties garantissent le droit de chaque citoyen à la sécurité sociale, y compris l'assurance sociale.

Art. 37 - Le droit au développement est un des droits fondamentaux de l'homme et tous les États parties sont tenus d'établir les politiques de développement et de prendre les mesures requises pour assurer ce droit. Il leur incombe d'œuvrer pour dynamiser les valeurs de solidarité et de coopération entre eux et au niveau international afin d'éliminer la pauvreté et de réaliser le développement économique, social, culturel et politique. En vertu de ce droit, chaque citoyen a le droit de participer à la réalisation du développement, d'y contribuer et de bénéficier de ses bienfaits et de ses fruits.

Art. 38 - Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour elle et sa famille, qui leur assure le bien-être et une vie décente, y compris la nourriture, les vêtements, le logement et les services, et a droit à un environnement sain. Les États parties prennent les mesures requises en fonction de leurs ressources pour assurer ce droit.

Art. 39 - 1) Les États parties reconnaissent le droit qu'a tout membre de la société de jouir du meilleur état de santé physique et mentale qui puisse être atteint et le

droit du citoyen de bénéficier gratuitement des services de santé de base et d'accéder aux centres de soins médicaux sans discrimination aucune.

2) Dans le cadre des étapes suivies par les États parties, les mesures prises sont les suivantes:

- a) développement des soins de santé de base et garantie de la gratuité des services des centres qui fournissent ces soins et de la facilité d'accès à ces centres où qu'ils soient et quelle que soit la situation économique;
- b) fourniture d'efforts pour combattre les maladies par des moyens préventifs et curatifs de façon à réduire la mortalité;
- c) action de sensibilisation et d'éducation sanitaire;
- d) lutte contre les pratiques traditionnelles préjudiciables à la santé de la personne;
- e) garantie à chacun de la nourriture de base et de l'eau potable;
- f) lutte contre les facteurs de pollution de l'environnement et fourniture de moyens d'assainissement;
- g) lutte contre le tabagisme, la drogue et les substances psychotropes.

Art. 40 - 1) Les États parties s'engagent à assurer aux personnes mentalement ou physiquement handicapées une vie décente qui garantisse leur dignité; ainsi qu'à renforcer leur autonomie et à faciliter leur participation effective dans la société.

2) Les États parties fournissent gratuitement des services sociaux à toutes les personnes handicapées, apportent à celles d'entre elles qui en ont besoin, soutien matériel, directement ou par le biais de leur famille ou de la famille qui s'occupe d'eux, et font tout ce qui est nécessaire pour éviter leur placement en institution. Dans tous les cas, ils prennent en compte l'intérêt supérieur de la personne handicapée.

3) Les États parties prennent toutes les dispositions nécessaires pour lutter par tous les moyens possibles contre les handicaps, notamment par le biais de programmes de santé préventive et d'efforts de sensibilisation et d'éducation.

4) Les États parties fournissent tous les services d'enseignement appropriés aux personnes handicapées en tenant compte de l'importance de leur intégration dans le système d'enseignement, ainsi que de l'importance de la formation professionnelle, de la préparation à exercer une activité professionnelle et de la fourniture d'un emploi approprié dans le secteur public ou privé.

5) Les États parties fournissent tous les services de santé appropriés aux personnes handicapées, y compris des services de réadaptation pour leur intégration dans la société.

6) Les États parties assurent aux personnes handicapées la possibilité d'utiliser tous les services collectifs publics et privés.

Art. 41 - 1) L'alphabétisation est un impératif pour les États et chacun a droit à l'éducation.

2) Les États parties garantissent à leurs citoyens la gratuité de l'enseignement au moins aux niveaux primaire et fondamental. L'enseignement primaire sous toutes

ses formes et à toutes les étapes est obligatoire et accessible à tous sans discrimination.

3) Les États parties prennent dans tous les domaines les mesures appropriées pour assurer le partenariat entre l'homme et la femme en vue d'atteindre les objectifs du développement national.

4) Les États parties garantissent un enseignement visant l'épanouissement total de l'être humain et le renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

5) Les États parties œuvrent pour inscrire les principes relatifs aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales aux programmes et aux activités éducatifs, aux programmes pédagogiques et de formation tant officiels que non-officiels.

6) Les États parties garantissent la mise en place des mécanismes requis pour assurer l'éducation permanente à tout citoyen et établissent des plans nationaux pour l'éducation des adultes.

Art. 42 - 1) Toute personne a le droit de participer à la vie culturelle et de bénéficier des fruits du progrès scientifique et de ses applications.

2) Les États parties s'engagent à respecter la liberté de la recherche scientifique et de la créativité et garantissent la protection des intérêts moraux et matériels liés à la production scientifique, littéraire ou artistique.

3) Les États parties s'efforcent d'agir en commun et de renforcer la coopération entre eux à tous les niveaux avec la pleine participation des intellectuels et des inventeurs et de leurs organisations, en vue de développer et d'appliquer les programmes scientifiques récréatifs, culturels et artistiques.

Art. 43 - Aucune disposition de la présente Charte ne sera interprétée de façon à porter atteinte aux droits et aux libertés protégés par les lois internes des États parties ou énoncés dans les instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme que les États parties ont adoptés ou ratifiés, y compris les droits de la femme, de l'enfant et des personnes appartenant à des minorités.

Art. 44 - Les États parties s'engagent, au cas où leurs dispositions législatives ou autres en vigueur ne garantissent pas de manière effective la mise en œuvre des droits énoncés dans la présente Charte, à prendre, conformément à leurs procédures constitutionnelles et aux dispositions de la présente Charte, les mesures législatives ou autres nécessaires à cet effet.

Art. 45 - 1) Il est institué, en vertu de la présente Charte, un comité arabe des droits de l'homme ci-après dénommé « le Comité ». Le Comité est composé de sept membres élus au scrutin secret par les États parties à la présente Charte.

2) Le Comité est formé de ressortissants d'États parties à la présente Charte qui doivent être des personnalités ayant une grande expérience et compétence dans le domaine d'activité du Comité. Les membres du Comité exercent leurs fonctions à titre personnel et en toute indépendance et impartialité.

3) Le Comité ne peut comprendre parmi ses membres plus d'un ressortissant d'un État partie, un tel membre n'est rééligible qu'une seule fois. Il est, en outre, tenu compte du principe de l'alternance.

4) Les membres du Comité sont élus pour un mandat de quatre ans, étant entendu que le mandat de trois des membres élus à la première élection, qui seront désignés par tirage au sort, prendra fin au bout de deux ans.

5) Six mois avant la date de l'élection, le secrétaire général de la Ligue des États arabes invite les États parties à désigner leurs candidats dans un délai de trois mois; il leur communique la liste des candidats deux mois avant la date de l'élection. Sont élus membres du Comité les candidats qui obtiennent le plus grand nombre de voix des membres présents. Au cas où les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix dépassent le nombre requis du fait de l'obtention d'un nombre égal de voix par deux candidats ou plus, il est procédé à un nouveau tour de scrutin entre les candidats ayant obtenu le même nombre de voix des membres présents. S'il y a de nouveau égalité, le ou les membres à élire sont tirés au sort. La première élection des membres du comité a lieu au plus tôt six mois après l'entrée en vigueur de la Charte.

6) Le secrétaire général invite les États parties à une réunion consacrée à l'élection des membres du Comité qui a lieu au siège de la Ligue des États arabes. Le quorum est constitué par la majorité des États parties. S'il n'est pas atteint, le secrétaire général convoque une nouvelle réunion à laquelle doit participer au moins le tiers des États parties. Si le quorum n'est toujours pas atteint, le secrétaire général convoque une troisième réunion, qui se tiendra quel que soit le nombre des États parties présents.

7) La première réunion du Comité est convoquée par le secrétaire général. Au cours de cette réunion, le Comité élit son président parmi ses membres, pour un mandat de deux ans renouvelable une seule fois pour une période similaire. Le Comité établit son statut et son règlement intérieur et fixe la périodicité de ses réunions. Le Comité tient ses réunions au siège de la Ligue des États arabes. Il peut aussi se réunir dans tout autre État partie à la présente Charte sur invitation de celui-ci.

Art. 46 - 1) Les sièges du Comité sont déclarés vacants par le secrétaire général après notification du président du Comité, dans les cas suivants:

a) le décès;

b) la démission;

c) si, de l'avis unanime des autres membres, un membre du Comité a cessé de remplir ses fonctions sans motif acceptable et pour toute autre cause qu'une absence de caractère temporaire.

2) Lorsqu'une vacance est déclarée conformément au paragraphe (1) ci-dessus et que le mandat du membre à remplacer n'expire pas dans les six mois qui suivent la date à laquelle la vacance est déclarée, le secrétaire général de la Ligue des États arabes en avise les États parties à la présente Charte qui peuvent, dans un délai de

deux mois, désigner des candidats conformément aux dispositions de l'article 45 en vue de pourvoir le siège vacant.

3) Le secrétaire général de la Ligue des États arabes dresse en ordre alphabétique la liste de tous les candidats ainsi présentés et la communique aux États parties à la présente Charte. L'élection pour pourvoir le siège vacant a ensuite lieu conformément aux dispositions pertinentes.

4) Tout membre du Comité élu à un siège déclaré vacant conformément aux paragraphes (1) et (2) siège au Comité jusqu'à la fin de la partie restante du mandat du membre dont le siège est devenu vacant, conformément aux dispositions dudit paragraphe.

5) Le secrétaire général alloue sur le budget de la Ligue des États arabes les ressources financières et humaines et les moyens matériels dont le Comité a besoin pour s'acquitter efficacement de ses fonctions. Les membres du Comité sont considérés, en ce qui concerne la rémunération et le remboursement des frais, comme des experts du secrétariat général.

Art. 47 - Les États parties s'engagent à assurer aux membres du Comité les immunités nécessaires pour les protéger contre toute forme d'entrave, de pression morale ou matérielle ou de poursuites judiciaires du fait des positions qu'ils prennent ou des déclarations qu'ils font dans l'exercice de leurs fonctions en tant que membres du Comité.

Art. 48 - 1) Les États parties s'engagent à présenter au secrétaire général de la Ligue des États arabes des rapports sur les mesures qu'ils auront prises pour donner effet aux droits et aux libertés reconnus dans la présente Charte et sur les progrès réalisés dans l'exercice de ces droits. Le secrétaire général transmet ces rapports au Comité pour qu'il les examine.

2) Les États parties présentent un rapport initial au Comité dans un délai d'un an à compter de la date de l'entrée en vigueur de la Charte pour chacun d'eux et un rapport périodique tous les trois ans. Le Comité peut demander aux États parties des renseignements supplémentaires ayant trait à l'application de la Charte.

3) Le Comité étudie les rapports présentés par les États parties conformément au paragraphe (2) du présent article, en présence du représentant de l'État concerné.

4) Le Comité examine le rapport, fait des observations et formule les recommandations requises conformément aux objectifs de la Charte.

5) Le Comité présente un rapport annuel contenant ses observations et ses recommandations au conseil de la ligue par l'intermédiaire du secrétaire général.

6) Les rapports, les observations finales et les recommandations du Comité sont des documents publics auxquels le Comité assure une large diffusion.

Art. 49 - 1) Le secrétaire général de la Ligue des États arabes soumet la présente Charte, une fois que le conseil de la ligue l'a approuvée, aux États membres pour signature, ratification ou adhésion.

2) La présente Charte prend effet deux mois après la date du dépôt du septième instrument de ratification auprès du secrétariat général de la Ligue des États arabes.

3) Après son entrée en vigueur la présente Charte prendra effet, pour chaque État, deux mois après qu'il aura déposé son document de ratification ou d'adhésion auprès du secrétariat général.

4) Le secrétaire général informe les États parties du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion.

Art. 50 - Tout État partie peut, par l'intermédiaire du secrétaire général, présenter par écrit des propositions pour modifier la présente Charte. Après notification de ces propositions aux autres États parties, le secrétaire général invite ces derniers à les examiner en vue de leur approbation avant qu'elles ne soient présentées au conseil de la Ligue pour adoption.

Art. 51 - Les modifications prennent effet à l'égard des États parties qui les ont approuvées une fois qu'elles ont été approuvées par les deux tiers des États parties à la Charte.

Art. 52 - Tout État partie peut proposer des protocoles facultatifs additionnels à la présente Charte et ceux-ci sont adoptés selon les modalités suivies pour l'adoption des modifications apportées à la Charte.

Art. 53 - 1) Tout État partie peut, en signant la présente Charte, en déposant les instruments de ratification y relatifs ou en y adhérant, émettre une réserve sur l'un des articles à condition que cette réserve ne soit pas incompatible avec l'objet de la Charte.

2) Tout État partie qui a émis une réserve en application du paragraphe (1) du présent article peut, à tout moment retirer cette réserve en adressant une notification au secrétaire général de la Ligue des États arabes.

3) Le secrétaire général notifie aux États parties les réserves émises et les demandes de retrait.

Document 12:

Charte des juristes arabes, 1986

Note explicative

Titre complet: Projet de Charte des droits de l'homme et du peuple dans le monde arabe.

Auteur: Les experts arabes participant au Congrès réuni sous les auspices de l'*Institut supérieur international des sciences criminelles*, Syracuse (Italie), 5-12 décembre 1986. Cette Charte fut adoptée par le 16^e Congrès de l'*Union des avocats arabes*, Kuwait, 8-12 avril 1987.

Source:

- Version arabe: *Mashru' mithaq huquq al-insan wal-sha'b fil-watan al-'arabi*, dans *Huquq al-insan*, vol. 1, Dar al-'ilm lil-malayin, Beyrouth, 1988, p. 387-397.
- Version française: Nous reproduisons la version française inédite fournie par le *Bureau de l'Organisation arabe des droits de l'homme* à Genève.

Préambule

Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la collectivité humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,

Considérant les liens nationaux indissolubles qui unissent les citoyens des différents pays arabes de par les valeurs, le patrimoine, la civilisation et les intérêts qu'ils ont en commun au sein d'une nation dont la terre a été bénie par Dieu en faisant d'elle le berceau des révélations divines,

Considérant l'espoir qu'a le peuple arabe de poursuivre sa participation à l'édification et au progrès de la civilisation humaine,

Considérant que la méconnaissance des droits communs à la Nation arabe et des droits de l'homme sur ses territoires a conduit à de graves injustices dont l'occupation de la Palestine, l'expulsion de son peuple et l'installation d'une entité raciste qui lui est étrangère, la violation de l'intégrité des autres territoires arabes, la destruction de ses ressources humaines et matérielles et la soumission de ses potentialités et de son devenir à la volonté de puissances qui lui sont étrangères, entravant ainsi son développement, son indépendance et la réalisation de ses aspirations légitimes,

Considérant que l'issue de cette situation tragique ne peut émaner que d'un accord sur une conception commune de ces droits et sur les moyens nécessaires à leur protection sous un régime de droit, pour que la Nation arabe ne soit pas contrainte, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression,

Réaffirmant leur attachement aux principes énoncés dans la Charte des Nations unies et la Charte internationale des droits de l'homme,

Des experts arabes, dont des juristes et autres intellectuels, engagés à l'égard de la cause de la Nation arabe et préoccupés par son devenir, réunis à Syracuse (Italie) du 5 au 12 décembre 1986 sur l'invitation de l'*Institut supérieur international des sciences criminelles*, proclament le présent projet de Charte des droits de l'homme et du peuple dans le monde arabe et lancent un appel aux citoyens de tous les pays de la Nation arabe pour considérer cette Charte comme un idéal commun à atteindre et l'amorce de la Renaissance nationale.

Cet appel s'adresse également aux pays arabes, séparément ou dans leur ensemble, ainsi qu'à leurs organismes communs et en particulier la Ligue des États arabes, pour étudier la présente Charte en vue de son adoption et de sa mise en œuvre.

Première partie: Droits de l'homme et libertés fondamentales

Art. 1 - Tout individu a le droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique.

Art. 2 - 1) Le droit à la vie est garanti et protégé par la loi.

2) La peine de mort ne peut être imposée que pour les crimes les plus graves; cette peine ne peut être appliquée pour les crimes à caractère politique hormis les cas où ils sont accompagnés d'un meurtre ou d'une tentative de meurtre.

3) La sentence de mort ne peut être prononcée que par une juridiction judiciaire. Tout condamné à mort peut se pourvoir devant une juridiction supérieure et solliciter la grâce ou la commutation de la peine.

Art. 3 - 1) Tout individu a droit à la sûreté de sa personne.

2) Nul ne sera soumis à la torture physique ou morale, ni à des peines ou traitements inhumains, cruels ou dégradants. Ces actes ainsi que la participation à leur accomplissement sont punissables par la loi et constituent des crimes imprescriptibles.

3) Il est interdit de soumettre une personne à une expérience scientifique ou médicale sans son libre consentement et pour un motif autre que celui de lui prodiguer des soins.

Art. 4 - 1) Tout individu a droit à la liberté, à la sécurité de sa personne et à la quête du bonheur. Il ne pourra être porté atteinte à ce droit que pour des motifs et conformément à la procédure prévus par la loi.

2) Nul ne peut faire l'objet d'une arrestation ou d'une détention arbitraires. Tout individu devra être, dès son arrestation ou détention, assisté par un avocat et déféré sans délai devant l'autorité judiciaire compétente.

3) Tout individu victime d'arrestation ou de détention illégale a droit à réparation.

Art. 5 - 1) Nul ne sera incriminé ou condamné qu'en vertu d'une loi antérieure au fait punissable.

2) Tout prévenu est présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie par une juridiction judiciaire compétente.

3) Tout prévenu a droit à toutes les garanties nécessaires à sa défense, au cours d'un procès public, soit par lui-même soit par l'intermédiaire d'un avocat de son choix et à se voir attribuer d'office un avocat, sans frais, s'il n'a pas les moyens de le rémunérer.

Art. 6 - 1) Tout individu privé de sa liberté est traité avec humanité et dans le respect de sa dignité.

2) Il sera tenu compte dans l'application des peines de l'ensemble de règles minima pour le traitement des détenus adoptées par les Nations unies.

3) Il sera tenu compte, lors de la condamnation des jeunes délinquants et dans l'application des peines à leur encontre, des principes favorisant leur rééducation, leur réhabilitation et leur réinsertion sociale.

Art. 7 - Nul ne peut être emprisonné pour la seule raison qu'il n'est pas en mesure d'exécuter une obligation civile.

Art. 8 - 1) Tout individu a le droit de circuler librement à l'intérieur de son pays et d'y choisir librement sa résidence.

2) Tout citoyen ou originaire d'un pays arabe a le droit de quitter son pays et d'y revenir ainsi que d'entrer dans tout autre pays arabe.

3) Nul ne peut être expatrié.

Art. 9 - 1) La liberté de croyance et de pensée est garantie pour tous.

2) Tout individu a le droit de manifester sa religion ou sa conviction, individuellement ou en commun, par la pratique du culte, l'accomplissement des rites et l'enseignement et ce sans porter préjudice aux libertés et droits d'autrui. Ce droit ne peut être restreint que par la loi et dans les plus strictes limites.

Art. 10 - 1) Tout individu a le droit à la liberté d'opinion et d'expression. Ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir, de répandre et de publier, par tous moyens, toutes informations ou idées sans considérations de frontières.

2) L'exercice de ce droit ne peut être limité que par la loi et dans les plus strictes limites, particulièrement en vue de protéger les libertés et droits d'autrui.

Art. 11 - 1) Toutes les personnes sont égales devant la loi. Il ne peut y avoir de discrimination entre elles pour raison de race, de couleur, de sexe, de naissance, de nationalité, de langue, de religion ou d'opinion.

2) Toutes les personnes sont égales devant la justice. L'État garantit l'indépendance et l'impartialité de la justice.

3) L'État garantit l'indépendance de la profession d'avocat.

Art. 12 - Tout individu a droit à l'inviolabilité de sa vie privée. Ce droit comprend la protection de la famille, l'inviolabilité du domicile, le secret de la correspondance et de tout autre procédé de communication privée. Il ne peut être dérogé à ce droit que dans les limites prescrites par la loi.

Art. 13 - La famille est l'élément fondamental de la société et a droit à la protection et à l'assistance de l'État.

Art. 14 - Tout individu a le droit de fonder une famille. Aucun mariage ne peut être conclu sans le libre et plein consentement des futurs époux.

Art. 15 - L'État assure une protection particulière à la maternité et à l'enfance.

Art. 16 - L'État assure aux enfants mineurs des mesures spéciales de protection et d'assistance matérielle et morale. Il les protège contre toute exploitation économique et sociale.

Art. 17 - Tout individu a le droit de jouir d'une protection sociale et de soins médicaux qui assurent sa santé physique et mentale, et que l'État garantit dans la mesure de ses possibilités.

L'État doit assurer aux citoyens la prévention nécessaire contre les maladies épidémiques, endémiques et professionnelles.

Art. 18 - Tout individu a le droit de vivre dans un environnement sain protégé de toute pollution.

Art. 19 - L'État assure à la jeunesse, par tous les moyens, les possibilités favorisant son épanouissement physique et mental.

Art. 20 - L'État protège les personnes âgées et leur garantit une vie digne.

Art. 21 - L'État assure une protection particulière aux handicapés, conformément à leurs besoins et à leurs possibilités physiques et mentales.

Art. 22 - Tout individu a droit à la sécurité sociale, y compris l'indemnisation des victimes en cas de défaillance de l'auteur de l'infraction.

Art. 23 - Tout individu a droit à un niveau de vie satisfaisant correspondant à ses besoins essentiels ainsi qu'à ceux de sa famille, notamment l'alimentation, l'habillement et le logement.

Art. 24 - L'État assure la répartition équitable du revenu national entre les citoyens.

Art. 25 - Tout citoyen a droit à un travail qu'il choisit librement dans son pays ou dans tout autre pays arabe.

Art. 26 - Tout individu a droit, sans discrimination, à des conditions de travail équitables, lui assurant une juste rémunération, la sécurité, la santé, une limitation raisonnable des heures de travail, des congés et des possibilités de promotion.

Art. 27 - Les citoyens ont le droit de constituer des syndicats et des associations professionnelles, et d'y adhérer librement, en vue de sauvegarder leurs droits économiques et sociaux et défendre leurs intérêts communs. Ces syndicats et associations professionnelles ont le droit de former des fédérations panarabes.

Art. 28 - Les syndicats et les associations professionnelles ainsi que les fédérations panarabes qu'ils pourraient former ont le droit d'exercer librement leurs activités légitimes sans limitations autres que celles qui sont nécessaires au respect de l'ordre public, à la protection des droits et libertés d'autrui, ainsi que celles exigées par la nature même de l'organisation syndicale.

Art. 29 - L'État garantit le droit de grève dans les limites prévues par la loi.

Art. 30 - L'État protège la propriété privée. Nul ne peut être dépossédé de ce droit arbitrairement et sans une juste indemnisation.

Art. 31 - Tout individu a droit à l'éducation. L'enseignement primaire doit être obligatoire. L'État devra assurer l'enseignement pour tous aux autres niveaux, y compris l'enseignement technique et professionnel.

Art. 32 - L'enseignement doit être gratuit à tous les niveaux dans les écoles, les lycées et les universités publics.

Art. 33 - Tout individu a le droit de vivre dans un milieu intellectuel libre, de participer à la vie culturelle et de développer ses aptitudes intellectuelles et créatrices, de bénéficier des bienfaits du progrès scientifique et artistique et de protéger ses droits moraux et matériels découlant de toute production scientifique, artistique ou littéraire dont il est l'auteur.

Art. 34 - L'enseignement et la culture doivent viser au plein épanouissement de la personnalité humaine, à l'affermissement de l'idéal d'unité arabe, à l'affirmation des valeurs morales et religieuses, ainsi qu'à la consolidation du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, tant pour les individus que pour les groupes.

Art. 35 - Les communautés nationales ayant des liens ethniques ou culturels particuliers ont le droit de préserver les spécificités de leur culture et d'utiliser leur propre langue.

Art. 36 - Tout citoyen a droit à une nationalité. Il a le droit de la changer et de la conserver avec toute autre nationalité arabe. Il peut, sans discrimination entre l'homme et la femme, la transmettre à ses enfants.

Art. 37 - Tout individu a droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques. L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions prévues par la loi et qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, pour protéger les droits et les libertés énoncés dans la présente Charte et en garantir le plein effet.

Art. 38 - 1) Tout citoyen a le droit de s'associer librement avec d'autres, y compris le droit de constituer des partis politiques et des syndicats, et d'y adhérer pour la protection des intérêts communs. Ces associations ont le droit d'exercer librement leurs activités dans tous les pays arabes.

2) L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions prévues par la loi et qui sont nécessaires, dans une société démocratique, pour protéger les libertés et les droits énoncés dans la présente Charte et en garantir le plein effet.

Art. 39 - Tout citoyen a le droit d'avoir la possibilité de jouir des droits suivants:

1) de prendre part à la direction des affaires publiques, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis;

2) de voter et d'être élu, à l'occasion d'élections périodiques et honnêtes, au suffrage universel et égal et au scrutin secret, assurant l'expression libre de la volonté des électeurs;

3) d'accéder, dans des conditions d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.

Art. 40 - 1) Tout individu a le droit, en cas de persécution pour des motifs politiques, de rechercher et de recevoir asile en tout pays arabe, conformément aux règles du droit international et aux dispositions de la présente Charte.

2) Le réfugié ne peut être expulsé ou refoulé vers tout autre pays arabe ou étranger où il risquerait d'être persécuté ou dans lequel sa vie serait en danger.

Art. 41 - Il ne peut y avoir d'expulsion collective de citoyens d'un pays arabe.

Art. 42 - 1) En cas de guerre, de danger imminent ou de toute autre crise menaçant l'indépendance et la sécurité d'un pays, celui-ci peut proclamer l'état d'urgence et prendre, dans les strictes limites où la situation l'exige, des mesures dérogeant à certaines obligations découlant de la présente Charte.

2) Le précédent paragraphe n'autorise pas la dérogation aux droits à la vie, à la sûreté de la personne, à la reconnaissance de la personnalité juridique et à la nationalité. Il n'autorise pas non plus la dérogation aux dispositions relatives au principe de la légalité et celles concernant les libertés de religion, de pensée et de croyance.

3) Tout pays arabe qui use du droit de dérogation à certaines obligations, conformément aux paragraphes précédents, doit immédiatement informer les autres pays arabes parties à la présente Charte, des droits visés par la dérogation ou la restriction, ainsi que des motifs qui ont dicté ces mesures et de la date de leur cessation.

Art. 43 - Nul ne peut invoquer des ordres émanant de supérieurs hiérarchiques ou d'une haute autorité comme prétexte pour violer les droits énoncés dans la présente Charte.

Deuxième partie: Les droits communs au peuple arabe

Art. 44 - 1) Le peuple arabe a le droit de disposer de lui-même. En vertu de ce droit, il détermine librement son statut politique et choisit librement la voie qui assure son plein développement économique, social et culturel, dans la sauvegarde de ses intérêts nationaux et de son patrimoine commun.

2) Le peuple arabe a le droit de mettre fin à toutes les formes d'exploitation économique étrangère et particulièrement aux pratiques des monopoles et des groupements internationaux, ainsi qu'à toutes les formes de dépendance économique.

3) Le peuple arabe a tous les droits sur ses richesses et ses ressources naturelles. Il peut librement en disposer selon ses propres intérêts, sans préjudice des obligations découlant d'une coopération économique internationale fondée sur le principe de l'intérêt mutuel, et du droit international.

4) Le peuple arabe a droit à une vie digne et à assurer sa sécurité alimentaire.

Art. 45 - Le peuple arabe, dans tous les pays auxquels il appartient, a le droit naturel de s'unir et d'œuvrer, par tous les moyens légitimes dont il dispose, pour réaliser cette unité.

Art. 46 - Le peuple arabe a le droit de combattre, par tous les moyens légitimes y compris la lutte armée, l'occupation de toute partie de son territoire et de participer à sa défense en cas d'agression étrangère.

Art. 47 - Il est interdit de recourir à la force pour régler des conflits entre pays arabes. Tout citoyen arabe a le droit, pour des raisons de conscience ou par nationalisme, de refuser de participer aux combats dirigés contre tout autre pays arabe.

Art. 48 - Tout citoyen arabe a le droit de se porter volontaire pour assister, par tous les moyens légitimes, les peuples soumis au colonialisme ou à l'occupation ou victimes de discrimination raciale.

Art. 49 - Le peuple arabe a droit à la paix et à la sécurité conformément aux principes de solidarité et de relations amicales établis par la Charte des Nations unies et affirmés par les autres instruments internationaux.

Troisième partie: Les mécanismes de sauvegarde des droits de l'homme

Chapitre I: La Commission arabe des droits de l'homme

Art. 50 - Il est créé une Commission arabe des droits de l'homme (ci-après dénommée la Commission) sur la base des principes suivants:

1) La Commission exerce les fonctions énoncées dans la présente Charte et se compose de onze experts de haute moralité, possédant une compétence reconnue dans le domaine des droits de l'homme et siégeant à titre individuel.

2) Toute partie à la présente Charte peut présenter deux candidats remplissant les conditions mentionnées au paragraphe précédent, dont un qui ne serait pas de ses ressortissants. Un troisième candidat est présenté par l'Ordre des avocats de chaque partie concernée.

3) Les représentants des parties à la présente Charte élisent les membres de la Commission, au scrutin secret, au cours d'une réunion spécialement convoquée à cet effet et ce parmi l'ensemble des candidats présentés conformément au paragraphe précédent. La Commission ne doit pas comprendre plus d'un membre d'une même nationalité.

Art. 51 - 1) Les membres de la Commission sont élus pour un mandat de quatre années renouvelable. Toutefois, le mandat de cinq des membres élus lors de la première élection, dont les noms seront tirés au sort, sera de deux années seulement.

2) Tout membre de la Commission doit, avant d'entrer en fonctions, prendre en séance publique l'engagement solennel de s'acquitter de ses fonctions en toute impartialité et en toute conscience.

Art. 52 - 1) La Commission élit son Bureau pour une période de deux ans. Les membres du Bureau sont rééligibles.

2) La Commission établit elle-même son règlement interne.

Art. 53 - Les fonctions de la Commission sont:

1) Œuvrer à la promotion des droits de l'homme et du peuple arabe et à une meilleure prise de conscience de ces droits par le public, et ce par la collecte et la publication de documents, études et recherches; l'organisation de colloques et conférences; la diffusion de ces documents par tous moyens d'information; l'encouragement des institutions nationales travaillant dans ce domaine et la coopération avec d'autres organismes internationaux et régionaux ayant des buts similaires.

2) Étudier les rapports que les parties à la présente Charte lui présentent périodiquement en y indiquant les mesures qu'elles auraient prises en vue d'appliquer les dispositions de la présente Charte.

3) Examiner les communications présentées par une partie prétendant qu'une partie à la présente Charte ne s'acquitte pas de ses obligations au titre de la présente Charte.

4) Examiner les requêtes émanant de personnes physiques ou morales relevant de la juridiction de l'une des parties arabes à la présente Charte ou ayant un lien quelconque avec elle et qui prétendent être victimes d'une violation par cette partie de l'un quelconque des droits énoncés dans la Charte. Ces requêtes ne sont recevables que si le demandeur n'a pu obtenir satisfaction en raison de l'absence ou de l'épuisement des recours internes ou de son incapacité à les utiliser ou du retard mis pour les examiner dans un délai raisonnable.

5) Examiner toute violation grave des droits de l'homme qui serait commise par une partie quelconque à la présente Charte et ceci à la demande de deux membres au moins de la Commission.

6) Publier un rapport annuel sur ses activités.

Art. 54 - La Commission peut, dans tous les cas précédemment évoqués, faire tout commentaire ou formuler toute recommandation appropriés qu'elle notifie aux parties intéressées et publie dans les délais fixés par son règlement interne.

Chapitre 2: La Cour arabe des droits de l'homme

Art. 55 - Il est créé par la présente Charte une Cour arabe des droits de l'homme (ci-après dénommée la Cour), dont le fonctionnement est régi par les dispositions suivantes ainsi que par ses statuts et son règlement interne.

Art. 56 - 1) La Cour se compose de sept juges élus, parmi les candidats à ces fonctions, par les représentants des parties à la présente Charte.

2) Chaque partie à la présente Charte propose deux candidats et l'Ordre des avocats de chacune d'elle en présente un troisième. Tous les candidats doivent être des juristes éminents.

3) Les représentants des parties à la présente Charte élisent les membres de la Cour, au scrutin secret, au cours d'une réunion spécialement convoquée à cet effet et ce parmi l'ensemble des candidats. La Cour ne doit pas comprendre plus d'un membre d'une même nationalité.

Art. 57 - Les membres de la Cour sont élus pour un mandat de six années renouvelable. Toutefois, le mandat de trois des membres élus lors de la première élection, dont les noms seront tirés au sort, sera de trois années seulement.

Art. 58 - Les attributions de la Cour sont:

1) Examiner les requêtes présentées par une partie à la présente Charte contre toute autre partie au cas où une communication, adressée à la Commission, n'a pu être réglée à la satisfaction de ladite partie dans les délais fixés par le règlement interne de la Commission.

2) Statuer sur les requêtes individuelles que lui transmet la Commission toutes les fois qu'elles n'ont pu aboutir à une solution satisfaisante. Toute partie peut se faire représenter devant la Cour.

3) Donner tout avis consultatif ayant trait à l'interprétation de la présente Charte et à la détermination des obligations des parties, et ce à la demande des parties intéressées ou de tout autre organisme autorisé à le faire conformément au règlement interne.

4) Publier un rapport annuel sur ses activités.

Art. 59 - Les décisions de la Cour auront la force exécutoire reconnue aux jugements définitifs prononcés dans les pays parties à la présente Charte.

Art. 60 - Les séances de la Cour sont publiques sauf dans les cas où il en est autrement décidé conformément à son règlement interne.

Art. 61 - Le règlement interne de la Cour détermine les règles de son fonctionnement interne.

Quatrième partie: Dispositions finales

Art. 62 - 1) Les parties à la présente Charte s'engagent à respecter et à garantir à tous les individus se trouvant sur leur territoire et relevant de leur juridiction les droits reconnus dans la présente Charte, sans distinction aucune pour raison de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance, ou pour toute autre raison.

2) Les parties, qui ne l'auraient pas fait, s'engagent également à prendre, conformément à leurs règles constitutionnelles et aux dispositions de la présente Charte, les mesures d'ordre législatif ou autres propres à donner effet aux droits reconnus dans la présente Charte.

3) Les parties s'engagent par ailleurs à agir, tant par leurs propres efforts que par l'assistance et la coopération mutuelles, notamment sur les plans économique et technique, et au maximum de leurs ressources disponibles, en vue d'assurer le plein exercice des droits reconnus dans la présente Charte.

4) Les parties à la présente Charte s'engagent enfin à garantir que toute personne dont les droits et libertés reconnus dans la présente Charte auront été violés disposera d'un recours utile, alors même que la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles. Elles garantissent aussi que l'autorité compétente, judiciaire, administrative ou législative, statuera sur les droits de la personne qui forme le recours. Elles s'engagent à développer les possibilités de recours juridictionnel, et à garantir l'exécution par les autorités compétentes des jugements rendus en faveur des justiciables.

Art. 63 - 1) La présente Charte est ouverte à la signature de tous les pays arabes. Tout pays arabe ou organisme arabe intergouvernemental concerné, notamment la Ligue des États Arabes, est habilité à convoquer une réunion de tous les pays arabes pour examiner et signer la présente Charte.

2) La présente Charte entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt auprès de la partie invitante du 3^e instrument de ratification ou d'adhésion. Pour chacun des pays qui ratifieront la présente Charte ou y adhéreront, ladite Charte entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt par ce pays de son instrument de ratification ou d'adhésion. Les dispositions relatives à la constitution de la Commission et de la Cour entreront en vigueur trois mois après le dépôt du onzième instrument de ratification ou d'adhésion.

Art. 64 - Les parties à la présente Charte établiront les statuts de la Cour et prendront les mesures nécessaires en vue de constituer la Commission et la Cour conformément aux dispositions énoncées dans la présente Charte.

Art. 65 - Les parties à la présente Charte décideront des budgets de la Commission et de la Cour, des services administratifs et techniques nécessaires à leur bon fonctionnement, ainsi que des émoluments à attribuer aux membres de ces deux organes.

Document 13:

Charte tunisienne, 1985

Note explicative

Titre complet: Charte de la Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme (LTDH).

Auteur: Cette charte fut rédigée à la suite du 2^e Congrès national de la *Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme* tenu à Tunis-Amilcar en 1985.

Source:

- Version arabe: *Al-mithaq*, dans *Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme*, 2^e Congrès national, Tunis-Amilcar, 23-24 mars 1985, p. 39-42.
- Version française: Nous reproduisons la version française parue dans la source susmentionnée, p. 41-45.

Préambule

C'est dans le souci d'une plus grande compréhension des principes fondamentaux du combat pour les droits de l'homme que la présente Charte a été élaborée et adoptée.

La LTDH puise les concepts et les idées, qu'elle développe dans son action quotidienne à trois affluents:

- 1) Un affluent historique constitué par les principes libérateurs dans les valeurs de notre civilisation arabo-musulmane.
- 2) Les libertés proclamées par la constitution tunisienne.
- 3) Les aspirations universelles à la sauvegarde des droits de l'être humain telles qu'elles ont été énoncées dans les déclarations et conventions internationales en matière de droits de l'homme aussi bien sur le plan politique, qu'économique, social et culturel; la présente Charte de la LTDH ne devant nullement être en contradiction avec ces documents de référence.

Les principes généraux

La LTDH s'appuie sur les principes généraux suivants:

- 1) Elle se fixe pour objectif la défense des libertés fondamentales de l'être humain, qu'il s'agisse des libertés individuelles ou des libertés publiques.
- 2) Elle réproouve et combat, en toutes circonstances, les manifestations d'oppression, de violence, de fanatisme et toutes les formes de discrimination quels qu'en soient la source ou les auteurs.
- 3) Elle défend des principes et des droits, s'interdisant de servir des intérêts privés. Pour contribuer à la défense des victimes de l'injustice et de l'arbitraire - qu'il s'agisse d'individus ou de groupes - la Ligue fonde son action sur le bénévolat et l'engagement volontaire.

4) Elle lutte pour la sauvegarde des libertés démocratiques en même temps que pour la justice sociale et elle s'efforce d'apporter sa contribution à la recherche d'une paix juste et durable entre les nations.

5) Elle est indépendante de tout gouvernement et de tout parti politique, ainsi que de toute organisation.

6) Elle s'engage à n'avoir recours dans son action et dans la réalisation de ses objectifs qu'aux moyens pacifiques et légaux.

7) Elle insiste sur le fait que les droits de l'homme constituent un tout indivisible.

Enfin, elle s'engage à promouvoir et à développer l'esprit et la pratique de la tolérance dans tous les domaines où elle est appelée à intervenir.

Art. 1 - Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de tolérance et de fraternité.

Art. 2 - Chacun peut se prévaloir de tous les droits proclamés dans la présente Charte sans distinction aucune, notamment en fonction de la race, la couleur, l'origine sociale, la fortune et le sexe.

Art. 3 - Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

Art. 4 - Nul ne sera soumis à la torture ou à des châtiments corporels, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, que ce soit des arrestations, des interrogatoires au cours de procédures judiciaires, en détention ou dans toute autre situation.

Art. 5 - 1) Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès public où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées.

2) Toute personne appréhendée doit être immédiatement mise au courant des accusations portées contre elle.

Art. 6 - Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

Art. 7 - 1) Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir le lieu de sa résidence.

2) Toute personne a le droit de quitter son pays et d'y revenir librement.

3) Toute personne a droit à l'obtention d'un passeport.

Art. 8 - L'homme et la femme, à leur majorité légale, ont le droit de choisir librement leur conjoint et de fonder une famille en fonction de leurs seules convictions personnelles et de leur conscience.

Art. 8bis - Le Code tunisien de statut personnel constitue un acquis de civilisation majeur et une avancée importante dans le sens du renforcement de la liberté de la femme et de la sauvegarde de la famille.

Art. 9 - Toute personne a droit à la liberté de pensée et de conscience; ce droit implique la liberté de choix de sa religion ou de ses convictions et la liberté de leur interprétation (*ijtihad*) ainsi que la liberté de manifester sa religion ou ses convictions, seul ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, les cultes et l'accomplissement des rites à la condition de respecter les droits d'autrui.

Art. 10 - 1) Tout individu a droit à la liberté d'opinion, d'expression, d'information ou de publication.

2) L'exercice de ces droits ne doit, en aucun cas, compromettre la sûreté des personnes ni l'intimité de la vie privée.

3) De même que l'informatique et les nouveaux moyens de communication sophistiqués ne doivent nullement mettre en cause cette sûreté et cette intimité.

Art. 11 - 1) Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifique ainsi qu'à la constitution et à l'adhésion à des associations, des syndicats ou des partis politiques.

2) Nul ne peut être obligé de faire partie d'une association ou d'un parti.

3) La liberté d'actions syndicales est garantie³².

Art. 12 - 1) Toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis.

2) La volonté des peuples est le fondement des pouvoirs publics. Cette volonté doit s'exprimer par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret.

Art. 13 - 1) Tout individu a droit à la satisfaction de ses besoins fondamentaux et, particulièrement, le droit à l'éducation gratuite, aux soins médicaux, au travail, à la protection sociale, à une vie digne et au bien-être, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement et les prestations sociales. De même que tout individu a droit à un minimum de loisirs, au repos ainsi qu'à la protection de son environnement et de son cadre de vie.

2) Toute discrimination entre l'homme et la femme dans la rémunération du travail doit être combattue.

3) Les droits à l'éducation et au travail doivent être garantis aux personnes handicapées physiques.

Art. 14 - L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine sur tous les plans et, en particulier par référence aux valeurs de civilisation universelles, ainsi qu'au renforcement du respect de la personne humaine et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre les peuples.

³² La version française dit: "La liberté d'actions culturelles est garantie". Il s'agit d'une faute d'impression (NdA).

Art. 15 - Tous les enfants doivent jouir de l'égalité dans l'aide, l'assistance et la protection sociales.

Document 14:

Grande charte verte libyenne, 1988

Note explicative

Titre complet: Grande charte verte des droits de l'homme de l'ère jamahiriyenne.

Auteur: Congrès populaire de base, 12 juin 1988.

Source:

- Version arabe: *Al-wathiqah al-khadra' al-kubra li-huquq al-insan fi 'asr al-jamahir*, numéro spécial du Journal officiel libyen, 1^{er} août 1988.
- Version française: Nous reproduisons la traduction faite par *Al-Markaz al-'alami li-dirasat wa-abhath al-kitab al-akhdar*, Tripoli, [1988].

Le peuple arabe libyen, réuni en Congrès populaires de base,

Inspiré de la première déclaration de la Grande révolution d'Al-Fateh (1^{er} septembre 1969), qui fut le triomphe définitif de la liberté sur cette terre,

Dirigé par les principes de la déclaration historique de l'instauration du pouvoir du peuple du 2 mars 1977, événement qui ouvrit une ère nouvelle couronnant la lutte ininterrompue, tout au long des siècles de l'humanité et confirmant son inspiration incessante à la liberté et à l'émancipation,

Conduit par le Livre vert, guide de l'humanité pour la délivrance totale de tout pouvoir individuel, de classes, de clans, de tribus ou de partis, et voie vers l'instauration d'une société pour tous, où tous les êtres humains seraient libres et égaux dans l'exercice du pouvoir et dans la possession des richesses et des armes,

En réponse à l'incitation permanente du leader internationaliste, Moammar Qaddafi, fondateur de l'ère jamahiriyenne qui concrétise par sa pensée et son labeur les aspirations des opprimés et des asservis dans le monde et qui ouvre devant les peuples la voie du changement par la révolution populaire, instrument indispensable pour instaurer la société jamahiriyenne,

Convaincu que les droits de l'homme, suppléant de Dieu sur terre, ne peuvent être le don de personne ni exister dans les sociétés où s'exercent l'exploitation et la tyrannie; et ne peuvent se réaliser que par la victoire des masses populaires sur les oppresseurs et la disparition des régimes qui annihilent la liberté,

Que la mise en place du pouvoir des masses populaires consolidera leur existence sur terre lorsque la souveraineté du peuple s'exercera à travers les Congrès populaires,

Que les droits de l'homme ne peuvent être garantis dans un monde où existent des gouvernants et des gouvernés, des maîtres et des esclaves, des riches et des pauvres,

Conscient que la misère humaine ne peut disparaître ni les droits de l'homme s'affirmer, que par l'édification d'un monde jamahiriyen où les peuples détiennent le pouvoir, la richesse et les armes; un monde où disparaîtront les gouvernements et les armées; et où les communautés, les peuples et les nations se débarrasseront de tout danger de guerre, un monde de paix, de respect, de concorde et de coopération.

Sur la base de ce qui précède et des décisions des Congrès populaires nationaux et internationaux, tenus à l'intérieur et à l'extérieur, le peuple arabe libyen, guidé par la célèbre devise de 'Umar Ibn-al-Khattab: "Depuis quand peut-on asservir des hommes alors que leur mère les a mis au monde libres!", parole qui fut la première déclaration de la liberté et des droits de l'homme dans l'histoire de l'humanité,

Décide de promulguer la Grande Charte verte des droits de l'homme de l'ère jamahiriyyenne, dont les principes sont les suivants:

1) La démocratie est le pouvoir populaire et non pas l'expression populaire. Les membres de la société jamahiriyyenne déclarent que le pouvoir est au peuple: il l'exerce directement, sans intermédiaire ni représentant au sein des Congrès populaires et des Comités populaires.

2) Les membres de la société jamahiriyyenne sacralisent la vie de l'individu et la protègent. Ils interdisent son aliénation. L'emprisonnement ne peut être exercé qu'à l'encontre de celui dont la liberté constitue un danger ou une contamination des autres. La peine a pour objectif, l'assainissement de la société, la protection de ses valeurs humaines et de ses intérêts.

La société jamahiriyyenne proscriit les peines qui portent atteinte à la dignité et à l'intégrité de l'être humain, telles les travaux forcés ou l'emprisonnement de longue durée.

La société jamahiriyyenne proscriit toutes atteintes, physiques ou morales à la personne du prisonnier. Elle condamne toutes spéculations et expériences de toutes natures dont il pourrait être le sujet. La peine est personnelle et subie par l'individu à la suite d'un acte criminel dont elle dépend obligatoirement. La peine et ce qui en découle, ne peuvent s'étendre aux parents ni aux proches du criminel: "On ne commet le mal qu'à son propre détriment et nul n'assumera ce qu'il n'a point commis" (6:164).

3) Les membres de la société jamahiriyyenne sont, en période de paix, libres dans tous leurs déplacements et dans le choix de leur résidence.

4) La citoyenneté dans la société jamahiriyyenne est un droit sacré. Nul ne peut en être déchu, ni dessaisi.

5) Les membres de la société jamahiriyyenne interdisent l'action clandestine et le recours à la force sous toutes ses formes, à la violence, au terrorisme et au sabotage. Ces actes constituent une trahison des valeurs et des principes de la société jamahiriyyenne, qui affirme la souveraineté de l'individu au sein des Congrès populaires de base, lui garantissant le droit d'exprimer son opinion publiquement. Ils refusent et condamnent la violence comme moyen d'imposer des idées et des opinions. Ils adoptent le dialogue démocratique, comme seule méthode de débat et

considèrent toute relation hostile envers la société jamahiriyyenne, liée à une instance étrangère, quelle qu'en soit sa forme, comme une haute trahison à son égard.

6) Les membres de la société jamahiriyyenne sont libres de constituer des unions, des syndicats et des ligues pour défendre leurs intérêts professionnels.

7) Les membres de la société jamahiriyyenne sont libres dans leurs actes privés et leurs relations personnelles. Nul ne peut s'y immiscer, sauf plainte d'un des partenaires concernés ou si l'acte et la relation portent atteinte ou sont préjudiciables à la société, ou s'ils sont contraires à ses valeurs.

8) Les membres de la société jamahiriyyenne sacralisent la vie de l'être humain et la protègent. L'objectif de la société jamahiriyyenne est d'abolir la peine capitale. À cette fin, la peine de mort ne peut être exercée qu'à l'encontre de l'individu dont l'existence constitue un danger ou est délétère à la société. Le condamné à mort peut requérir un allègement de sa condamnation ou en contrepartie de sa vie, offrir un tribut personnel. Le tribunal peut commuer la peine si cette décision ne porte pas préjudice à la société ou si elle n'est pas contraire aux valeurs humaines. Les membres de la société jamahiriyyenne condamnent l'application de l'exécution de la peine capitale par des méthodes répugnantes, telles la chaise électrique, l'emploi de gaz toxiques ou les injections.

9) La société jamahiriyyenne garantit le droit de plaider et l'indépendance de la justice. Chacun de ses membres a droit à un procès équitable et intègre.

10) Les membres de la société jamahiriyyenne se fondent, dans leurs jugements, sur une loi sacrée: la religion ou la coutume, dont les dispositions sont stables, immuables et ne peuvent être substituées. Ils déclarent que la religion est une croyance absolue en la divinité et une valeur spirituelle sacrée. Elle est personnelle à chacun et commune à tous. Elle est une relation directe avec le Créateur, sans intermédiaire. La société jamahiriyyenne proscriit son monopole ainsi que son exploitation à des fins de subversion, de fanatisme, de sectarisme, d'esprit partisan et de guerre fratricide.

11) La société jamahiriyyenne garantit le droit au travail. C'est un droit et un devoir pour chacun, dans la limite de son effort personnel ou en association avec d'autres. Chacun a le droit d'exercer le travail de son choix. La société jamahiriyyenne est celle des associés et non par celle des salariés. La propriété, fruit du labeur, est sacrée et protégée; on ne peut y porter atteinte que dans l'intérêt public et moyennant un dédommagement équitable. La société jamahiriyyenne est libre de l'esclavagisme salarial, affirmant le droit de chacun sur son labeur et sa protection. Seul celui qui produit consomme.

12) Les membres de la société jamahiriyyenne sont libérés de tout féodalisme. La terre n'est la propriété de personne. Chacun a le droit de l'exploiter et d'en tirer profit par le labeur, l'agriculture ou l'élevage, durant sa vie, celles de ses héritiers, et dans la limite de son effort et de l'assouvissement de ses besoins.

13) Les membres de la société jamahiriyyenne sont libres de tout loyer. La maison appartient à celui qui l'habite. Elle jouit d'une immunité sacrée dans le respect des

droits du voisinage, "vos proches voisins ou voisins éloignés" (4:36). La demeure ne peut être utilisée pour nuire à la société.

14) La société jamahiriyyenne est solidaire. Elle assure à chacun une vie digne et prospère et un état de santé développé, afin d'atteindre la société des gens sains. Elle garantit la protection de l'enfance, de la maternité, de la vieillesse et de celle des invalides.

La société jamahiriyyenne est la tutrice de tous ceux qui n'ont pas de tutelle.

15) L'enseignement et la connaissance sont des droits naturels de chacun. Tout individu a le droit de choisir son enseignement et la connaissance qui lui convient, sans contrainte ni orientation imposée.

16) La société jamahiriyyenne est la société du bien et des nobles valeurs. Elle sacralise les idéaux et les principes humains. Sa finalité est une société humanitaire où l'agression, la guerre, l'exploitation et le terrorisme seront bannis et où ne subsistera aucune différence entre les grands et les petits.

Toutes les nations, tous les peuples et tous les nationalismes ont le droit de vivre libres, selon leurs options et les principes de l'autodétermination. Ils ont le droit d'instaurer leur entité nationale. Les minorités ont le droit de sauvegarder leur entité et leur patrimoine. Les aspirations légitimes de ces dernières ne peuvent être réprimées. Elles ne peuvent être, non plus, assimilées de force au sein d'une ou plusieurs nations ou nationalismes différents.

17) Les membres de la société jamahiriyyenne affirment le droit de chacun à profiter des bienfaits, des avantages, des valeurs et des principes que lui procurent la concorde, la cohésion, l'union, l'affinité et l'affection de la famille, de la tribu, de la nation et de l'humanité. À cette fin, ils œuvrent à instaurer l'entité nationale naturelle de leur nation et soutiennent tous ceux qui combattent pour atteindre cet objectif.

Les membres de la société jamahiriyyenne rejettent toute ségrégation entre les hommes due à leur couleur, à leur race, à leur religion ou à leur culture.

18) Les membres de la société jamahiriyyenne protègent la liberté. Ils la défendent partout dans le monde. Ils soutiennent les opprimés, et incitent tous les peuples à faire face à l'injustice, l'oppression, l'exploitation et au colonialisme. Ils les encouragent à combattre l'impérialisme, le racisme et le fascisme conformément au principe de la lutte collective des peuples contre les ennemis de la liberté.

19) La société jamahiriyyenne est une société de splendeur et d'épanouissement. Elle garantit à chacun le droit de pensée, de création et d'innovation.

La société jamahiriyyenne œuvre pour le développement des sciences, des arts et des lettres. Elle assure leur propagation au sein des masses populaires afin d'en interdire tout monopole.

20) Les membres de la société jamahiriyyenne affirment le droit sacré, pour l'homme, de naître dans une famille cohérente où la maternité, la paternité et la fraternité lui sont offertes. L'épanouissement de l'être humain n'est conforme à sa nature que s'il est assuré par une maternité et un allaitement naturels. L'enfant doit être élevé par sa mère.

21) Les membres de la société jamahiriyyenne, hommes ou femmes, sont égaux dans tout ce qui est humain. La distinction des droits entre l'homme et la femme est une injustice flagrante que rien ne justifie. Ils proclament que le mariage est une association équitable entre deux partenaires égaux. Nul ne peut conclure un contrat de mariage par contrainte, ni divorcer que par consentement mutuel ou par un jugement équitable. Il est injuste de déposséder les enfants de leur mère, et la mère de son foyer.

22) Les membres de la société jamahiriyyenne considèrent les domestiques comme les esclaves des temps modernes, asservis par leur maître. Aucune loi ne régit leur situation, et ils ne disposent d'aucune garantie ni protection. Ils vivent dans l'arbitraire de leur maître, sont victimes de la tyrannie. Ils sont contraints par nécessité et pour survivre, d'exercer un travail qui bafoue leur dignité et leurs sentiments humains. Pour cette raison, la société jamahiriyyenne proscriit le recours à des domestiques dans les foyers. La maison doit être entretenue par ses propriétaires.

23) Les membres de la société jamahiriyyenne sont convaincus que la paix entre les nations est apte à leur garantir la prospérité, l'abondance et la concorde. Ils appellent à mettre fin au commerce des armes et de leur fabrication à des fins d'exportation. L'industrie des armes constitue un gaspillage des richesses des sociétés, un alourdissement des impôts individuels, une propagation de la destruction et de l'anéantissement dans le monde.

24) Les membres de la société jamahiriyyenne en appellent à la suppression des armes nucléaires, bactériologiques et chimiques ainsi que de tout autre moyen d'extermination et de destruction massive. Ils en appellent à l'élimination de tous les stocks existants, à la préservation de l'humanité des dangers représentés par les déchets des centrales nucléaires.

25) Les membres de la société jamahiriyyenne s'engagent à protéger leur société ainsi que le système politique basé sur le pouvoir populaire. Ils s'engagent également à en sauvegarder les valeurs, les principes et les intérêts. Ils considèrent la défense collective comme seul moyen de les préserver. Ils considèrent que la défense de la société jamahiriyyenne est la responsabilité de tout citoyen, homme ou femme. Nul ne peut avoir de substitut face à la mort.

26) les membres de la société jamahiriyyenne s'engagent sur les bases de cette Charte. Ils ne permettent pas qu'elle soit enfreinte et s'interdisent tout acte contraire aux principes et droits qu'elle garantit. Chacun a le droit de plaider en justice en vue d'une réparation de toutes atteintes aux droits et libertés qu'elle annonce.

27) Les membres de la société jamahiriyyenne offrent au monde et avec fierté, le Livre vert, guide et voie de l'émancipation pour l'acquisition de la liberté. Ils annoncent aux masses populaires l'avènement d'une ère nouvelle où seront abolis les régimes corrompus et extirpée toute trace de tyrannie et d'exploitation.

Le Congrès général du peuple de la Grande jamahiriyyah arabe libyenne populaire et socialiste.

Fait à Baida, le 28 Chawal 1397 du décès du Prophète

Le 12 Assayf/juin 1988.

Document 15:

Charte marocaine, 1990

Note explicative

Titre complet: Charte nationale des droits de l'homme.

Auteur: Cette Charte a été adoptée le 16 novembre 1990, et proclamée à Rabat le 10 décembre 1990 par cinq organisations dont les noms figurent à la fin du texte.

Source:

- Version arabe: *Mashru' al-mithaq al-watani li-huquq al-insan*, dans *Al-Tadamun*, no 8, novembre 1990, p. 6. Cette version porte la date du 8 février 1990.
- Version française: Nous reproduisons ici la traduction française publiée dans *L'organisation marocaine des droits de l'homme à travers ses communiqués et déclarations*, mai 1988-mars 1991, Éditions Maghrébines, Casablanca 1991, p. 141-145.

Préambule

- Considérant les diverses crises endurées par l'humanité dans le passé et le présent et qui découlent des conflits opposant les forces de l'injustice et de l'oppression aux forces militant pour le règne de la justice et de la liberté, et ayant présent à l'esprit les idées libératrices qu'elles ont engendrées ainsi que les sacrifices consentis par les peuples pour réaliser leur aspiration à la dignité humaine, avec tout ce qu'elle implique comme droits et libertés essentielles.

- Considérant les victoires successives remportées par l'humanité tout au long d'un combat acharné, guidé par les valeurs de l'Islam, par les prescriptions des religions révélées, les accumulations émancipatrices de la civilisation marocaine à travers toutes ses composantes, par la pensée progressiste de l'humanité et par les déclarations et pactes internationaux ayant codifié, organisé et universalisé les principes des droits de l'homme.

- Considérant les acquis de la lutte du peuple marocain depuis le début de ce siècle, qui a toujours lié la libération de la patrie et la reconnaissance des droits et libertés des citoyens.

- Vu les obligations incombant au Maroc et découlant de son adhésion à la Charte des Nations unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que de sa ratification d'un certain nombre d'instruments internationaux, dont notamment les deux pactes internationaux relatifs, le premier aux droits civils et politiques, et le second aux droits économiques, sociaux et culturels.

- Conscientes que l'homme est le centre de la vie et que grâce aux droits matériels et moraux et aux libertés essentielles qu'il acquiert, s'épanouit son génie, jaillissent ses potentialités et se développe sa personnalité et qu'il se trouve ainsi habilité à

contribuer au développement économique, social et culturel de son pays, à sa stabilité politique et au progrès de sa civilisation.

- Convaincues de l'indivisibilité des droits civils et politiques et des droits économiques, sociaux et culturels.

- Convaincues que l'exercice effectif des droits de l'homme demeurera limité, malgré leur codification dans les constitutions, les lois, déclarations, conventions et pactes internationaux, en l'absence de moyens efficaces de protection, étant admis que les conditions essentielles pour assurer cette protection résident dans:

- le fait que la Nation exerce souverainement par le biais de représentants issus d'élections libres et impartiales, ses pouvoirs aux niveaux de la décision, de l'exécution et du contrôle;

- le respect de la légalité et de la primauté de la loi;

- l'indépendance de la justice;

tous ces éléments devant concourir au respect des droits et libertés et à la concrétisation de l'État de droit.

- Conscientes que la situation actuelle des droits de l'homme au Maroc reste en-deçà du niveau auquel aspire le peuple marocain, à cause notamment:

- des reculs graves ayant entaché les acquis en matière de libertés individuelles et collectives;

- du recours à une législation remontant à l'ère coloniale en vue de réprimer ces libertés;

- du maintien des lois et règlements attentatoires à la dignité humaine en matière de détention et d'incarcération;

- de l'introduction d'amendements restrictifs dans le code de procédure pénale et le code des libertés publiques;

- de la révision du statut fondamental de la Magistrature dans un sens contraire aux garanties prévues par la constitution;

- de l'institution des tribunaux communaux et d'arrondissements ayant un statut contraire au principe du procès équitable;

- de la mise en œuvre de la procédure de contrainte par corps dans les affaires civiles;

- de la violation des droits fondamentaux de la femme en droit et en pratique;

- du non-respect de l'ensemble des droits de l'enfant;

- de l'absence de protection du droit à un environnement sain.

- Considérant les formes d'injustice, d'arbitraire et autres pratiques prohibées par la loi en particulier dans les campagnes comme l'arrestation arbitraire, l'usage de la contrainte, de la torture, les disparitions illégales, les excès de pouvoir, les restrictions à la liberté de la presse, d'opinion, d'association, de circulation, la falsification de la volonté des électeurs, outre les atteintes au droit au logement décent, aux soins, à l'emploi et à l'éducation et l'aggravation des disparités sociales entre les couches privilégiées et celles démunies.

- Considérant que la défense des droits de l'homme au Maroc est une obligation incombant aux Organisations de défense des droits de l'homme ainsi qu'à l'ensemble des citoyens et des forces et potentialités démocratiques, dans la diversité de leurs convictions.

Et en harmonie avec les principes sur lesquels se fondent les organisations signataires et leurs positions constantes en faveur de la défense des causes des droits de l'homme, du soutien qu'elles leur apportent et de la fidélité aux principes et valeurs proclamés par les instruments internationaux.

Elles proclament ce qui suit:

- Que la réalisation de la justice et de la liberté et la garantie des droits de l'homme de manière générale ne se conçoivent que dans le cadre de l'État de droit, de la démocratie et de la justice sociale.

- Que la sauvegarde de l'indépendance de la justice dépend des garanties de fait et de droit reconnues aux magistrats et exige la non immixtion du pouvoir exécutif dans ses compétences et prérogatives, la suppression de toutes entraves à l'exécution de ses décisions, le contrôle effectif de la police judiciaire, la revalorisation morale et matérielle de la magistrature.

- Que le respect des droits de la défense ne se conçoit que dans la garantie de l'indépendance de la profession d'avocat, le respect des valeurs et traditions de cette dernière, la mise à la disposition de l'avocat de tous les moyens lui assurant l'accomplissement de son office, y compris le droit d'assistance lors de l'enquête préliminaire diligentée par le judiciaire, auprès du Parquet et lors de l'instruction préparatoire, et ce, afin d'éviter que les personnes ne soient exposées à quelque forme de pratique inhumaine ou dégradante.

La consécration de ces principes exige des Organisations signataires de:

- œuvrer pour la réalisation des conditions de la protection internationale des droits de l'homme, en incitant l'État à ratifier tous les instruments relatifs à ces droits et notamment, le protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques en effectuant la déclaration prévue à l'article 41 dudit Pacte, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, les règles minima relatives au traitement des détenus, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention des droits de l'enfant et la Convention relative aux libertés syndicales et à la protection du droit syndical;

- agir pour l'intégration de tous les principes et dispositions contenus dans les instruments internationaux, dans la législation nationale, par la révision de celle-ci et par l'élimination de tous les aspects y restreignant les libertés individuelles et collectives et par l'abolition de la peine de mort;

- œuvrer pour la révision de la constitution en vue d'une plus large consécration des droits de l'homme et du contrôle de la constitutionnalité des lois par la justice et de l'élargissement des compétences de la chambre des représentants afin de conforter son rôle de contrôle du pouvoir exécutif et de la mettre à même d'accomplir sa mission législative;

- agir en vue d'assurer une participation effective des citoyens à la gestion de la chose publique, grâce à des élections honnêtes et libres aux échelons national, local et professionnel et de sanctionner quiconque se rendrait coupable de toute atteinte à ce droit;

- défendre le droit des peuples à leur émancipation du colonialisme et de toutes les formes d'hégémonie étrangère, à l'intégrité de leurs territoires et à la conquête de leurs libertés fondamentales, soutenir les mouvements de libération nationale et en particulier le peuple palestinien pour la reconnaissance de ses droits nationaux légitimes et combattre toutes les formes de discrimination et de ségrégation raciale, dont notamment celle exercée à l'égard des immigrés.

La noble mission humanitaire que les Organisations signataires s'assignent et qui doit être accomplie dans le cadre de la légalité, des principes constitutionnels et de la suprématie de la loi leur fait l'obligation de s'engager et d'agir de concert, en faveur de la promotion et de la défense des droits de l'homme dans leur acception et leur portée globale, incluant les droits civils et politiques, économiques, sociaux et culturels et ce par les moyens suivants:

- se solidariser avec les victimes des violations des droits de l'homme en considération de ce qu'une agression contre une liberté ou une atteinte à la dignité de tout citoyen, est une agression contre la liberté et la dignité de l'ensemble du peuple marocain;

- contribuer à la diffusion et l'approfondissement de la sensibilité aux droits de l'homme, individuels et collectifs, par tous les moyens légaux;

- œuvrer pour l'enseignement des droits de l'homme à toutes les étapes du système éducatif;

- organiser des colloques et conférences communes sur la problématique des droits de l'homme au Maroc;

- établir une coordination avec la presse nationale intéressée;

- agir pour la consolidation des liens de solidarité et de coopération positive entre toutes les associations et personnalités concernées par les droits de l'homme sur la base des principes suivants:

- 1) l'indépendance à l'égard des pouvoirs publics;

- 2) l'esprit de dialogue démocratique excluant le non alignement sur quelque courant politique ou doctrinal;

- 3) la priorité donnée aux principes retenus dans cette Charte de façon principale et à tout ce qui est susceptible de renforcer la cause des droits de l'homme;

- respecter la présente Charte et se référer à ses dispositions, principes et fondements, considérant son contenu comme une plate-forme minimum non susceptible d'abrogation ou de modification sinon dans le sens de l'élargissement et de la perfection des modes d'appréhension et de défense des causes des droits de l'homme.

La Charte dont la version arabe fait seule foi a été adoptée par les Associations suivantes citées selon la date de leur constitution à Rabat le 27 Rabiâ II 1411, correspond au 16 Novembre 1990, et proclamée à Rabat le 10 Décembre 1990.

- 1) L'Association des barreaux du Maroc:
Le Président: Mohamed Ben Abdelhadi Alkabbab
- 2) L'Association des juristes marocains:
Le Président: Abderrahman Kadiri
- 3) La Ligue marocaine pour la défense des droits de l'homme:
Le Secrétaire général: Abdelkader Alami
- 4) L'Association marocaine des droits de l'homme
Le Président: Mohamed El Hihi
- 5) L'Organisation marocaine des droits de l'homme
Le Président: Khalid Naciri